

UNIVERSITY OF TORONTO



3 1761 01595571 9



1500
I.
G
S

ARCHIVES HISTORIQUES

DE LA GASCOGNE

FASCICULE DIX-HUITIÈME

LE LIVRE DES SYNDICS DES ÉTATS DE BÉARN

PAR LÉON CADIER

LE
LIVRE DES SYNDICS

DES ÉTATS DE BÉARN

(TEXTE BÉARNAIS)

PUBLIÉ POUR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE GASCOGNE

PAR

LÉON CADIER

ARCHIVISTE PALÉOGRAPHE
MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

PREMIÈRE PARTIE



PARIS
HONORÉ CHAMPION
ÉDITEUR
9, quai Voltaire, 9

AUCH
COCHARAUX FRÈRES
IMPRIMEURS
11, rue de Lorraine, 11

M DCCC LXXXIX



DC
611
G24K5
pt. 1

INTRODUCTION.

I.

ARCHIVES DES ÉTATS DE BÉARN.

Les Archives des États de Béarn forment la partie la plus importante de la série C des Archives départementales des Basses-Pyrénées, car elles ne comprennent pas moins de 850 liasses ou registres (1). Les plus anciens documents, se rapportant à la fin du XIV^e et au XV^e siècle, sont malheureusement peu nombreux (2), et les plus intéressants sont conservés dans le Trésor des Chartes de Navarre, classé dans la série E des Archives. Pour le XVI^e siècle, elles constituent, avec les Archives de la Chambre des comptes de Pau, une admirable source de rensei-

(1) Archives des Basses-Pyrénées, C 676 à 1525.

(2) Une seule liasse, cotée C 1224, renfermant quatre pièces sur parchemin et deux pièces sur papier, se rapporte au XV^e siècle (1391-1482). Il faut y joindre les deux registres dits des Établissements de Béarn, C 679 et C 680, qui s'étendent de l'an 1467 à 1521. Le Registre C 679 contient, en outre, une copie du serment de Gaston XII, vicomte de Béarn, aux États, en 1436, et quelques documents antérieurs à 1460.

gnements sur l'histoire intérieure, l'administration, les mœurs et coutumes du Béarn : des lacunes considérables, correspondant souvent aux époques les plus intéressantes et les plus troublées, viennent malheureusement interrompre cette belle série de documents, qui est à peu près complète pour les deux siècles suivants.

Depuis que le souverain du Béarn est monté sur le trône de Navarre, en 1482, ce pays a beaucoup perdu de son importance politique ; son rôle historique se termine pour ainsi dire avec le xvi^e siècle. Mais le Béarn a conservé la plus grande partie de ses privilèges ; son antique législation, précieux héritage qui se transmet de génération en génération, en s'augmentant continuellement depuis la fin du xi^e siècle, est demeurée intacte et un travail de révision doit, au milieu du xvi^e siècle, l'approprier aux besoins nouveaux de la population béarnaise. Enfin, jusqu'en 1789, le Béarn doit conserver une administration autonome et le rôle des États sera de lutter sans cesse contre les empiètements du pouvoir royal. Tout l'intérêt de l'histoire du Béarn se concentre donc sur les États de la province qui sont les défenseurs des fors et privilèges et qui luttent constamment pour conserver la surveillance et le contrôle de l'administration du pays.

On est étonné que cette histoire n'ait pas encore été tentée ; il existe sans doute une excellente *Notice sur l'Intendance en Béarn* (1), par Paul Raymond,

(1) Paul Raymond, *Notices sur l'Intendance en Béarn et sur les États de cette province*, inséré comme préface du tome III de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales des Basses-Pyrénées* (tirage à part, Paris, 1865, 1 vol. in-4°).

ancien archiviste des Basses-Pyrénées, faite avec la science, la clarté et la précision qui caractérisent toutes les œuvres sorties de la plume de ce savant. Mais, comme le titre l'indique, ce n'est qu'une Notice, destinée à servir d'Introduction à l'Inventaire des Archives des États et de l'Intendance du Béarn ; ce travail, loin d'exclure toute recherche nouvelle sur les États et l'Intendance, aurait dû au contraire servir de guide, en montrant l'intérêt qu'offrent ces belles Archives des États, et les précieux renseignements qu'elles fournissent, soit pour une étude sur l'administration, soit pour des recherches généalogiques. — La publication des Archives des États de Béarn ne peut être entreprise ; le caractère des documents qui y sont conservés, consistant en grande partie en pièces de comptabilité, rend inutile l'impression intégrale des registres. Mais d'autre part on ne saurait se contenter de l'Inventaire sommaire des Archives. Le plan adopté pour cette publication, modifié déjà depuis l'époque où a été rédigé celui des Basses-Pyrénées, ne peut satisfaire aux exigences des travailleurs ; il ne peut fournir que quelques indications pour faciliter les recherches. Il serait donc indispensable de publier un répertoire des registres des États, renfermant non seulement l'analyse sommaire des délibérations des États, mais les noms des personnages, les entrées aux États, si importantes pour l'histoire des familles béarnaises, les rôles des feux et les tableaux de répartition, etc. L'analyse des Cahiers des États de Béarn, au xvi^e siècle, ne serait pas un travail bien considérable et l'on serait surpris de la masse de renseignements

qu'elle fournirait aux historiens non seulement du Béarn, mais de toute la région du Sud-Ouest.

Ce travail est à peu près terminé pour le xv^e siècle. Des recherches sur l'histoire, l'organisation et les attributions des États de Béarn (1) m'ont mis à à même d'apprécier l'importance des deux registres des États qui nous ont été conservés pour cette époque. Le premier volume des Établissements (registre C 679) est une compilation des Cahiers des États de 1467 à 1494. Ces cahiers sont rédigés toujours sous la même forme ; les mêmes articles sont souvent répétés pendant plusieurs sessions ; à part quelques documents plus intéressants, la publication intégrale de ces Cahiers n'offrirait qu'un médiocre intérêt. J'espère pouvoir en publier bientôt l'analyse complète, où les faits seront dégagés du fatras des formules et de la phraséologie des secrétaires et notaires. — Le second Registre (C 680) a une tout autre importance : ce n'est plus la transcription intégrale des Cahiers des États, mais un recueil de documents de nature différente qui nous renseignent admirablement sur la vie intérieure des États à la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècle. On y trouve à la fois des comptes rendus de sessions des États, des fragments de Cahiers, des extraits de délibérations, des commissions, instructions et mémoires aux lieutenants du souverain pour la tenue des États, des rôles de répartition, des comptes de levée d'impositions et de dépenses faites, soit par le Trésorier de Béarn, soit par les Syndics des États, etc. ; ces

(1) Léon Cadier, *Les États de Béarn depuis leurs origines jusqu'au commencement du xvi^e siècle*. Paris, Impr. nat., 1888, 1 vol, in-8°.

documents nous montrent l'organisation des États, leur mode de délibération, leur action sur l'administration du pays et enfin leurs attributions, si importantes et si variées.

Mais ce n'est pas seulement pour l'histoire intérieure des États que le Registre C 680 mérite d'attirer l'attention. L'histoire du Béarn à la fin du xv^e siècle est peu connue ; les historiens négligent en général l'histoire de la province pour s'attacher plus particulièrement à la vie des princes de la Maison de Foix-Grailly et au récit de leurs malheurs en Navarre. Les documents relatifs au Béarn à cette époque sont assez rares. Le Béarn a cependant joué un assez grand rôle dans cette période troublée et il a été intimement mêlé aux luttes et aux guerres de ses souverains, surtout pendant le règne de Jean d'Albret et de Catherine de Navarre (1483-1517). Or, à cette époque, toute l'administration du pays se trouve entre les mains des États, qui gouvernent en réalité au nom du souverain. L'histoire du Béarn à la fin du xv^e siècle, c'est l'histoire des États, de leur rôle dans les luttes de Navarre et du concours actif qu'ils ont prêté au roi Jean et à la reine Catherine, soit pendant la guerre de succession de Navarre, soit après la conquête de la Navarre par Ferdinand le Catholique. Sans doute, comme le dit Paul Raymond (1), « il ne faut pas chercher, dans les délibérations des États de Béarn, une image bien vive
« des événements politiques qui agitèrent la France ;
« la nature des pièces... est même peu favorable à la

(1) P. Raymond, *Notices sur l'Intendance*, p. 58.

« connaissance des faits » ; mais à défaut de chroniques, on est heureux de trouver une mention nette, précise et officielle des faits qui se sont accomplis en Béarn à cette époque. Le Registre, dont la Société historique de Gascogne a bien voulu accepter la publication, offre à cet égard un réel intérêt. Aussi avons-nous cru devoir le publier en entier, comme étant une source à peu près unique pour l'histoire du Béarn de 1487 à 1521.

II.

LE LIVRE DES SYNDICS. — SES AUTEURS.

Le registre C 680 des Archives des Basses-Pyrénées est un manuscrit sur papier, comprenant 186 feuillets de 279 sur 202 millimètres. On y remarque une double foliotation ancienne : la première est numérotée de 1 à 175 ; la numérotation actuelle ne commence qu'au seizième feuillet, elle va de 1 à 172 avec trois numéros supplémentaires ; la deuxième foliotation ancienne commence au dernier feuillet du registre et va à rebours de 1 à 33, le trente-troisième feuillet correspondant au folio 162 de la première numérotation ; les vingt premiers feuillets seuls sont écrits, le vingtième feuillet correspondant au folio 175.

Le papier du Registre est assez fin et le filigrane représente une main étendue avec deux doigts, l'annulaire et l'auriculaire, repliés. Le registre a été écrit au jour le jour et l'écriture varie suivant les Syndics qui l'ont rédigé : on y remarque trois écritures bien distinctes. Mais, en outre, certaines parties sont plus

ou moins soignées; dans la première partie notamment, certains documents sont transcrits avec le plus grand soin, tandis que les comptes et les notes sont d'une écriture plus courante et plus négligée. La demi-reliure de parchemin blanc, commune à la collection des Registres des États, conservée aux Archives des Basses-Pyrénées, est moderne.

Le Registre C 680 figure dans l'Inventaire des Archives des Basses-Pyrénées comme second volume des Établissements des États (1). J'ai déjà exposé ailleurs que les registres des Établissements avaient un tout autre caractère et que, par son contenu seul, il ne pouvait être confondu avec eux (2). Notre registre est si peu un Livre de Statuts ou d'Établissements qu'il renvoie plusieurs fois, pour le détail des séances et notamment pour les cahiers de doléances, au volume correspondant des Établissements. On lit, en effet, dans le compte rendu de la session de mars 1513 : « Suus losquals greuges, per sa Majestat
« fo apunctat, aixi que appar per loz appuntamentz
« en lo *Libe deus Stablimentz* scriutz... » (3). Et plus loin dans la session du mois de juillet 1514 : « Apres
« que fon conceditz certantz appunctamentz suus et
« toquant los greuges, abantz aquestes hores doman-
« datz reparar, los quoaus apparin et son scriutz en
« los *Libes deus Statutz*... » (4). D'ailleurs si nous ne possédons plus le Livre des Établissements corres-

(1) P. Raymond, *Inventaire sommaire des Archives des Basses-Pyrénées*, t. III, p. 89.

(2) Léon Cadier, *Les États de Béarn*, dans l'Avant-propos relatif aux Sources, p. VIII.

(3) Registre C 680, fol. 89.

(4) *Ibidem*, fol. 94.

pondant à la même époque que le registre qui nous occupe, nous savons qu'il a existé, car il figure dans l'Inventaire des Archives des États de Béarn, dressé par les Syndics en 1644. La description qu'on en donnait alors ne répond pas du tout à celle du Registre C 680 et montre que c'était un livre beaucoup plus volumineux, dans le genre du premier volume des Établissements des États (1467-1484), qui nous a été conservé (1). Voici la description du second Livre des Statuts : « Troisièmement, s'est
 « trouvé un autre livre, couvert de basane noire,
 « intitulé *Liber secundus Stabilimentorum*, com-
 « mencé au mois de juin 1495, où sont transcrits les
 « Établissements faits et concédés par les seigneurs
 « souverains de Béarn à l'intercession des États,
 « et contenant cinq cent quatre-vingt-trois feuil-
 « lets... » (2). On voit que cette description ne correspond nullement à celle du Registre C 680 : celui-ci n'est pas un Livre d'Établissements.

Le contenu du Registre permet heureusement d'en découvrir l'origine. Bien qu'il renferme les documents les plus divers, délibérations, cahiers, comptes, commissions, etc., de nombreuses mentions en font connaître à première vue les possesseurs et même les rédacteurs. Ce n'est pas un recueil de procès-verbaux rédigé par les secrétaires des États, ni un livre de comptes du Trésorier ; c'est cependant un registre à

(1) Archives des Basses-Pyrénées, C 679.

(2) *Ibidem*, C 676, fol. 4 : « Tercement s'es trouvat autre libre, couvert de
 « bazane negre, intitulat : *Liber secundus Stabilimentorum*, commençat en lo
 « mes de juin mille quoaate centz navante et cinq, on son descriuntz los Establi-
 « mentz feytz et conceditz per los seignors sovirans de Bearn, a l'intercession
 « deus Estatz, contenenent cinq centz oeytante et tres foucilhes... »

l'usage des officiers des États, renfermant à la fois des comptes rendus de sessions, des comptes de différente sorte, des documents importants émanés, soit du souverain, soit des États, etc. D'autre part, ce n'est pas un recueil officiel, mais une compilation faite au jour le jour, une sorte de journal relatant au fur et à mesure des besoins les résolutions des États, les comptes et mémoires, les paiements effectués ou restant à faire. L'examen un peu attentif du livre, les rapports constants qu'il signale entre le rédacteur et le receveur général des finances ou le Trésorier de Béarn, auraient pu le faire attribuer aux Syndics des États, même sans des indices plus positifs qui enlèvent toute espèce de doute à cet égard.

On remarque, en effet, soit dans les comptes, soit dans l'énoncé des résolutions prises par les États, de nombreuses mentions, où le rédacteur parle à la première personne ⁽¹⁾, et décline même son nom et ses qualités. Ainsi dans les comptes du 28 novembre 1489, il est question de trois commissaires élus pour le rachat de lettres de marque en Aragon : ces trois députés sont Pées de Pérer, Jean Coterer, trésorier, et « *je Jean Castagnède, syndic* » ⁽²⁾. A propos d'une réunion de l'Abbrégé des États à Pau, le 9 février 1490, il est dit que les députés sont demeurés trois jours outre l'aller et le retour, « *et moi syndic avec eux* » ⁽³⁾. Enfin dans un compte du mois

(1) Reg. C 680, fol. 13 v° : « Los quoate cens seutz deu pays dessus pausatx « per distribuir per Mos. lo Seneschal. *Jo fuy absent*, mas M^r Johan Coterer y « deu saber qui fo a la division. » — *Ibidem*, fol. 23 v° : « *Jo donat carr a « Pedro de Thoulouse de anar en Aragon per la Porte de Canfranc...* »

(2) Reg. C 680, fol. 6.

(3) Reg. C 680, fol. 9.

d'août 1492, il avait été attribué cent écus au Syndic Castagnède pour une mission en France. Une note insérée plus tard entre les lignes porte : « *Je n'y allai pas et ainsi je n'ai rien eu, car Médeville y alla* » (1). On pourrait multiplier les exemples ; ces quelques mentions suffisent à prouver tout au moins que Jean de Castagnède, Syndic des États de Béarn, a été l'un des possesseurs et le rédacteur d'une partie du Registre.

Mais ces mentions peuvent avoir été ajoutées après coup, comme la dernière citée, ou bien se trouvaient-elles dans des documents transcrits dans le Registre, comme celle qui se trouve dans le rôle donné par les Syndics au général des finances, le 15 novembre 1488, avec la souscription des deux Syndics, Manes et Castagnède (2) ? Des indications plus précises montrent bien la véritable destination de cette compilation et permettent de lui donner le titre de *Livre des Syndics des États*, que nous avons adopté. A la suite des comptes rendus des sessions, suivis toujours du rôle de répartition de l'imposition votée, de l'évaluation de la quote par feu et de la réduction des *feux affranchis*, on trouve souvent des comptes particuliers des Syndics et des notes destinées à rappeler, à la session suivante, des sommes à payer ou à recevoir, des engagements pris ou des explications à demander. Par exemple, à la suite des comptes des États de juillet 1496, on trouve un

(1) Reg. C 680, fol. 14 : *Jo no y ane et aisi nichil habui, car Medeville y ana.*

(2) « Et en testimoni de vertat, nosditz de Manes et de Castanhede, Sindiex « deu pays, nos em assi subsignatz de nostres propris maas... » (Reg. C 680, fol. V v°).

compte particulier du Syndic qui débute ainsi : « *Memoria a mi Sindic que jo deure donar compte de... etc.* » (1). Lors de la session des États à Orthez, en novembre 1512, le Tiers-État s'était réuni dans la maison d'un nommé René Babin, qui refusa l'indemnité votée par les États parce que, natif du royaume de France, il habitait le Béarn et désirait être bon Béarnais et mettre son corps et ses biens au service du pays. Ce refus fut consigné dans une note du Syndic Boeil, commençant comme la précédente par les mots : « *Fas memorie jo scindic juus scriut, etc...* », et reproduite l'année suivante par le Syndic Tisnès (2). La forme même des comptes rendus, le soin avec lequel sont mentionnées à chaque session les dépenses pour les charges du pays, les indemnités ou *tailluquets* accordées aux députés, les missions particulières des États, la vérification des comptes du trésorier, etc., prouvent que nous avons affaire au journal particulier où les Syndics inscrivaient le résultat de chaque session et consignaient les renseignements qui pouvaient servir à l'exécution des délibérations des États et à l'examen des comptes des receveurs et du Trésorier de Béarn.

Le Registre C 680 a été rédigé par les Syndics des États de 1488 à 1521. Il est autographe, car dans les premiers feuillets on n'a pas de peine à identifier l'écriture du manuscrit avec celle des notes marginales ou interlinéaires, où le Syndic Castagnède se nomme et parle à la première personne. Plus tard,

(1) Reg. C 680, fol. 29. Voir encore au feuillet 77.

(2) Reg. C 680, fol. 84 v° et 87. Ces deux notes sont signées et paraphées par les deux Syndics.

les comptes rendus portent la signature des Syndics Boeil et de Tisnès (P. de Textoribus), dont l'écriture peut être facilement distinguée. On peut diviser ainsi le Livre des Syndics en quatre parties : les deux premières, qui comprennent les 20 feuillets de la première foliotation et les 57 premiers feuillets de la seconde, sont l'œuvre du Syndic Jean de Castagnède seul. La troisième partie ne comprend que les feuillets 57 à 78 : elle est rédigée par le Syndic Boeil et par Castagnède, qui a annoté la partie écrite par son collègue. Enfin la quatrième partie est écrite par les Syndics Boeil et Tisnès, par ce dernier surtout : c'est celle où les Syndics ont apposé leurs signatures ; quelquefois ils ont signé tous deux (1).

L'écriture est tantôt soignée, tantôt rapide : les 78 premiers feuillets sont plus surchargés de notes du Syndic, d'additions et de corrections que la quatrième partie que nous avons distinguée. Celle-ci paraît avoir été rédigée avec plus de soin par les Syndics Boeil et Tisnès et semble plutôt une copie mise au net qu'un recueil de notes et de renseignements comme les parties précédentes. Cette remarque est confirmée par la composition de cette dernière partie, qui ne renferme plus que des comptes rendus de séances, beaucoup plus développés que les précédents, et des comptes également plus détaillés et plus nets, pour les années 1511 à 1521. Mais en revanche on ne rencontre plus de copies de documents ni de notes historiques aussi importantes que dans la première partie. Le Syndic ne prend plus la peine de trans-

(1) Par exemple, Reg. C 680, fol. 139 v°.

crire les commissions et ordonnances des souverains, ni même leurs instructions et mémoires, qui ajoutent tant d'intérêt au Livre de Jean de Castagnède. Cependant, comme les notes sont plus complètes et entrent dans bien des détails sur la nature des dépenses ou sur les résolutions prises par les États, comme en outre les discours d'ouverture ou *Rémonstrations* du souverain et les Cahiers de doléances sont analysés avec plus de soin, cette dernière partie est loin d'être inférieure aux précédentes en valeur et en importance historique.

En résumé, le Livre des Syndics des États de Béarn est un recueil de comptes rendus, de délibérations, de comptes et de notes diverses intéressant l'histoire du Béarn de 1488 à 1521. C'est un Registre tenu au jour le jour et destiné à faciliter la tâche des Syndics et la vérification des comptes. Il a été rédigé principalement (1) par trois des Syndics des États, Jean de Castagnède (1488 à 1510), devenu Juge de Béarn, puis Conseiller du pays (2), Roger de Boeil, Syndic de 1508 à 1527, et Pées de Tisnès, de 1511 à 1530 (3).

(1) Certaines parties du Registre peuvent avoir été écrites, soit par un secrétaire, soit par les serviteurs du Syndic, dont il est fréquemment question dans les comptes des États. Ces quelques pages, qui sont d'ailleurs peu nombreuses, n'offrent aucune importance et sont revues par le Syndic : elles n'empêchent nullement d'attribuer la rédaction des diverses parties du Registre aux trois Syndics ci-dessus nommés.

(2) Reg. C 680, fol. 81. Note marginale : « *Hic factus consiliarius Castagneda.* »

(3) Voir dans *Les États de Béarn*, p. 287, la liste des Syndics de Béarn jusqu'en 1530.

III.

VALEUR HISTORIQUE. — ROLE ET IMPORTANCE DES SYNDICS DES ÉTATS.

Quelle est l'importance et la valeur historique du *Livre des Syndics des États*? — L'intérêt que peuvent offrir les documents, comptes et notes diverses qu'il renferme est double, suivant que l'on étudie l'histoire particulière des États de Béarn, ou l'histoire de la province sous la domination des rois de Navarre. Dans l'un et l'autre cas, le Registre C 680 a l'avantage d'être à peu près l'unique source pour l'histoire intérieure du Béarn. Les documents sur l'administration du pays ont presque tous disparu, et ce n'est que par des actes d'ordre privé, conservés dans les *Registres de Notaires* (1), que l'on peut compléter les renseignements puisés dans les archives des États pour la fin du xv^e et le commencement du xvi^e siècle.

Pour l'histoire particulière des États, leur organisation et leurs attributions à la fin du xv^e siècle, la composition du Livre des Syndics, l'extrême variété des documents qu'il renferme, le caractère semi-officiel et confidentiel des renseignements notés, font de ce recueil une source de premier ordre. On saisit admirablement le fonctionnement des assemblées d'États et leur rôle prépondérant, à cette époque, dans l'administration du pays : on assiste pour ainsi dire dans les coulisses, en suivant pas à pas le rôle de leurs agents, à l'exécution des décisions des États et l'on comprend leur influence par le nombre et la

(1) Les Archives des Basses-Pyrénées renferment heureusement une fort belle collection de Registres de notaires, classés dans la série E (E 1096 à 1765).

variété des affaires sur lesquelles se porte leur activité. C'est grâce surtout au Registre des Syndics que l'on peut étudier l'organisation des États, leur mode de délibération, leurs moyens d'action et leurs attributions multiples. La troisième partie de mon étude sur les États de Béarn a été composée surtout d'après les éléments fournis par ce Registre; il me suffira d'y renvoyer pour tout ce qui concerne l'histoire intérieure des États et leur rôle si important à la fin du xv^e siècle.

Pour comprendre la valeur du *Livre des Syndics*, il faut se rendre compte du rôle et des fonctions de ces officiers des États. Le Syndic est l'agent chargé par les États de soutenir leurs intérêts vis-à-vis du souverain ou de ses officiers et de faire exécuter leurs décisions. Les Syndics étaient au nombre de deux; on les distingua au xvi^e siècle, postérieurement à l'époque de notre Registre, en syndic d'épée et syndic de robe. Ils étaient élus par l'Assemblée, d'abord dans le Tiers-État, si l'on en juge par les noms qui nous sont parvenus pour le xv^e siècle; mais depuis la fin du xvi^e siècle, ils furent toujours choisis dans l'ordre de la Noblesse. Une délibération de 1603 ⁽¹⁾ déclare que le Syndic peut être nommé en dehors des États, pourvu qu'il soit natif du pays ⁽²⁾. Une *liste chronologique des Syndics des États de Béarn* a été dressée par Paul Raymond, d'après les documents qui nous sont parvenus ⁽³⁾; elle est malheureuse-

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 702.

(2) Paul Raymond, *Notices sur l'Intendance*, etc., p. 92.

(3) *Ibidem*, p. 92 et 93. Voir quelques corrections apportées à cette liste, pour la fin du xv^e siècle, dans *Les États de Béarn*, p. 287.

ment fort incomplète pour le xv^e siècle, faute de renseignements. Le plus ancien Syndic des États, mentionné dans les documents, est Pécs de Prat qui, le 28 mars 1443, proteste contre les réponses faites par Gassie d'Arippe et Arnaud Guilhamet de Montbalar, procureurs généraux du vicomte de Béarn, aux Cahiers des États, examinés par une commission spéciale nommée par le comte Gaston XII (1). L'affaire ayant été portée devant la Cour Majour, réunie à Orthez, le 8 mai suivant, le Syndic renouvelle sa protestation en termes assez vifs, qui montrent que déjà à cette époque cet officier avait acquis une assez grande importance (2). Mais on ne trouve pas d'autre trace de l'action des Syndics avant 1468. Le fait qu'ils ne sont pas mentionnés dans certains documents de première importance concernant les États, à la fin du xiv^e siècle, permettrait de supposer que leur création ne date que de la première moitié du xv^e siècle. L'institution des officiers des États, tels que Trésorier de Béarn, Juge d'Appel, Conseiller du pays, etc., n'est pas antérieure à la régence de Madeleine, princesse de Viane.

Dès la fin du xv^e siècle, les Syndics jouent un rôle très considérable en Béarn. Dans les assemblées

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 319, fol. 240 v^o.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, *Registre de la Cour Majour*, B 1, fol 82 v^o :
 « Et aqui medixs P. de Prat, en nom et cum a Seindic et procurador de las gentz
 « deus tres Estatz deu païs et terre de Bearn, dixo que aqueres protestacions son
 « frustes et ineptes et de nulle efficasi et valor, ni eg. en nom que dessus, no y
 « assentive ni consentive, abantz expressement protestave deu dret et interesse
 « de las gentz deus ditz tres Estatz, et que las protestacions per losditz procu-
 « rayres feytes, ares de present ni en temps abiedor, non podossen ni pus-
 « quen en ren prejudicar a lasdites gentz densditz tres Estatz. . . »

d'États d'abord, ils sont chargés de la préparation des sessions, de la police des séances. D'après un règlement du 16 novembre 1498, ils devaient se trouver les premiers avec les Conseillers au lieu fixé pour la réunion des États et, pendant les trois premiers jours, recevoir les plaintes des particuliers ou des communautés, pour la rédaction des Cahiers de doléances. Les députés une fois assemblés, les Syndics notaient les présents et constataient les absences (1); ils devaient s'assurer de l'assiduité des députés et veiller à ce qu'aucun d'eux ne partît avant que les affaires fussent terminées. Les députés devaient montrer aux Syndics la lettre de convocation qu'ils avaient reçue, sous peine d'être exclus de l'assemblée (2).

Les Syndics distribuait entre les députés ou commissaires des États les indemnités ou *tailluquets* votés par l'assemblée et payaient aussi les auditeurs des comptes (3). Enfin c'étaient eux qui réglaient tous les frais de tenue des États, et les menues dépenses des sessions, location de salles, hôtelleries, collations, bois, vin, service, etc., dépenses qui sont mentionnées avec soin dans leurs comptes particuliers (4).

(1) Reg. C 680, fol. xx. Voir *Les États de Béarn*, p. 235 et 265.

(2) Règlement de 1521. — Reg. C 681, fol. 4 v°.

(3) Reg. C 680, fol. 53 : « *Item per los auditors de comptes qui se ajusteran a Sancte Marie, serun balhatz a mi J. de Castanbeda, per los distribuir a las despenses deus ditz auditors et aixi que per losditz comis sera apunctat et concludit, vint scutz.* »

(4) Voir par exemple Reg. C 680, fol. 30, 46 v°, 64 v° et surtout 71 v°. Session de 1510, n° 12 : « *Item, per balhar a l'ostan de Noel, ont los Statz se son tengutz, dus scutz, et a l'ostan de Biaxs ung scut et la ont es diit, ung scut. Et a las serbentes de Noel los sols restans, monte sincq scutz.* »

« *Item per las collations et la lenhe, et ung disnar feyt per los deputatz a*

Dans les délibérations, les Syndics étaient les intermédiaires entre les différents ordres, qui se divisaient en deux Chambres, le *Grand Corps* et le Tiers-État ou second corps. Les membres du Tiers-État ne pouvaient pas communiquer avec le clergé et la noblesse. Quand une décision prise par le Grand Corps n'était pas approuvée par le Tiers-État, les Syndics devaient négocier, afin d'arriver à une entente entre les deux corps, car l'avis des États devait être présenté au Souverain au nom des trois ordres. Cette mission des Syndics était une des plus délicates de leurs fonctions. En leur qualité de représentants des États, ils étaient aussi chargés de s'entendre avec le vicomte de Béarn et ses conseillers pour la conclusion des affaires, les remèdes à apporter aux abus signalés par les Cahiers de doléances, la rédaction des *Établissements* faits par le seigneur à l'intercession des États (1). Enfin ils jouaient un rôle des plus actifs dans les commissions des États, réunissaient l'*Abrégé* avec l'autorisation du souverain, quand ils le jugeaient nécessaire (2), et assistaient les auditeurs nommés par les États pour la vérification des comptes.

En dehors des sessions des États, ils étaient chargés de l'exécution de toutes les décisions prises, de la poursuite des procès, de la recherche des dettes, etc.; ils dirigeaient et surveillaient les négociations faites directement par les États. Ils avaient des attributions financières, surveillaient l'assiette de l'impo-

« Biaexs, sept sentz xv sols. » Cf. les notes des syndics Boeil et Tisnès, en 1512. (Reg. C 680, fol. 85 v^o et 86.) — *Les États de Béarn*, p. 249.

(1) Reg. C 679, fol. 235 v^o, 242, 256. Voir *Les États de Béarn*, p. 288 et p. 357.

(2) *Les États de Béarn*, p. 283 et suiv.

sition et les dépenses faites pour le pays par le Trésorier de Béarn ; enfin ils avaient la haute main sur la répartition et la levée des contributions, même de la donation faite au seigneur. C'étaient eux qui rédigeaient, au nom des États, le rôle de la répartition des donations votées, désignant la somme à lever par feu, les termes auxquels l'imposition devait être payée, etc. Ce rôle était remis au receveur général des finances, qui était tenu de se conformer exactement aux prescriptions des États (1). Dès la fin du xv^e siècle, les pouvoirs des Syndics étaient tellement étendus qu'ils allaient jusqu'à retarder ou suspendre la levée d'une donation, quand le souverain ne tenait pas ses engagements et différait de donner satisfaction aux réclamations des États (2).

Parmi les missions dont étaient chargés les Syndics, la plus importante était sans contredit l'enquête à laquelle ils se livraient pour la recherche des griefs et la rédaction des Cahiers de doléances. Ils exerçaient une surveillance active sur tous les officiers seigneuriaux, avaient la haute main sur l'administration et acquéraient ainsi une grande autorité aux yeux des populations, dont ils se faisaient les avocats et les défenseurs auprès du souverain. Ce rôle des Syndics est consacré par des articles du For et de la Coutume réformée de Béarn, sous Henri II de Navarre, sous la rubrique, DES SYNDICS : « *Si quel-*

(1) Voir plus loin, Reg. C 680, fol. v^o : « *Lo Rolle ballat au general per los « Sindics.* »

(2) Le 18 janvier 1481, les Syndics adressent une réclamation à la régente contre les excès commis par Guilhamot, bouteiller de la princesse de Viane, et donnent ces abus pour motif du retard apporté au paiement de la donation (Reg. C 679, fol. 293 v^o. — Voir *Les États de Béarn*, p. 291.)

« qu'un prétend qu'il lui a été fait quelque tort, pour
 « quelque cause que ce soit, contre les libertés, fors et
 « coutumes du pays, il s'adressera aux Syndics, qui
 « sont tenus de le conseiller et de le diriger. — Si les
 « Syndics de Béarn apprennent qu'il a été fait quelque
 « chose contre les fors, établissements et libertés du
 « pays, ils doivent s'y opposer, insister, déduire et
 « alléguer tout ce qui sera nécessaire pour le maintien
 « de ces privilèges et faire connaître le grief commis
 « ou la contravention auxdites libertés, sans attendre
 » autre mandement, même sans en avoir été requis
 « par les parties (1). » Les règlements des États,
 compilés au milieu du xvii^e siècle, favorisent la
 mission des Syndics en leur donnant le droit de
 pénétrer dans les différentes juridictions, de s'infor-
 mer des abus et de prendre copie des actes qui leur
 paraîtraient contraires aux coutumes et privilèges du
 pays (2). Ils ont d'abord entrée au Conseil pour faire
 les remontrances et réquisitions concernant les affai-
 res de leur charge, à toute heure et toutes les fois
 qu'ils le voudront (3). Les Syndics présentent les
appointements ou décisions des États et en requièrent
 la publication (4). Ils peuvent prendre communica-
 tion de toutes les provisions d'office, en obtenir copie
 du greffier, ainsi que des brevets et registres des
 greffes du Conseil, cours du sénéchal et des baillia-
 ges, quand ils le jugeront nécessaire au bien public

(1) *Los Fors et Costumes de Bearn* (à Pau, par Isaac Desbarats, 1715, in-4°), Rub. : *Deus Syndics*, article I et III, p. 35.

(2) *Compilation d'aucuns privilèges et reglaments deu pays de Bearn* (à Orthez, chez Jacques Rouyer, 1676, in-4°). Rubrique IX : *Deus Sindics*, p. 166.

(3) *Ibidem*, art. II, p. 166.

(4) *Ibidem*, art. V, p. 167.

ou particulier des parties; enfin ils peuvent même demander communication des procès criminels (1).

Le Syndic ne se contentait pas de surveiller les actes administratifs dans les greffes ou les cours judiciaires; il se transportait dans les diverses localités et se livrait, dans l'intervalle des sessions, à des enquêtes dans les communautés, afin de recueillir les plaintes et doléances contre les excès et abus, nécessaires à la rédaction des Cahiers des États. Dans chaque commune, il faisait convoquer les magistrats municipaux, jurats, gardes, conseillers et députés, et s'informait exactement des dommages qui avaient été causés et des violations des fors et des privilèges du pays (2). Les procès-verbaux de ces enquêtes étaient transmis par eux à la commission des griefs ou des requêtes, chargée particulièrement par les États de la rédaction des Cahiers de doléances, qui étaient présentés au souverain à chaque session.

Ainsi le Syndic était le principal agent des États, leur représentant auprès du souverain du pays et des états voisins. C'étaient eux qui préparaient les délibérations des États, qui facilitaient les discussions et qui faisaient exécuter leurs décisions. L'importance et la variété de leurs attributions montrent suffisamment combien est précieux le Registre où ont été consignés pendant plus de trente années les missions dont ont été chargés les Syndics, les notes et mémoires qui leur ont servi à l'expédition des affaires, les

(1) *Ibidem*, art. III, IV, VI, VII et VIII.

(2) *Procès-verbal de M^r de Mesplès, Syndic général des États de Béarn, sur son transport dans plusieurs villes et lieux de la province pour s'informer des griefs*. 8 mars 1582. (Archives des Basses-Pyrénées, C¹ 1233.) — Cf. *Les États de Béarn*, p. 289, 290, 354 et suiv.

comptes qu'ils ont eu à régler. On comprend ainsi l'intérêt qui s'attache à ce journal des Syndics, relatant, à leur point de vue et suivant leurs besoins, les décisions des États et les affaires dont ils ont à s'occuper. Sans doute, ces procès-verbaux et ces comptes sont souvent arides et ne fournissent que quelques indications, mais ils ont presque l'intérêt de mémoires et sont aussi utiles qu'un traité sur les droits et les attributions des États. On voit le Syndic agir, l'influence des États pénétrer dans toutes les branches de l'administration, leur action s'étendre en dehors même des limites du pays, et leurs représentants négocier en leur nom avec le roi de France et avec le roi d'Aragon, en Navarre, en Bigorre, en Guyenne, etc. Enfin, grâce aux notes des Syndics, on est complètement renseigné sur tout ce qui touche au vote des impositions, à leur répartition, à leur assiette et à leur perception dans le pays, et l'on voit fonctionner l'organisation financière si libérale et si simple du Béarn.

Pour compléter cette rapide étude, il reste à dire quelques mots de l'état du Béarn à la fin du xv^e siècle et à résumer brièvement les principaux événements auxquels les États ont été mêlés et que le Livre des Syndics vient éclairer d'une lumière nouvelle. Tandis que le Béarn recueillait le bénéfice de ses institutions tutélaires et que l'administration passait entre les mains du pays, sous la direction prudente des États, la Maison de Foix, souveraine du Béarn, était sérieusement menacée et obligée de soutenir de longues luttes, dont elle devait sortir amoindrie et abaissée.

Au milieu de circonstances difficiles, les souverains

de Navarre trouvèrent un appui constant dans le dévouement et la fidélité de leurs sujets du nord des Pyrénées, et les Béarnais, en particulier, ne cessèrent de leur prêter leur concours le plus efficace (1).

IV.

LE BÉARN PENDANT LA GUERRE DE SUCCESSION DE NAVARRE.

En 1488, au moment où Jean de Castagnède, élu Syndic de Béarn, le 15 mars, commençait à rédiger les procès-verbaux des séances des États et à transcrire les documents qui pouvaient lui servir dans ses importantes fonctions, la souveraineté du Béarn appartenait à Catherine de Navarre, alors âgée de dix-huit ans (2). Fille de Gaston, prince de Viane, tué dans un tournoi en 1470, et de Madeleine de France, fille de Charles VII, Catherine avait succédé à son frère François Phœbus, sous la tutelle de sa mère, au mois de février 1483. La jeune princesse avait hérité des comtés de Foix et de Bigorre, des vicomtés de Béarn, Marsan et Gabardan, Castelbon, Nébouzan, etc., que le contrat de mariage de sa mère avait assurés aux descendants de Gaston, prince de

(1) L'histoire du Béarn à cette époque et le rôle des États de Béarn dans les affaires de Navarre, ont été étudiés dans la seconde partie de mon ouvrage sur les États de Béarn (2^e partie chapitre III, p. 175 à 224). Mon intention n'est pas de refaire ici cette histoire, mais de fournir les quelques indications nécessaires à l'éclaircissement du texte du Registre C 680.

(2) Catherine naquit sans doute en 1470, l'année même de la mort de son père Gaston, prince de Viane. Elle prêta serment aux États, en 1491, à sa majorité. En 1483, à la mort de son frère François Phœbus, elle avait douze ans. (*Instructions des États de Béarn à monsieur d'Andoins*, février 1517. — Arch. des Basses-Pyrénées, E 321, publiées dans *Les États de Béarn, Pièces justificatives* XXI, n^o VIII.)

Viane (1); la mort de sa grand'mère Éléonore, le 12 février 1479, l'avait désignée, à défaut de son frère, pour lui succéder à la couronne de Navarre.

Les États de Béarn la reconnurent pour leur souveraine et lui prêtèrent le serment de fidélité en février 1483, et les États de Navarre, convoqués par le cardinal Pierre de Foix et l'infant D. Jaime, oncles de la jeune reine, lui rendirent le même devoir.

Le riche héritage de la princesse Catherine attira bientôt des prétendants, et Madeleine de France eut tout d'abord à s'occuper du mariage de sa fille. Les rois catholiques, Ferdinand et Isabelle, avaient déjà essayé de faire épouser une de leurs filles au roi François Phœbus, espérant faire prédominer ainsi leur influence en Navarre : la politique de Louis XI avait écarté leurs propositions. Mais ils reprirent leurs projets à la mort du jeune roi de Navarre et, favorisés peut-être par le cardinal de Foix, ils envoyèrent une ambassade à la princesse de Viane; la reine Isabelle vint à Vittoria en personne pour diriger les négociations (2). Depuis longtemps la Navarre était travaillée par les intrigues du roi d'Aragon. Le parti des Beaumont, qui avait pour chef le comte de Lérin, connétable de Navarre, beau-frère de Ferdinand le Catholique, soutenait les Castellans et aurait voulu le mariage de leur reine avec l'infant D. Juan d'Aragon. Les Gramontais, au contraire, représentaient le parti français et étaient opposés au mariage.

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 444 et E 542. Publié dans Galland, *Mémoire sur la Navarre*, Preuves n° xv, col. 27.

(2) D. José Yanguas y Miranda, *Historia compendiada del reino de Navarra* (San Sebastian, 1832, in-8°), p. 352.

Les Cortès de Navarre, réunis à Estella, le 30 juillet 1483, envoyèrent deux ambassadeurs à la régente pour la prier de consentir au mariage de sa fille avec l'infant d'Aragon, et ils écrivirent aux États de Béarn et de Foix dans le même sens (1).

Le roi de France était trop directement intéressé au mariage de la reine de Navarre pour ne pas intervenir ; il importait, en effet, que les domaines de la maison de Foix restassent entre les mains d'un prince français, au lieu de passer sous la domination du roi d'Aragon. Aussi Louis XI obligea-t-il sa sœur à repousser les avances des rois catholiques et, après sa mort, survenue le 30 août 1483, Charles VIII, ou plutôt son conseil de régence, s'occupait-il activement de ce mariage. Le roi de France écrivit dès le 8 septembre aux États de Béarn et de Navarre pour les inviter à choisir un époux pour leur souveraine ; il envoya à la régente Antoine de Latour, son écuyer, chargé de lui recommander Jean d'Albret, vicomte de Tartas, fils d'Alain, sire d'Albret (2). Les États de Navarre continuèrent à soutenir le projet de mariage castillan (3) ; cependant les Gramontais, réunis en Cortès, en 1484, demandaient à envoyer des ambassadeurs au roi de France, afin de s'entendre avec lui au sujet du mariage de leur reine (4). Mais

(1) D. José Yanguas, *Diccionario de Antiquedades de Navarra* (Pamplona, 1840, 4 vol. in-8°), t. III, p. 196 et suiv.

(2) Les lettres de Charles VIII aux États de Béarn, à la princesse de Viane et à la reine Catherine de Navarre (Archives des Basses-Pyrénées, E 543) ont été publiées, ainsi que les *Instructions du Roi à Monsieur l'Escuyer*, dans mon ouvrage sur *Les États de Béarn, Pièces justificatives*, nos XIII et XIV. Cf. Luchaire, *Alain le Grand, sire d'Albret* (Paris, 1877, in-8°), p. 23, et *Les États de Béarn*, p. 184 et suiv.

(3) Yanguas, *Diccionario*, etc., t. III, p. 207 et suiv.

(4) *Ibidem*, p. 199 et suiv.

les États de Béarn, convoqués à Pau avec les représentants des pays de Bigorre, Foix, Marsan, Gabardan et Nébouzan, se prononcèrent pour le mariage de la reine Catherine avec Jean d'Albret (1). Le contrat de mariage de la jeune reine fut signé à Orthez, le 14 juin 1484, et le mariage célébré à la fin de la même année. Les deux souverains étant mineurs, leur couronnement n'eut lieu qu'en 1491, à leur majorité, et Madeleine, princesse de Viane, continua à administrer en leur nom les pays de la maison de Foix, tandis qu'Alain d'Albret s'occupait de pacifier la Navarre.

La situation de la jeune reine n'était pas des plus rassurantes et l'on comprend très bien que les communautés du Béarn aient demandé, au cours de la délibération des États, un époux puissant et fort, capable de gouverner ses États et de les défendre contre ses ennemis. Le second fils de Gaston XII et d'Éléonore, Jean de Foix, vicomte de Narbonne, avait reconnu sans difficulté, en 1472, son neveu François Phœbus, comme héritier des domaines de la maison de Foix. Mais à sa mort, il éleva des prétentions à la riche succession de Catherine et, voulant appliquer le principe dit de la loi salique, déclara que les états de François Phœbus devaient lui revenir comme à son plus proche héritier mâle, « les filles étant incapables de succéder à ces grandes terres. »

(1) La délibération si intéressante des États au sujet du mariage de Catherine de Navarre est bien connue. Elle a été conservée dans la *Compilation des privilèges et règlements du pays de Béarn*, p. 23, et analysée en entier par Faget de Baure, *Essais sur le Béarn*, p. 358 et suiv., et par Monlezun, *Histoire de la Gascogne*, t. V, p. 7 et 9.

(2) Sur les prétentions du vicomte de Narbonne et les luttes auxquelles elles donnèrent lieu, on peut consulter Galland, *Mémoire sur la Navarre*, p. 43 et 51.

Jean de Foix paraît avoir été appuyé dans ses revendications par quelques barons béarnais. D'après Favyn, historien de Navarre au xvi^e siècle, il serait venu à Pau, après la mort de Louis XI, et aurait harangué le peuple pour l'attirer à sa cause; mais menacé d'être fait prisonnier par les consuls de la ville, il se serait réfugié à Maubourguet (1). Grâce au concours de Gaspard de Villemur, capitaine du château de Foix, et de Jean de Castilverdun, il s'empara de plusieurs places du comté de Foix et, en particulier, du château de Mazères (2). En Béarn, Roger de Gramont, Jean de Béarn, baron de Gerderest et sénéchal de Béarn, les barons de Coarraze et d'Andoins s'étaient déclarés pour lui. S'il fallait en croire Favyn, un complot fut ourdi contre la jeune reine de Navarre; Méric de Pouilleau, son maître d'hôtel, et Thomas Brunet, son pâtissier, devaient l'empoisonner; mais ils furent arrêtés avant d'avoir accompli leur dessein et accusèrent le baron de Gerderest, qui fut arrêté et exécuté à Montaner (3). Ce fut le signal de la guerre qui se poursuivit pendant de longues années, en même temps en Béarn, en Bigorre et dans le comté de Foix. En vain le conseil de régence de Charles VIII essaya-t-il d'arrêter cette

(1) Favyn, *Histoire de Navarre* (Paris, 1612, in-fol.), p. 607.

(2) Monlezun, *Histoire de Gascogne*, t. V, p. 11 et 12.

(3) Favyn, *Ibidem*, p. 638. Monlezun, *ouv. cité*, p. 12 et 13. J'ai émis des doutes sur l'histoire racontée par Favyn (*Les États de Béarn*, p. 195, n. 3) et sur la culpabilité de Jean de Gerderest. Un document, conservé dans les registres de notaires de Labastide-Villefranche, enlève toute espèce de doute à cet égard. C'est la mainlevée de la saisie des biens de Jean de Béarn, baron de Gerderest, à Bertrand de Béarn, son fils, par Catherine, reine de Navarre, en 1488 (Archives des Basses-Pyrénées, E 1191). La question mérite d'être examinée de nouveau; j'espère pouvoir y consacrer une étude spéciale. Cf. Faget de Baure, *ouv. cité*, p. 364 à 366.

lutte et de s'opposer aux pillages qui désolaient le Languedoc, les pays de Foix et d'Arnagnac (1). Commencée en 1484, la guerre devait se continuer ouvertement jusqu'en 1497, date du traité de Tarbes; mais la lutte se prolongea devant le Parlement de Paris jusqu'à la mort de Gaston de Foix, duc de Nemours, fils du vicomte de Narbonne.

Dès le début de la guerre, les États de Béarn s'étaient prononcés contre Jean de Foix. Le 2 octobre 1484, à Montargis, Charles VIII avait pris en main le différend de la reine de Navarre et du vicomte de Narbonne et avait déclaré que les États du pays décideraient solennellement quel était l'héritier légitime de la maison de Foix (2). Les États restèrent fidèles à la reine Catherine, et votèrent une levée de six mille hommes pour s'opposer aux entreprises du vicomte de Narbonne (3). Depuis cette époque, tant que dure la guerre, les États ne cessent de soutenir de leurs deniers leur jeune souveraine; réunis fréquemment, ils s'occupent constamment des menaces du vicomte Jean de Foix et prennent toutes les mesures pour assurer la défense et l'intégrité de leur territoire. Le Registre C 680 nous fournit de précieux et utiles renseignements sur le rôle des États de Béarn, qu'on avait jusqu'ici laissé de côté dans les histoires du

(1) Pour le rôle du conseil de régence, voir *Les États de Béarn*, p. 191 et suiv., d'après les *Procès-verbaux des séances du Conseil de Régence du roi Charles VIII*, publiés par M. Bernier. (*Coll. des Doc. inédits*, Paris, 1836, in-4°.)

(2) Archives des Basses-Pyrénées E 326; cette déclaration a été publiée par Galland, *mém. cité*, Preuves n° XXIV, p. 50; par Bernier, *Procès-verbaux du Conseil de régence*, p. 104, et dans *Les États de Béarn*, Pièces justificatives, n° xv. Cf. *Ibidem*, p. 193 et 194.

(3) Arch. des Basses-Pyrénées, Reg. C 679, fol 392 v°. Cf. *Les États de Béarn*, p. 195.

Béarn. Grâce aux renseignements fournis par les Syndics, on voit que les États de Béarn, comme ceux de Foix, soutinrent tout le poids de la guerre. Il ne se passe guère de session où les États n'aient pas été appelés à voter des fonds pour l'entretien des garnisons, ou des levées de troupes pour la protection des domaines de la maison de Foix (1). Lorsque, après une longue lutte, les négociations sont entreprises pour la paix, ce sont encore les États qui font les frais des ambassades et qui font en particulier de nombreuses donations au vicomte de Lautrec, le fidèle conseiller de la reine de Navarre (2).

En 1489, le pays ayant été menacé par le vicomte de Narbonne, les États établissent des garnisons dans toutes les villes de Béarn, et prennent une délibération offrant à la reine de servir en personne et de s'armer pour défendre le pays, en aussi grand nombre qu'elle le jugera nécessaire (3). Ils écrivent à la même époque au roi de France deux lettres, que nous a conservées le Registre C 680; dans la première, qui nous est malheureusement parvenue incomplète, ils répondent au bruit qu'avait fait répandre Jean de Foix, qu'il avait été requis de se rendre en Béarn pour recevoir des États l'hommage et les serments de fidélité; ils déclarent qu'ils ont prêté serment à la reine Catherine et qu'ils lui resteront fidèles (4). Dans la

(1) Archives des Basses-Pyrénées, Reg. C 679, fol. 429 et 424; Reg. C 680, fol. 1 v°, 2 v°, 4 v°, IV, XII, XIII, 9 v°: en 1495, levée de 1,000 arbalétriers (*Ibidem*, fol. 21 v°).

(2) En 1489, on accorde 2,000 florins au vicomte de Lautrec (Reg. C 680, fol. 7); en 1491, 400 écus (*Ibidem*, fol. 9 v°); en 1495 et 1496, 1,000 écus (*Ibidem*, fol. 24 et 29 v°), etc.

(3) Reg. C 680, fol. 2 v°.

(4) Reg. C. 680, fol. XIII.

seconde missive, les États remercient Charles VIII d'être intervenu en faveur de leur souveraine et d'avoir défendu au vicomte de Narbonne de faire de nouveaux armements et de lui faire la guerre (1). Ils prient en même temps le sénéchal d'Armagnac de s'opposer au passage des troupes de Jean de Foix dans sa sénéchaussée, en lui rappelant les défenses faites par le roi de France; celui-ci les assure à son tour « que contre son vouloir, à son pouvoir, ruse ni « inconvénient n'aviendra audit pays de Béarn » (2).

La guerre continua, malgré les efforts du roi et de ses officiers, jusqu'au départ de Jean de Foix pour l'expédition d'Italie avec le roi Charles VIII. A cette époque la princesse de Viane et Marie d'Orléans, vicomtesse de Narbonne, étaient mortes (1493); la lutte avait perdu de son intensité. Charles VIII mit fin aux hostilités en portant le débat devant le Parlement de Paris pour les domaines relevant de la couronne de France. Le différend pour la succession au trône de Navarre devait se terminer par un arbitrage, au nom du roi de France et des rois catholiques, fait à Lyon, le 20 mars 1494 (3).

Les États de Béarn furent consultés à plusieurs reprises sur les négociations qui s'engagèrent alors pour arriver à un accommodement. Au mois d'avril 1496, l'évêque de Conserans et le baron de Coarraze sont chargés par Jean et Catherine de présider en leur nom les États et de leur demander leur avis

(1) Reg. C 680, fol. iv. *Les États de Béarn*, p. 197 et Pièces justifie. n° xvii.

(2) Reg. C 680, fol. xii.

(3) Galland, *mém. cité*, Preuves xxvi, p. 55; — D. Vaissète, t. V, p. 90; — *Les États de Béarn*, p. 194.

sur le mariage de leur fille aînée avec Gaston de Foix, fils du vicomte de Narbonne. Les instructions aux deux lieutenants font part à l'assemblée des ouvertures qui ont été faites dans ce sens par Jean de Foix et des efforts tentés par le roi et la reine de France pour aboutir à une entente entre les deux rivaux. Charles VIII avait dépêché en Navarre Odet d'Aydie avec des lettres invitant le roi et la reine de Navarre à une entrevue avec lui et les priant d'envoyer des ambassadeurs pour mettre fin au procès et différend. Jean et Catherine avaient chargé des négociations leur cousin, le vicomte de Lautrec, et avaient engagé les États à désigner en leur propre nom d'autres ambassadeurs pour l'accompagner (1). Un nouvel envoyé du roi de France, le seigneur d'Estissac, était venu depuis insister pour que l'entrevue proposée eût lieu et les souverains de Navarre demandaient aux États les fonds nécessaires pour entreprendre ce voyage (2).

Les États consentirent au mariage de la princesse Anne de Navarre avec Gaston de Foix et décidèrent que les 4,000 livres de rente, demandées comme dot par le vicomte de Narbonne, seraient assises sur les pays de Marsan, Gabardan, Capsieux et le Mas d'Aire, qui lui seraient remis à la condition de faire retour au roi de Navarre après paiement intégral. Le vicomte de Narbonne conserverait les places qu'il détenait en Foix jusqu'à sa mort, puis elles reviendraient également à la maison de Foix-Albret (3).

(1) Reg. C 680, fol 25, art. II et III.

(2) *Ibidem*, fol. 25 v^o : « *Que vullen far une boue subvention et donacion per far ludit viadje.* »

(3) La délibération des prélats et des barons, en réponse à la consultation du

L'assemblée se montra moins facile sur la question des dépenses et sur l'opportunité du voyage de Jean et de Catherine en France, car elle ne vota qu'une donation de 5,500 écus. Les lieutenants royaux ne se crurent pas autorisés à accepter une somme aussi peu considérable, et dirent qu'ils transmettraient cette proposition au roi et à la reine; les États déléguèrent le Syndic et le seigneur d'Abos, pour recevoir la réponse à Lescar, le 16 mai suivant (1). Ceux-ci reçurent en effet une lettre de Jean et de Catherine, datée de Pampelune le 14 mai, remerciant les États de leur offre de 11,000 florins, mais leur déclarant que cette somme leur paraissant insuffisante pour entreprendre le voyage de France, ils ne croyaient pas devoir accepter et leur demandaient seulement d'anticiper le paiement de la donation précédemment faite à Orthez (2).

Au mois de juillet suivant, de nouvelles instructions étaient envoyées au baron de Coarraze pour communiquer aux États la marche des négociations entreprises par le vicomte de Lautrec. Il devait leur annoncer que le roi de France faisait tous ses efforts pour rétablir la paix et que Jean de Foix, pour témoigner de ses bonnes intentions d'arriver à un accord, s'était rendu à Mazères, afin de faciliter et de hâter la conclusion des négociations; le roi et la reine de Navarre insistaient de nouveau sur le profit

roi et de la reine de Navarre, nous est parvenue en original. (Archives des Basses-Pyrénées, E 545, publié dans *Les États de Béarn, Pièces justific.* n° XIX.)

(1) Procès-verbal de la session des États, le 26 avril 1496. (Reg. C 680, fol. 26 v°.)

(2) *Lettre missive du roi et de la reine de Navarre aux États de Béarn, Marsan et Gabardau*, Pampelune, 14 mai 1496. (Reg. C 680, fol. 26 v° et 27.)

que retirerait le Béarn de leur entrevue avec le roi de France et de la conclusion de la paix; ils réclamaient la levée des impositions votées pour le 15 août suivant. Les États y consentirent, mais décidèrent qu'une partie de la donation serait levée pendant le mois de septembre (1).

Après de longues négociations, les conditions proposées par Jean et Catherine, avec l'avis des États de Béarn, furent acceptées et le traité de Tarbes, le 7 septembre 1496, mit fin à la longue guerre de succession de Navarre (2). Il fut confirmé le 8 mars suivant, à Étampes; mais le mariage de Gaston, duc de Nemours, avec Anne de Navarre ne fut célébré que le 24 avril 1499 (3). La question de droit semblait définitivement résolue; cependant Gaston de Foix, favorisé par son oncle, le roi Louis XII, essaya de maintenir ses prétentions à la succession de Navarre, en faisant révoquer la convention de Tarbes et en portant la cause devant le Parlement de Paris. Le procès dura jusqu'à la mort du jeune prince, tué à Ravenne en 1512 (4). Le rôle actif des États de Béarn finit au moment du traité de Tarbes; à partir de 1497, ils ne sont plus appelés à délibérer sur le procès avec Gaston de Foix; on ne rencontre dans le Livre des Syndics que quelques mentions contenues dans les discours

(1) Reg. C 680, fol 27 v°, 28 v° et 29.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, E 449, orig.; publié dans Galland, *Preuves* xxviii, p. 59. Cf. *Les États de Béarn* p. 199.

(3) Le contrat de mariage a été publié par Dom Vaissète, *Histoire du Languedoc*, t. V, *Preuves*, n° xxxvii, col. 72.

(4) Les pièces de cet interminable procès sont conservées aux Archives des Basses-Pyrénées, E 447 à 450 et E 548.

d'ouverture ou *remonstrations*, dans lesquels les souverains énuméraient aux États leurs besoins et leurs charges, afin d'obtenir une donation (1).

V.

GUERRES DE NAVARRE. — ROLE DES ÉTATS DE BÉARN.

Pendant que la guerre avec le vicomte de Narbonne désolait tout le Sud-Ouest de la France, la Navarre était troublée par les intrigues du roi d'Aragon et par les luttes entre les deux factions rivales des Beaumont et des Gramont. Les rois catholiques n'avaient pas renoncé à leurs projets sur la Navarre et, malgré l'échec qu'ils avaient éprouvé dans leurs négociations pour le mariage de la reine Catherine, ils faisaient tous leurs efforts pour maintenir leur influence dans ce royaume. Ils continuèrent donc à entretenir les discordes qui divisaient la Navarre, où ils possédaient depuis longtemps un parti puissant, à la tête duquel se trouvait Louis de Beaumont, comte de Lérin, connétable de Navarre, beau-frère de Ferdinand le Catholique. Le roi d'Aragon n'avait cependant pas rompu avec la reine Catherine et la princesse de Viane, sa mère. Lorsque le vicomte de Narbonne éleva des prétentions à la couronne de Navarre, il s'adressa à Ferdinand et à Isabelle pour obtenir leur appui; ceux-ci repoussèrent ses avances et déclarèrent Catherine légitime héritière de la Navarre (2). La politique des souverains

(1) Reg. C 680, fol 46, 52, 60, 61 v^o.

(2) Zurita, *Annales de Aragon*, t. V, l. 1, c. 9. — Galland, *mém. cité*, p. 39.

de Castille jusqu'en 1512 consistera à soutenir en apparence Jean et Catherine, de s'allier et de traiter avec eux, tandis qu'en entretenant l'anarchie en Navarre, ils prépareront la conquête de ce royaume.

Après le mariage de Jean d'Albret et de Catherine de Navarre, les Cortès de Navarre, assemblées à Saint-Jean-Pied-de-Port pour la pacification du royaume, supplièrent les souverains de se rendre en Navarre afin de gouverner leurs sujets en personne. Les Beaumontais s'étaient plaints vivement du mariage de Catherine et du rappel du cardinal de Foix, lieutenant général; ils avaient déclaré qu'ils ne recevraient pas la reine de Navarre ni la princesse de Viane et qu'ils n'obéiraient qu'au cardinal (1). Les Cortès de Saint-Jean-Pied-de-Port demandèrent au roi, qui ne pouvait se rendre en 1486 en Navarre, de leur donner comme gouverneur Alain d'Albret (2).

Ce fut, en effet, le sire d'Albret qui fut chargé par la princesse régente de la pacification du royaume (24 septembre 1486).

Sa venue en Navarre fut marquée par un rapprochement avec la cour de Castille; mais Alain d'Albret semble avoir surtout travaillé dans son intérêt. S'il obtint en effet par le traité de Valence (1488) le retrait des troupes castillanes et la restitution au roi de Navarre des places occupées par Ferdinand le Catholique à la suite du mariage de la jeune reine (3), il réussit à recruter en Aragon

(1) Yanguas, *Historia compendiada de Navarra*, p. 353.

(2) Yanguas, *Diccionario*, etc., t. III, p. 211.

(3) *Ibidem*, p. 211.

(4) Galland, *mém. cité*, Preuves xxv, p. 53; — *Les États de Béarn*, p. 202; — Yanguas, *Historia compendiada*, p. 358.

et en Navarre le corps de troupes qu'il emmena en Bretagne. Il échoua dans la *Guerre folle* (1), mais il s'était engagé à aider les rois catholiques à reconquérir le comté de Roussillon et, réconcilié avec Charles VIII, il travailla sans doute, quatre années plus tard, à détruire l'œuvre accomplie par Louis XI au nord des Pyrénées. Pendant son administration et celle de son fils, Georges d'Avesnes, l'ordre ne se rétablit pas en Navarre : la plupart des villes Pampehune, Sanguesa, Puent-la-Reina, etc., soutenaient le connétable de Beaumont; le parti des Gramont se plaignait de l'inaction des souverains, qui laissaient leur royaume livré à l'anarchie et le comte de Lérin agir comme maître absolu.

Appelés par les Cortès d'Olite, qui déclarèrent que l'absence du roi et de la reine étaient cause de tous les maux, Jean et Catherine se décidèrent à se rendre en Navarre pour leur couronnement. Mais Pampehune leur ferma ses portes à l'instigation du comte de Lérin (21 décembre 1493); ils obtinrent cependant la soumission de la ville et, le 10 janvier 1494, ils furent couronnés à Pampehune avec la pompe et le cérémonial accoutumés (2). Le règne des deux époux semblait commencer sous d'heureux auspices, car ils conclurent à la même époque un traité, déjà négocié en 1492, avec Ferdinand le Catholique. Celui-ci s'engageait à mettre fin aux troubles de la Navarre en

(1) Sur le rôle d'Alain d'Albret pendant la guerre de Bretagne, voir Clément Simon, *Alain d'Albret et la succession de Bretagne*, dans le Congrès scientifique de France, XXXIX^e session à Pau (Pau, 1873, 2 vol. in-8^e, t. II), et Luchaire, *Alain d'Albret*, p. 29.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, E 546. Voir Galland, *mém. cité*, Preuves XXV, p. 58; — D. J. Yanguas, *Historia compendiada*, p. 359, 360.

obligeant le connétable de Beaumont à se soumettre. Jean et Catherine lui promettaient de ne pas mettre de garnisons françaises en Navarre et de ne pas donner passage à des troupes ennemies du roi de Castille; ils lui remettaient comme gages des places de sûreté (1). A la même époque, Charles VIII, au moment de partir pour l'Italie, suspendait les hostilités entre les souverains de Navarre et le vicomte de Narbonne, en soumettant le différend à des arbitres désignés par lui et les rois catholiques (2).

Malgré la trêve et la médiation des rois catholiques, le connétable de Beaumont n'avait pas fait sa soumission. Il prit pour prétexte les impositions nouvelles que Jean d'Albret voulait établir en Navarre et recommença la lutte en s'emparant de Viane et du palais royal d'Olite. Le roi de Navarre chargea le vicomte de Lautrec de le combattre et les États de Béarn, assemblés à Lescar, le 12 février 1495, envoyèrent à leurs frais mille arbalétriers en Navarre pour se joindre à l'armée que le roi avait réunie à Caparoso (3). Les forces royales étaient bien supérieures à celles du connétable et celui-ci allait être écrasé, quand le roi d'Aragon, Ferdinand le Catholique, s'interposa et une trêve fut conclue.

Le connétable remettait ses terres en possession du roi de Castille, qui occupait en outre la ville de Sanguesa; toutes les autres places étaient restituées au roi de Navarre, qui renouvelait l'engagement de

(1) Galland, *mém. cité*, p. 40; — Zurita, l. II, c. IV, t. V, fol. 61.

(2) Galland, *mém. cité*, Preuves XXVI; — *Les États de Béarn*, p. 198 et 199.

(3) Reg. C 680, fol. 21 v^o. — Voir Yanguas, *Hist. Compendiada*, p. 361; — *Les États de Béarn*, p. 204.

ne pas donner passage à des troupes françaises et qui, comme otage, confiait sa fille Magdeleine pour être élevée à la cour de Castille (1496) (1). L'éloignement du connétable rendit la paix à la Navarre et les souverains purent administrer tranquillement leur royaume, qu'ils ne quittèrent pas pendant plusieurs années.

Les États de Béarn, présidés pendant cette période (1494-1499) par des lieutenants des souverains, ne furent plus consultés sur les affaires de la Navarre jusqu'au moment où la guerre éclata avec Ferdinand le Catholique (1512). Jean d'Albret revint en France au moment de la mort de Charles, VIII, mais il ne séjourna pas longtemps en Béarn. Laissant sa femme administrer paisiblement ses états, il chercha à obtenir du roi de Castille la restitution des terres que celui-ci détenait en Navarre. Mais Ferdinand, loin d'accéder à son désir, négociait avec Louis de Beaumont, pour se rendre propriétaire des domaines qui étaient sous sa garde, en lui offrant des terres en Castille. Jean d'Albret, inquiet de ces projets, se rendit à Séville, où il échoua en partie dans ses négociations avec les rois catholiques, mais où il se réconcilia avec le comte de Lérin et lui pardonna toutes ses fautes passées (1500). A la suite du retour du connétable en Navarre, le royaume jouit de quelques années de paix et de tranquillité; Jean et Catherine en profitèrent pour opérer quelques réformes dans l'adminis-

(1) *Instructions du roi et de la reine de Navarre à Jean de la Salle, leur conseiller et juge de Béarn, de ce qu'il aura à dire de leur part aux États de Béarn, de Marsan et Gabardan et de Bigorre*, 1^{er} avril 1496. — Reg. C 680, fol. 22 v^o. Voir *Les États de Béarn*, p. 204; — Yanguas, *ouv. cité*, p. 363.

tration du domaine royal (1) et dans le mode d'impositions (2).

La quiétude du roi de Navarre ne fut troublée que lorsque la guerre éclata entre Louis XII et le roi de Castille pour la possession du royaume de Naples. Le royaume de Navarre, placé entre les deux belligérants, devait observer la plus stricte neutralité, mais en même temps se rendre suspect aux deux rivaux. « *Estamos puestos entremedio de dos tan grandes fuegos* », disaient les Cortès de Navarre, assemblées à Pampelune le 26 novembre 1503; « comme notre volonté a été de nous maintenir en paix et alliance avec les deux partis, mais que nous ne savons ce qui pourrait résulter du triomphe de l'un d'eux, nous prions Dieu notre seigneur d'avoir pitié de nous et d'envoyer la paix que nous désirons entre eux, pour le plus grand bien de la chrétienté » (3). L'accord avec le connétable de Navarre ne fut pas de longue durée. Jean d'Albret, en 1504, demanda à Ferdinand le Catholique de ne pas soutenir le comte de Lérin, mais comme il parlait de la restitution des villes de Navarre que possédait le roi d'Aragon, il n'obtint que des promesses vagues. Louis XII à ce moment soutenait les prétentions de Gaston de Foix, duc de Nemours, à la couronne de Navarre; il fit la paix avec Ferdinand le Catholique, à la condition que celui-ci épouserait Germaine de

(1) Reg. C 680, fol. 32 v°.

(2) Voir Yanguas, *Historia compendiada*, p. 365 et suiv. — Galland, *mém. cité*, p. 40; — *Les États de Béarn*, p. 206 et 208. — Sur la réconciliation avec le comte de Lérin, voir Yanguas, *Diccionario de Antiquedades*, t. III, p. 229 et suiv.

(3) Archives de Navarre, sect. de Cortès, d'après Yanguas, *Historia compendiada*, p. 369.

Foix, fille de Jean et sœur de Gaston, avec promesse de cession du royaume de Naples s'il mourait sans enfants; Louis XII s'engageait à aider le roi de Castille à conquérir le royaume de Navarre pour le donner à Gaston de Foix. C'est alors que Louis XII dénonça le roi et la reine de Navarre comme ses ennemis et ordonna à ses sujets de quitter leur royaume sous peine de voir leurs biens saisis (1).

L'alliance de Jean et de Catherine avec Philippe le Beau, dont il est question dans le *Livre des Syndics* (2), et son arrivée en Castille rendirent la tranquillité à la Navarre; mais elle fut de courte durée, car Philippe mourut en 1506 et Ferdinand ayant repris le gouvernement de la Castille continua ses intrigues en Navarre. Les hostilités avaient repris entre le roi de Navarre et Louis de Beaumont, appuyé cette fois par Louis XII, roi de France (3). Le comte de Lérin, ayant eu l'audace faire pendre un officier royal, fut condamné à mort et ses biens furent confisqués; il se retira auprès de Ferdinand le Catholique, en lui livrant les places qu'il occupait en Navarre. Il fut soutenu dans sa révolte par le connétable de Castille et plusieurs seigneurs de Castille, et par l'archevêque de Sarragosse. C'est en combattant contre Louis de Beaumont, devant la place de Viane, que fut tué César Borgia, duc de Valentinois, beau-frère de Jean d'Albret (4). La lutte fut interrompue par la mort du comte de Lérin

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 450.

(2) Reg. C 680, fol. 43.

(3) Archives des Basses-Pyrénées, E 555. — *Les États de Béarn*, p. 208.

(4) Yanguas, *Historia compendiada*, p. 381 et suiv.

(1508); son fils Louis de Beaumont lui succéda et réclama la protection du roi d'Aragon. Celui-ci promit de l'aider à condition qu'il ne ferait pas de guerre ouverte. D. Juan de Silva, son capitaine général sur la frontière de Navarre, reçut ordre de favoriser les entreprises du comte (1).

La position des souverains de Navarre devenait critique. Louis XII, devenu l'allié du roi d'Aragon au traité de Cambrai, favorisait les prétentions de Gaston de Foix et leur était tout à fait hostile, sans se douter qu'en affaiblissant la Navarre, il faisait les affaires de Ferdinand le Catholique. Il offrait, comme Charles VIII, la Navarre au roi d'Aragon en échange du royaume de Naples : il laissait le Parlement de Toulouse citer le roi et la reine de Navarre et prétendre au droit d'appel de leurs sentences en Béarn. Louis XII proposait en même temps un partage des états de la maison de Foix ; la frontière des Pyrénées aurait servi de limites ; Jean d'Albret et Catherine auraient eu la Navarre, et Gaston de Foix les pays dépendants de la couronne de France (2). Les États de Béarn s'opposèrent vivement à ce partage et en écrivirent aux Cortès de Navarre ; ceux-ci leur envoyèrent des députés, afin de conclure une alliance pendant deux ans pour résister au roi de France (3).

Tandis que Louis XII s'aliénait par ses prétentions la Navarre et le Béarn, le traité de Cambrai était

(1) *Diccionario de Antiquedades de Navarra*, t. III, p. 247 et suiv.

(2) Séance des États de Béarn en janvier 1510, à Sauveterre. (Reg. C 680, fol. 61 v^o.)

(3) Archives de la Chambre des comptes de Navarre, Cajon 168, n^o 5. Voir Yanguas, *Diccionario*, t. III, p. 253 et 254.

dénoncé et le pape Jules II formait la *Sainte Ligue* pour chasser les Français d'Italie. Gaston de Foix était mort glorieusement à Ravenne, emportant dans la tombe ses prétentions à la couronne de Navarre. La guerre ayant éclaté entre Ferdinand d'Aragon et le roi de France, celui-ci tenta, trop tard malheureusement, un rapprochement avec les souverains de Navarre. Jean d'Albret repoussa ses avances et voulut rester neutre, en alléguant les traités qui le liaient avec le roi d'Aragon. Cette fidélité à ses engagements causa la perte de la Navarre.

Ferdinand attendait depuis longtemps l'occasion d'agir directement en Navarre. Profitant de la guerre avec le roi de France, il prépara une invasion de la France par Bayonne et demanda à Jean d'Albret le passage de son armée dans ses états. Celui-ci ayant refusé, les troupes castillanes entrèrent en Navarre et s'emparèrent de Pampelune sans coup férir (21 juillet 1512); Jean et Catherine, obligés de fuir en toute hâte, se réfugièrent en Béarn (1). La Navarre fut définitivement enlevée à l'influence française et incorporée aux royaumes de Castille et d'Aragon (11 juin 1515).

Le roi et la reine de Navarre ne se résignèrent pas à la perte de leur royaume. Louis XII comprenant que l'usurpation de Ferdinand atteignait directement la couronne de France, promit à Jean d'Albret, lors du traité de Blois (7 septembre 1512) de l'aider à recouvrer son royaume (2). A deux

(1) Galland, *mém. cité*, p. 5; — Yanguas, *Diccionario*, t. III, p. 255 et suiv.; *Historia compendiada*, p. 404; — *Les États de Béarn*, p. 210.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, E 555. Voir Luchaire, *La question Navar-*

reprises, Jean et Catherine envahirent la Navarre, mais ils échouèrent dans leurs tentatives et ne purent empêcher les États de Navarre de prêter serment à Ferdinand le Catholique (23 mars 1513) et Louis XII de se réconcilier avec le roi d'Aragon en ajournant indéfiniment la reprise de la Navarre.

Les États de Béarn furent d'un grand secours à Jean et à Catherine dans leur lutte contre le roi d'Aragon. Ce furent eux qui lui fournirent les premiers fonds pour la campagne de Navarre et qui l'aidèrent, pendant toute la guerre, par des levées d'hommes et de deniers. Le *Livre des Syndics* nous fournit de précieux renseignements sur le rôle joué par les Béarnais dans la guerre de Navarre et sur la fidélité et le dévouement dont ils firent preuve envers leurs malheureux souverains (1). En 1515 seulement, les États votèrent 4,000 écus au mois de mars, 4,000 écus en août, mille hommes en septembre, 10,000 écus en novembre; en décembre, ils ajoutèrent 1,600 écus à la levée du mois de février suivant (1515) et à cette époque votèrent l'entretien de trois mille hommes (2). Tant que dura la guerre, les États firent tous les sacrifices pour aider Jean d'Albret et Catherine à rentrer en possession de leur royaume.

Les deux campagnes entreprises par Jean d'Albret en Navarre, avec l'appui des rois de France, ne réüssi-

raise au commencement du règne de François I^{er}, dans les *Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, 1^{re} année, nos 3 et 4, et 2^e année, n^o 1 (Bordeaux, 1879-1880, in-8^o).

(1) Sur le rôle des États de Béarn de 1512 à 1515, voir *Les États de Béarn*, p. 210 à 211. — Reg. C 680, fol. 83, 84, 85, 86 v^o, 107, etc.

(2) Reg. C 680, fol. 103, 106 v^o, 107, 112, 115 v^o, 119.

rent pas. Mais l'invasion de ce royaume par Ferdinand le Catholique eut pour effet un rapprochement entre les pays du midi de la France et la monarchie des Valois. Le Béarn se trouva dorénavant placé plus directement sous l'influence française. L'histoire de la guerre de Navarre (1512 à 1516) et des négociations qui suivirent jusqu'à la mort de Catherine de Navarre est trop connue pour que nous en parlions ici. Le *Livre des Syndics* ne fournit d'ailleurs que peu de renseignements nouveaux sur les négociations poursuivies dans les cours de France et de Castille par les ambassadeurs de la reine de Navarre et des États, Pierre de Biaix et Gaston d'Andoins (1). Malgré tous leurs efforts, Jean et Catherine moururent sans avoir eu la consolation de voir leurs efforts couronnés de succès. La Navarre était définitivement unie aux royaumes d'Aragon et de Castille.

VI.

LE BÉARN PENDANT LA TUTELLE D'ALAIN D'ALBRET.

Catherine de Navarre mourut à Mont-de-Marsan, le 12 février 1517 (2), au moment où elle se rendait en France pour réclamer l'appui de François I^{er} et de sa mère Louise de Savoie, dans ses négociations avec Charles, roi de Castille et d'Aragon. Les États soumis à la maison de Foix revenaient à Henri d'Albret,

(1) Toute cette histoire a été résumée dans l'excellente étude de M. Luchaire, *La question Navarraise*, parue dans les *Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*. — Voir Galland, *Mémoire sur la Navarre*, et *Les États de Béarn*, p. 212 à 214.

(2) Reg. C 680, fol. xx v^o. Voir plus loin, p. 31, n^o XVIII.

alors âgé de quatorze ans, qui se trouvait à la cour de France. Malgré la perte de la Navarre, le jeune roi était encore le plus puissant feudataire de la couronne de France et l'héritage de son grand-père, Alain d'Albret, devait accroître encore ses vastes possessions. On comprend dès lors que Louise de Savoie et François I^{er} aient voulu profiter de la présence du jeune roi à la cour pour étendre leur influence sur le sud-ouest de la France, qui avait pendant si longtemps échappé à l'action directe de l'administration royale. La tentative faite par Louis XI, en 1472, pour prendre la tutelle des enfants de Gaston, prince de Viane, aurait été renouvelée, en 1517, par François I^{er}, sans l'énergie et la promptitude des États de Béarn et d'Alain d'Albret.

Averti par Gaston d'Andoins, qui avait été envoyé en mission à Paris par la reine de Navarre (1), Alain d'Albret se rendit à Lescar où les États étaient assemblés pour les honneurs funèbres de la reine Catherine. Les États, réunis le 28 mars 1517, sous la présidence de la princesse Anne, assistée de ses trois sœurs et du sire d'Albret, reçurent communication de trois lettres, datées de Paris, les 21 et 22 mars, l'une du roi Henri, les autres de Gaston d'Andoins et du licencié Pierre de Biaix, leur faisant part du désir du roi de France et de sa mère « de
« prendre en main la garde et l'administration du

(1) Voir la lettre du baron d'Andoins au sire d'Albret, publiée par M. Luchaire, *Question Navarraise*, p. 362. C'est à tort que M. Luchaire donne à Gaston d'Andoins le titre de sénéchal de Béarn; il ne le devint qu'en 1518. Cette importante charge était en 1517 confiée à son cousin Bernard, baron de Gerderest. (Archives des Basses-Pyrénées, E 331; — *Les États de Béarn*, Pièces justific., n° XXI.)

« royaume de Navarre. » Jean d'Albret, en mourant, avait laissé, par son testament, la tutelle d'Henri de Navarre à son père Alain d'Albret (1), et celui-ci l'avait exercée du vivant de la reine Catherine. Les États, voulant éviter à tout prix l'ingérence du roi de France dans les affaires du Béarn, s'empressèrent de reconnaître Alain d'Albret pour tuteur du jeune roi et régent de ses états pendant sa minorité. Ils décidèrent que le sire d'Albret leur prêterait immédiatement serment et rédigerent une formule qui lui fut présentée et que le régent jura solennellement (2). La lettre de Gaston d'Andoins, lue aux États, leur relatait son entrevue avec le roi de France et la reine-mère à Vincennes, et leur intention de désigner un tuteur pour s'occuper des affaires des jeunes princes et princesses de Navarre : le choix de François I^{er} était, paraît-il, le seigneur de Lansac (3). La nomination si rapide d'Alain d'Albret déjoua les calculs de Louise de Savoie, et une violation du territoire du Béarn ayant été faite sans que les Béarnais pussent obtenir satisfaction, il en résulta un certain froid dans les relations du Béarn avec la cour de France (4).

(1) Le testament de Jean d'Albret, daté de 1516, est aux Archives des Basses-Pyrénées, E 551.

(2) Délibération des États à Lescar, du 25 au 31 mars 1517, Reg. C 680, fol. 129. — Le serment d'Alain d'Albret est aux Archives des Basses-Pyrénées, E 107, et son acceptation de la tutelle dans les mêmes Archives, E 558. Le premier de ces documents a été publié dans *Les États de Béarn*, Pièces justificatives, n^o XXIII.

(3) Voir la lettre de Gaston d'Andoins aux États, du 22 mars 1517, dans *Les États de Béarn*, Pièces justific., n^o XXII, p. 444 et suiv.

(4) A. Luchaire, *Un épisode de l'histoire du Béarn* (décembre 1518), extrait du *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau* (Pau, Ribaut, 1874. in-8^o, 16 pages).

Après la nomination d'Alain d'Albret comme régent du Béarn, les États n'eurent d'autre préoccupation que d'obtenir le retour du roi dans ses états, afin de recevoir et de prêter les serments d'usage. Aussitôt après la mort de Catherine de Navarre, ils avaient écrit à Henri d'Albret pour l'engager à venir en Béarn, « tant pour la consolation de nous, disaient-ils, vos tres humbles et tres obeyssans vassaulx. « subgeetz et serviteurs, que aussi pour recevoir et « prendre la possession, hommages et serementz de « fidelité de vos terres et seigneuries, et pour mettre « ordre et police en icelles et nous faire administrer « justice » (1). Gaston d'Andoins, chargé d'amener le roi de France à soutenir les légitimes revendications pour la restitution du royaume de Navarre, devait leur demander le congé du roi son maître : « Et « aussi que soyt vostre bon plaisir, dit-il à la reine- « mère, de vous vouloir employer devers le Roy, « que son bon plaisir soit de donner congé au roy « de Navarre qui est à présent, pour s'en aller faire « un voyaige en ses paiis. . , pour prendre les hom- « mages et seremens de fidelité et obeyssance de ses « subjectz pour aucun temps, tel comme il plaira « au roi et à vous. Et après, audit temps qu'il vous « plaira luy ordonner, s'en pourra revenir devers « ledit seigneur et vous, pour vous fere le service « qui sera son bon plaisir luy commander : ce qu'il « pourra trop mieulx faire, quand il aura l'obeys- « sance de sesdits subjectz et assurez ses paiis, que

(1) Voir les lettres du sénéchal de Béarn et des États au roi de Navarre, au roi très-chrétien et à Gaston d'Andoins, avec les mémoires et instructions, dans *Les États de Béarn*, Pièces justifiées, n° XXI, I à VIII, p. 437 et suiv.

« non poinet à présent » (1). Louise de Savoie répondit qu'elle ne doutait pas de la fidélité des sujets du roi de Navarre et de leur désir de le voir; qu'elle et le roi de France s'emploieraient au recouvrement de la Navarre et s'occuperaient des affaires d'Henri d'Albret et de sa famille. Elle allait envoyer chercher les princesses de Navarre afin de les bien marier. François I^{er} fit la même réponse au représentant des États de Béarn, en disant que « au regard de l'alée du roy de Navarre, son cousin, il aviserait » (2).

Henri II resta en effet à la cour de France jusqu'en 1520. Ses quatre sœurs, Anne, Catherine, Quiterie et Isabelle, restèrent à Pau; la princesse Anne fut nommée lieutenant générale de son grand-père Alain d'Albret et présida en cette qualité les États, soit seule, soit assistée de ses oncles, le cardinal Amanieu d'Albret et Étienne, bâtard d'Albret, baron de Miossens. Les princesses furent plusieurs fois sollicitées de se rendre à la cour de France. Le 20 février 1518, la princesse Anne annonce aux États qu'elle a reçu une lettre du roi de France l'invitant à se rendre auprès de lui avec ses sœurs, et leur demanda conseil et avis. Les États répondirent que les princesses ne devaient pas aller en France à cause de l'absence du roi, leur frère, et d'autre part parce que le deuil de leur mère n'était pas terminé; ils déclarent cependant s'en rapporter à l'avis d'Alain d'Albret et de leurs seigneuries (3). Cependant au mois d'août 1519, les

(1) *Les États de Béarn*, Pièces justifiées, n° xxii, p. 445.

(2) *Ibidem*, p. 447.

(3) Reg. C 680, fol. 135.

princesses Anne, Quiterie et Isabelle, leur sœur Catherine étant malade, annoncent leur départ pour la cour de François I^{er} et les États leur font donation de 1,500 écus pour les dépenses de leur voyage (1). La princesse Anne n'accompagna sans doute pas ses sœurs à la cour, ou bien leur départ fut retardé, car elle présidait les États en novembre 1519 (2).

Henri II ne revint en Béarn qu'en 1520; il présida les États à Pau au mois d'avril, et leur annonça qu'il était venu voir et visiter ses sujets de Béarn, mais qu'il devait se rendre à l'entrevue des rois de France et d'Angleterre en Picardie; les États lui firent donation de 5,000 écus pour subvenir aux frais que devaient nécessiter les somptueuses fêtes données par François I^{er} au camp du Drap d'or. Henri ne resta pas longtemps en Béarn, car la session des États de janvier 1521 fut présidée par Étienne, bâtard d'Albret, sénéchal de Foix. Mais il revint dans ses états au moment d'entreprendre une nouvelle campagne en Navarre.

Les négociations avaient continué avec la cour de Castille, après la mort de Catherine de Navarre, pour la restitution du royaume de Navarre. Alain d'Albret avait poursuivi la politique de Jean, son fils, en essayant de se maintenir en bons termes avec les rois de France et de Castille. Tandis que Henri de Navarre restait auprès de François I^{er} et que les princesses ses sœurs recevaient assez froidement les avances de Louise de Savoie, le jeune roi donnait procuration à Gaston d'Andoins pour traiter de son

(1) Reg. C 680, fol. 140.

(2) Reg. C 680, fol. 141.

mariage avec une sœur du roi d'Espagne (1). En même temps Alain d'Albret se mettait en relation avec la cour de Charles d'Autriche et recevait, en 1518, une lettre d'Élisabeth, reine de Castille, l'assurant de sa bonne volonté (2). C'est au commencement de 1518 qu'une nouvelle tentative plus pressante fut faite auprès de Charles-Quint pour obtenir la réalisation de la promesse qu'il avait faite au congrès de Noyon. En novembre 1517, les États avaient voté 2,000 écus pour envoyer une ambassade en Castille et Espagne (3); cette mission fut confiée à Gaston d'Andoins, à Pierre de Biaix et au sire de Montesquiou par lettres de Henri II, datées d'Amboise le 15 janvier 1518 (4). Ces envoyés devaient demander l'exécution du traité de Noyon, dans lequel le roi catholique avait déclaré que quand il serait rentré dans ses états, il entendrait et examinerait les réclamations du roi de Navarre. Gaston d'Andoins et ses compagnons arrivèrent à Valladolid au moment où les Cortès venaient de supplier le roi de Castille de garder le royaume de Navarre. Ils furent assez mal reçus à la cour espagnole, où l'on fit tout pour entraver leur mission et les empêcher de voir le roi. Pierre de Biaix réussit cependant à prononcer devant le conseil de Castille un grand discours, où il renouvela les arguments qu'il avait présentés, au nom du roi de Navarre, devant Charles-Quint à Bruxelles. L'ambassade n'aboutit à aucun résultat. En 1519, un

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 558. Minute originale de la proenration.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, E 559. Lettre originale.

(3) Reg. C 680, fol. 131.

(4) Bibl. nat. collection Doat, t. CCXXXII, fol. 55, 58.

dernier effort fut tenté dans une conférence qui eut lieu à Montpellier, mais les ambassadeurs Navarrais, soutenus par la diplomatie française, se heurtèrent au mauvais vouloir des docteurs Espagnols. Les négociations furent interrompues pour longtemps (1).

Le *Livre des Syndics* se termine au début de la campagne de Navarre, au mois de juillet 1521. La guerre s'était en effet rallumée entre Charles-Quint, qui venait d'être élu empereur d'Allemagne, et le roi de Navarre, secondé par François I^{er}, qui n'avait pas vu sans déplaisir son rival obtenir la couronne impériale. « L'an donc 1521, dit Bordenave (2), s'offrit « au roy de France quelque apparente commodité « pour ouvrir la guerre à l'empereur avec quelque « avantage, qui le plus souvent est le principal droit » qui jette les princes à la guerre. » Les Castellans, mécontents de l'administration que le jeune roi et ses conseillers autrichiens avaient voulu leur imposer, venaient de former une sainte Ligue. François I^{er} jugea le moment favorable pour recouvrer le royaume de Navarre et fournit à Henri une armée, commandée par André de Foix, seigneur d'Esparros (3), frère d'Odet, vicomte de Lautrec. Cette armée s'empara de Saint-Jean-Pied-de-Port, du fort de Château-Pignon, sur la frontière, et pénétra dans la vallée de Roncevaux.

(1) Luchaire, *Question Navarraise*, (n^o IV) p. 75 à 79.

(2) Nicolas de Bordenave, *Histoire de Béarn et Navarre* (1517-1572), publiée par Paul Raymond pour la *Société de l'histoire de France* (Paris, Renouard, 1873, in-8^o). On y trouve le récit détaillé de cette première campagne de Navarre (p. 3 à 17).

(3) Les historiens l'appellent communément André de Foix, seigneur de Lesparre. M. Paul Raymond a démontré que c'était une erreur. La baronnie d'Esparros dépendait du comte de Bigorre (Voir Bordenave, *ouv. cité*, p. 6, note 1).

Pampelune se rendit après un siège de quelques jours, pendant lequel fut blessé Ignace de Loyola. Esparros accorda aux habitants une capitulation honorable ⁽¹⁾, fit abattre les armes de Castille et publia une amnistie générale pour tout ce qui pouvait avoir été fait contre le service du roi de Navarre. Les habitants de Pampelune lui prêtèrent serment de fidélité comme lieutenant du roi leur maître ⁽²⁾. Mais Esparros commit la faute de licencier une partie de ses troupes et ne se préoccupa pas d'assurer sa victoire en fortifiant les positions qu'il avait si rapidement conquises. « Tout le royaume donque fut
 « heureusement conquis en un mois, ajoute Borde-
 « nave. Et si les victorieux se fussent contentez de
 « garder ce qu'ils avaient conquis, et eussent, comme
 « leur devoir estoit, fortifié, avituallé et muny de
 « gens de guerre les places défensables et ouvert les
 « autres, les légitimes héritiers possèderoient encore
 « aujourd'hui ce royaume. Mais pensant aussi aisé-
 « ment conquister toute l'Espagne. . , Esparros alla
 « assiéger Logrono, ville lors tenue du royaume de
 « Castille » ⁽³⁾. Le 2 juin, le connétable de Castille et le comte de Lérin jetèrent du secours dans la place; Esparros fut contraint de lever le siège et se retira à Tiebas, à deux lieues de Pampelune; bien qu'il fût inférieur aux ennemis par le nombre des troupes, il engagea la bataille et fut complètement battu. La Navarre retomba entre les mains des Castillans.

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 564.

(2) *Ibidem*, E 564.

(3) Bordenave, *ouv. cité*, p. 12.

La nouvelle de cette défaite parvint en Béarn, au moment où les États étaient assemblés à Navarrenx ; Henri II, qui avait été appelé en Navarre par ses sujets, avait demandé aux États d'avancer la date du paiement de la dernière donation. Pendant que les États délibéraient, on annonça que l'armée d'Esparros avait livré bataille aux Espagnols, non loin de Pampelune ; les États suspendirent leurs délibérations et apprirent, le 3 juillet, la défaite de l'armée franco-navarraise. Sur la demande du roi, ils octroyèrent mille hommes de pied pour pourvoir à la défense de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Château-Pignon. La dépense s'élevait à 3,703 écus pour un mois ; il fut décidé que les feux affranchis contribueraient aussi bien que les autres à cette imposition et que les receveurs ne prendraient aucun salaire (1). C'est cette session des États de juillet 1521 qui termine le *Livre des Syndics*. La guerre de Navarre devait continuer pendant plusieurs années, mais, malgré les efforts de François I^{er} et de Henri d'Albret, le royaume de Navarre devait rester irrévocablement uni à la monarchie Espagnole.

Tels sont brièvement résumés, les principaux faits historiques qui se sont passés en Béarn et en Navarre de 1488 à 1521, pendant la période où le *Livre des Syndics* a été rédigé. Les documents contenus dans ce manuscrit n'ont pas tous la même importance, mais ils éclairent d'une lumière nouvelle bien des faits restés obscurs et nous renseignent sur une époque qui, à part les grands événements, est assez

(1) Registre C 680, fol. 154 à 156.

mal connue. L'administration d'Alain d'Albret en Béarn, en particulier, n'a pas encore été étudiée, bien qu'elle ait laissé des traces profondes dans les institutions du pays, surtout pour tout ce qui concerne l'organisation judiciaire. Il suffit de citer la grande ordonnance du mois de juin 1519 réorganisant le Conseil souverain de Béarn (1). Pour la période de 1517 à 1521, les délibérations des États sont une excellente source d'informations. Enfin tout ce qui touche à l'organisation financière et à l'administration du Béarn, au commencement du XVI^e siècle, se trouve dans les comptes et dans les décisions des États, dans les remarques et les notes des Syndics. Bien des affaires particulières sont soulevées dans les sessions des États; quelques-unes ont un intérêt très particulier, mais le plus grand nombre pourra compléter avantageusement les documents peu nombreux que l'on possède sur l'état du Béarn à cette époque.

Il reste à dire un mot du texte du manuscrit. Le *Livre des Syndics* est rédigé en Béarnais: à la fin du xv^e siècle, la langue Béarnaise est fortement mélangée de mots français et n'offre plus, au point de vue philologique, le même intérêt qu'au xiii^e et même au xiv^e siècle. L'orthographe, même celle des noms propres, offre la plus grande irrégularité, et nous n'avons pas cherché à la modifier. Le texte du manuscrit a été reproduit littéralement et nous nous sommes contenté d'en faciliter l'intelligence par l'addition de quelques accents, ou en corrigeant les

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E 331, original sur parchemin.

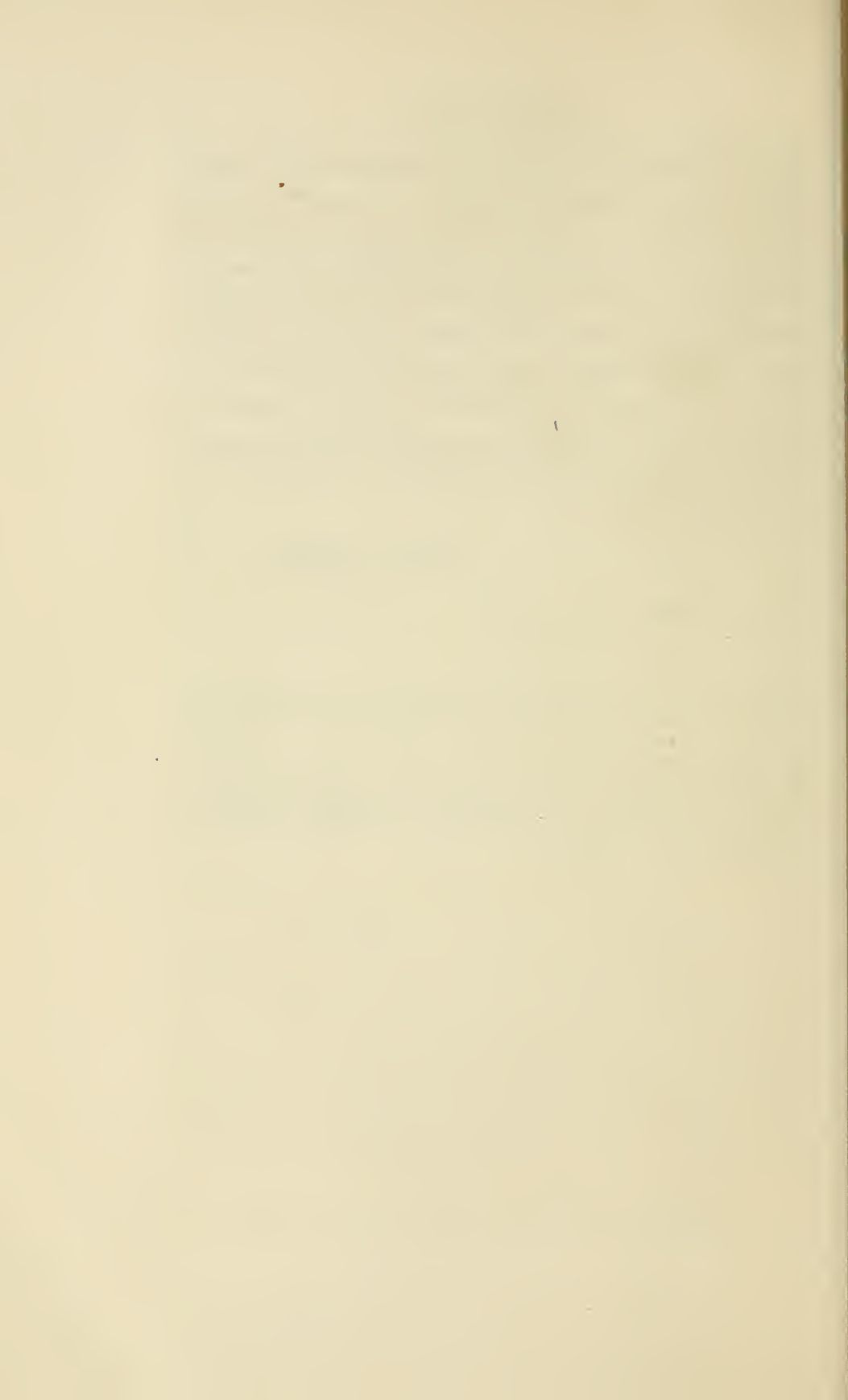
fautes les plus grossières. Seuls, les expressions particulières à certaines institutions et certains mots s'éloignant par trop du français ont fait l'objet de remarques et d'explications particulières. Ils seront reproduits avec leur signification dans l'index alphabétique, auquel nous renvoyons en guise de vocabulaire. Pour les autres mots, on pourra consulter avec fruit le *Dictionnaire béarnais* de M. V. Lespy (1), qui est destiné à rendre les plus grands services pour l'éclaircissement des textes Béarnais et Gascons du Moyen Age (2).

LÉON CADIER.

Les Eaux-Bonnes, septembre 1887.

(1) V. Lespy et Paul Raymond, *Dictionnaire Béarnais*. (Montpellier, 1887, 2 vol. in-8°.)

(2) Je ne veux pas terminer cette étude sans exprimer toute ma reconnaissance à mes confrères et amis, Léon Flourac, archiviste des Basses-Pyrénées, et Paul Parfouru, archiviste du Gers, pour le bienveillant concours qu'ils ont apporté à cette publication, le premier en mettant à ma disposition avec la plus grande complaisance le riche dépôt dont il a la garde, le second en surveillant avec soin l'impression de ce volume.



LE LIVRE DES SYNDICS

DES ÉTATS DE BÉARN

1488 A 1521

I.

COMMISSION DE LA REINE DE NAVARRE POUR LA RÉPARTITION ET LA LEVÉE D'UNE DONATION DE 12,000 ÉCUS VOTÉE PAR LES ÉTATS DE BÉARN. — 16 octobre 1488 (1).

[Fol. III.] *La comission de thecar la talhe de Marteror mil III^c LXXXVII, per lo segont pagament de la donation deus XII^m scutz autreyatz en los Statz mandatz au VI^{al} de mars l'an LXXXVII^{ET} prosmar passat; et es oeyt sols tres diners per focc, aixi que es en lo present libe a [prumere] carte, contan per l'autre part (2).*

Cathaline (3), per la gracie de Diu regine de Navarre, duquesse de Nemors, de Gandie, de Montblanc et de Penefiel, et per la

(1) Nulle levée de deniers ne pouvait être faite en Béarn sans commission du souverain. Pour la perception des impôts, voir L. Cadier, *Les États de Béarn depuis leurs origines jusqu'au commencement du XVI^e siècle*, p. 337 à 342 où ce document a été publié, *Pièces Justificatives*, n^o XVII, p. 432.

(2) La répartition de cette donation se trouve en effet dans le Registre C 680, fol. 1 de la seconde foliation, qui commence, on le sait, à rebours.

(3) Catherine de Navarre, fille de Gaston, prince de Viane, et de Madeleine de France, avait succédé, au mois de février 1483, à son frère François-Phœbus, mort à l'âge de 15 ans. La princesse de Viane avait continué à gouverner en son nom le royaume de Navarre, la vicomté de Béarn et les États de la maison de Foix. Catherine avait épousé, en 1484, Jean d'Albret, fils d'Alain, sire d'Albret; mais les deux époux ne furent couronnés comme roi et reine de Navarre, que le 10 janvier 1494. Voir *Les États de Béarn*, p. 182 et suiv.

medixe gracie, comtesse de Foixs, senhore de Bearn, comtesse de Begorre et de Rivegorce, vescomtesse de Castelbon, de Marsan, Gavardau et de Nebosan, senhore de la ciutat de Balaguer, a nostre amat (1). salut. — Cum per las gentz deus tres Statz de nostres pays de Bearn, Marsan et Gavardau, darrerementz celebratz en nostre ville de Pau, ajustatz lo vi^{al} jorn de mars mil III^e LXXXVII (2) et per lasd. gentz, aven regard a las causes lasbetz occorrentes et a lor remustrades, nos sie estade autreyade la some de vint et quotate mili florins, paguehors en dus termis, so es la mieytat a la Marteror prosmar venent, comptedors l'an mil III^e LXXX oeyt et l'autre mieytat a l'autre Marteror LXXX et nau. Et per augunes considerations, en diminution de la prumere pague, fon lhebatz a Pascha prosmar passade ung sol quotate diners per focc, et a present reste lhebar oeyt mili florins per compliment deu prumer pagament de lad. Marteror prosmar venent, ensemps sept centz oeytante cincq scutz per los embaxedors qui son anatz en France, et certanes autres somes particulars degudes; et aixi medixs et per los gadges deus sindiexs et deu termi de lad. Marteror, aixi que es estat calculat per losditz Statz (3). Et per lhebar lasd. somes et autres carexs per losditz Statz calculatz a lad. Marteror abieyra per focc oeyt sols tres diners, et y sobrera a la utilitat deu pays cincq scutz XIII sols, oltre vint et nau florins cincq sols oeyt diners sobratz en la talhe deusd. ung sol quotate diners a Pascha passade talhatz, et volen lad. some de oeyt sols tres diners, per cascun focc, aixi que es estat appunctat, sie lhebade, — Volem, cometem et vos mandam que vos transportetz per totz et sengles locxs, borexs, vals, viles et viladges deusditz parsans (4), et aqui, aperatz los juratz, gardes et autres bones gentz deusditz

(1) La commission était adressée à chacun des receveurs particuliers des parsans financiers du Béarn. Voir plus bas, note 4.

(2) Il faut tenir compte de la date avant Pâques, la séance des États avait eu lieu le 6 mars 1488.

(3) Le compte de la répartition et le rôle des syndics se trouvent plus loin, p. 7 et n° XXIV (Reg. C 680, fol. v^o et fol. 1).

(4) Il ne faut pas confondre les *parsans* financiers du Béarn avec les 19 parsans administratifs, qui, au commencement du XVI^e siècle, remplacèrent la division en bailliages du XIV^e siècle. Les parsans financiers étaient au nombre de cinq :

loexs qui seran de aperar, aixi que en semblant caas es usat et acostumat, mandetz de partz nostres que realment et de feyt talhin lors quotes et portions (1) per cause de sso degudes, que monten per cascun foec la some de oeyt sols tres diners Jaquees (2), et donin ordi et obre que, sentz augune faute ny sperance de haber plus support, agen prestes et lhebades lasd. quotes et portions per integre a lad. feste de Marteror. Et en caas de dilay, reffus o rebellion, volem, cometem et vos mandam que tot incontinent, passade lad. feste, compelliatz los juratz (3), gardes, gentz et habitantz de cascun bore, vals, viles, loexs et viladges deudit parsan, per prenement et bandiment dequetz, meten et expausan ventables a vostre inquant public, fassen ne vendition et livrament au plus et darrer offerent los mobles, realment et de feyt; et que l'enquant deus bees sedentz no pusque durar plus de nau jorns apres que sera estat comensat, pausat que hom y volos plus diser; et per prenement et arrastament de lors propriis cors et persones, si mestier es; estan ben segur de lor, tant entro las quotes et somes a lor contingentes a vos auran balhat et livrat, las quoaus volem

1° Orthez et Sauveterre, 2° Oloron, 3° Vicilh, Montanerès et Saubestre, 4° Pau, 5° Navarrenx. Au XVI^e siècle on trouve aussi des parsans, divisions militaires, ayant à leur tête un capitaine de parsan.

(1) Les États fixaient la somme qui devait être levée par feu; par exemple pour cette levée, ils l'avaient fixée à 8 sols 3 deniers. Le nombre de feux de chaque communauté était aussi soigneusement réparti par les États; mais pour la désignation des feux dans chaque village, les magistrats municipaux, jurats et gardes, faisaient la taille ou répartition.

(2) Le sous Jaqués ou Jaquais (et non Jacques, comme on l'écrit trop souvent) était la monnaie de compte de Jaca, en Aragon. Le florin étant de valeur conventionnelle, la valeur du florin était calculée par sous d'argent, d'après le cours des principaux marchés : on avait soin de spécifier dans les contrats particuliers, comme dans les répartitions d'impositions, la valeur du florin en sous. Jaca étant un des plus anciens et des principaux marchés d'Aragon, la monnaie Jaquaise servit de bonne heure de règle pour l'évaluation des florins d'Aragon, comme le sou Morlan servit en Béarn et en France. Cf. Yanguas y Miranda, *Diccionario de las antigüedades de Navarra* (Pamplune, 1840, 4 vol. in-4°), art. *Moneda*, t. II, p. 333 et suiv. — Le sou Jaqués fut fréquemment employé en Béarn dans les actes, jusqu'au XVIII^e siècle (P. Raymond, *Mœurs Béarnaises*, (Pau, 1873, in-8°), p. 49).

(3) Le 3 décembre 1496, les jurats des villes et communautés de Béarn adressaient à la reine de Navarre une supplique pour être exemptés des impositions et n'être plus responsables de la levée des tailles devant les receveurs de parsan. — Arch. des Basses-Pyrénées, C 679, fol. 565 v°; publiée dans *Les États de Béarn. Pièces justificatives*, n° xx, p. 436.

vos tot incontinent balhetz et delivretz a nostre ben amat Arnaud d'Abadie, nostre recebedor generau (1), per nos ad aquero comis et depputat, per aqueres balhar et delivrar a nos et aixi medixs aus personadges de lad. embaixade et autres, aixi que per losditz Statz es estat concludit et vos sera balhat per rolle signat deus sindiexs deu pays (2). Et deu restant, tant deus vint et nau florins sineq sols oeyt diners de Paschoe sobertalhatz, quoaant de sineq scutz XIII sols en aqeste Marteror sobertalhatz, doneratz compte et reliquat a las gentz deud. pays o per lor depputat. Et balhat que vos ac auratz audit Arnaud d'Abadie, et parellement lodit d'Abadie ac aura balhat, juxta lo contengut deud. rolle, mustran reconeixences et descarexs, vos n'auram aus totz per quitis. Empero vos que fassatz las executions en cascun loc, ont lasd. quotes et portions se deuran recrubar, en lors domicilis et no en autre part, ny fassatz las executions en bestians ny instrumentz deputatz a la lavrance, ny per negun viadge o viencude, ni per las quittances, prencatz ny recebatz inter tot sino dotze diners Morlàas en la quittance finale (3). Et quant aus bayles (4) de cascun loc, intenem et volem que per lors leys no lheber ny pusquen lheber de execution deusd. bees et causes, sino XII diners Morlàas, si donexs deus bees sedentz no passaben per inquant et distribution; en loqual caas lheberan tant solament sieys sols Morlàas (5). — Et car lo careq de lad. embaixade et autres carexs deu pays. inclus en losd. oeyt sols tres diners, monten la some de mil trente sineq scutz sedze sols, los quoaus se han a lheber sus lo pays, sentz aver regard aus foccx affranquitz (6), volem que a

(1) Arnaud d'Abadie, seigneur de Narp. Voir plus loin, p. 7, note 2.

(2) C'est ce rôle qui se trouve au fol. v (p. 7), signé des deux syndics Andrivet de Manes et Jean de Castagnède, et daté du 15 novembre 1488.

(3) Le salaire des receveurs était toujours fixé à l'avance par les États et portait le nom de *billette*, reçu, quittance. Pour certaines impositions extraordinaires les États décidaient que les receveurs ne toucheraient aucun salaire. Voir reg. C 680, fol. 60 v°, 101, 156.

(4) Les bailes avaient, à la fin du xv^e siècle, perdu la plupart de leurs attributions judiciaires, au profit du sénéchal et de sa cour. Leurs fonctions étaient à peu près celles des huissiers. Voir *Los Fors et Costumas de Bearn*, rub. des *Bailes* (Pan, 1715, in-4°), p. 76.

(5) Le ms. porte *sols*, mais il s'agit évidemment de *diners*.

(6) Pour les *feux affranchis*, exemptés des impositions dans chaque parson, voir *Les États de Bearn*, p. 336.

Ihebar aqueres some que abiey per focc ung sol oeyt diners et mealhe (1), volem que *tant ben executetz los foccers afranquitz cum a los autres*, tant que los toquera losd. ung sol et oeyt diners mealhe per focc, mandans per las presentz a totz et sengles nostres officiers, justiciers et sosmes en so dessus vos obedesquen et donen soccors, favor et ajude. Et gardatz que no y falhiatz. Dades a Pau lo XVI jorn deu mees d'octobre l'an mil III^e LXXX oeyt.

Assi sobre en aqueste Marteror mil III^e LXXXVIII, so es sineq sentz quatorze sols en mau deu general.

II.

LETTRE ÉCRITE PAR LES ÉTATS DE BÉARN A CHARLES VIII, ROI DE FRANCE, POUR LE REMERCIER D'ÊTRE INTERVENU EN FAVEUR DE CATHERINE DE NAVARRE, MENACÉE D'UNE NOUVELLE GUERRE PAR LE VICOMTE DE NARBONNE. — 16 novembre 1488 (2).

[Fol. iv.] *Lettre per los tres Statz de Bearn enbiades au rey de France, et fon balhades a Bertranet d'Arrudi, abat de Lezons* (3). *in forma lo sobrescriut.*

A tres illustre, tres haut, tres chrestian Rey et tres redobtable senhor, lo rey de France.

Tres illustre, tres haut, tres chrestian rey et tres redobtable senhor, tant et si tres humilment cum podem, a vostre bone gracie nos recomandam, a la quoyal placie saver que avem audit cum vostre reyal Majestat, apercebude que lo vescomte de Narbone (4)

(1) *Mealhe* ou *medalhe*, maille, monnaie équivalant à peu près au quart du denier morlan.

(2) Ce document est publié dans *Les États de Béarn*, Pièces justific., n° XVIII, p. 434.

(3) Bertranet d'Arudy, abbé de Lezons, maître d'hôtel de la reine de Navarre, fait son testament en 1504 (Archives des B.-Pyr. *Not. de Pau*, E 1978). — *Lezons*, hameau, commune de Mazères, canton de Pau-Ouest; il y avait à Lezons une abbaye laïque, vassale de la vicomté de Béarn.

(4) Jean de Foix, vicomte de Narbonne, puis d'Étampes en 1478, comte de Pardiac, était le second fils de Gaston IV de Foix et d'Éléonore d'Aragon. Il fut présent à l'hommage que rendit Madeleine de France, princesse de Viane, à Louis XI, en 1472, au nom de François Phœbus son fils. Louis XI lui donna, en 1473, 12,000 livres de pension et, le 27 mai 1478, le comté d'Étampes. A la

vole far guerre, contre la serenissime regine de Navarre, vostre cosine, nostre suvirane danie (1), aquero far lo abetz deffendut (2); de que et autres protections et benivolences qui totz jorns vostred. reyal Majestat nos ha mustrat et mustre, vos remerciam tres humilment, en vos supplican tant affectuosament et humil que podem, sie de vostre benigne gracie lo deffender que no age a ffar a nostred. souvirane dame, ny a nos, degunes molestacions per vie de feyt et autrement, tot jorn nos aver et tenir en vostred. benigne et singular recomandation. Car au regard de nos totz, inseguen lo bon voler de nostre dite suvirane dame, habem deliverat far a vostred. Majestat tote la honor et tot lo servici de cors et de beus qui nos sera possible, en nos mandan et comandan vostres bons plasers per los accomplir de tres bon cor a nostre poder, aydant Diu, tres illustre, tres haut, tres chrestian Rey et tres redobtable senhor, qui vos done bone vite et longue et lo compliment de totz vostres bons desirs. Escriut a Pau lo XVI^{al} jorn deu mees de novembre.

Vostres tres humils et obediens servidors,

LAS GENTZ DEUS TRES ESTATZ DE BEARN.

mort de son neveu François Phœbus, il prétendit à la succession de la Navarre, du Béarn et des comtés de Foix et de Bigorre; après une longue lutte il fit la paix avec sa nièce Catherine, à Tarbes, le 7 septembre 1497. Il accompagna Charles VIII en Italie, où il se distingua notamment à Fornoue, le 6 juillet 1495, et fut nommé gouverneur du Milanais. Il représenta le comte de Toulouse à Reims au sacre de Louis XII, son beau-frère, le 4 mai 1498, et fut pourvu du gouvernement du Dauphiné. Il mourut en 1500. Voir P. Anselme, *Histoire généalogique*, tome III, p. 377.

(1) Sur la guerre du vicomte de Narbonne contre sa nièce Catherine pour la succession de Navarre, voir Galland, *Mémoires pour l'histoire de Navarre* (Paris, 1648, 1 vol. in-fol.); — Dom Vaissète, *Histoire de Languedoc* (Paris, 1730, 5 vol. in-fol.), t. V, p. 45 et suivantes; — A Favyn, *Histoire de Navarre* (Paris, Sonnius, 1612, 1 vol. in-fol.); — Faget de Baure, *Essais sur le Béarn* (Paris, 1818, in-8°), p. 364 et suiv.; — Monlezun, *Histoire de Gascogne* (Auch, 1850, 7 vol. in-8°), t. V; — Luchaire, *Alain le Grand, sire d'Albret* (Paris, 1877, in-8°), p. 187 et suiv.; — L. Cadier, *Les États de Béarn*, p. 189 et suiv.

(2) Charles VIII ou plutôt son conseil de régence avait depuis 1484 fait tous ses efforts pour prévenir la guerre entre les deux rivaux. Voir *Procès-verbaux des séances du conseil de régence du roi Charles VIII*, pendant les mois d'août 1484 à janvier 1485, publiés par M. Bernier dans la *Collection des documents inédits de l'histoire de France* (Paris, 1836, in-4°).

III.

COMPTE REMIS A ARNAUD D'ABBADIE, RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES, PAR LES SYNDICS DE BÉARN POUR L'EMPLOI DE LA DONATION DE 12,000 ÉCUS, VOTÉE PAR LES ÉTATS.

[Fol. v v^o.] *Lo Rolle balhat au general per los sindicxs mentionat en la commission de Marteror 1488 (1).*

1. Seg se lo rolle de las somes qui seran pagades per Arnaud d'Abadie, general de finances (2), autreyades per las gentz deus tres Statz de Bearn, et qui se lheberan a la Marteror, l'an mil III^c LXXX oeyt; las quoaus son collocades ab la quote et portion qui se lhebera las betz, de la some deus dotze mile scutz autreyatz en mars darrer passat (3); et per lod, general seran pagades, aixi que se seg articuladement, sus lo termi deud. Marteror, an LXXX oeyt, car aixi pagat ab lo present rolle et quittance de aquetz aqui lasd. sommes son ordenades, lo pays lo ne aura per descargat.

2. Primo paguera aus embaxedors qui son anatz en France, so es a Mos. l'avesque de Coserans (4), la some de quotate centz scutz per totes causes a luy degutz III^c sc.

(1) « La comission de llevar la talhe de Marteror mil III^c LXXX oeyt » se trouve au folio III du registre C 680, voir plus haut, page 1. La répartition des sommes suivantes avait été faite dans la séance du 6 mars 1488 (Reg. C 680, fol 1).

(2) Arnaud d'Abbadie, seigneur de Narp et de Mourenx, avait été institué maître particulier de la monnaie de Morlaas, par commission de Catherine, reine de Navarre, du 8 novembre 1484, après la révocation de Jean de Gardey, sur les instances des États de Béarn (Archives des Basses-Pyrénées, E 326).

(3) Cette donation avait été accordée par les trois États de Béarn, Marsan et Gabardan, assemblés à Pau le 6 mars 1487. Voir la commission précédente, Reg. C. 680, fol. III.

(4) Jean d'Aule ou de Coure, évêque de Conserans depuis 1480, avait été le compagnon de Pierre le jeune, cardinal de Foix. Le 10 janvier 1494, il assistait au couronnement de Jean d'Albret et de Catherine à Pampelune et remplaçait à la cérémonie du sacre l'évêque de Pampelune absent. Il renonça, en 1515, à son évêché et eut pour successeur Charles de Gramont, qui devint archevêque de Bordeaux en 1530. Le *Gallia Christiana* l'appelle Jean d'Aule, mais tous les

3. Item paguera a Mos. de Miusentz (1), aixi medixs embaixedor, la some de dus centz seutz	11 ^c sc.
Item a Mos de Peyre (2), embaixedor, oey- tante seutz	LXXX sc.
Item a Jaemot de Larie, rey d'armes, seran balhatz sinequante seutz.	I sc.
Item a M ^{te} Johan Coterer (3) oltre lo rossin, lo seran balhatz quoarante sineq seutz.	XLV sc.
Item a Bertran, cavanguedor de l'escuderie, seran balhatz detz seutz.	X sc.
Some.	VII ^c LXXXV sc.
4. Item plus lod. general se retendra per los tribalhs et servicis qui ha feyt en los paga- mentz deu sindicat d'Avinhon (4), per far las solutions aus banquers et per recompense dequero et de autres servicis per luy feytz au pays, la some de cent et vint seutz, oltre lo qui per avant lo ere estat autreyat.	CXX sc.

documents des Archives des Basses-Pyrénées et des Archives de Pampelune le nomment Jean de la Salle. — Voir Arch. des Basses-Pyrénées, E 1714, E 1979, et les pouvoirs donnés à Jean de la Salle par Jean et Catherine de Navarre comme vice-roi de Navarre, à leur départ pour la France, le 22 mai 1497 (Arch. de la Chambre des comptes de Navarre à Pampelune, caj. 166, n° 35).

(1) Pierre de Béarn, seigneur de Mirossens (Reg. C. 680, fol. 24), avait épousé Christine de Coudun, dont il eut un fils François de Béarn qui lui succéda et épousa Catherine de Gerderest. (P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. III, p. 392.)

(2) Bernard de Navailles, seigneur de Peyre et d'Arbus, avait épousé Madeleine, dame de Disse et Lalonquère. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1461.)

(3) Jean Coterer d'Oloron était notaire des États; on le voit chargé de plusieurs missions importantes. En janvier 1490, il fait trois voyages à Oloron pour le traité avec les Aragonais; on lui donne six écus « per far las copies de « las scriptures, lasquoals balhera au sindic » (Reg. C 680, fol. 9 v°). En septembre 1492, Jean Coterer est nommé trésorier de Béarn, en remplacement de Bernard de Minvielle, et il prête serment au sénéchal de Béarn, commis par les États (Reg. C 680, fol. 14). Il était mort en 1496, car les États régulent ses comptes avec Guiraud Coterer, son fils et héritier, et lui donnent une somme de 67 écus 9 sous 11 deniers, qui lui restait due. (Reg. C 680, fol. 26.)

(4) Il s'agit d'un emprunt contracté par les États de Béarn ou par la reine de Navarre envers les banquiers Perucci et Baroncelli de Florence, établis à Avignon. (Reg. C 680, fol. 1.)

5. Item aus sindicxs deu pays, per solution de lors gadges (1) et per lo termi deud. Marteror mil III^e LXXX oeyt a cascun cade quoarante et quoaate scutz et oeyt sos. . . . LXXXVIII sc. VIII s.

6. Item aus medixs sindicxs per auguns carexs per lor supportatz, cascun cade sieys scutz oltre losd. gadges. XII sc.

7. Item a Martin Degrede d'Oloron per auguns servicis qui ha feyt au pays, lo seran ballhatz vint scutz XX sc.

8. Item a l'abat d'Aramitz (2) seran ballhatz detz scutz per auguns servicis qui ha feyt au pays. X sc.

9. Las somes susdites seran ballhades, cum dit es en onze articles precedentz en lo present foellhet, losquoaus XI articles monten mil trente et sineq scutz XVI sos et diit monten mil trente sineq scutz sedze sos. Et nos Andrivet de Manes (3) et Johan de Castanhede (4) habem ballhat lo precedent rolle au general susdit de mandament deusd. Statz, loquoal rolle sera mentionat en las lettres de las comisions de lad. Marteror, an LXXXVIII, et per llevar lasbetz la talhe. Et en testimoni de vertat, nosd. de Manes et de Castanhede, sindicxs deu pays, nos em assi subsignatz de nostres propris maas. Actum a Pau lo xv jorns de novembre l'an mil III^e LXXX oeyt (5).

(1) Les gages des syndics leur étaient payés à chaque terme de paiement des donations; ils s'élevaient ordinairement à 44 ou à 50 écus.

(2) Jean, abbé d'Aramits, était le représentant de la vallée de Barétous aux États. Il figure parmi les députés de l'Abrégé en 1490. (Reg. C 680, fol. 8 v^o.)

(3) Andrivet de Manes, jurat d'Orthez, syndic de Béarn depuis 1468, devint conseiller du pays à sa sortie de charge. Il est encore mentionné syndic dans le compte de janvier 1491 (Reg. C 680, fol. 9 v^o); mais il est remplacé, dès le mois d'août 1492, par Raymond de Médeville. Il continue à toucher 25 écus par an sur les fonds des États (*Ibidem*, fol. 18 v^o, 23 v^o, 28 v^o). Il fit son testament en 1495. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 96. Paul Raymond, *Notices sur l'Intendance*, etc., p. 91.)

(4) Jean de Castagnède, syndic de Béarn du 15 mars 1488 à 1510, devint à cette époque juge de Béarn; en 1514, il est nommé conseiller du pays (Reg. C 680, fol. 101). C'est le rédacteur de la première partie de notre registre.

(5) Le manuscrit porte par erreur « quatre ». Il s'agit bien de l'année 1488, mentionnée à deux reprises dans le rôle: car le même compte se retrouve plus loin dans la répartition faite par les États. (Reg. C 680, fol. 1 et 1 v^o. Voir plus loin, n^o XXIV.)

IV.

LETTRE DE LA REINE CATHERINE DE NAVARRE AUX ÉTATS D'ARAGON,
AU SUJET DU DROIT DE PASSAGE DE LA PORTE A CANFRANC ET
DE L'IMPOSITION DE LA BARRE ÉTABLIE EN BÉARN.

[Fol. VI]. *A reverends pays en Diu, egregis, magnifics, cars senhors et bons amicxs, los senhors deputatz deu regne d'Aragon* (1).

Reverends pays en Diu, egregis, magnifics, cars et ben amatz nostres, los temps passatz fo metut ung impost aperat *la Porte*, en lo loc de Campfranc (2) de quet regne, fort grevable a nostres subgecxs et autres. Et car no se volo extremar, part dessa en fo metut ung autre aperat *la Barre* (3) et que se exigisse tant entro que lodit impost de Porte fos llebat et extremat. Et pot aver sieys aus o environ, lodit trahut o impost de Porta fo extremat et abatut et cessat de aquet llebar et exigir; et nos informade de asso, desirans lo commerci deus ungs ab los autres, aqui medixs, mandam extremar et abater lodit trahut aperat la Barre. Totesbetz losditz de Campfranc, apres que agon ung petit temps cessat, tantost continuan llebar lodit trahut de Porta, aixi que an feyt et fen cascun jorn. Et nos, veden asso, scriscom ausditz de Campfranc que cessassen de tal exaction, actenut que ere estat abatut, lo que han recusat far, avantz lo exigessen, cum dit es, et no contentz de sso, avem intendut exigessen autre novet trahut sus nostres subgecxs aperat pontadge, qui es de pernicios exemple. A cause de que, instantz las gens des nostres Estats de Bearn, avem mandat retor-nar lo prumer impost de Barre, cum davant, et avem deliverat

(1) Cette suscription, qui manque dans le manuscrit, peut être facilement rétablie d'après la troisième lettre, publiée plus loin, p. 12.

(2) *Canfranc*, village d'Aragon, province de Huesca, sur l'Aragon.

(3) C'est en 1467 que les Oloronais, usant de représailles, avaient établi à l'entrée de leur ville l'impôt appelé la Barre; mais sur la réclamation des habitants de la vallée d'Aspe, à qui cette imposition portait un grave préjudice, les États de Béarn en avaient demandé la suppression. Voir Archives des Basses-Pyrénées, Registre C. 679, fol. 129 v^o, 153 v^o, 216, 222, 224, 272, etc. Cf. *Les États de Béarn*, p. 309.

y meter autre impost equipollent audit pontadge, si autrementz no y es provedit en abater aquetz. Et car per tals impostz la cause publique en diminueixs, et es gran dampnadge aus ungs et aus autres, vos en scriben per vos notifficar lo tot et a las fiis que, atenen au ben public, per aquet costat sie dat ordi que, aixi cum ere de prumer ordenat, que lodit trahut de Porte sie extremat et abatut. Et vos asso fasen, manderam extremar et abater lodit trahut aperat la Barra, certiffican nos de vostre intencion en aquere part. Nostre Senhor, reverendz, egregis. . . . (1).

V.

LETTRES DES ÉTATS DE BÉARN AUX ÉTATS D'ARAGON SUR LE
MÊME SUJET.

I.

Reverends pays en Diu, egregis, magnificxs, cars senhors et bons amicxs, apres degudes recomandations. Credem etz informatz, cum temps ha passat, los deu loc de Campfranc troban partit de llebar ung impost aperat la *Porta*, qui ere fort grevable a las gens de quest pays ; et despuys pot aver sieys ans o environ, lodit impost fo abatut per ordenance et mandament de vos autres. Et car [fol. viii v^o] per aquere vexation, a nostre requeste, nostre senhor impausa contre los deudit loc et dequet regne ung autre impost aperat la Barre et ague llevedor tant entro ladite Porte fos abatude. Et incontinent que vostre ordenance fo executade et ladite Porte abatude, aixi medixs fo feyt de ladite Barre. Totesbetz losditz de Campfranc, en menhs pretz de vostres ordenances, autre betz han retornat lodit impost de Porte et lo han despuys exigit quotate ans o plus. Et nos veden asso et precedentes degudes requestes ausditz de Campfranc feytes, avem obtengut retornar lo medixs impost de Barre, lo que parellament es grevable aus dequet regne ; mas que peyor es, losditz de Campfranc han metut aques jorns

(1) La date de cette lettre doit être la même que celle des deux suivantes, c'est-à-dire du 8 août 1488.

passatz une autre exaction aperedé pontadge. Et no podem creder que en asso sapie lo regne, car trop sere caas de mal exemple; et si ad asso no es remediât, podetz pensar que procureram aver part dessa autre vexation de impostz contre los dequet regne, lo que sera cause trop dampnadyose; et faram, actenudes las graus exactions qui part dequera avetz, et si aixi se fe, lo comerci deus ungs aus autres aura a cessar. Per so vos scribem, en vos affectuosamentz pregan vulhatz prener aqueste cause a cor et donar ordi, per lo benefici de la cause publique, fals impostz novels sien extrematz et abatutz. Et asso fasen, nostre dit impost se abatera et cesseram procurar n'y meter de autres. Et de vostre delivération nos scriuratz ensemps et si res voletz, fassam per vos, pregan Diu nostre Senhor, reverends pays en Dins, egregis, magnificxs, cars senhors et bons amicxs, vos tengue en la sue sente garde. Serint a Pau lo VIII^{al} jorn d'agost mil III^c LXXXVIII.

Los qui son prests a vostre honor et servici,
LOS TRES STATZ DE BEARN.

II.

A Reverends pays en Diu, egregis, magnificxs, cars senhors et bons amicxs, los senhors deputatz deu regne d'Aragon.

Magnificxs, cars senhors et bons amicxs, apres degude recomandation. Cum pot aver sieys aus los senhors depputatz de Aragon agossen abatut ung impost aperedé la Porte qui los de Camfranc exigiben contre los dequest pays; et aqui medixs ung autre impost aperedé la Barre, a nostre requeste, a cause dequere vexation contre los dequet regne impausat, fo abatut et extremat. Et aixi viscom los totz sentz vexation de fals trahuts et impostz dus ans o enbiron. Totesbetz los medixs de Camfranc han retornat exigir lodit impost et llevar despuys en sa quoaate ans. Et car per requestes qui los sien estades feytes, no han volut aquet extremar, et tollerat losdits quoaate ans, avem procurat retornar lodit impost aperedé la Barre, loqual se llebe de paucxs jorns en sa. Empero

losditz de Camfranc, indusitz no savem de quoa movement, hau metut autre exaction aperade lo pontadge, qui es de pernicioos exemple; susque escribem ausditz senhors deputatz. Et parelhamment a vos notiffican que si no y provedit, auram a procurar de meter autres exactions qui nos desplasera, cum tot asso sie destruction de la cause publique [fol. vii]. Per so vos pregam bien affectuosament, per lo ben et benefiici de la cause publique, et mayorment cum principalement asso toque ad aquere ciutat, vullatz procurar et donar obre a tote diligenci que losdits trahutz sien abatutz, et deu qu'eu faratz nos vullats certifficar. Et si ren voletz, fassam per vos nos scriuratz, pregan Nostre Senhor, magnifexs, cars senhors et bons amicxs, vos tengue en sa sente garde. Scriut a Pau lo viii^{al} jorn de mars l'an mil iii^e lxxxviii (1).

Los qui son prests a vostre honor et plaser,

LOS TRES STATZ DE BEARN.

VI.

RÈGLEMENT DU COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES EN BÉARN

FAIT PAR LES ÉTATS. — 8 janvier 1490.

[Fol. xi.] *La deliberation deus tres Stats qui an oppinat degossen aber cors et meze las monedes et que sie cridat que deu oejtal jorn de janer 1489 en acant no auran calor, sino cum se seq* (2).

(1) C'est en 1492 seulement que le roi d'Aragon et les députés répondirent aux lettres précédentes, en révoquant l'impôt établi au Somport par les gens de Canfranc. Mais l'affaire ne fut terminée qu'en 1496 par une sentence définitive donnée à Saragosse par huit arbitres, le 10 novembre. Pierre de Barranxs fut alors chargé par les États de notifier la sentence aux habitants de Canfranc et de leur porter une lettre du roi d'Aragon. (Reg. C 680, fol. 1 v^o. Voir plus loin, p. 32, note 2).

(2) Cette délibération des États est de la plus grande importance, car elle donne le rapport de la monnaie de Morlâas avec la plupart des monnaies ayant cours en Europe à la fin du xv^e siècle. Elle a été signalée par M. Basclé de Lagrèze dans son *Essai sur l'histoire monétaire et numismatique du Béarn* (Toulouse, Douladoure, 1855, in-8^o), mais elle n'avait jamais été publiée, non plus que les ordonnances qui suivent.

MISE DE OR.

Scutz de Bearn aura cors a vint et quoaate sols (1) dus diners pesse.

Scutz deu Sorell de France, a XXIII sos II diners (2).

Scutz de France de la corone, a vint et tres sos quoaate diners pesse.

Scutz bielhs (3), a vingt et seys sos VIII diners. — Et eran a XXVII sos.

Reyans d'aur franexs a pee et a cabat, a XXVI sos pesse.

Scutz de Bearn de l'espade et scutz de Guiayne, Bretanhe, a XXIII sos pesse.

Ducatz viels, a vingt et sincq sos pesse.

Ducatz naus de Navarre, a vint et quoaate sos pesse.

Nobles de la Roze, a sinquoante quoaate sos pesse (mieys et quartz al equipollent).

Angelotz d'Anglaterre, a XXXVI sols pesse.

Nobles deu rey Henric, a sinquoante sos pesse.

Salutz d'aur et Rides de France, a vingt et sincq sos pesse.

Florins d'Aragon, detze sept sos sieys diners pesse.

Leons d'aur de Flandres, a XXVIII sos VIII diners pesse.

Henricxs Castilhanos vielhs, a XXXI sos pesse.

Alfonciis, a XXXVII sos VI diners pesse.

Dobles de la bande, a XXXI sos III diners pesse.

Agnilotes d'aur de Cecilie (4), a XXVIII sos pesse.

Pacificxs, a XVIII sos III diners pesse.

(1) Il s'agit ici non de sous Jaqués mais de sous Morlans. Les calculs tout récents de mon confrère et ami, M. Parfouru, ont établi que vers 1490 le sou de Morlâas valait environ un cinquième de plus que le sou Tournois (*Comptes de Riscle*, Introd., p. LXVI), et non trois fois la valeur du sou Tournois, comme on l'a répété sur la foi de Marea, qui parlait sans doute de la valeur du sou Morlan au XII^e et au XIII^e siècle.

(2) On remarquera la tendance des États à donner à la monnaie Béarnaise la même valeur que la monnaie française. A cette époque, en effet, les Béarnais font tous leurs efforts pour obtenir du roi de France le cours de la monnaie de Morlâas en France. — Voir pour ces négociations, *Les États de Béarn*, p. 312, 347 et suivantes, et plus loin Reg. C 680, fol. 39 v^o, 48, 88, 109, etc.

(3) Écus vieux de Morlâas. Voir plus loin l'ordonnance de 1494 sur les monnaies.

(4) Angelots d'or de Sicile.

Florins deu trec, a XVI sos VIII diners pesse.

Florins d'Alamanhe deu † (crotz Saint-Andriu) et autre de la sorte, a XVIII sos III diners pesse.

Florins de Clat, a x sols pesse.

Florins de Proence, a VIII sos III diners pesse.

Spadiis de Portogal, a XVIII sos pesse.

MISE DE ARGENT. — LAS MONEDES BLANQUES.

Dobles de Bearn, a quotate arditz pesse.

Dobles de France deu sorellh, a III arditz ung diner Torne pesse.

Dobles de France de la corone, a III arditz pesse.

Dobles de France deu K, las tres per arditz.

Gros de France, XII arditz pesse.

Testoos de Milaa, trente sept arditz ung diner.

Gros de Bolonha, a x arditz pesse.

Dobles de Saboye, Borgonhe, a oeyt diners Tornees pesse.

Dobles de Bretanhe, las tres detz arditz.

Gros de Bretanhe bielhs, a XII arditz pesse.

Halabardes, a quotate diners Tornees pesse.

Anieys gros de quines de Portogal, a III arditz pesse.

Gros de Navarre bielhs, a XII arditz pesse.

Aniels Tholosaas en lor valor acostumade.

Totes autres monedes seran metudes a bilhon.

Lasd. halebardes, de oey en avant a III diners, etc.

Actum a Pau lo xxx jorns de novembre mil III^c LXXXIX (1).

Et son autreyades lettres per la regine per far tenir so dessus ab penes, etc.

(1) Dans la séance de janvier 1490, les États nomment une commission composée du baron de Doumy, du seigneur de Bescat, de M^{re} Danys, Auger Cauterer, Peyroton de Larrony, Ramonet de Medeville et Bertrand de Larrony, pour faire adopter cette délibération par le Conseil royal et pour publier immédiatement le cours de l'or et de l'argent (Voir plus loin, C 680, fol. 8 v^o).

VII.

LETTRE DES ÉTATS DE BÉARN AU SÉNÉCHAL D'ARMAGNAC POUR
LE PRIER D'EMPÊCHER LE PASSAGE DES TROUPES DU COMTE DE
NARBONNE DANS LES PAYS D'ARMAGNAC. — Pau, 4 janvier 1488.

Lettres deus tres Statz trametudes au Seneschal d'Armagnac (1).

[Fol. XII.] Mos. lo Seneschal, nos em statz advertitz que Mos. de Narbonne (2) a delibérat se recullir en aquet comtat d'Armanhac ab certanes gens d'armes, affïn d'aqui en fore et de autres partides adjacentz far la guerre a nostre sovirane senhore, la regina de Navarra, senhore de Bearn, et a nous cum a sons bons et leyaus subjectz, so que si aixi ere et subseguibe, sere contre la voluntat deu Rey, qui lo ha prohibit et deffendut totes vies de feyt et a totz sons subjectz que en aquero no lo agossen ha recullir ny favorir sus grandes penes (3). Que credem lo tot vos estre cert et notori, et per so vos pregam ben affectuosament que ad evitar los (et) inconvenientz qui s'en poyren inseguir, vos vulhatz donar ordre et provision que lodit de Narbone ny sasdités gentz no sien recullitz ny agen retreyte en aquet comtat ny partides adjacentz de vostre senescancie. ni facen d'aqui en sa la guerre, ni cometen ni perpetren degunes vies de ffeyt, car quant affären, nos serem constretz per

(1) Le sénéchal d'Armagnac était alors Jean de Bosredon, seigneur de la Roche et de Hermant, conseiller et chambellan du roi. Il assiste, le 5 août 1487, à la prise de possession de l'évêché de Lectoure par Pierre d'Abzac de la Douze (Monlezun, *Histoire de Gascogne*, t. VI, p. 398). Le 13 novembre 1489, il préside les États d'Armagnac et de Fezensac, à Vic-Fezensac. (Procès-verbaux des États, dans les archives particulières de M. l'abbé de Carsalade du Pont.)

(2) Jean de Foix, après un premier accommodement conclu, en 1484, grâce à l'intervention du conseil de régence, avait recommencé la guerre en juillet 1486, et s'était emparé de plusieurs places du comté de Foix. Le roi de France avait fait saisir et mettre sous séquestre ces villes du comté de Foix. (Dom Vaissète, t. V, p. 74. — Voir *Les États de Béarn*, p. 196 et suivantes.)

(3) Charles VIII, en déclarant prendre en main le différend de la reine de Navarre et du vicomte de Narbonne, avait promis de faire respecter le jugement que les États de Béarn et de Navarre prononceraient entre les deux rivaux : « *Le roy contraindra réalement et de fait et par main forte lesdites « parties à teuir ce présent appointement et principalement celle qui n'aura « voulu obéir.* » Montargis, 4 octobre 1484. (Archives des Basses-Pyrénées, E 316, publ. dans *Les États de Béarn*, Pièces justificatives, n° xv, p. 429.)

nostre indempnitat correr sus lodit de Narbone et sas gens la ond seren et se troberen, que poyre star a grant foule et dampnadge de las gentz, subjectz et pays de part dela, que nos sere tres despla-sent per lo bon desir et affection qui avem a lor ben, repaus et tranquillitat, aixi que au nostre propii nos scaben parellament a las gens deus tres Statz de part dela, las quoaus vos pregam vulhatz far congregar a las fuis que dessus, et de vostre voluntat et evention nos vulhats far reposte et nos rescaber ensemps, si cause voletz que far puseam, et la faram volenters, aydant Diu qui vos tengue en sa sancte garde. — Scriut a Pau lo quoate jorns de janer.

Resposte feyte per lodit Seneschal d'Armagnac.

Messieurs des Estats du pays de Bearn,

J'ay veu les lettres que m'avez escriptes touchant la crainte que avez que aucunes gens incongneuz, contre le vouloir du Roy, se mettent dedans aucunes places en ma seneschaussée d'Armagnac (1) et d'ilec facent la guerre audit pays de Bearn. Je suys acertané du vouloir du Roy, et aidant Nostre Seigneur, comme bon et loyal serviteur du Roy, garderay que contre son vouloir, à mon pouvoir, mal ny inconvenient n'aviendra audit pays de Bearn, et sy suys deliberé y donner telle provision pour mon cartier que ledit seigneur n'aura cause de m'en reprendre. Et ne sont passez genz inconneuz aucuns jusques yci en madite senechaucée, exépté vint o trente chevaulx, lesquels s'avouent au senneschal de Tholouse, combien que aye esté adverti que en ladite senechaucée de Tholouse en sont pleusieurs autres passez. Et à Dieu, lequel, Messieurs, soyt garde de vous. Escript au chasteau de Lectore (2) le xviii de janvier.

Le tout vostre,

J. DE [BOSREDON] (3), seneschal d'Armagnac.

A messieurs des troys Estats de Bearn.

(1) La sénéchaussée d'Armagnac avait un ressort très étendu : elle comprenait les pays d'Armagnac, Astarac, Fezensac, Fezensagnet, Lomagne, Brulhois, Euzan, Rivière, Pardiac, Quatre Vallées et la seigneurie de Lectoure. (Parfouru, *Comptes de Riscle*, Introd., p. v.)

(2) *Lectoure*, chef-lien d'arrondissement du département du Gers.

(3) Le nom du sénéchal est en blanc dans le manuscrit.

VIII.

LETTRE DES ÉTATS DE BÉARN AU ROI DE FRANCE, POUR LUI DÉCLARER QUE LEUR INTENTION N'A JAMAIS ÉTÉ DE RECEVOIR LE VICOMTE DE NARBONNE POUR SEIGNEUR.

[Fol. XIII.] *Missibe deus Statz au Rey de France* (1).

Illustrissimi, tres puyssant prince et tres christian Rey, tant et sy tres humilment cum podem, a vostre bonne gracie nos recomandam. A laqual placie saver que nos em statz advertitz cum Mons^r de Narbone vos a feyt diser et remostrar qui nos lo avem requerit et feyt a saver que eg s'en vengosse en aquest pays de Bearn per prender de nos lo[s] homenadges et juramentz de fidelitat et [e]stre per nos recebut cum a nostre senhor natural et sobiran, et deu tot aver la pocession en gaudense; de lasquals causes em statz tres grandement merebillhatz, car aixi que es top clar et notori, plusors antz son passatz, nos avem feyt et prestat losditz homenadge et juramentz de fidelitat a vostre cosine, nostre sobirane dame, madame Catherine, regine de Navarre (2).

(1) La lettre des États est adressée à Charles VIII.

(2) Cette lettre est malheureusement incomplète et la date manque. Il est probable qu'elle est postérieure à celle du 16 novembre 1488, publiée plus haut. Le vicomte de Narbonne avait sans doute répondu aux lettres du roi de France, lui enjoignant de ne rien entreprendre contre sa cousine la reine de Navarre, en lui disant que ses prétentions étaient favorablement accueillies en Béarn. Les États disent qu'il y a déjà plusieurs années qu'ils ont prêté serment à la reine Catherine (février 1483); la lettre est donc sans doute de l'année 1488 ou 1489, correspondant à la reprise des hostilités avec le vicomte de Narbonne. Voir *Les États de Béarn*, p. 197 et suivantes.

IX.

ORDONNANCES DU ROI ET DE LA REINE DE NAVARRE SUR LA VALEUR DE L'OR ET DE L'ARGENT, LES MONNAIES ET LES OFFICIERS DE LA MONNAIE DE MORLAAS. — Olite, 20 mars 1494 (n. s.).

[Fol. XIII.] *Ordenances feytes toquant la monede, lo xx jorn mars 149tres a Olit, servadores a Morlàas et autes pars* (1).

Primo lo maeste particular balhera de marc d'or fin cent septante tres florins sincq sols viii diners, paguementz de scutz, a vint e quotate sols ii diners pesse.

Item fara diners d'aur; seran a xxii kayratz et tres quars de kayrat, ab unq quart de kayrat de remedi (2), et a vi sols de talhe (3).

Item balhera de marc d'argent de mercha, qui se compte de unze diners sieys grans. balhera xiiii florins vi sols viii diners, condan detz sols per florins, et de totz billions a l'equipollent, pagament de monede.

Item fara diners de tres Morlàas, seran a tres diners xviii grans de fii, ab dus grans de remedi, et a nau sols de talhe, ab dues pesses de remedi.

Item los remedis seran deu senhor. Empero lo maeste jurera que obrera tant que bonement poyra au punt de l'ordonance.

Item paguera aus obrees vi Morlàas per maestre d'obre deu net solament et no de la sizalhe (4) et deus diners d'aur, aixi que es acostumat, entendut que deu net solament.

(1) C'est la première ordonnance relative aux monnaies faites par le roi et la reine de Navarre, avant la délibération des États généraux tenue à Lescar, le 8 juillet 1494. Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 17, et *Les États de Béarn*, p. 348. Il est probable que ce règlement ne satisfit pas complètement les États, puisque de nouvelles réclamations eurent lieu et que les souverains le complétèrent par l'ordonnance du 19 août suivant.

(2) *Remedi* a ici le sens de surplus, bénéfice. Voir plus bas « *los remedis* » « *seran deu senhor* ».

(3) *Talhe* doit être entendu ici dans le sens de main-d'œuvre, gravure des coins, etc.

(4) *Sizalhe* ou *cizalhe*, le résidu du métal employé à la monnaie, la limaille

Item paguera au general, garde, ensayador et talliador per maestre d'obre dus ters de Morlàas a caseun; et lo talliador no aura plus avant que caseun deusdit general, garde et ensayador.

Item lo maeste particulier jurera fara bon pagament.

Item si mutation y a de monedes circumvesines, se attirera.

Item se obliguera et balhera fermanses.

Item los argentiers bateran a xi diners vi grans grosserie et lo resti a xi diners.

Cors d'argent.

Primo Baquetes, vi baquetes per i Morlàas (1).

Quoaders, los tres per x Morlàas (2).

Saboye a tres Morlàas pesse: las tres viii arditz.

Borbon, las tres viii Morlaas.

Monede de rey, a l'acostumat.

Gros de Bolonhe, a x Morlàas pesse.

Testons, a vi sols i diners pesse.

Testons Saboy, xxxiiii arditz.

Cours d'aur. — Fuit publicata xi aprilis 1494 (3).

Seutz de Morlàas et deu Sorell, pesans ii diners xvi grans, a xxiiii s. ii d.

Seutz de la corone, a ii diners xiiii grans, a xxiiii ss. iii d.

Henrixijs biellus, pesans iii d. xiiii gr. dus ters, a xxxii ss. iii d.

Nobles del Edouart et de la Roze, pesans vi diners, a liiii ss.

Angèlotz et Alfonsiis, pesans iii d. tres graas, a xxxvii ss. vi d.

Ducatz naus de Navarre, pesans ii d. xvi graas, a xxiiii ss. viii d.

(1) Il s'agit d'un son de Morlàas, les autres *Morlàas* désignent des deniers Morlans: pour la valeur des *baquettes*, voir la seconde ordonnance.

(2) Le nom de *quoaders*, qui est rarement employé, désigne ici les targes dont il est question dans la seconde ordonnance.

(3) Voir pour les observations l'ordonnance du 19 août qui est beaucoup plus importante, puisqu'elle fut promulguée d'après l'avis des États. Le cours des monnaies varie peu de celui de 1490.

Ducatz bielhs, pesans II d. XVIII gr., a XXV ss.

Salutz, pesans II d. XVII gr., a XXIII ss. VIII d.

Leons d'aur, pesans III d. VIII gr., a XXVIII ss. VIII d.

Nobles de Henric, pesans V d. XII gr., a L ss.

Los mieys nobles de Borgonhe, pesans II d. XVI gr., a XXIII ss.
III d.

Agnilhotes d'aur, pesans III d. III gr., a XXVIII ss. III d.

Seutz bielhs frauxs a pee et a cabat, pesans III d., a XXVII ss.
VIII d.

Reyal d'aur, pesans II d. XXII gr., a XXVI ss. XI d.

Seutz Saboye, 2 d. 14 graus, XXII ss. VIII d.

Et per gran mingoe III diners (1).

Florins d'Aragon, pesans II d. XVI gr., a XVIII ss. pesse.

Florins de Trec, pesans II d. XIII gr., a XVI sols VIII d.

Florins deu Crotz et semblans, pesans II d. XVI gr., a XVIII ss.
III d.

Et per gran de mingoe, III d.

Item florins de Chat, pesans II d., a nau sos pesse.

Et per mingoe II d. per gran.

X.

EXTRAIT DES CAHIERS DES ÉTATS, DE NOVEMBRE 1498, RELATIF AUX FRAUDES DES MONNAIES.

A la Regina en los Statz a Saubattera en novembre 1498 (2).

Item davant aquestes hores es stat provedit en lo pees de l'aur, aixi que fo autreyat per patente publica (3), en laquoal es conten-

(1) *Mingoe* ou *mengoe*, diminution, déchet, perte. (Lespy, *Dict. Béarnais*, t. II, p. 62.) Ici c'est la tare ou décri de la monnaie, appelée aussi *cortessa* dans les comptes du commencement du XVI^e siècle. (Voir Parfouru, *Comptes de Riscle*, Introd., p. LXV.)

(2) C'est un des rares extraits textuels de cahiers de doléances qui nous soient parvenus pour cette époque. Le livre des Syndics se contente de mentionner généralement le résultat de la délibération, sans indiquer sous quelle forme ont été faites les réclamations des États.

(3) Il s'agit des ordonnances du 20 mars, 11 avril et 19 août 1494. Voir plus haut, p. 13, 19, et l'ordonnance suivante, p. 22 à 27.

gut cascade pesse d'aur que deu pezar, et de cascade gran de mingoe que se deu pagar. Empero per las finesses de las balances volantes se fèy plusors fraus, car per ung quoadt de graa la balance tombe; per so que sere expedient que y agos pees de miey graa et que se pagasse per lodit miey gran lo degut. Per so suppliquen, placie ordenar et appunetar que y sie lodit pees deudit miey gran ab sa valor segont l'aur qui sera pesat.

A la regine platz que aixi sie feyt cum en lodit supplicat es contengut (1).

Actum a Saubaterre lo xvi de novembre mil iiii^c lxxxxviii.

DE MAYSONAVA.

XI.

ORDONNANCE DE JEAN ET DE CATHERINE, ROI ET REINE DE NAVARRE, FIXANT LE COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES EN BÉARN ET RÉFORMANT LE TAUX DE CERTAINES PIÈCES DE MONNAIE FRAPPÉES A MORLAAS, DONT LA VALEUR NOMINALE ÉTAIT FORT AU-DESSUS DE LA VALEUR RÉELLE. — 19 août 1494.

[Fol. xv.] Johan (2), per la gracie de Diu rey de Navarre, duc de Nemors, de Gandie, de Montblanc et de Penefiel, et per la medixe gracie comte de Foix, senhor de Bearn, comte de Begorre et de Rivegorce, etc. et Catalina, per la medixe gracie regine, duquessa, comtessa et senhora sovirane deudit reyaume, ducatz, comtatz et

(1) Voici comment est indiquée la résolution prise par les États, d'après le registre C 680, fol. 38 (Voir plus loin Cahiers de 1498, § 7): « *Et en los « ditz Statz es stat concludit que lo pees de miey graa d'aur se thiera et que los « comissaris deus remedis possen et sy auran facultat de condempnar lo rentat « aus despens; et que las ajustades de escutz se furan juxta l'article sus asso « passat* ».

(2) Jean d'Albret, vicomte d'Orval, qui avait épousé Catherine de Navarre, en 1484, n'avait été reconnu seigneur de Béarn qu'à sa majorité; les États lui avaient prêté serment le 15 octobre 1491 (*Privilèges et règlements du pays de Béarn*, p. 11). Il n'avait été couronné roi de Navarre que le 10 janvier 1494 (Galland, *Mémoire sur la Navarre*, Preuves, xxvii, p. 58). Avant cette date, les ordonnances royales sont toutes au nom de Catherine de Navarre seule; à partir de 1494, tous les actes du pouvoir souverain sont faits au nom de Jean et de Catherine.

senhories, etc., a totz et sengles qui las presentes veyran, notifiaem et fem saver que cum en jorns passatz, per los grans abus (1) que se son cometutz en las causes de las monedes, tant d'aur que d'argent, en nostres terres et senhories, speciaumentz en nostre pays et senhories de Bearn, tant dequeres qui son estades batudes en nostres Secques (2) et Monedes, cum en autre pays strangers, nos ayam feyt assembler las gens deus tres Statz deudit pays, ensemps, ab certz depputzatz de nostres autres terres et senhories, per aber de lor oppinion et adviis sus lo cors et mise de ladite monede (3); et a plus avant ayam agut oppinion de plusors autres gentz, tant de glisie que laïeux, de nostre conselh et autres, expertz et entendutz ad aquero; et per lor adviis et oppinion nos sie stat remonstrat et nos ayam vist et trobat lo grant frau, deshonor, interesse et dompnadge que en aquero se segnexs a nos et nostres subgetz, et generaumentz au bee de la cause publique de nostres dites terres et senhories en la mise de lasdites monedes, tant en lo cors dequere que en las pessas d'aur leugeres, que se son metudes et encoeres

(1) Il s'était produit plusieurs fraudes à la Monnaie de Morlaàs, à la fin du xv^e siècle. En 1484, Catherine avait enlevé à Jean de Gardey, nommé par la princesse de Viane, l'office de maître particulier de la Monnaie de Morlaàs, pour le donner à Arnaud d'Abbadie, seigneur de Narp et de Mourenx, général des finances (Archives des Basses-Pyrénées, E 326). Celui-ci, trop occupé sans doute par son office de receveur général, avait renoncé à cette charge, et des abus avaient été commis sous l'administration de Martin de la Doue, qui fut révoqué à la suite des réclamations des États (Archives des Basses-Pyrénées, E 326); l'office de maître particulier fut confié à Menauton de la Motte, ancien officier de la Monnaie, dont les États ne furent guère plus satisfaits, car, en 1494, ils se plaignent que les baquettes, battues du temps de son administration, ont été jugées trop faibles (Reg. C 680, fol. 16 v^o). — Voir *Les États de Béarn*, p. 348 et 350.

(2) *Seque*, que du Cange traduit par *tabula nummularia*, comptoir de l'Hôtel des Monnaies. Voir V. Lespy, *Dictionnaire Béarnais* (Montpellier, 1887, 2 vol. in-8^o), t. II, p. 276.

(3) Cette ordonnance sur les monnaies fut prise à la suite d'une délibération des députés du Béarn, des comtés de Foix et de Bigorre, et du Marsan et Gabardan. Dans la session du mois de juin 1494, à Pau, les États avaient désigné les députés du clergé et de la noblesse et décidé que chaque bourg, vallée et ville enverrait deux commissaires (Reg. C 680, fol. 16 v^o). — L'assemblée des députés eut lieu à Lescar, sous la présidence de l'abbé de Lézat, le 8 juillet suivant. Les États exposèrent leurs doléances et leurs vœux pour le changement des officiers de la Monnaie et le règlement du cours et mise des pièces frappées à Morlaàs (Reg. C 680, fol. 17). — Voir *Les États de Béarn*, p. 349.

de jorn en jorn se meton a haut pretz, et que tot jorn continuare et se inseguire mayor a plus avant, sy no y ere provedit (1). Per so es que nos, volentz entendre et provedir, aixi que es de rason, en so dessus, per lo ben et indemnitat de nostredit pays et subgectz et ben de la cause publique, specialment de nostredit pays et senhorie de Bearn, ont plus se abuse de la mise et cors excessius de las susdites monedes tant d'aur que d'argent, batudes en nostredite Secques que en autres strangers, ab lo adviis et oppinion de las gentz deuditz Statz, depputatz [fol. xv v^o], gens de conselh et autes expertz ad asso aperatz, avem ordenat et statuit, ordenam et per edictum irrevocable statuim, per tenor de las presens, dessi en avant degun personadge, de quenh stat o condition que sie, no sie si ausan de meter ny prender, publiquement ny cuberte, en degunes preses ny mises en nostredit pays et senhorie de Bearn, degunes monedes d'aur ny d'argent, sien batudes en nostredite secques o en quals se vulhe autre, autrement que en la forme et maniere que dejuus s'en seqq :

Et prumeramentz scutz de la Baque (2) et deu Sorelh (3), bons et de pees, auran cors per XXIII^{te} sos II diners Jacquès.

Scutz de la corone, pesans XIII^{ze} graas o plus, auran cors per XXIII sos III diners Jacquès.

Nobles de la Rose et d'Andoart (4), bons et de pees, per sinequoante tres sos Jacquès (5).

Nobles de Hanri cet (VII), deu pees de cincq fliners detz graas, per sinequante sos Jacquès.

Angelotz (6), bons et de bons pees, per XXXVI sos III diners Jacquès.

Ducatz vielhs, pesantz dus dincees setze graas, per XXV sos Jacquès.

Alfonsiis, bons et de pees, per XXXVII sos VI diners Jacquès.

(1) Cf. Cahiers du 8 juillet 1494, art. III. Les États s'en étaient remis au bon plaisir du souverain pour le règlement du cours de l'or.

(2) Écus de Béarn. Voir plus haut la délibération de 1490, p. 13.

(3) Écus au soleil de France. *Ibidem*.

(4) Nobles d'Édouard, roi d'Angleterre.

(5) En 1490, les nobles à la rose valaient 54 sous.

(6) Les Angelotz valaient 4 deniers de moins, en 1490.

Ducatz de Navarre, xxiii sôs iii diners Jacquès (1).

Florins au Mont et a la Crotz Saint-Andreu quoate alliances, bons et de pees, per xviii sôs (2).

Florins deu Trec, bons et de pees, per xvi sôs.

Florins d'Aragon, bons et de pees, xviii sôs et iii diners (3).

Totz postulatz et florins de Xat, per viii sôs.

Scutz vielhs, pesants tres diners, xxvii sôs.

Reaus d'or, pesantz dus diners xxii graas, per xxvi sôs dus diners Jacquès (4).

Eiraex, de bon aur et de bon pees, auran cortz per xxxii sôs vi diners Jacquès.

Leons d'aur, de pees de tres diners oeyt graas, per xxix^{au} sôs (5).

Angelotz, bons et de pees, xxviii sôs.

Scutz de Saboye et de Bretanhe, bons et de pees, per xxii sôs viii diners.

Tote monede blanche et negre batule en France aura cors et mise en lodit pays de Bearn aixi comme en ladite terre de France.

Testons de Milan auran cors per xxxvi arditz pesse (6).

Testons de Saboye, xxxiiii^{te} arditz pesse.

Dobles de Saboye auran cors las tres per oeyt arditz.

Targes de Bretagne vielhes auran cors las tres per detz arditz.

Et au regard de las targes (7) de quoate Morlàas et deus medixs Morlàas, batutz en nostredite Secque et Monede [de] Morlàas, considerat lo cors et mise de las autes susdites monedes tant d'aur que d'argent se reforme a mendre pretz en mise que no ere acostumat en lodit pays de Bearn, combien es rasonable que lasdites targes

(1) En 1490, les ducats de Navarre valaient 34 sous.

(2) A cette époque les florins à la croix de Saint-André valaient 18 sous 4 deniers.

(3) Les florins d'Aragon valaient 17 sous 6 deniers, en 1490.

(4) Les royaux d'or valaient 26 sous.

(5) Lions d'or de Flandres à 26 sous, en 1490.

(6) En 1490 les Testons de Milan valaient 37 liards un denier. L'ardit ou liard valait le sixième d'un sou. L'ardit valait trois deniers tournois. En 1490, on lit en effet : « *Dobles de Saboye et Borgoune à oeyt diners tornées pesse* » ; or, en 1494, les doubles de Savoie auront cours les trois pour huit ardits.

(7) Le mot *targe* ou *tarye* signifie, comme le mot *écu*, à la fois un bouclier et une pièce de monnaie, valant, on le voit, tantôt quatre sous Morlàas, tantôt trois Morlàas un tiers.

batudes a Morlaas et los medix Morlâas [agossen] conveniencie et correspondencie mise a las pesses d'aur, car autrement, si se meten en la prumiere mise et qui a present se metin, sere impossible agossen correspondencie a la mise de las autes susdites perras et redondere totz jorns et mayor interesse et dampnadge deudit pays. Per so volem, statuim et ordenam que lasdites targes de Morlâas ayen cors et mise dessi en avant las tres per detz Morlâas, et los tres Morlâas la valor de dus bons Morlâas de forte monede.

Et en oltre a supplication deusditz Statz, volem et ordenam que tot incontinent sien batutz en nostredite Secque et Monede de Morlâas aqued nombre de baquetes et ad aquere ley et tallie, lasquoaus auran cors et mise las quate per ung bon Morlan, aixi que per losditz Estatz nos es stat supplicat (1).

Item volem et ordenam que totes et sengles las baquetes batudes en nostre dite Secque et Monede morlane entro au jorn present sien metudes a bilhon et dessi en avant no agen cors ni mise.

Parellement ordenam que per cascun graa en aur vielh qui se falhira de son pees ne sie rebatut dus arditz et miey per cascun graa. Et d'autre aur plus bas, cum son florins d'Aragon et d'Alamagne, en sie rebatut per cascun graa qui sere de menhs pees dus arditz.

Si volem, cometem et mandam a nostre seneschal de Bearn (2), et Bernad, senhor de Sere (3), nostres ben amatz conselhers, et a cascun de lor que nostre present ordénance fassen publicar en nostredite ville de Morlâas, lo jorn de la Forquie (4), et per totes las autres villes et loexs de nostredit pays de Bearn en jorns de

(1) Voir plus loin, Cahiers du 8 juillet 1494, art. 1 (Reg. C 680, fol. 17).

(2) Jean de Méritein, seigneur d'Esgoarrabaque, sénéchal de Béarn, avait épousé Anne de Caupenne et mourut vers 1496 (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1605, E 1977, E 1413. Cf. plus loin, Reg. C 680, fol. 4). Les de Méritein étaient barons de Gayrosse, seigneurs de Méritein, Lagor, Esgoarrabaque, Nabas, Bisqueis, Bérérenx, Gulp, Mongaston, etc. Ils portaient *d'argent au chêne terrassé de sinople et un levrier de gueules, colleté d'azur bordé et bouclé d'or, passant contre l'arbre* (De Jaurgain, *Nobiliaire de Béarn*, p. 24).

(3) Bernard, vicomte de Sère, avait été exécuteur testamentaire de François-Phœbus, roi de Navarre, en 1483 (Archives des Basses-Pyrénées, E 534).

(4) La *Hourquie* ou *Fourquie*, ancienne Monnaie de Morlâas, était dès le x^e siècle la place du marché de Morlâas : le nom de Fourquie avait été donné par extension au marché lui-même.

marcatz, et aquere fasatz tenir et servar de punt a punt, aixi que nos per las presentz mandam a tote persone, de quenh stat o condition que sie, la tenguen et servin sus pene de perdre las pessés, de lasquoaus se contractare et abusare, et de detz leys mayors, incorredores per cascade begade, per cascu qui vendere o fare au contre; las dues partz de ladite pene applicade a nos et nostre fisc, et la terce part ad aquet o ad aquetz qui ac denunciaran et revelaran, et deu bayle o aute executor qui fara la execution. Et volem que a la copie de las presentz, feyte en forme degude et tabellonade de man de augun de nostres secretaris o autre notari, sie donade autante de fe cum a las presens, per que sie publicade en lasdites viles et locxs, mandantz per las presentz a totz et sengles nostres autres officiers, justiciers et sosmes que en so dessus far complir et a execution meter vos obedesquen, donin conselh, secors, favor et ajude, cum faren a nos, sus la medixe pene; car suus so a vos cometem nostres begades. — Dades en nostre ciutat de Pampalone lo XIX^{au} jorn d'agost l'an mil III^e navante quate.

JOHAN. CATALINE.

Per mandament deu Rey et de la Regine, presens mos^r de Lautrec (1), l'avesque de Coserans (2), lo comte de Sant Steben (3), los abatz de la Oliva (4), d'Irançu (5), de La Reule (6), et de Lezat (7), mos Pees Miquen, los s^{rs} d'Arinhac (8), d'Ezpelete (9),

(1) Jean de Foix, vicomte de Lautrec. Voir plus loin, n^o XXVII.

(2) Jean d'Aule ou de la Salle, évêque de Conserans.

(3) Alonso de Peralta, comte de Sant-Esteban. — *Sant Esteban de Levin*, ville et vallée de la mérindad de Pampelune, dans le royaume de Navarre. — Voir Yanguas y Miranda, *Diccionario de antiguedades del reino de Navarra* (Pamplona, 1840, 4 vol. in-8^o), t. IV, p. 318.

(4) Pedro d'Erasso, abbé de la Oliva. — *La Oliva*, abbaye Cistercienne, fondée en 1134 par le roi Don Gracia Ramirez, sur la frontière d'Aragon dans la mérindad d'Estella. — Yanguas y Miranda, *ibidem*, t. II, p. 482.

(5) Diego de Baquedano, abbé de Irançu. — *Irançu*, abbaye de l'ordre de Citeaux dans le val de Yerri, mérindad de Estella. — Yanguas, *ibidem*, t. II, p. 96.

(6) Gratien de Herreta, abbé de Saint-Pierre de Larreule, depuis le 19 juin 1484 (*Gallia Christ.*, t. I, col. 1304).

(7) Jean de Pardaillan, chanoine de Conserans, nommé abbé de Lézat, de 1491 à 1496 (*Gallia Christ.*, t. XIII, col. 214 et 215).

(8) Vesian, seigneur d'Arignac dans le comté de Foix. Voir plus loin.

(9) Jean d'Ezpelette, vicomte de Val d'Erro, en Navarre.

et de Sere, lo prior d'Utziat (1), los doctors de Jatsu (2) et de la Sale (3), los thesaurers de Navarre, de la mayson et plusors.

XII.

ORDONNANCE DE CATHERINE, REINE DE NAVARRE, CONTRE LES BLASPHEMATEURS. — Sans date.

[Fol. XVIII.] Cathaline. etc. a totz et sengles bayles, sien nostres o de gentius et a lors loctenentz, et a totz autres nostres subgexs et a qui apartendra, salut. Notificam et fem saver que audides las remonstrations, solicitations et requestes per nostres fidels et amatz las gens de nostres Statz de Bearn, darrerement en nostre loc de Pau congregatz, disen que cum d'autes begades nos agossen remonstrat que plusors filhs de iniquitat, no recordan las gracies que Dieu nostre Redemptor los concedexs, per lor malicia vituperosament reneguen lo nom de Dieu, bla[s]phemen la gloriose Verges Maria en gran diminution de la fe; et oltre plus que lo peccat de luxure se perpetra notoriement et maiora-ment entre gens de glisie (4) et autres, mandan qui delixade la pudieicie no temen publicament tenir femmes, cometen adulteri, et oltre plus cum fe mandat per la Sente Scriptura color coler, ondrar et sanctificar los sans digmençes et festes. Empero et de paue de temps ensa.... (5).

(1) *Utziat*, h. commune de Larcaveau (Basses-Pyrénées). Siège d'un ancien prieuré dont le titulaire siégeait aux États de Navarre.

(2) Jean de Jaxu, docteur, assistait au serment de Jean et de Catherine, en 1494. — *Jaxu*, canton de Saint-Jean-Pied-de-Port, dépendait de la commanderie d'Irissary.

(3) Jean de La Sale, docteur ès-lois, juge de Béarn et conseiller de Navarre.

(4) Les États se plaignent à plusieurs reprises des mœurs du clergé Béarnais, à la fin du xv^e siècle, en particulier dans les cahiers de 1485 et de 1489. Une supplique, du 21 novembre 1489, adressée à la reine par les gens des deux états (noblesse et communautés), prend à partie les évêques qui tolèrent le dérèglement des mœurs des gens d'église. (Arch. des Basses-Pyrénées, Reg. C 679, fol. 411 et 459. — Voir *Les États de Béarn*, p. 227.)

(5) Le document est malheureusement incomplet et la date manque. D'après les cahiers de 1489, on pourrait dater l'ordonnance de 1489 ou 1490.

XIII.

NOTES ET ÉTABLISSEMENTS DIVERS (1).

Los titres deus Rey et regine de Aragon et Castille.

[Fol. 1.] Don Fernando et dona Ysavel (2), per la gracia de Diu rey et regine de Castille, de Leon, de Aragon, de Cecilie, de Toledo, de Valencie, de Galicie, de Malhorecas, de Civile, de Sardenya, de Cordoue, de Corseque, de Murcie, de Jahen, de los Algaris, de Aljesir, de Gibaltar, conde et condessa [de] Barsalonne et senhor de Biscaya et de Moline, duques de Attene, de Neopatria, condes de Rocillon et de Sardanha, marquesses de Creste et condes de Gosseano, etc.

Lo titre de l'archiduc quant fo rey de Castille.

Don Philippe et dona Johanna (3), per la gracia de Dios rey et regine de Castille, de Leon, de Granada, de Tolledo, de Galicia, de Civilia, de Cordoua, de Murcie, de Jahen, de los Algalberos, de Algezir, de Gibaltar et de las ysles de Canaria et de las Indies, ysles et terre ferme de la mar Océan, principes de Naples et de las dos Cicilies et de Jerusalem, archidukes de Austria, duc de Borgonhe et de Brebant, etc., comtes de Flandres et de Therol, etc., senhors de Viscaye et de Moline....

Dades en la noble ville de balhe d'Olyt, a xv de septembre mil v^c vi.

Mori en lodit septembrè 1506.

[*En marge*] : Anno Domini mil v^c xl. JO MARTIN DE GESTA.

(1) Ces notes éparses se trouvent aux feuillets I et XX du registre C 680 : nous les publions dans l'ordre où elles se trouvent.

(2) Il s'agit des rois catholiques, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille.

(3) Philippe le Beau, archiduc d'Autriche, et Jeanne la Folle.

XIV.

ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS RELATIF AUX ARRESTATIONS ET AUX SAISIES ILLÉGALES. — 4 juin 1474 (1).

Item et jassie que segond statut deu present pays, negun ne deye esser compellit fore lo loc de son domicili, per donacion de senhor ni autrement per autre cause, de jorn en jorn auguns se esforsan et vier au contrari. Suppliquen que tal statut sie tengut, et de so qui es et se trobara feyt au contrari sie tornat et relaxat francament au prumer et degut stament.

Madame (2) enten que lodit statut sie tengut de puint a puint et quant n'y aura auguns particulars qui dequero se vulhan planher, per quodal cause que sie, madite dame los audira et fara audir et los fara bon et breu compliment de justicie, etc.

Actum a Pau lo III^{te} de jun l'an mil III^c LXXIII^{te}.

Vide autre stabliment au temps deu rey Febus au LXIX article.

XV.

ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS SUR LES DÉPENS APRÈS UNE PREMIÈRE CONDAMNATION A RESTITUTION POUR VIOLENCES ET DÉPOUILLES. — 16 novembre 1498.

Stablimentz en remedis possessoris sus los despens, feyt per la Regine (3).

[Fol. xx.] Item experience demonstre que plusors violenses et despulhes se cometten, et sens que lo remedi restitutori en la

(1) Extrait des cahiers des États tenus à Pau sous la présidence de la princesse Viane (Arch. des Basses-Pyrénées, C 679, fol. 188 v^o). — Cf. *Catalogue des sessions des États de Béarn*, dans *Les États de Béarn*, p. 378.

(2) Madeleine de France, princesse de Viane, tutrice de François-Phébus et régente du Béarn.

(3) Cet établissement ne figure pas dans le compte-rendu de la séance de novembre 1498 (Reg. C 680, fol. 37).

forma acostumade no abasta a reffrenar tals despulhes, en so et per so que en la conexence deu prumer cap no y a condemnation de despens, avans tal condemnation se reserve ab la decision deu segont cap, a cause de que lodit remedi possessori no es creuhut. Per so et per lo ben de la cause publique, suppliquen las gens deusditz Statz plaicie statuir et apunetar que lo conexedor deudit prumer cap dessi en avant aye conexense et pusque condempnar o absolver aus despens en la conexence deudit prumer cap feytz, non obstant se digue executor, et que tal conexedor age facultat de aquetz despens taxar, et que de tal taxat se autreyen executions claras cum de autres taxes; et que lo vensedor no sie tengut proceder audit segont tro que sie pagat et satisfeyt de tals despens.

A la regine platz, mande et ordene que en los remedis restitutoris, qui dessi avant se impetreran per lo comissari, sie feyt et servat aixi que part dessus es supplicat, reservan la taxe deusditz despens et execution dequetz au concedent de tals remedis restitutoris.

Actum a Sauvaterre lo xvi jorn de novembre mil III^c xcviii.

DE MAYSONAVA.

XVI.

ÉTABLISSEMENT SUR L'ASSIDUITÉ AUX SÉANCES ET SUR LA RÉDACTION DES CAHIERS DE DOLÉANCES, LE RÔLE DES SYNDICS, etc.
— 16 novembre 1498 (1).

Item per las gens deus tres Estatz an conferit enter lor sur las ajustades qui se fen cascade begade. et los mandatz venir no se troben au jorn per las lettres (2) congregar assignat, avans auguns y comparexen et autes no, et a cause deus no comparens se differexen far las ubertures de conselhs, expeditons de greuyes et autes negociis occorrentz, per que se fen plursors despenses et

(1) Cet établissement a été publié avec le commentaire dans *Les États de Béarn*, p. 235, note 2.

(2) Sur la forme des lettres de convocation, voir *Les États de Béarn*, p. 236 à 239.

dampnadges. Et tant per lo servici de la Regine cum per obviar ad atals despenses, lasdites gens deusditz Statz en la present assemblade, empres que an conferit enter lor per metter policie a las assemblades qui se faran, suppliquen a la regine placie ordenar et declarar que an jorn assignat los conselhers et sindixs se trobin et que cascun mandat venir ausditz Estatz aye a comparir entro an ters apres, en loqual ters jorn se faran las ubertures de las causes de tals congregations; et que cascun qui volera balhar greuyes, aquero fara deudit prumer jorn assignat entro per tot lo jorn de las ubertures susdites et no a plus avant; et que los sindixs faran lo rollo deus qui compariran, affin de saver los no comparsens et preueran losditz greuyes.

A la regine platz que dessi avant sie feyt et servat aixi que per lasdites gens es supplicat, et mande que aixi sie tengut.

Actum a Sauvaterre, lo xvi de novembre mil iii^e xcviij (1).

DE MAYSONAVA.

XVII.

LISTE DES DOCUMENTS RELATIFS AUX NÉGOCIATIONS AVEC L'ARAGON
ET A L'AFFAIRE DE LA PORTE DE CANFRANC. — 14 février 1497.

[Fol. 1 v^o.] *Las pessas qui Pedro de Barranxs (2) me a ballhat toquant la expedition de la Porte de Campfranc a Sente-Marie, lo xiiii de fevrier mil iii^e lxxxxvi (3).*

Primo une lettre den vis rey d'Aragon patente revocari dedit trahut de Campfranc de date de xxviii fevrer l'an xcii.

(1) Cet établissement ne figure pas non plus dans le compte-rendu de la séance dans le Reg. C 680, fol. 37 v^o et 38.

(2) Le 6 avril 1495, le syndic Castagnède écrit en note sur son registre : « *Jo donat care a Pedro de Thoulouse de anar en Aragon per la Porte de Campfranc.* » (Reg. C 680, fol. 23 v^o, n^o XI (III), art. 17). — Dans la séance de décembre 1496, les États avaient accordé deux cents écus à Pedro de Barranx pour les fournitures et dépenses qu'il avait faites « *a l'abatement de la exaction de la Porte qui los de Campfranc extorquëban de las gens de Bearn.* » (Reg. C 680, fol. 29 v^o.) Ce Pedro de Tolloza, dit de Barranxs, était mort en 1502, car les États réglent à cette date une dette de 25 écus avec Bertranet, son héritier. (Reg. C 680, fol. 43.)

(3) Voir plus haut les documents relatifs à l'affaire de la Porte et les lettres

Item une lettre deus depputatz d'Aragon agossen lezar ladite exaction autreyade a xxix d'abril l'an xcii.

Item une autre provision deusditz deputatz deu xxx de jun l'an mil iii^c lxxxxvi.

Item une patente deu regne d'Aragon, ont son signatz vii depputatz, contient sentencie diffinitive, dade en Saragossa a x de novembre mil iii^c lxxxxvi.

Item une lettre deu rey d'Aragon dirigide aus de Campfranc sober ladite causa sagerade et sarrade (1).

PEDRO TOLLOZA, alias de Baranex.

Bertat es tot so desus que jo ey ballyat ladites peses.

Lo xvii de fevrier 1496, jo Pedro ey resebut deu sendiex una letra misoria deu rey d'Aragon per presentar aus de Canfranex, et parellament la sentensia balhada a x de novembre 1496 desus designada per la far exsecutar aus de Canfranex, en ey lexa la copia dequera audit sendiex (2).

PEDRO TOLLOZA, bertat es so desuus.

XVIII.

MORT DE JEAN D'ALBRET, ROI DE NAVARRE, ET DE CATHERINE DE NAVARRE, SA FEMME. — 1516-1517.

Notes du syndic Pierre de Tisnès.

[Fol. 20 v^o]. L'an de Nostre Senhor Dieu Jesus Christ qui conta mil v^c et xvi^e et lo jorn de dimartz xvii^{al} jorn deu mees de jun, en lo loc de Monenh (3) et mayson deu senhor d'Esgoarrabaque (4),

de la reine de Navarre et des États de Béarn. — Il s'agit ici du mois de février 1497 (n. s.).

(1) A partir de là, le reste de la note est autographe de Pedro Tolloza ; ce qui précède est du syndic Jean de Castagnède.

(2) Ce passage nous renseigne sur le caractère de la mission de l'envoyé des États, qui avait été chargé de faire exécuter par les habitants de Canfranc la sentence et les lettres patentes du roi d'Aragon.

(3) *Monein*, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Oloron.

(4) Jacques de Sainte-Colomme, seigneur d'Esgoarrabaque, Cardesse, Oroi-gnen, Castillon et Ledenix, avait épousé Catherine de Méritein : les deux époux se font donation réciproque de leurs biens, en 1512. (Archives des Basses-Pyrénées, *Notaires de Monein*, F 1464.)

mori lo serenissimi rey, nostre sobiran senhor, Johan (1), per la gracie de Dieu, cujus finis est memorie comendanda et ejus anima quiescat cum beatis. Et lo jorn de dimerexs apres, fo portat en la glisie cathedral de Lascar (2) et la serenissime regine, dolore plena, ab masdames las tres filhes, Anna, Cathalina et Quitheria, s'en bengon en lor castet de la present vile de Pau.

Et lo... jorn deu mees de fevrer, anege suusdite, en lo Mont de Marsaa et mayson de M^{te} Bernart de Capfaget, judge deudit viscomtat (3), mori la serenissime regine et dame proprietarie, cujus animam Altissimus collocare dignetur in celesti regno (4).

XIX.

ANNONCE AUX ÉTATS DE LA PRISE DE FRANÇOIS I^{er} ET DE HENRI
DE NAVARRE A PAVIE. — 7 mars 1525.

Dimartz vii^{al} jorn deu mees de martz mil v^c xxiiii^{te}, arriba M^{te} Martii de Peyrac, secretari deu rey, en la present vile de Pau, de Pabia (5) en fora, qui narra cum lo rey de France, Frances de son nom, et nostre sobiran senhor lo rey de Navarra, Henrie, eren statz prees dabant Pabie per mossenhor de Borboo (6) et per los Spanhols, dibees jorn de sent Mathia, en la batalha.

(1) Le testament de Jean d'Albret, roi de Navarre, se trouve en original aux Archives des Basses-Pyrénées, E 557.

(2) Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 120.

(3) Bernard de Capfaget, juge de Marsau, voir plus loin.

(4) Sur la mort de Catherine de Navarre, voir l'Introduction et Reg. C 680, fol. 129.

(5) Pavie, en Lombardie.

(6) Charles de Bourbon, connétable de France.

XX.

LISTE DES FEUX DE BÉARN, DRESSÉE PAR LES ÉTATS POUR LA RÉPARTITION DES IMPOSITIONS, A LA FIN DU XV^e SIÈCLE (1).

PARSAN DE PAU.

Assat	XLVII foexs.
Lo domenger de Castanh.	I —
Melhoo (2).	XLIX —
Arressi	XI —
Gelos	XXIX —
Lezoos.	VI —
Maseres	VII —
Bordetes	XVI —
Arros	XLIX —
Ygon	XLIII —
Lastole (3).	XXV —
Assoo	LI —
Bruges	XLIX —
Nay	CXLVI —
Clarac.	X —
Sancte-Vit (4)	XXV —
Pardies	XLIII ^{te} —
Baliros	XV —
Lo bosc d'Arros (5).	LXI —
Nercastet	XVIII —
Usos.	XVII —
Frontinhoo (6).	XIX —

(1) Cette liste est malheureusement incomplète; il manque le parsan d'Orthez comprenant 2,119 feux. Les rôles des feux conservés aux Archives des Basses-Pyrénées sont trop postérieurs à l'époque dont nous nous occupons pour pouvoir combler cette lacune: les plus anciens datent de 1546 (Arch. des Basses-Pyrénées, E 331) et de 1549 (Arch. des Basses-Pyrénées, C 1228, registre de 19 fenillets, papier).

(2) *Meillon*, canton de Pau (est), arrondissement de Pau.

(3) *Lestelle*, canton de Nay (est), arrondissement de Pau.

(4) *Saint-Abit*, canton de Nay (ouest), arrondissement de Pau.

(5) *Bosdarros*, canton de Pau (ouest), arrondissement de Pau.

(6) *Rougnon*, canton de Pau (ouest), arrondissement de Pau.

Arrevenac (1).	XXV foexs.
Gaut ab v de la Saubetat (2).	CLXXI —
Juranson	LXXVII —
Billere	X —
Saint Faust et Laroeh	LXXXIX —
Aubertii.	XXXII —
Artiguelobe.	XXXIII —
Pau	LXII —
Lascar.	CL —
Borgarber.	XXXVI —
Beyries	III —
Vielenave.	III —
Sescan	XXV —
Castahede den Camii	XV —
Bomort (3).	XIII —
Doasoo (4)	XXIII —
Laos ab i domenger.	LI —
Poey.	XVII —
Lo domenger de Poey	I —
Arbuus	XLII —
Siros	XV —
Dengui et Vinholes	LVI —
L'abadie de Dengui.	I —
Lo domenger d'Auteviele	I —
Ceserac ab III ^{te} domengers (5).	XLIII —
Labastide (6).	XVIII —
Artitz.	XVIII —
L'abat d'Artitz.	I —
Lac	XXXIX —
Mont	XXV —
Lendresse.	XIII —

(1) *Rébéauc*, canton d'Arudy, arrondissement d'Oloron.

(2) *Lassubetat*, canton de Lasseube, arrondissement d'Oloron.

(3) *Boumourt*, canton d'Arthez, arrondissement d'Orthez.

(4) *Douzon*, canton d'Arthez, arrondissement d'Orthez.

(5) *Labastide-Ceserac*, canton d'Arthez, arrondissement d'Orthez.

(6) *Labastide-Montréjeau*, canton d'Arthez, arrondissement d'Orthez.

Aransse	XXIX foexs.
Goosse	XV —
Marsserii (1)	XIII —
Balenssun	XVI —
Castellhoo	XVII —
Arthes	CLII —
Arganhoo	V —
Audeyos	XIX —
Urdeixs (2)	XVIII —
Sancte Marie de Serres	VII —

LO PARSAN DE VIC VIELH

Monii	XXV —
Maubec	V —
Lesporssii (3)	IX —
[Urost] Boroixs	III —
Lombiaa	XI —
Setze	XXXI —
Senbole	VII —
Floenthiès-davant (4)	X —
Floenthiès-darrer (5)	XII —
Gere	LVI —
Ponsoo-dessus	XV —
Ponsoo-dejus	XII —
Lopotz (6)	V —
Montaner	LXII —
Castahede (7)	XVII —
Montgastoo (8)	XXVI —
Ponteac (9)	V —

(1) *Marcerin*, commune d'Argagnon, arrondissement d'Orthez.

(2) *Urdès*, canton d'Arthez, arrondissement d'Orthez.

(3) *Lespourcy*, canton de Morlâas, arrondissement de Pau.

(4) *Eslourentiès-Daban*, canton de Morlâas, arrondissement de Pau.

(5) *Eslourentiès-Darré*, canton de Pontacq, arrondissement de Pau.

(6) *Loubix*, commune de Castéra, canton de Montaner.

(7) *Castéide-Doat*, canton de Montaner.

(8) *Mongaston*, hameau, commune de Lamayou, ancienne commune, canton de Montaner.

(9) *Pontiacq-Viellepiute*, commune depuis le 25 juin 1844, canton de Montaner.

Vielepinte	VIII foexs.
Maur (1)	X —
Bentayoo	XX —
Serre (2)	VI —
Lo Casterar	XIII ²⁰ —
Monsegur	XII —
Labatut-Figuere	XIII —
Lespiele (3)	XI —
Lanegrasse	VI —
Germenau	VIII —
Gayoo	XIX —
Lo Lobieler de Tarnos	XVII —
Sent Johan Poge	XII —
Arricau	XII —
Escures	II —
Castet	II —
Bordes	VIII —
Castellhoo	XI —
Cadelhoo	XV —
Conches	XXI —
Corberes	V —
Blaxoo (4)	II —
Senuhaguet (5)	XII —
Ydernes (6)	III ^{es} —
Boeysoo (7)	III ^{es} —
Auboos	II —
Diisse (8)	V —
Lo Mont de Vic villh	III —
Portet	V —
Diisse	III —

(1) *Mauve*, canton de Montaner.

(2) *Sérée*, commune de Bentayon, canton de Montaner.

(3) *Lespielle-Germeaud-Lanegrasse*, commune du canton de Lembeye.

(4) *Blachon*, commune de Séméacq, canton de Lembeye.

(5) *Séméacq*. Voir plus haut.

(6) *Idernes*, commune de Peyrelongue, canton de Lembeye.

(7) *Bouézon*, commune d'Aydie, canton de Garlin.

(8) *Disse*, hameau, commune d'Aurions-Idernes et de Mont, canton de Garlin.

Aurios.	VII foexs.
Boelhoo	III —
Las Bordes deu Luc	II —
Lembeye	LXXXVI —
Croceilhès.	V —
Domengeus (1).	II —
Fayet	VI —
Lanegassoo	I —
Arrosers.	XVIII —
Lo Poey de Seubemeua (2).	II —
Aydie	XIII —
Lerm (3)	I —
Tadaosse (4)	XII —
Castetpugoo	XII —
Montclaa	V —
Garlin.	XXIII —
Mascaraas (5)	XII —
Sedirac	XIX —
Taroo	XVIII —
Burosse.	III —
Mendoosse	V —
Moncaut	XXVIII —
Montpesat	V —
Simecorbe (6)	XXX —
Lube (7)	VII —
Escobeès (8)	XII —
Arriupeyros (9)	IX —
Sendetz.	X —

(1) *Domengeur*, hameau, commune de Corbères, canton de Lembeye.

(2) *Sauvéméa*, hameau, commune d'Arrosès, canton de Lembeye.

(3) *Lerle*, éc., commune de Ponson-Debat-Pouts, canton de Montaner.

(4) *Tadousse*, canton de Garlin.

(5) *Mascaras*, canton de Garlin.

(6) *Simacourbe*, canton de Lembeye.

(7) *Lube*, village, commune de Coslédâa, ancienne commune, canton de Lembeye.

(8) *Escoubès*, canton de Morlaàs.

(9) *Riipeyrous*, canton de Morlaàs.

Cosledàa	XV foexs.
Gavastoo	XII —
Ollhon (1)	IX —
Andonhs-Luc-Mendoos.	XXXVIII —
Lanelonque	XXX —
Besacorp (2)	II —
Lanecaube	XXXVIII —
Lussoo (3)	XI —
Lusanhet	IX —
Sansoos (4).	XV —
Lo lioo (5)	I —
Anoye.	XXVII —
Baleixs	XIII —
Arrien.	V —
Expredede (6)	IX —
Sedzere	XVI —
Oeyre (7)	VII —
Gerserest	XXX —
Miusentz	XXI —
Lanelonguete (8).	VIII —
Clarac et Garrelede.	XXXI —
Mondebat (9).	VI —
Vinhes	XIX —
Arblexs (10)	III —
Leme	XXII —
Tese.	XXX —
Augaa.	XII —

(1) *Ouillon*, canton de Morlàas.

(2) *Bésacour*, hameau, commune de Vialer, ancienne commune, canton de Garlin.

(3) *Lusson*, village, commune de Lussagnet, canton de Lembeye.

(4) *Samsons*, canton de Lembeye.

(5) *Lioo*, village, commune de Samsons.

(6) *Expèclède*, canton de Morlàas.

(7) *Oeyre* pour *Abère*, canton de Morlàas.

(8) *Lalouquette*, canton de Thèze.

(9) *Mondebat*, village, commune de Garlède, baronnie créée en 1658.

(10) *Arblé*, commune d'Arrosès, canton de Lembeye.

Dus abatz d'Augaa.	II foexs.
Vivent (1)	XII —
Bornos (2)	VII —
Domii.	XIII —
Argelos	XXV —
Angos	VII —
Navalhes	LXI —
Bretanhe (3)	III —
Sent Laurens	III —
Julhac.	XII —
Maspic (4)	XIII —
Lalanguere (5).	VIII —
Barinco	X —
Anos (6)	III —

SAUBESTE.

Serres	XXXI —
Usenlt.	VIII —
Saubanhoo.	XLV —
Caubios	XIII —
Los	VII —
Aubii (7).	XVII —
Momaas	LI —
Maseroles (8).	XXIII —
La Reule	XXXIII —
Usan	XXI —
Poms (9)	IX —
Faget Aubii.	XXVI —

(1) *Viven*, canton de Thèze.(2) *Bournos*, canton de Thèze.(3) *Bretagne*, village, commune de Saint-Laurent, ancienne commune, réunie le 16 octobre 1842 à Saint-Laurent, canton de Morlâas.(4) *Maspic*, canton de Lembeye.(5) *Lalanguère*, village, commune de Maspic.(6) *Anos*, canton de Morlâas.(7) *Aubin*, canton de Thèze, ancien archiprêtre du diocèse de Lesear.(8) *Mazeroles*, canton d'Arzacq, dépendant de l'abbaye de Larreule.(9) *Poms*, canton d'Arzacq.

Sales Pisso et Frontun (1).	XXI foexs.
Castet Abido (2).	XII —
Morlane.	LXVI —
Piegs	V —
Mostroo.	XX —
Montagut (3).	XXX —
Bolhoo (4).	XIX —
Garos (5) ab Corbun (6).	LXXII —
Cassanhe	II —
Arrin mayor (7)	IX —
Lo domenger de Tese.	I —
Saniac.	XXVIII —
Boast (8)	X —
Bernadetz.	VIII —
Morlaàs.	CLXI —
Peyrelouque (9)	X —
Abos	VIII —
Lucarrer	IX —

LO PARSAN DE NAVARREUX.

Luc	CXLIII —
Lamidoo (10).	IX —
Lay	XIX —
Prexae.	XXIII —
Ogene.	XXI —

(1) *Sallespisse*, canton d'Orthez. — *Rontun*, h., commune de Sallespisse.

(2) *Casté-à-Bidou*, h., commune de Saint-Médard, canton d'Arthez.

(3) *Montagut*, canton d'Arzacq.

(4) *Bouillon*, canton d'Arzacq.

(5) *Garos*, chef-lieu du pays de Soubestre, ancien bailliage, comprenant en 1353 : Cassaigne (commune de Fichous-Riumayou), Caubios, Corbun, Garos, Jagou, Morlanne, Moustrou et Poms; et en 1385, Bouillon, Casté-à-Bidou, Garos, Larreule, Montagut, Morlanne, Moustrou et Riumayou.

(6) *Corbun*, hameau, commune de Garos.

(7) *Riumayou*, village, commune de Fichous, canton d'Arzacq.

(8) *Boast*, village, commune de Coslédâa, ancienne commune réunie en 1843, canton de Lembeye.

(9) *Peyrelouque*, canton de Lembeye, dépendant autrefois de la commanderie de Malte de Caubin.

(10) *Lamidou*, village, ancienne commune réunie à Lay en 1842, canton de Navarreux.

Camptort (1).	III foëxs.
Donenh (2).	XX —
Jasses.	XXII —
Bererenexs	VI —
Navarrenexs.	LXIII ^{te} —
Meritenh	XXXIII —
Bastanees.	XIX —
Bunhenh	XLIX —
Audaus	LII —
Castetboo (3).	XLIX —
Jeux (4).	II —
Narp	XVI —
Orriule	XIII —
Osenexs	III —
Berraute (5)	XIX —
Montfort	XX —
Araus juson.	XXXVI —
Araus sussoo (6).	XXII —
Bielenave	XVII —
Castetnau.	XLIX —
Susmioo	XVI —
Sus	XXV —
Gurtz.	XXXIII —
L'ostau de l'abadie de Gurtz.	I —
Lo domenger de Gurtz.	I —
Angos (7).	IX —
Los Navalhes (8).	III —
Bielesegure	XXXIII ^{es} —
Lâas.	X —

(1) *Camptort*, village, ancienne commune réunie le 12 mai 1841 à Ogenne, canton de Navarrenx.

(2) *Dognen*, canton de Navarrenx.

(3) *Castetbon*, canton de Sauveterre.

(4) *Geus*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest.

(5) *Barraute*, canton de Sauveterre.

(6) *Araus*, canton de Navarrenx.

(7) *Angous*, canton de Navarrenx.

(8) *Les Navalhes*, h. commune d'Angous, ancienne commune fondée en 1366.

LO PARSAN D'OLORON.

OSSAU.

Busi.	LXIII foexs.
Aruri (1).	LXII —
Yseste.	XII —
Billheres.	LV —
Biele	LXXVII —
Gere et Velesten.	XXVI —
Geteu (2).	III —
Laruntz	CXXIII —
Aas	XV —
Beost	XXIX —
Assoste	III —
Aste.	XVIII —
Lobier-Suson (3).	XI —
Béon (4).	IX —
Castet.	XXXIII —
Lobier-Juson	LXVI —
Sancte Colome	XCVIII —
Sevinhae et Meyrae.	XXVII —
Abescat (5).	XII —

ASPE.

Escot	VII —
Bedos	LIII —
Acos (6).	LVI —
Aydus	XXXVIII —
Osse.	XXXVIII —
Lees.	XXVI —

(1) *Arudy*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Oloron.(2) *Geteu*, village, commune de Laruns.(3) *Louvie-Soubiron*, canton de Laruns.(4) *Béon*, village, commune d'Aste-Béon, canton de Laruns.(5) *Bescat*, canton d'Arudy.(6) *Accous*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Oloron.

Laseun (1)	LXI foexs.
Borse	LVIII —
Urdos	XX —
Adsaut (2)	XXXVII —
Cete et Egun.	LIII —

BARETOUS.

Feaas	XVI —
Ansse (3).	XVI —
Aramitz.	XLII —
L'Abadie jusan, domenger.	I —
Lane	XIII —
Erete (4)	LVI —
Yssor	III —

LO VEGUERAU D'OLORON.

Oloron.	II ^c II —
Sente Marie.	LXXXI —
Anhoos (5)	XI —
Gurmenson.	XVII ^{et} —
Arros	VIII —
L'ostau de la Sale.	I —
Asasp	XIX —
Lo domec Poc, domenger.	I —
Lurbe.	XI —
Esus (6).	XVII —
Vidos (7).	I —
Soeixs (8).	VI —
Legunhon (9).	VIII —

(1) *Lescun*, canton d'Accous, vallée d'Aspe.(2) *Etsaut*, canton d'Accous, vallée d'Aspe.(3) *Ance*, canton d'Aramits.(4) *Arette*, canton d'Aramits.(5) *Agnos*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest.(6) *Eysus*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.(7) *Bidos*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.(8) *Soeix*, village, commune d'Oloron-Sainte-Marie.(9) *Léguignon*, village, commune d'Oloron-Sainte-Marie.

Momor (1)	XLVIII foexs.
Orii	XV —
Geronce et Doos (2)	XLI —
Anglade, domenger.	I —
Sen Goenh (3) et Geus	XXI —
Lo senhor d'Anhanh, domenger.	I —
Prexac.	XX —
L'abat de Prexac, domenger.	I —
Aren.	XVII —
Goes (4)	XVII —
Precillon	XXII —
Escot	XVI —
Escoo (5).	XV —
Ferrere (6).	XIX —
Oyeu	XXIX —
Busieg (7)	XXI —
Escos	VII —
Leduixs.	XXXIII —
Berdetz (8).	XVIII —
Poey.	XII —
Saucede.	XXV —
Laseube.	LXXXV —
Esquielese (9)	XXV —
Monenh.	III ^c LXXX —
Domengers de Monein :	
Lafiite, Aricine,	
Balagner, Lo Juncâa.	
Arguiler.	
Monenh ab los domengers	485.

(1) *Mounour*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest, ancienne baronnie avec Orin, appartenant à l'évêché d'Oloron et relevant de la vicomté de Béarn.

(2) *Dous*, hameau, commune de Géronce, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest.

(3) *Saint-Goïn*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest.

(4) *Goès*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest.

(5) *Escou*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.

(6) *Herrêre*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.

(7) *Buziel*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.

(8) *Verdets*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.

(9) *Estialescq*, canton de Lassenbe.

Ortes.	II ^M C XIX
Oloron.	II ^M VI ^C XCVIII
Viebillh	II ^M III ^C XXII
Pau	II ^M VIII ^C LVIII
Navarrenx	VIII ^C XXXVII

X^M VIII^C XXXIII III quartz.

A la relation deu general son LXXV foeexs III quartz afranquitz.

XXI.

RÉPARTITION ET EMPLOI FAITS PAR LES ÉTATS D'UNE DONATION DE
24,000 FLORINS VOTÉE A LA REINE CATHERINE DE NAVARRE. —
6 mars 1488.

SOMMAIRE : 1. Donation de 24,000 florins. — 2. Premier terme : à Pâques, 1,600 florins. — 3. Deuxième terme : à la Toussaint 1488, 8,000 florins. — 4. Ambassade en France. — 5. Remboursement à des banquiers d'Avignon. — 6. Gages des Syndics. — 7. Mission en Aragon. — 8, 9. Indemnités aux Syndics et à Jean, abbé d'Aramitz. — 10. Répartition. — 11. Troisième terme : à la Toussaint 1489, 9,600 florins. — 12. Compte de l'ambassade en France.

Tres Estatz mandatz au VI^{al} de mars mil III^c LXXX et sept à Pau.

[Fol. 1]. 1. Remustrades las causes de la assemblade per la serenissima regine de Navarra, etc. et senhora de Bearn a las gens deus tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, fon autreyatz a ladite dame vint et quotate mile florins correns (1), comptan nau sols jaquès per florin, deus quoaus lo pays de Marsan et Gavardan (2) pagueran lo sincqual diner, et lo pays de Bearn lo restant, la quoal some ab autres somes se lleberan aixi que dejus se seq.

(1) Ces comptes sont reproduits en grande partie dans le Rôle donné au général des finances par les Syndics pour la levée de la Toussaint. (Reg. C 680 fol. V v^o. Voir plus haut, p. 7.) Nous y renvoyons pour l'annotation.

(2) Les États de Marsan et de Gavardan délibéraient avec les États de Béarn depuis le milieu du xv^e siècle, sous le règne de Gaston XII, vicomte de Béarn.

Paschoe 1488.

2. Primo se lheberan a Paschoe prosmar venent sus lodit pays de Bearn la some de mil sieys cens florins correns, et abieyra per casem foec ung sol quocate diners, et y sobrera vint et nau florins sineq sols oeyt diners, en maa de Arnaud d'Abadie, general, et la Regine los fara lhevar sus son care (1). Et losditz xxix florins v sols viii diners seran reservatz per complir l'autre solution. Et aixi ladite some es stade lhebade, aixi que appar per comission inseride en lo present libe a la foelha (2).

Marteror 1488.

3. Item en deduction de ladite some deusditz xxiiii^m florins, se lheveran a Marteror prosmar venent oeyt mili florins per compliment de la mieytat de ladite some, d'une part.

4. Item per los embaxadors sept cens oeytante sineq scutz qui son anatz en France en embaixade (3).

5. Item plus seran balhatz a Arnaud d'Abadie, general, cent vint scutz, et asso per los tribalhs et servicis qui a feyt en los pagamentz deu sindicat de Abinhon, per far las solutions aus bankers de Peruci et Baronecelli et per recompense de aquero et autres servicis oltre lo qui per avant lo es stat ordenat.

6. Item per los gadges deus Sindiexs deu pays et per lo termi deudit Marteror mil iii^c lxxx oeyt a cascun cade quoarante quocate scutz : oeyt sols monteran oeytante oeyt scutz sedze sols.

7. Item a Martin d'Agreda d'Oloron vint scutz per auguns servicis per luy en favor deu pays supportatz en Aragon sus la *Barre* o *Porte*, o autres imposts (4).

(1) Les États faisaient quelquefois lever la donation à leurs frais, ou désignaient la part que pourraient prendre les receveurs pour leur salaire. Ici les frais de perception doivent être supportés par la reine de Navarre. (Voir *Les États de Béarn*, p. 340.)

(2) La commission de la reine Catherine pour la répartition de la levée de la donation votée par les États se trouve dans le registre C 680, fol. III. (Voir plus haut, p. 1 à 5.)

(3) Voir le détail des frais de l'ambassade et le nom des ambassadeurs dans le Rôle des Syndics. Voir plus haut, p. 7 à 8, et plus loin : « *La particion deus sept cens oeytante sineq scutz*, etc. »

(4) Sur l'affaire de la *Porte* et de la *Barre*, voir les lettres de Catherine de Navarre et des États de Béarn aux États d'Aragon, n. iv et v, p. 10 à 13.

8. Item ausditz Sindiexs a cascun oltre so dessus, per augnus servicis et despenses per lor supportatz, a cascun sieys scutz oltre losditz gadges, monten dodze scutz.

9. Item plus a Johan, abat d'Aramitz, per augnus triballs en favor deu pays per luy supportatz, lo seran balhatz detz scutz.

10. Et lo tot, ab losditz oeyt mili florins et carexs susditz, monten detz mili septante ung florins sept sols, contan nau sols per florin. Et aquetz partitz a XI^m foecxs (1), avieyre a ladite Marteror qui se contera mil III^c LXXX oeyt, per cascun foec oeyt sols tres diners; — et y sobrera sineq scutz quatorze sols, oltre los XXIX florins v sols VIII diners en la precedente Paschoe sobertalhatz; losquoals v scutz XIII sols demoreran en man dedit general ab los XXIX florins v sols VIII diners susditz. La commission de aqueste talhe et feste de Marteror es dejus a [tersa] foelhe (2).

Marteror 1489.

11. Item a l'aute Marteror, qui se comptera l'an mil III^c LXXX nau, se lheberan et pagueran los nau mili sieys cens florins, per reste et compliment de paga deus XXIII^m florins dessus en lo VI^{al} de mars l'an mil LXXX sept autreyatz, et per los gadges deus Sindiexs per ladite Marteror LXXX IX, que monten oeytante oeyt scutz sedze sols. Et lo tot calculat, avieyra a ladite Marteror oeyt sols per foec. [No y sobra res].

12. *Sec se la particion deus sept cens oeytante sineq scutz dessus en la plane precedente et segont article de la Marteror de l'an LXXX VIII consignatz; et aqui seran balhatz per Arnaud d'Abadie, general de la recepte de ladite Marteror (3).*

Primo a Moss. l'avesque de Coseraus seran balhatz per totes causes et jornades, quoaate cens scutz III^c scutz.

(1) Le Béarn avait été divisé une fois pour toutes en 11,000 feux; il suffisait de diviser la donation votée par le nombre de feux pour faire la répartition de l'imposition. Le rôle de répartition des feux de Béarn se trouve au commencement du Registre C 680; il est malheureusement incomplet. Voir plus haut, page 35 et suiv.

(2) Voir cette commission de la reine de Navarre, Reg. C 680, fol. III, et plus haut, p. 1 à 5.

(3) Ce compte est reproduit dans le Rôle des syndics. Voir plus haut, p. 7.

Item a Moss. de Miusens seran balhatz dus cens seutz.	11 ^c seutz.
Item a Mos. de Peyre seran balhatz oeytante seutz.	LXXX —
Item a Jacmot de La Ric dit Navarre, rey d'armes, seran balhatz sinequoante seutz. . . .	L —
Item a M ^{te} Johan Coterer, oltre lo rocii, lo seran balhatz quoarante sineq seutz.	XLV —
Item a Bertran, cavaugor de la seuderie, seran balhatz detz seutz	X —
Somme.	VII ^c LXXXV seutz.

XXII.

SESSION DES ÉTATS A PAU EN NOVEMBRE 1488.

SOMMAIRE: 1. Donation de 4,000 écus, dont 3,200 pour le Béarn. — 2. Répartition de l'imposition.

*Tres Estatz tengutz a Pau lo xvii de novembre l'an
mil III^c LXXXVIII.*

1. Et remustrades las causes de la congregation deusditz Estatz, fon autreyatz quoate mili seutz correns per los tres Statz de Bearn, Marsan et Gavardan; et cum los de Marsan ne paguin lo v^{al} diner, avieyra a Bearn tres mili dus centz seutz, paguedors a la feste de Paschoe prosmar venent (1).

2. Et abieyra per cascun foec sineq sols tres diners; et y sobrera au proffieyt deu paiis oeyt seutz sieys sols, qui demoreran en maa deu general. Aques se lhebam ab comission dejus scriute a. . . (2) foelhes contenen per darrer.

[Somme] III^M seutz.

(1) On lit en marge du manuscrit : « *Paschoe 1489 que sera a 19 de april.* »

(2) Cette commission ne se trouve pas dans le Registre C 680. Le syndic s'est contenté d'insérer la commission de la Toussaint 1488, qui est au fol. III (voir plus haut, p. 1), afin sans doute d'en avoir la formule. — Le numéro du feuillet ne peut donc être rempli.

XXIII.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS DE BÉARN, OU LES ÉTATS CONSENTENT A PAYER CENT QUINZE HOMMES POUR LA GARDE DES VILLES ET OFFRENT DE S'ARMER POUR DÉFENDRE LE PAYS, SI LA REINE EST MENACÉE PAR LE VICOMTE DE NARBONNE. — 18 mars 1489.

SOMMAIRE: 1. Donation de 460 écus pour l'entretien de 115 hommes dans les villes du Béarn. — 2. Répartition de cette somme dans les diverses garnisons et désignation des capitaines. — 3. Mission à Saragosse pour l'affaire de la Porte. — 4. Procès de la vallée de Barétous avec les Souletains. — 5. Monnaies. — 6. Gages des receveurs. — 7. Offre des États de s'armer pour la défense du pays. — 8. Serment des capitaines et des jurats pour la levée des gens d'armes.

*Autes Estatz mandatz et tengutz a Ortes lo XVIII de mars
mil III^e LXXXVIII.*

1. [Fol. 1 v^o.] Et feyte la uberture de las causes occorrentes, per los Estatz de Bearn fo autreyat cum dejus se seq :

Las gens deus Statz de Bearn congregades a Ortes, audide la remostration feyte per la serenissima Regina, seuhora de Bearn, desirans attendre a lor poder a la deffention de la senhorie et de son pays (1), responen ab tote humilitat et obediencie cum se seq.

Actum a Ortes lo XVIII jorn deu mees de mars mil III^e LXXXVIII.

Son contentz lasdites gens pagar per los gadges de cent quinze homes, ordenatz a las gardes de las viles et ab los capitaynes seguens :

So es per dus mees et per cascun home, per losditz dus mees quotate scutz, monten quotate centz sixante scutz III^e LX scutz.

2. Moss. de Domii (2), capitayne a Lescar, ab

(1) Depuis 1486, le Béarn était constamment menacé par les bandes du vicomte de Narbonne. Les hostilités, un moment interrompues après la prise de Pamiers (Reg. C 679, fol. 420 et 424) par la mission de Roger de Gramont, commissaire du roi de France, continuaient sans relâche. — Voir les lettres des États à Charles VIII et au sénéchal d'Armagnac, Reg. C 680, fol. iv et xii, et plus haut p. 16 et 18. Dom Vaissète, t. V, p. 73 et 74. Monlezun, *Histoire de Gascogne*, t. V, p. 75 et 76. *Les États de Béarn*, p. 197 et suiv.

(2) Antoine-François, seigneur de Doumy, rend hommage au roi François-Phœbus en 1482. (Archives des Basses-Pyrénées. E 325.) Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 24.

quinze homes, aura per sons gadges de sa persone per losditz dus mees vint et quoate sentz.	XXIII sentz.
Moss. de Gayrosse (1), capitayne a Ortes, ab dodse companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint et quoate sentz.	XXIII —
Moss. d'Arros (2), a Nay (3), ab dodse companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint et quoate sentz.	XXIII —
Moss. de Montausser (4), capitayne a Morlâas, ab vint et sineq companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint sentz.	XX —
Lo senhor de La Sale de Lobienh (5), capitayne d'Oloron, ab detz companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint sentz.	XX —
Lo capitayne Ramonet, capitayne de Saubaterre, ab vint et sineq companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint sentz.	XX —
Lo senhor d'Ossau, capitayne a Lembege, ab quoate companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint sentz.	XX —
Lo senhor de Labatut Figuiere (6), capitayne a Moncaup (7), ab dodze companhoos, aura per sons gadges per losditz dus mees vint sentz.	XX —
Lo senhor de Jasses (8), capitayne a Navar-	

(1) Auger, baron de Gayrosse. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1005.)

(2) Roger, baron d'Arros. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1714.)

(3) *Nay*, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Pau.

(4) Olivier de Montausser. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1606.) — *Montosser*, commune du canton de Montaner, arrondissement de Pau.

(5) Ramonet de Marsillon, seigneur de La Salle de Loubieng. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Larbaig*, E 1234.)

(6) Jehanot d'Astré, seigneur de Labatut-Figuère, avait marié sa fille Marguerite à Roger, seigneur de Bizanos. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1974.) — *Labatut-Figuère*, commune du canton de Montaner, arrondissement de Pau, seigneurie de paroisse.

(7) *Moncaup*, canton de Lembeye, arrondissement de Pau, membre de la commanderie de Malte de Caubin et Morlâas.

(8) Arnaud, seigneur de Jasses. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Navarreux*, E 1604, E 1606.)

renexs (1), aura per sons gadges per losditz dus mees detz seutz. X seutz.

Pees de Baron, capitaine [a] Artes (2), aura per sons gadges per losditz dus mees sieys seutz. VI —

Soma la plane dessus scriute. . . . VI^o XLVIII seutz.

Lo loc de Pau aura viut et oeyt seutz. . . . XXVIII seutz.

3. [Fol. 2 v^o.] Item per anar a Ssaragosse, toquant las vexations qui los de Camfranc fen, et per demandar reparation de la oppression de la Porte (3), es estat appuntat y auar alguns personadges et per lor despence los sera ballhat trente seutz.

4. Item aus Baretoos, per soccors de la pleytesie qui an ab los Soletaas, sixante florins.

5. Item per la monede et far los proces dequere seran ballhatz quoarante seutz.

6. Item per los gadges deus recebedors seran ballhatz oeyt seutz.

7. Item et a caas que Moss. de Narbona se ajustasse per far guerre, lasdites gens deus Statz, desirans obviar a sson concepte, offerexen de y expansar lors persones, et que a ladite Senhora, en lo caas susdit, offerexen se meter en armes et deffensar lo pays, et y anar en tal nombre que sera per sa senhorie advisat, et probeditz despuys lo partiment de lors maysoos per ung mees; et sa senhoria provedira en mandar a sson loc las gens en la forme acostumade, aperatz los juratz deus loexs; et attenut que seran proveditz per lodit mees, que los sie deffendut tote pillerie sus pene deu guinsalh (4).

8. Item que la Regine cometera augun qui lo sera plasant per receber lo segrament ensemps ab los juratz deus loexs; loquol segrament sera recebut et vesitatz los personadges que sien competens et tals que sien expediens a las armes. Et puy seran enrollatz et pagatz, cum dessus es diit, et tals companhoos faran

(1) *Navarrenx*, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Orthez.

(2) *Arthez*, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Orthez.

(3) Voir plus haut, p. 10 et 32.

(4) *Guinsalh*, grosse corde faite de crin.

residence, car au comensament deu mees seran pagatz per aquet mees et puyt.

XXIV.

RÉPARTITION FAITE PAR LES ÉTATS SUR LES DIVERS PARSANS DU BÉARN DES SOMMES NÉCESSAIRES A L'ENTRETIEN DES GARNISONS ÉTABLIES DANS LES PRINCIPALES VILLES DU PAYS. — 19 mars 1489.

SOMMAIRE : 1. Vote de l'imposition. — 2. Recettes des cinq parsans. — 3. Dépenses des onze garnisons. — 4. Répartition entre les cinq parsans. — 5. Paiements faits par les receveurs.

Seguen se las ordenances feytes per los tres Statz.

1. [Fol. 2 v^o.] Ordenances feytes per los tres Statz de Bearn a Orthes, lo XIX de mars mil III^e LXXX oeyt, per llevar et pagar los debers necessaris a pagar las gens pausades en garnison en las viles seguens (1). Et es stat apuntat llevar ung sol quotate diners per focc en Bearn, et *condan a onse mille foccx*s complitz, montare oeyt cens quatorse seutz XIII sols oeyt diners. Mas extrematz de aquetz XLIII^{es} foccx (2), que valen tres seutz tres sols quotate diners, et l'argent necessari per lasdites garnisons monte sieys centz XXVI seutz. Et aixi y sobre au profieyt deu pays cent trente seutz onze sols quotate diners (3).

2. RECETTES.

Lo parsan de Montaneres, Vicbill et Saubeste (4) llebera tres cens quorante sineq florins dus sols quotate diners, qui se conbertiran, cum ditz la plane seguente. . III^e XLV flor. II s. III d.

(1) Voir le détail des garnisons, et le nom de leurs capitaines, dans le rôle précédent, p. 51 et 52.

(2) Il s'agit des *foccs affranchis* par les États, lorsque la recette était supérieure aux dépenses, afin d'alléger les charges du pays.

(3) La dépense monte à 648 écus et non 626 écus, d'après le rôle précédent.

(4) Cette ordonnance nous donne la liste des parsans financiers du Béarn. Il est bon de remarquer que ce mode de répartition par parsan n'est pas habituel; les États n'agissaient ainsi que pour la levée d'aides extraordinaires.

Lo parsan de Pau lhebera quoaate cens trente sineq florins sineq sols oeyt diners per pagar, cum ditz la plane seguenta; et per recebedor fo deputat (1). III^c XXXV flor. v s. VIII d.

Lo parsan d'Ortes et Saubaterre lhebera tres cens tredse florins sept sols, per pagar, cum en la plane seguenta; et y fon depputatz Bernard deu Borges per Ortes et Bertran de Laroy per Sauveterre (2). III^c XIII flor. VII sols.

Lo parsan d'Oloron, quoaate cens dus florins sieys sols, per pagar, cum en la plane seguenta; et y fon depputatz... (3). III^c II flor. VI sols.

Lo parsan de Navarrenexs lhebera cent vint sineq florins oeyt sols quoaate diners, paguedors cum en la plane seguenta. CXXV flor. VIII s. III d.

3. DÉPENSES.

Los pagamens qui los recebedors faran aixi que se seg :

A Morlàas sera pagat au capitayne (4) per dus mees et per caseum mees detz scutz, et a XXV companhoos per loditz temps a dus scutz per mees, monte tot dus cens quoarante florins. II^c XL florins.

A Lembeye sera pagat au capitayne aixi medix vint scutz, et a quoaate companhoos sedze scutz, monte tot septante dus florins. LXXII florins.

(1) Les noms des réceveurs ont été laissés en blanc dans le manuscrit.

(2) Les receveurs nommés pour le parsan d'Orthez et Sauveterre sont les deux députés de ces villes, désignés en 1489 pour faire partie de l'Abrégé des États. (Reg. C 680, fol. 4. — Voir plus loin, p. 59).

(3) Voir la note 1.

(4) Pour le nom des capitaines, voir le rôle précédent, p. 51 et 52.

Moncaup, sera pagat au capitayne vint seutz, et per XII companhoos quoarante oeyt seutz, monte tot cent trente sieys florins	CXXXVI florins.
Lo parsan de Pau sera pagat au loe de Pau per XXIII companhoos vint et oeyt seutz	XXVIII seutz.
Lescar paguera au capitayne vint quoaate seutz, et a XV companhoos sixante seutz, monte tot cent sixante et oeyt florins	CLXVIII florins.
Nay paguera au capitayne vint et quoaate seutz, et per XII companhoos quoarante oeyt seutz, monte tot cent quoarante et quoaate florins.	CXLIII florins.
Plus a Pee de Baron d'Artes paguera dotze florins.	XII florins.
Lo parsan d'Ortes paguera au capitayne vint et quoaate seutz, et per dotze companhoos quoarante oeyt seutz, monte cent quoarante quoaate florins.	CXLIII florins.
Saubaterre paguera au capitayne vint seutz, et per vint et sineq companhoos cent seutz, monte tot dus cens quoarante floriis	II ^e XL florins.
Oloron, sera pagat au capitayne vint seutz, et detz companhoos quoarante seutz, monte cent vint florins.	CXX florins.
Navarrenx, sera pagat au capitayne vint florins.	XX florins.

4. RÉPARTITION ENTRE LES CINQ PARSANS.

Per verifcation a llevar so dessus : Vicbill, Montanerees et Saubeste, cum agen de recepte tres cens quoarante sineq florins dus sols quoaate diners, et ayen care de pagar a Morlàas, Lem-beye, Moncaup, que monte quoaate cens quoarante oeyt florins d'une

part, et per los gadges deus recebedors sedze florins, monte, deu prener cent detz et oeyt florins sieys sols oeyt diners, los quoaus los seran pagatz per lo recebedor deu parsan de Pau.

So es, lodit de Pau paguera trenta nau florins sineq sols oeyt diners. XXXIX flor. v s. VIII d.

Oloron paguera ausditz parsas de Vic Bielh et autres dessus ditz septante nau florins ung sol. LXXIX flor. I s.

Ortes et Saubaterre an de recepte tres cens tredze florins sept sols et de despense tres cens oeytante quate florins; et aixi deu prener septante florins dus sols, et quinze florins per los recebedors, lo que deu prener oeytante sieys florins dus sols, et sera pagat suus Navarrenxs. LXXXVI flor. II sols.

Oloron a de recepte quate cens dus florins vi sols, et de despense cent vint florins, et aixi deu donar lo restant qui es dus cens oeytante dus florins vi sols et los paguera: II^c LXXXII flor. VI sols.

Primo aus de Vic Bielh cum dit es. LXXIX florins I sol.

Item a la proffeyte de la monede LXXX florins.

Item aus de la Barre. LX florins.

Item per los gadges deus recebedors. XVI florins.

Navarrenxs a de recepte cent vint sineq florins oeyt sols quate diners, et de despense vint florins d'une part, et per los gadges deu recebedor sept florins dus sols quate diners; et aixi deu lo reste, que es oeytante oeyt florins sieys sols, et paguera a Ortes et Saubaterre oeytante sieys florins dus sols. LXXXVI flor. II sols.

Et plus paguera aus de Oloron per complir la despence qui es en la present plane, lo es ballhat en careq per pagar, so es dotze florins quate sols. XII florins III sols.

5. Et los recebedors pagueran aixi que dessus es pausat et los gadges en lors parsans, so es au comensament d'abriu per ung mees, et au comensament de may per ung autre mees, et preneran quitances de aquetz a qui pagueran.

XXV.

DÉPUTÉS NOMMÉS PAR LES ÉTATS POUR EXPÉDIER LES AFFAIRES
DANS L'INTERVALLE DES SESSIONS, DANS LE CAS OU LA GUERRE
CONTINUERAIT AVEC LE VICOMTE DE NARBONNE. — 18 mars 1489.

[Fol. 4.] Los deputatz per las gens deus tres Statz per attener a las besonhes de l'estat deu pays, a cas la goerre se continuas, et seran per negociar en loc deus tres Statz a las besonhes deudit pays (1); los quoaus aixi ajustatz jureran en maa deu conselli de y procedir justament et sanctament a la honor et proffieyt de la Regine, senhore de Bearn, et de las gens deu pays et de la cause publica; et fon deputatz los dejus scriutz. Actum a Ortes, lo xviii jorns de mars mil III^c LXXX oeyt.

Mos. l'avesque d'Oloron (2).

Mos. de Gayrossa.

Mos. J. de Meritenh, seneschal.

Mos. Bernard, s^r de Santa Coloma.

Lo s^r de Jasses.

Lo s^r de Cassanha (3).

Lo s^r de Lussinhet (4).

(1) Sur l'*Abrégé des États*, commission chargée de l'expédition des affaires dans l'intervalle des sessions, voir *les États de Béarn*, p. 281 et suiv.

(2) Sanche de Cazenave, évêque d'Oloron de 1478 à 1490. (*Gallia Christ.*, t. I, col. 1276.)

(3) Menauton, seigneur de Cassaigne, Loos, Castetner (Landes), Ossages et Bouillon, marie Jeanne, sa fille, à Jean de Lavardac, seigneur d'Aumensan en 1495 (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1266). — *Cassaigne*, fief, commune de Miossens-Lanusse, canton de Thèze, arrondissement de Pau.

(4) Johanot, seigneur de Lussagnet (Arch. des Basses-Pyrénées E 1974). — *Lussagnet*, canton de Lembeye, abbaye laïque vassale de la vicomté de Béarn.

Loys de la Tor, de Morlâas (1).
 Bernard deu Borges, de Ortes.
 Johan d'Orins, d'Oloron.
 Bertran de Laroy, de Saubaterre.
 Goalhard de Casaus, domenger de Lobier, Ossau.
 L'abat de Oussa (2), per Aspa.
 Johan, abbat d'Aramitz (3).
 Perarnaud de Castet, de Lembeye.
 Ramonet de Corthie, de Nay (4).
 Johan d'Arpo, de Monenh.
 Berduc de Lafargoe, de Navarrenxs (5).
 Goalhardet Dures, de Gant (6).
 Johanet de Pedetroy, de Lagor (7).
 Johanot de Coayreforc, de Salies (8).
 Johanet de Palhas, de Montaner (9).

[*En marge:*] Et prestan lodit jurament solempnament l'un enpres l'autre en maa deus senhors deu Conselh.

XXVI.

RÉUNION DE L'ABRÉGÉ DES ÉTATS A ORTHEZ, AU MOIS DE MAI 1489.

SOMMAIRE : Les députés accordent l'entretien pendant deux mois de plus, des garnisons établies en Béarn dans la séance du 18 mars 1489. — Compte de la recette et de la dépense par parsan.

[Fol. 4 v^o.] Congregation deusditz depputatz (10) et ajustatz au

(1) C'est un des seuls exemples où les noms des députés du Tiers-État soient mentionnés dans le registre C 680.

(2) *Osse*, canton d'Accous, vallée d'Aspe, arrondissement d'Oloron.

(3) *Aramitz*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Oloron, vallée de Barétous.

(4) *Nay*, chef-lieu de canton, arrondissement de Pau.

(5) *Navarrenx*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Orthez.

(6) *Gant*, commune du canton de Pau-ouest.

(7) *Lagor*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Orthez.

(8) *Salies*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Orthez.

(9) *Montaner*, chef-lieu de canton, arrondissement de Pau.

(10) Il s'agit des députés de l'*Abbrégé* mentionnés dans la liste précédente.

mandement de la Reine, senhore de Bearn, au xv jorn de may mil III^c LXXXI^e nau, au loc d'Ortes. Et feyte la uberture, per attener a la goarde de las viles et provisions per los capitaynes et gens de las garnisons, es concludit que sera entenu ad atal provision per lo temps necessari. Et cum los dus mees davant aquestes hores ordenatz (1) auran fii a la fii de may, es stat autreyat que se lhebera ung sol quotate diees per foeec per pagar dus mees los capitaynes et gens, aixi que per avant, et lo qui sobrera per supportar autes carcxes deu pays; et los recebedors depputatuz pagueran de mees a mees et au comensament de cascun mees. Et montera a ung sol quotate diees per foeec, oeyt cens quatorze seutz XIII sols VIII diees; et la despense monte oeyt cens unze seutz IX sols. Et aixi y sobre tres seutz v sols VIII diees, mas qual rebater XLIII foecxs de XI^m que monten tres seutz III sols III diees; et aquetz rebatutz monte la recepte plus que la despense dus sols III diners.

Et per trobar facilment lo conte se pause la recepte deus parsas et lo care et descare de cascun recebedor :

I. RECEPTA : — <i>Viebilh, Montanerès et Saubeste</i> a de recepte tres cens quorante sineq florins dus sols III diees (2).	III ^c XLV fl. II s. III d.
Item receberan sus lo recebedor d'Oloron cent quinze florins ung sol.	CXV fl. I sol.
Item recebera sus lo recebedor deu parsaa de Pau trente sineq florins v sols VIII diees	XXXV fl. V s. VIII d.
Soma.	III ^c LXXXVI florins.

DESPENSA : — De la recepta precedente sera pagat au capitayne et gens de Morlàas (3) dus cens quorante florins. II^c XL florins.

(1) Les États avaient voté, le 18 mars 1489, l'entretien de cent quinze hommes pour la garde des villes (Reg. C 680, fol. 1 v^o). — Voir plus haut, p. 51.

(2) Ce sont les mêmes sommes précédemment réparties sur les parsans. Voir plus haut, Reg. C 680, folio 2 v^o, p. 54 et suiv.

(3) Les noms des capitaines et le nombre de leurs hommes, ainsi que les sommes assignées à chacun, se trouvent dans les comptes du 18 mars 1489. Voir plus haut, p. 51 et 52.

Au capitayne et gens de Lembeye septante dus florins.	LXXII florins.
Au capitayne et gens de Moncaub cent trente sieys florins.	CXXXVI florins.
Item per los gadges et despenses deu recebedor xxvi florins.	XXVI florins
Item per lo senhor de Cassanhe et Lussinhet dotze florins (1)	XII florins.
Item per Loys de Lator sieys florins et per Johannet de Palhas quoaate florins (2).	X florins.
Soma.	III ^c LXXXVI florins.

II. RECEPTE : — *Pau* a de recepte quoaate cens trente sineq florins sineq sols viii diees. III^c XXXV fl. v s. viii d.

DESPENSA. — De la recepta precedente paguera au capitayne et gens de Lescar cent sixante oeyt florins. CLXVIII florins.

A las gens de Pan sinequoante sieys florins LVI florins.

Au capitayne et gens de Nay cent quoarante quoaate florins. CXLIII florins.

Per los gadges et despenses deu recebedor vint et sieys florins. XXVI florins.

Per la despense de Goalhardet Dures (3). VI florins.

Paguera au recebedor de Viebill, Montanerès trente sineq florins sineq sols viii diees. XXXV fl. v s. viii d.

Some III^c XXXV fl. v s. viii d.

III. RECEPTE : — *Ortes et Saubaterre* au de recepte tres cens tredze florins sept sols III^c XIII florins vii sols.

Preneran sus lo recebedor de Navarrenxs oeytante tres florins oeyt sols iii diees. LXXXIII fl. viii s. iii d.

Preneran sus lo recebedor d'Oloron trente quoaate florins dus sols oeyt diees. XXXIII fl. ii s. viii d.

Soma. III^c XXXII florins.

(1) Il s'agit ici des commissaires des États chargés de la répartition.

(2) Les députés du Tiers-État faisaient office de receveurs de parsan ; leurs noms manquaient dans les comptes précédents, sauf ceux du parsan d'Orthez et de Sauveterre (Reg. C 680, fol. 2 v°).

(3) C'est le député de Gan à l'abrégé des États.

DESPENSE : — Paguera au capitayne et gens d'Ortes cent
 quoarante quoaate florins. cxliiii fl.

Au capitayne et gens de Saubaterre dus cens quoarante florins.
 ii^c xl fl.

Item per los gadges deu recebedor vint florins. xx fl.

Per las despenses ordenades a Bernard deu Borges, Bertran de
 Laroy, Johanot deu Quoayrefore, Johanet de Pedetroy, per cascun
 sieys florins, et per syndie Manes quoaate florins : monte aquest
 Item xxviii florins xxviii flor.

Soma. iii^c xxxii florins.

IV. RECEPTE : — *Oloron* a de recepte quoaate cens dus florins
 sieys sols. iii^c ii fl. vi sols.

Paguera au capitayne et gens d'Oloron cent vint florins.
 cxx fl.

Item au domenger de Lobier per despenses de la monede feyte
 oltre lo qui ere ordenat, so es sinequoante florins l fl.

Item per la despense de Mos. de Senta Coloma quinze florins.
 xv fl.

Item per lo domenger (1), l'abat d'Ossa, l'abat d'Aramitz, Johan
 d'Arros, per cascun sieys florins, monten xxiiii florins xxiiii fl.

Item per lo sindic Castanhede quoaate florins. iiiii fl.

Item per los gadges de la recepte xx florins, per sa despense
 sieys florins. xxvi flor.

Item per Yban de Borden et Bertran lo Chibaucheur xiiii flo-
 rins xiiii fl.

Item paguera au recebedor d'Ortes et Saubaterre trente quoaate
 florins dus sols oeyt diners. xxxiiii fl. ii s. viii d.

Item paguera au recebedor de Vic-Bilh, Montanerès et Saubeste
 cent quinze florins ung sol. cxv flor. i sol.

Soma. iii^c ii florins vi sols.

V. RECEPTA : — *Navarrenxs* a de recepte cent vint et sineq flo-
 rins oeyt sols iii diners. cxxv flor. viii s. iii d.

DESPENSA : — Paguera au senhor de Jasses vint florins. xx fl.

(1) C'est le domenger de Louvie, député d'Ossan.

Item au medix senhor de Jasses paguera sieys florins . . .	vi fl.
Item per la recepte detz florins et per la despense de Berduc de Lafargoe sedze florins	xvi fl.
Item paguera au recebedor d'Ortes et de Saubaterre oeytante tres florins oeyt sols III ^{te} diners	LXXXIII fl. VIII s. III d.
Soma.	cxxv fl. VIII s. III d.

XXVII.

SESSION DES ÉTATS, TENUS A PAU AU MOIS DE NOVEMBRE 1489.

SOMMAIRE: 1. Donation de 12,000 écus, à condition de payer les dettes et les garnisons. — 2. Donation de 2,000 florins au vicomte de Lautrec. — 3. Gages des syndics. — 4. Donation à l'évêque de Philadelphie. — 5. Au sénéchal. — 6. Roi d'armes en Aragon. — 7. Mission pour l'abolition des lettres de marque. — 8. Restauration des ponts du Gave à Sanveterre. — 9. Mission en Bigorre et auprès du cardinal Pierre de Foix. — 10. Indemnité aux habitants de Navarrenx pour leur procès avec les Souletains. — 11, 12, 13, 14, 15. Indemnités aux habitans de Barétous, Montaut, Nay, Ossau. — 16. Secrétaire. — 17. Recherche des feux. — 18. Réformateurs des tables de péage. — 19. Jardinier. — 20, 21. Tailluquets.

1. [Fol. 5.] Per las gens deus tres Statz de Bearn, Marsan et Gavardan, congregades a Pau de mandement de la Regine, et feyte la uberture, per las gens deus ditz Statz fon autreyatz a la Regine dotze mil scutz, condan XVIII sols per scut, et aquetz paguedors sens anticipation; et que dequetz se paguin las provisions et autres deutes, cum es concludit, et parellement la Regine supporterà sus aquetz la garde de las viles. Et extrematz de aquetz lo sinqual diner per los de Marsan et Gavardan, abieyra a Bearn nau mil sieys cens scutz [9,600 sc.]. VIII^m VI^c sc.

I. DÉPENSES.

2. Item aixi medix los ditz Statz, de lor liberalitat et sens demande que non estade feyte, autreyan a Mos^r de Lautrec (1), per

(1) Jean de Foix, vicomte de Lautrec et de Villeneuve, fils posthume de Pierre de Foix et de Catherine d'Astarac, fut le conseiller fidèle de la princesse de Viane. Il assista à l'hommage de la princesse au roi Louis XI, en 1472, fut un des exécuteurs testamentaires de François Phœbus, en 1482. et assista, le 10 janvier

lo support de sas despenses, la somme de dus mil florins, condan detz sols per florin, et extremat lo val diner per los de Marsau, monte la part de Bearn oeyt cens oeytante oeyt seutz sedze sols.

. VIII^e LXXXVIII sc. XVI s.

3. Item per los gadges deus syndiexs et per lo termi de Totz Sancts qui se contera mil III^e navante, la some de oeytante oeyt seutz XVI sols. LXXXVIII sc. XVI s.

4. Item fon autreyatz a Mos. l'avesque de Grece (1) Castetpugoo, per far auguns ornamentz, la some de cent seutz. c sc.

5. Item fon autreyatz a Mos. lo Seneschal (2), per lo support de augunes despenses, cent seutz c. sc.

6. Item per lo Rey d'armes per anar en Aragon sur las mercas, fon autreyats dodze seutz XII sc.

1494, au couronnement de Jean d'Albret et de Catherine, à Pampelune. Charles VIII le nomma gouverneur du Dauphiné. (P. Anselme, *Hist. généalogique*, t. III, p. 379.) Les États de Béarn lui firent de fréquentes donations pendant toute la durée de la guerre avec le vicomte de Narbonne, où il fut, avec Alain d'Albret, le défenseur de Catherine de Navarre ; ce fut lui qui fut chargé des négociations qui aboutirent au traité de Tarbes, en 1497. — Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 32 et suiv.

(1) M. l'abbé Menjoulet, dans sa *Chronique du diocèse d'Oloron* (Oloron, 1869, 2 vol. in-8°), t. II, p. 9 et 10, n'ayant pu lire l'abréviation *Gre* du registre C 680, a supposé qu'il y avait là une faute de copiste et a prétendu qu'il s'agissait de l'évêque d'Oloron. Or l'évêque d'Oloron était à cette époque Sance de Cazenave. (Voir Oihenart et le *Gallia Christ.*, t. I, col. 1376.) L'abbé Menjoulet suppose que Sance s'appelait plutôt *de Castetpugon*. Cette attribution avait le tort de ne pas expliquer le nom donné par notre registre à l'évêque Castetpugon, car il est difficile qu'un copiste béarnais ait pu se tromper au point de remplacer Oloron par l'abréviation *Gre*. Une circonstance fortuite m'a permis de restituer le nom abrégé par le copiste du *Livre des Syndics*. Le testament de Catherine, reine de Navarre, du 25 juin 1504, contient en effet une confirmation d'un legs fait par François Phœbus à l'évêque de Philadelphie, *alias Castetpugon*, de cent écus de rente annuelle. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 551.) Le nom de Philadelphie m'a permis de lire l'abréviation *Gre*, que je résous sans la moindre hésitation en *Grece*. L'évêque de Philadelphie était Guilhem du Gabarra, sans doute seigneur de Castetpugon, confesseur du roi François Phœbus, qui fut l'objet de libéralités de la part du roi de Navarre et de sa mère, la princesse de Viane, dont il fut l'un des exécuteurs testamentaires. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 325, E 545.) Sur cet évêque, voir une communication faite à la société des sciences, lettres et arts de Pau. (*Bulletin*, n^e série, t. XVIII, 1889.) — *Castetpugon* était un tîef vassal de la vicomté de Béarn, aujourd'hui canton de Garlin, arrondissement de Pau. (Raymond, *Dict. topogr.*, p. 46.)

(2) Jean de Méritein, seigneur d'Esgorabaque, sénéchal de Béarn.

7. Item a proseguir lo abatament de las mercas (1), son statz elegitz M^{te} Péés de Perer, M^{te} Johan Coterer (2) et jo Johan de Castanhede, sindic. Es stat concludit auran per despenses vint et sineq scutz, et aquetz se pausen assy. Et au cas ne agen besonh a plus avant despensar, es stat mandat audit Coterer que suplesque lo qui sera necessari et lo pays lo paguan. xxv sc.

8. Item fon autreyatz aus de la vile de Saubaterre, per la refection deus ponts deu Gabe qui s'en eren anatz, sinequoante scutz. L sc.

9. Item cum Johan d'Orins, temps a passat, agos despensat xxv scutz, per far pagar aus Begordans, et jassie aquetz degosse crubar de las gens de Mos^r lo cardenal (3), es stat concludit que aura losditz xxv scutz; et lo es stat diit face diligence de aquetz recrubar de lasdites gens de Mos^r lo cardenal, et si los crube ne donera conte. xxv sc.

10. Item auran los de Navarrenxs, per far la prosecte deus carnaus et peadges de Sola et de Garritz (4), tres scutz. III sc.

11. Item a M^{ton} deus Tisnees, per auguns services per luy feytz entro au jorn present, quoaate scutz. III sc.

10,896 sc. 14 sols.

12. [Fol. 6 v^o.] Item auran los Baretons, per lo support de las deffenses de Sola (5), trente scutz xxx sc.

(1) Il s'agit du rachat de lettres de marque concédées par le roi d'Aragon à ses sujets contre des Béarnais.

(2) Jean Coterer d'Oloron, voir plus haut, p. 5, note 5.

(3) Pierre de Foix le jeune, né le 7 février 1449, troisième fils de Gaston XII et d'Éléonore, fut créé cardinal vers 1487 par Sixte IV et eut le titre de SS. Cosme et Damien; il fut évêque de Lescar de 1473 à 1482, d'Albano, de Comminges, puis archevêque d'Arles et de Bordeaux: il est administrateur de l'évêché d'Aire en 1487, et de celui de Bayonne en 1488. Il fut aussi abbé de Sordes, etc. Nommé tuteur de son neveu François Phœbus, avec la princesse de Viane (1472), il administra la Navarre de 1479 à 1483, date à laquelle il fut remplacé par son frère l'infant Don Jayme, pour avoir trop favorisé les intrigues du roi d'Aragon et les projets de mariage de la reine Catherine avec l'infant D. Juan, fils de Ferdinand et d'Isabelle la Catholique.

(4) *Garris*, canton de Saint-Palais, était l'un des chef-lieux du pays de Mixe, en Basse-Navarre.

(5) Il s'agissait d'un procès des habitants de Barétous avec les Souletains au sujet des limites: il en est question à plusieurs reprises de 1488 à 1521.

13. Item auran los de Montaut (1), per lo support de lors pleyt ab los de Sent-Pée de Geyres (2), vint et sineq scutz . . . xxv sc.
14. Item auran los de Nay, per la prosecte de *la Corde* (3), quinze scutz. xv sc.
15. Item auran los de Ossau, per certane despense per lo guit (4), quotate scutz iv sc.
16. Item aura M^{te} Bertran de la Vinhe, secretari, per auguns servicis agradables qui a feyt au pays, sieys scuts. vi sc
17. Item aura M^{te} Johan Coterer, per auguns servicis per luy feytz en lo resserc deus foeux (5), iii^{te} scutz iii sc.
18. Per los Refformadors de las taules deus peadges (6) fon pausatx detze oeyt scutz iii^{te} sols xviii sc. iii sols.
19. Item per Johan lo jardiner ung scut. i sc.
20. Item per supportar augunes cargues occorrentes sus los pais. la some de cent scutz c sc.
-
- 203 sc. 4 sols.

21. MEMORIA : *Lo rotlo deus cent scutz precedentz cum fon distribuitz :*

Miusens (7). . . .	xx sc.
Sancta Coloma . .	xx sc.
Abescat (8) . . .	x sc.

L sc.

(1) *Montaut*, canton de Clarac, dans l'ancien bailliage de Nay.

(2) Il s'agit de la fameuse abbaye de Saint-Pé de Geyres ou Generès, en Bigorre, aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondis. d'Argelès, Hautes-Pyrénées.

(3) *La Corde* était un péage établi par les gens d'Asson et d'Arthez d'Asson dans la vallée de Ferrières : il en est question dans les cahiers des États, Reg. C 679.

(4) Le *guit* ou *guidoadge* des bestiaux était un droit d'entrée imposé sur les troupeaux qui allaient paître dans les landes de Gascogne.

(5) Le rôle de répartition des feux était fait par les soins des États ; il s'agit sans doute d'un travail de vérification de la répartition.

(6) A la fin du xv^e siècle, les États s'occupent à plusieurs reprises de régulariser les péages et octrois, droits de pontage, etc. Dès 1473, ils demandent que des tarifs soient publiés, afin que chacun sache ce qu'il a à payer : il est question de ces tarifs de péages presque à chaque session. (Archives des Basses-Pyrénées, C 679, fol. 106.) — Voir *Les États de Béarn*, p. 362 et 363.

(7) Pierre de Béarn, baron de Mirossens. Voir plus haut, p. 5.

(8) Bernard, seigneur de Bescat (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Nay*, E 1714 et 1715).

En Borges Gaston, d'Ortes	vi fl. ii s.
Flordelis, Saubaterre	iii fl. i s.
Oloron	vi fl. ii s.
Ossau.	vi fl. ii s.
Aspa	vi fl. ii s.
Baretous	vi fl. ii s.
Pau.	vi fl. ii s.
Lembeye	iii fl. i s.
Moneinh	vi fl. ii s.
Nay.	vi fl. ii s.
Navarrenxs.	vi fl. ii s.
Salies.	iii fl. i s.
Montaner.	iii fl. i s.
Pontac	iii fl. i s.
Gant	vi fl. ii s.

XLIII sc. i s.

Los Sindiecs a cascun ung seut xvii sols }
 Item per l'interest sineq scutz } VI sc. xvii s.

c. sc. distribuitz.

II. RÉPARTITION.

SOMMAIRE : 1. Premier terme : juin 1490, 2,400 écus. — 2. Part de la donation au vicomte de Lautrec. — 3. Charges du pays. — 4. Sous par feu. — 5. Deuxième terme : novembre 1490, 2,400 écus. — 6. Part du vicomte de Lautrec. — 7. Charges du pays. — 8. Sous par feu et reste. — 9. Emploi du surplus en indemnités. — 10. Troisième terme : Toussaint 1491, 4,888 écus 16 sous.

[Fol. 7.] *La particion deus diners de la foelhe precedente (1) que son en some vint mil cent scutz, et aquetz se paqueran sus Bearn en los termis sequens :*

1. A la feste de Sent Johan Baptiste mil iii^c navante, en solution de la quarte part deusditz nau mil sieys centz scutz autreyatz, qui es la part contingente a Bearn deusditz xii^m scutz, se lheberan dus mil quate cens scutz. ii^m iii^c sc.

(1) C'est simplement la répartition sur trois termes des dépenses énumérées dans le compte précédent (Fol. 6 et 6 v^o).

2. Item a ladite feste de Sent Johan se liebera la mieytat de la part contingente au pays de Bearn deus dus mil florins, condan detz sols per florin, dessus autreyatz a Mos^r de Lautrec, que es quotate cens quorante quotate seutz oeyt sols. III^c XLIII sc. VIII s.

3. Item per pagar los carex deu pays es stat concludit que per pagar los cent seutz deu rollo d'une part, plus los XII seutz deu Rey d'armes, plus los XXV seutz per la prosecte de l'abatament de las mercas, plus los XVIII seutz III sols per far las taules deus peadges, plus los tres seutz de Navarrenexs, monten aques *Items* cent sinequoante oeyt seutz III^{te} sols. CLVIII sc. III s.

[Somme]. . . . III^m II sc. XII. s.

Sent Johan 1490. — 4 s. 2 d.

4. Avieyra per foec a ladite feste de Sent Johan qui sera mil III^c navante, so es quotate sols unze diees per foec. Et y sobreran tres florins oeyt sols quotate diees, losquouals tres florins VIII sols III diees se balheran aixi que dejus se disera.

Totz Sans 1490. — 5 s. 5 d.

5. A la feste de Totz Sans mil III^c navante, se paguera la quuarte part de la quote de Bearn deusditz XII^m seutz contingente audit pays de Bearn, autreyade a la Regine, montera dus mil quotate cens seutz II^m III^c sc.

6. Item per Mos^r de Lautrec et la darrera mieytat de la part contingente a Bearn deus dus mil florins a luy autreyatz, que son quotate cens quorante quotate seutz oeyt sols. III^c XLIII sc. VIII s.

7. Item per los gadges deus Sindiexs per aquere Totz Sans oeytante oeyt seutz sedze sols LXXXVIII sc. XVI s.

Item per l'avesque Castetpugoo cent seutz C sc.

Item per Mos. lo Seneschal de Bearn cent seutz C sc.

Item per los de Saubaterre, per los pontz, sinequoante seutz. L sc.

Item per Johan d'Orins vint et sineq seutz XXV sc.

Item per los de Montaut vint et sineq seutz. XXV sc.

Item aus Baretoos seran pagatz trente seutz. XXX sc.

Item aus de Nay quinze seutz. XV sc.

[F^o 7 v^o.] Item aus de Ossan quotate seutz III sc.

Item a M^{te} Bertran de la Vinhe, secretari, sieys scutz . . . vi sc.

Item a M^{te} Johan Coterer quotate scutz III sc.

Item a Menauton deus Tisnees quotate scutz III sc.

Item a Johan, jardiner, ung scut. I sc.

Monte los carcxs deudit Totz Sans : III^c LI sc. XVI s.

8. Abieyra per foece a ladite Totz Sans mil III^c LXXX, so es sineq sols sineq diners per foece, et y sobreira vint et sineq florins sieys sols quotate diners.

9. Et los tres florins oeyt sols quotate diners sobratz dessus a la feste de Sent Johan, et los xxv florins vi sols III diners de aqieste Martero sobratz, los totz ajustatz monten xxix florins v sols VIII diners ; seran balhatz a Bertran de Laroy de Saubaterre quotate scutz, — au domenger de Lobier tres scutz, — au Sindic Castanhede sept scutz XIII sols oeyt diners, — audit Totz Sans 1490.

Totz Sans 1490.

10. A Totz Sans mil III^c navante ung, per la darrera paga contingente a Bearn deusditz XII^m scutz, se lleberan lasbetz quotate mil oeyt cens scutz. III^m VIII^c sc.

[*En marge*:] 1 sol y fo crescut. — Vide dejus a la medixe fulhe.

Item per los gadges deus Sindicxs per lo Totz Sans mil III^c xci, so es oeytante oeyt scutz sedze sols. LXXXVIII sc. XVI s.

III^m VIII^c LXXXVIII sc. XVI s.

Abieyra a ladite Totz Sans, qui se contera mil III^c xci, so es assaver oeyt sols per foece.

XXVIII.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A PAU, EN JANVIER 1490, OU LA REINE DE NAVARRE EST AUTORISÉE A EMPRUNTER DANS LE PAYS SIX MILLE ÉCUS, DONT LES INTÉRÊTS DEVRONT ÊTRE PAYÉS PAR LE REVENU DES BAILLIES DE BÉARN.

SOMMAIRE : 1. La Reine pourra emprunter 6,000 écus dont les intérêts seront fournis par les revenus de ses terres. — 2. Ces 6,000 écus lui seront prêtés par les chapitres de Lescar et d'Oloron, les abbés de Sarrance et de Lucq, les curés d'Orthez et de Morlanne, le Sénéchal et les États. — 3. Les évêques qui avaient été désignés ne peuvent fournir 400 écus. — 4. Les 2,000 écus prêtés par les États seront remboursés sur les revenus des baillies mises en adjudication, en l'espace de deux ans. — 5. Bailie de Nay, 600 écus. — 6. Baylie de Bruges, 130 écus, dont la moitié sera fournie par la vallée d'Ossau. — 7. Bailie de Monein, 300 écus. — 8. Bailie de Gan, 800 écus, la moitié fournie par Lescar, l'autre moitié par Gan et Pau. — 9. Bailie de Lembeye, 500 écus. — 10. L'argent ainsi levé restera entre les mains des gardes pour être payé, avec l'avis de l'Abrégé, aux gens désignés par la Reine. — 11. Les gens qui auront affermé les baillies désigneront eux-mêmes le baile. — 12. Commission nommée pour remédier aux variations des monnaies. — 13. Abrégé des États qui se réunira au mandement de la Reine pour veiller à la défense du pays, sans avoir le droit de rien conclure, ni d'établir des impositions. — 14. Liste des députés de l'Abrégé.

[Fol. 8]. *Tres Staz tengutz a Pau par la serenissima Regina, lo darrer jorn de janer l'an mil III^e LXXXIX.*

Et feyte la remonstration, las gens deusditz Statz ab tote humilitat responen cum dejus se seq.

1. Et cum sie stat remonstrat de part de la dite Senhore et diit que per obviar au concepte de sons inimiexs (1), tuir et deffensar si medixe et sas terres et senhories, age deliverat metter sous bees et causes, et per vie d'arrendament ou autrement employer son patrimoni, aixi que plus a plen es stat remonstrat, es stat concludit per lasdites gens deusditz Statz que ladite Senhore lhebera la some de sieys mile seutz, condan xviii sols per seut, per los quoaus ballhera de sas rendes per vie d'arrendament ad aquetz qui suppliran las somes a lor consignades.

(1) La guerre continuait en 1490 avec le vicomte de Narbonne ; principalement dans le comté de Foix, où Marie d'Orléans, vicomtesse de Narbonne, tenait le château de Mazères.

2. So es : Lo capitol de Lescar supplira nau centz scutz.
 Lo capitol d'Oloron supplira sieys centz scutz.
 L'abat de Sarrance (1) supplira sineq centz scutz.
 L'abat de Luc (2) supplira tres centz scutz.
 Lo rector d'Ortes supplira dus centz scutz.
 Lo rector de Morlane (3) supplira cent scutz.
 Mos^{or} lo Seneschal supplira mil scutz.
 Lo pais en comun (4) suppiran dus mil scutz. . v^m vi^c sc.

3. [Nota que jassie dige vi^m scutz, empero aixi son restatz, car Messenhors de abesques (5) eren nomentatz per supplir, empero son estatz remetutz a la discretion de la Regine. — Et aixi y falhe III^c scutz a cause deusditz avesques].

4. Et losditz dus mile scutz seran consignatz sus las baylies (6) seguentes, lasquoaus seran arrendades per ladite Senhore et per lo termi de dus ans, commensadors a Totz Sans prosmar venent, que se contara mil III^c navante. Et ladite Senhora fara lodit arrendament tot en present et mandera expedir, franquement et sans costadges, sas lettres ab quittances necessaris, et sans que tals baylies no seran metudes a la candele, lo tot aixi que se seq. Et auran facultat de subarrendar a la candele lasdites baylies, cascun en los

(1) Auger de Barromères, abbé de Saint-Jean-de-la-Castelle et prieur de Sarrance, reconnaît tenir de François Phœbus, roi de Navarre, la maison et grange de Sarrance et lui fait hommage dans le château de Pau, le 24 novembre 1482. (Arch. des B.-Pyr., H 160.) Le prieuré de Sarrance, de l'ordre des Prémontrés, dépendait de l'abbaye de Saint-Jean-de-la-Castelle, Landes.

(2) Pierre I^{er} de Béarn, administrateur perpétuel de l'abbaye de Lucq. (*Gallia Christ.*, t. I, col. 1283.) — *Lucq.* abbaye bénédictine, fondée en 950 par Guillaume Sanche, duc de Gascogne, dans le canton de Monein, arrondissement d'Oloron.

(3) *Morlanne*, canton d'Arzaeq, arrondissement d'Orthez.

(4) Il s'agit des États qui fournissaient ces fonds sur les frais imposés pour les charges du pays.

(5) Les évêchés de Lescar et d'Oloron étaient alors, le premier occupé par Pierre de Foix, cardinal, le second vacant. Jean de Pardaillan, élu en 1490, ne fut consacré qu'au mois de mai 1491. (*Gallia Christiana*, t. I, col. 1276.)

(6) Il ne faut pas confondre les bailies avec les dix-sept bailliages du Béarn, divisions judiciaires. Déjà, à la fin du xv^e siècle, le baile était un officier judiciaire subalterne, chargé des saisies et exécutions, remplissant le rôle actuel des huissiers. Le nombre des bailies était assez considérable et leurs circonscriptions n'étaient pas bien nettement déterminées.

loexs dont son, et tals a qui demoreran poyran regir lasdite baylies sens impetrar autres lettres.

5. La *baylie de Nay* per losditz dus ans per la some de oeyt cens seutz, per solution deus quoaus seran rebatutz et dedusits aus deu loc de Nay dus cens sentz qui deben prener de la Regina; et los sieys centz restantz se lleveran ab comission adressade ausditz d'Avescat (1) et a la garde (2) deudit loc, per far lo Rollo deus particulars, ab l'adviis deus juratz et gardes, fidelment et sens exceptar los juratz. Per so. vi^e se.

6. La *baylie de Bruges* (3) per dus ans per cent et trente seutz, la mieytat deus quoaus se llevera sus los particulars de la bal de Ossau, et l'autre mieytat sus los particulars deu loc de Bruges, ab comission adressade aus juratz de Bruges, en lodit loc de Bruges et aus prohoms de Ossau, en Ossau cxxx se.
Mos. de S^{te} Colome creditor.

7. La *baylie de Monenh* se balhera per ung an per tres centz seutz; et seran llebatz ab dues comissions, so es la mieytat de aquetz sus los particulars de Monenh, ab l'adviis deus juratz et gardes, et l'autre mieytat sus los particulars d'Oloron et aquet parsaa, ab lo adviis aixi medixs deus juratz et gardes de Oloron. iii^e se.

Bernad d'Angays per Monenh, et per Oloron Peyroton de Laroy.

8. Item la *baylie de Gant* (4) se balhera per dus ans per some de sineq cens sentz, la mieytat deus quoaus se lleberan sus los particulars de Lescar, ab comission adressade aus juratz et gardes; et l'autre mieytat se dividira en dues partz, la une se llevera sus los particulars deu loc de Gant, et l'autre sus los particulars deu loc de Pau et circumbesiis, lo tot per los juratz et gardes de cascum deusditz loexs.

Mos. d'Abos per Lescar.

Ramonet de Treseens per Gant.

Ramonet de Corthie per Pau.

(1) *Bescat*, canton d'Arudy, arrondissement d'Oloron.

(2) Les *gardes* étaient les officiers municipaux chargés de l'exécution des sentences du conseil des jurats, de la police et de tout ce qui concernait l'administration financière. Voir *Les États de Béarn*, p. 98, 341 et 342.

(3) *Bruges*, commune du canton de Nay arrondissement de Pau.

(4) *Gan*, commune du canton de Pau-Ouest.

9. Item la *baylie de Lembeye* se balhera per dus ans per some de sineq cens scutz, et se lleveran ab comission adressade aus juratz et gardes deudit loc; la quoyal se llebera sus particulars sens exceptar los medixs juratz.

Moss. d'Ossau.

10. Et seran expedides lettres commissions per llebar lasdites somes cum diit es, et los dincees demoreran en maas de las gardes deusditz loexs (1), per apres aquetz delivrar, ab l'adviis deus deputaz deu pays (2), a la gens dequeres ordenades per la Regina et Senhora susdite.

11. Item los particulars qui auran contribuit, se concorderan de nomentar bayles et loctenents et autrement autres comis aus regimens et receptions de lasdites baylies. — Et ladite Senhora tieyra fermes et stables losditz rendamentz, non obstant quoads se vullie antes feytz au contrari, viste la necessitat et attenut que se fey ab deliveration de las gens de sons Statz.

12. Oltre plus, considerades las variations de las monedes, las gens deusditz Statz, per attener ad aquere, an depputat a Mos. de Domy, a Mos. d'Abescat, a M^{te} Danys, a Auger Cauterer, a Peyroton de Laroy, a Ramonet de Medevile (3) et a Bertran de Laroy, los quoaus se attireran vers lo Conselh tot incontinent et concludiran los cors et mizes de l'aur et de l'argent et sera prestament publicat.

Abrégé des États. — 13. Et no resmenhs las gens deusditz Statz an depputat, ab la facultat solement sequente, so es de se ajustar au man de la Senhore et aqui attener a la deffension deus pays, sens empero que no *poyran tractar ni autreyar de impausar ny metter argent sus lo pays*, exceptat que poyran mandar aus susditz qui auran recebut las somes desus scriutes, aqueres balhen et expedesquen la ond per ladite Senhora o son loctenent et comis ab lor advis sera mandat (4).

Actum a Pau lo darrer jorn de jauer l'an mil III^e LXXXIX.

(1) Voir plus loin la question soulevée à ce sujet au sein de l'Abrégé des États.

(2) Ce sont les députés de l'Abrégé nommés plus bas.

(3) Ramonet de Médeville, jurat d'Oloron, fut Syndic des États en 1492.

(4) Les attributions de la commission comme son nom d'Abrégé des États

14. *Députés de l'Abrogé des États pour l'année 1490.*

[Fol. 8 v°.] Los depputaz son :

Per la Glisie, Barons et gentius,

Mos. Favesque de Lescar (1).

Moss. de Domy (2) et de Senta Coloma (3).

Mos. d'Avescat (4).

Auger Cauterer, per Morlaas.

Bernad deu Borgees, per Ortes.

Ramonet de Medevile, per Oloron.

Bertran de Laroy, per Saubaterre.

Bernad de Saud (5), per Ossau.

L'abat d'Ossa (6), per Aspa.

L'abat d'Aramitz, per Baretoos.

Bernad d'Angays, per Monenli.

Ramonet de Corthie, per Nay.

Perarnaut de Castet, per Lembeye.

ne sauraient être mieux définies. Elle était réunie pendant l'intervalle des sessions pour l'expédition des affaires, sans avoir le droit de rien décider au nom des États, mais avec charge seulement de l'exécution des décisions de l'assemblée. Voir *Les États de Béarn*, p. 281.

(1) L'évêché de Lescar était alors entre les mains du cardinal Pierre de Foix, généralement représenté aux États par un vicaire.

(2) Antoine, seigneur de Domy. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1975.)

(3) Bernard, seigneur de Sainte-Colomme, chevalier. (*Ibidem.*)

(4) Antoine, seigneur de Bescat et de Rébénacq, eut pour successeur son fils Jacques de Béarn. — Il aliène la moitié du bois d'Asson, en décembre 1500, à Catherine, reine de Navarre. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 2211.)

(5) *Saud* pour *Etsaut*, commune du canton d'Accous (vallée d'Aspe).

(6) Il s'agit de l'abbé laïque d'*Osse*, commune du canton d'Accous. (Vallée d'Aspe.)

XXIX.

RÉUNION DE L'ABRÉGÉ DES ÉTATS A PAU SOUS LA PRÉSIDENCE
DE L'ÉVÊQUE DE CONSERANS. — 9 février 1490 (n. s.).

SOMMAIRE : 1. La Reine consulte les députés au sujet de la levée des 2,000 écus qu'elle devait emprunter aux États. — 2. Les députés répondent que les sommes perçues doivent rester entre les mains des jurats comme cela a été décidé. — 3. L'évêque demande au nom de la Reine que la somme soit levée dans les huit jours. — 4. Les députés répondent que la Reine peut le mander aux gens chargés de la levée des deniers.

1. [Fol. 9.] Congregation deus depputatz mandatz per la serenissima Regina, senhore de Bearn, (mandatz); et se troban a Pau dimars, que ere lo ix jours de fever l'an mil m^{cc} lxxxix. Et se y troban los toz, sino Mos^r de Domii, et per Mos^r l'avesque de Coserans (1), fo feyte la uberture et diit que affin no se y agos a ffar plusors congregations et carexs per aquere, que ladite Senhore vole aber abiis en so que lo semblabe que los dus mile scutz en los Estatz precedens apunctatz llebar sus lo comun en la forme que diit es, que losditz dus mile scutz se llebassen et se metossen en une maa, per apres aquetz emplegar aixi que ere stat concludit, etc...

2. Et losditz depputatz, se tiran a part (2) et agut consult enter lor, dixon per los aviis que no aben tal facultat, mas que ladite some se llebasse et demorasse per los juratz deus loexs, aixi que ere stat concludit. — Et audide ladite resposte, lodit Mos. l'avesque dixo que consultare ab ladite Senhore et puy los refferire lo que ne aure trobat.

3. Subsequement lodit de Coserans, conferit que ago ab ladite Senhore, dixo et remonstra ausditz depputatz que ladite Senhore domandabe que ladite some fosse preste llebade et amassade defens oeyt jorns.

4. Et puy losditz depputatz, agut consult enter lor, respondon dixo que aquero mandasse ladite Senhore aus comis (3). Totesbetz

(1) Jean d'Aule ou de La Salle (*de Aula*), évêque de Conserans, conseiller de la reine de Navarre.

(2) Un fait assez curieux à noter, c'est que, même dans les réunions de l'Abbrégé des États, les députés ne délibéraient jamais en présence du souverain ou de ses commissaires.

(3) Ces commis avaient été désignés par les États pour chaque bailie. Voir plus haut, p. 72 et 73.

que quant ladite senhore sere preste, que losditz depputzat balhe-
ren lor aviis, aixi que los ere stat per los tres Statz mandat et
cometut (1).

Actum los dijaus vespre apres sequent, que ere lo xi deudit
mees. Et aixi demoran tres jorns a Pau oltre la anade et vengude;
et jo syndie ab lor (2), etc.

XXX.

SESSION DES ÉTATS, A PAU, EN JANVIER 1491,
EN PRÉSENCE DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture. — 2. Lettres de marque. Donation de 5,000 écus. — 3. Prêt
de 600 écus par l'évêque d'Oloron. — 4. Répartition. — 5. 1,000 écus dans le parsan
d'Oloron pour les lettres de marque. — 6. 400 écus à M. de Lautree. — 7. Aide aux
habitants de Barétous. — 8, 9, 10, 11. Remboursements, indemnités au sénéchal et
à des particuliers. — 12. Paiement au secrétaire Coterer. — 13, 14. Voyages des
syndics à Dax, à Momas. — 15, 16, 17. Frais de l'emprunt. — 18. Terme de Notre-
Dame d'août 4,835 écus. — 19. Tailluquets. — 20. Pont de Navarrenx. — 21. Gages
d'arbalétriers mandés dans le Montanerès. — 22. Impôt de la Barre. — 23. Chemin
d'Asson. — 24. Secours d'incendie.

[Fol. 9 v^o]. *Tres estatx mandatz per la serenissima Regina au xv
de janer mil mii^e navante a Pau.*

1. Et fo feyte la uberture per Mos. P. Miquel (3) en sa presence,
et remonstrades la necessitatx a cause de *las guerres, pleytz, etc.*;

(1) Ces conclusions avaient été prises dans la séance des États du mois de
janvier; la Reine ne devait pas toucher ces sommes, qui devaient être payées
directement par les jurats, sur l'avis des députés de l'Abregé. Voir plus haut,
p. 73, n^o 10.

(2) C'est le Syndie, Jean de Castagnède, qui calcule le nombre de jours que
les députés ont passés à Pau, afin de régler les indemnités ou tailluquets.

(3) Pées Miquel ou Miquen, maître en théologie, conseiller de la reine de
Navarre, devait être Béarnais; en 1485, il vend un terrain à Gan à Giraudine
de Soberlie, en présence de Johanet d'Orthez, panetier de la Reine. (Arch. des
Basses-Pyrénées, *notaires de Gan*, E 1261.) Une procuration de Charles de Nabas,
majordome de Jaine, infant de Navarre, à Pées Miquel, en 1484, lui donne le
titre de maître ès arts et conseiller de la princesse de Viane. Un de ses parents
Fors de Pées de Miquel était infirmier de Lescar et vicaire général du diocèse

2^o et parellament de far lo segrament au Rey (1); 3^o cum vole fosse feyte justicie. Oltre plus remonstra de las mercas, etc., de las monedas, etc., et deus limitz, etc.

2. Et lo v^{al} de fevrier fo feyte resposte a cascun cap. Et au regart de las mercas per los pays de Bearn, Marsan et Gavardan fon autreyatz sineq mile scutz et los de Marsan ne paguin mil et los de Bearn quoaate mil, so es los tres mil per la Regine et los mil scutz serau balhatz au Seneschal per aqueres satisfar a las merchas (2).

3. Et per apres es stat per la Regine remonstrat cum a ben besonh sieys cens scutz et que aquetz se trobassen realment, et lasdites gens son contens los trobar et trameton a Mos. l'avesque d'Oloron (3), qui es stat content los prestar entro a Totz Sans ab obligatz. Et se son obligatz, si que appar per carte, certans particulars. Et fo concludit que losditz quoaate mile scutz ab las somes sequentes se lleberan a Nostre Done d'Agost prosmar venent : et abieyra per foece sept sols XI dinces.

A Nostre Dame d'Agost 1491, sept sols XI dinces per foece.

1 sol y fo crescut per l'enfant Dont Jaemes. — Vide in folio sequente.

4. Se pagueran a la Regine tres mile scutz et de aquetz se baxeran los sieys cens scutz et llebatz en lo *parsan de Montaner*. III^m.

5. Plus en lo *parsan d'Oloron* se lleberan los mil scutz per lo recebedor en lodit *parsan* et se balheran a Mos. lo Seneschal (4) per attener a las mercas et lo qui sobrera o se poyra expedir

en 1488. (Archives des Basses-Pyrénées, *Notaires de Pau*, E 1972.) Il préside plusieurs fois les États, qui lui accordent en octobre 1491 cinquante écus. (Reg. C 680, fol. 13.)

(1) Le mariage de Jean et de Catherine semble avoir été célébré au mois de février 1485. (D. José Yanguas, *Diccionario de Antiquedades de Navarra*, t. III, p. 211); mais le roi Jean étant mineur n'avait pu prêter serment. La cérémonie fut renvoyée au mois d'octobre suivant. (Voir *Les États de Béarn*, p. 200.)

(2) Pour le rachat de *lettres de marques* délivrées en Aragon contre des Béarnais.

(3) Jean de Pardaïllan, archidiaque d'Auch, avait été élu, en 1490, évêque d'Oloron; il fut consacré le 1^{er} mai 1491. (*Gallia Christiana*, t. I, col. 1276.)

(4) Jean de Mériteins, seigneur d'Esgoarrabaque, voir plus haut, p. 14, n^o 19.

menhs se gardera. Et sera donat ordi de attener a la reparation deus merquedors. 1^{re}.

6. Plus fon autreyatz a Mos. de Lautrec, cum sie anat en France, et supportat plusors carexs a la utilitat deu pays, oltre maison, quotate cens seutz III^e sc.

7. Plus fon autreyatz aus Baretous per lo support de las differencies, pleytz et questions qui supporten contre los Soletans (1) quoarante seutz XL sc.

8. Plus seran balhatz a M^{te} Guitard per los agradables services qui a feyt au pays sieys seutz VI sc.

9. Plus seran balhatz a Ramonet de Corthie, comis, la some de cent seutz que l'an passat fon despensatz per los deputatz. c sc.

10. Plus seran balhatz a Mos, lo Seneschal de Bearn per auguns agradables services qui a feyt et support son cent seutz c sc.

11. Plus seran balhatz audit Ramonet de Corthie cent XI seutz qui a prestat et fornitz aus deputatz dejus seriutz CXI sc.

12. Plus seran balhatz a M^{te} Coterer (2) per trameter tres viadges Auloron toquant lo compromes (3), et parellament per far las copies de las scriptures, lasquoals balhera au syndie, fon balhatz sieys seutz VI sc.

13. Plus au syndie Castanhede qui ana a Dax per treyer certains personadges de Saubaterre de preson. Et parellament per y anar et far lo prosuyte toquant so de Sendos (4) vint seutz XX sc.

14. Plus seran balhatz a Odet de la Tor de Morlaas (5) dus seutz et Andrivet de Manes, syndie, dus seutz per certan viadge qui an feyt enta Momas (6) per lo pays III sc.

15 Plus per gratifficar ad aquet qui presta los VI^c seutz seran

(1) Il s'agit d'un procès de limites entre les habitants de la vallée de Barétous et ceux de la vicomté de Soule.

(2) Voir plus haut, p. 8, note 3.

(3) C'est le compromis entre le vicomte de Béarn et les États au sujet d'un procès pendant devant la Cour majour depuis 1436 sur certains articles du serment ou des cahiers des États.

(4) *Saint-Dos* ou *Sendos*, canton de Salies, dépendant autrefois du bailliage de Mur.

(5) Odet de la Tour était jurat de Morlaas et représente à plusieurs reprises cette ville aux États.

(6) *Momas*, commune du canton de Lescar, dépendant jadis du bailliage de Pau.

balhatz quoarante cincq scutz et seran delivratz au sindic Castanhede per los y ballhar aixi que l'es stat mandat. XLV sc.

16. Plus a Bernad de Coralet de Monenh seran balhatz dus scutz. II sc.

17. Plus audit sindic Castanhede per la carte de la obligation et despenses toquant l'expedition deusditz vi^c scutz aura tres scutz. III sc.

Some. III^m VIII^c XXXVI sc.

18. Losditz quocate mil oeyt cens trente cincq scutz se pagueran a Nostre Done d'Agost qui se comptera mil III^c navante et ung, en Bearn, et abieyra per foece la some de sept sols unze diees per foece, contan XI^m foeexs. Et y sobrera dus scutz XVII sols VIII diees.

19. *La particion deus cent x scutz.*

Mos. de Gayrosse (1)	XIII scutz.
Mos. d'Abos (2)	X sc.
S ^{ta} Colome	X sc.
Avescat.	X sc.
Los de Morlas	V sc.
Los d'Ortes.	V sc.
Los de Oloron	V sc.
Saubaterre	II sc. 1/2.
Ossau.	V sc.
Aspa	V sc.
Baretons	II sc. 1/2.
Lembeye	II sc. 1/2.
Pau.	II sc. 1/2.
Monenh (v scutz, mas assi ne a tres). . .	III sc.
Gant	II sc. 1/2.
Navarrenexs	III sc.
Salies.	II sc. 1/2.

(1) Auger, baron de Gayrosse, voir plus haut, p. 52.

(2) Espagnolet d'Antin, seigneur d'Abos, de Mont, Bésindrand et Narp, fils de Jean d'Antin (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1930), avait épousé, en 1489, Catherine d'Andaux, fille d'Isabelle de Gramont (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Navarrenx*, E 1605); en 1497, il donne à cette dernière quittance de 1.700 écus de la dot de sa femme. (*Ibidem*, E 1607.)

Lagor.	ii se. 1 2.
Montaner.	ii se. 1 2.
Nay	ii se. 1 2.
Los sindiexs sengles sentz.	ii se.
Et lo qui forni losditz sentz.	x se.

Some. cviii se. 1 2.

Et l'aute 1 2 sent ago Johan d'Orm.

20. Plus los de Navarrenxs fon demande per la faction deu pont (1), empero los fo responut que per lo present no se pot donar recapte (2), mas se atteneran a la prumere congregation.

21. Plus toquant la reparation de certains balestees qui eren statz mandatz en Viebillh, Montaneres (3), fo concludit que Mos. lo Seneschal audira los comptes. Et lo qui se trobera, refferira aus prumers Statz per y abisar aixi que apartendra.

22. Plus toquant so de la *Barra* (4) et certains comptes de despenses et autes actes sus ladite *Barve* feytz, es stat concludit se attireran a Mos. lo Seneschal, loqual los audira et concludira et refferira aus prumers Statz.

23. Plus toquant la ajude qui Bertran de Boelh (5), veguer d'Asso, demandabe per far lo camii deu Ressee (6) per far los amarratz (7), fo diit que se attenera aus prumers Statz.

(1) Le pont de Navarrenx était un des plus importants du Béarn à cause des communications avec la Soule et la Navarre. Voir la *Charte du pont de Navarrenx*, du 5 juillet 1188, dans les *Fors de Béarn*, adjonctions, n° VII, éd. Mazure, p. 277.

(2) *Recapte* avec le verbe *da* ou *donar* signifie mettre ordre à, fournir le moyen de mettre remède, pourvoir. Voir Lespy, *Diet. Béarnais*, t. II, p. 223.

(3) Les frontières N. E. du Béarn avaient sans doute été menacées par les troupes du vicomte de Narbonne.

(4) La *Barre* était un droit d'entrée établi en 1467 par les habitants d'Oloron comme représailles à l'impôt de la *Porte*, mis par les habitants de Canfranc, au Somport. Dès l'année 1472, les habitants de la vallée d'Aspe s'étaient plaints du grave dommage que leur causait ce péage à l'entrée d'Oloron. (Reg., C 679, fol. 9 et 18, fol. 129 v°, 153 v°, 216, 222, 224, 272, etc. Voir *Les États de Béarn*, p. 307, 310.)

(5) Le *Ressee*, c'est-à-dire la scierie; il s'agit du chemin de la vallée de Ferrières ou de l'Onzom.

(6) Bertrand de Boeil, vignier d'Assou, fait son testament en 1501. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Not. de Nay*, E 1714.)

(7) *Amarratz* signifie, d'après M. Lespy (t. I, p. 27), réunir, rassembler.

24. Plus toquant so que Menauton de Fauget demandabe per soccors de arsie (1), fo diit que no y a loc per lo present.

XXXI.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A LESCAR, LE 6 AVRIL 1491, SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'INFANT D. JAIME DE NAVARRE, ASSISTÉ DU CONSEILLER PIERRE MIQUEL.

SOMMAIRE: 1. Ouverture. Aide à l'infant D. Jaime pour un voyage en France. 3.000 florins. — 2. Premier terme à l'Assomption: 8 sous 11 deniers par feu. — 3. Deuxième terme à la Toussaint: 9 sous par feu. — 4. Répartition des 1.000 écus votés pour le rachat des lettres de marque.

1. [Fol. 10 v^o.] Congregation de tres Statz a Lescar, mandatz de part la senhore Regine, senhore de Bearn, et lo vi d'april l'an mil iii^e xc ung, Mos. P. Miquel, comisari de ladite senhore, et present lo senhor infant Dont Jaemes (2), fe sa remostration de part ladite senhore, dedusitz las necessitatz d'endit senhor infant et viadge qui vole far en France, domandan secors et ajude, etc... Et lo fon autreyatz per Bearn, et provedit que lo v^{al} diner llebera de Marsan [et] Gavardan; monte tot l'autrey tres mil florins correns, deus quoals abien a Bearn dus mil quotate cens, et a Marsan sieys cens, pagnedors la mieytat a Nostre Done d'Agost mil iii^e xc ung, et l'autre mieytat a Marteror sequente lo medix an mil iii^e xc ung.

2. Et cum en la foelhe precedente (3) sie pausat se llebar a ladite Nostre Done d'Agost sept sols unze diners per foec (4), es

S'agit-il ici de l'assemblage des billots ou des poutres sciées, ou bien *amarratz* est-il un terme technique pour des bois employés par la marine ?

(1) *Arsie*, incendie.

(2) Jacques de Foix, dit *l'Infant de Navarre*, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, comte de Montfort, était le quatrième fils de Gaston IV de Foix et d'Éléonore de Navarre. Il servit le roi Louis XII en Italie et se trouva à l'entreprise de l'île Metelin en 1500; il mourut en France au retour de ce voyage, âgé de trente ans et sans avoir été marié. (P. Anselme, *Histoire général.*, t. III, p. 374.)

(3) En marge : « Nostre Done d'Agost 1491. R^o a la prumere foelhe. »

(4) Voir plus haut, p. 79, n^o 18 : « et abieyra per foec la somme de sept sols unze diees per foec ».

stat pausat ung ssol per foece per la donation deudit senhor infant sus losditz vii sols xi diners, et aixi a Nostre Done d'Agost montera oeyt sols unze diners per foece. Et y sobren per lo pays xxvi florins i sol iii diners.

3. (1) Et cum en novembre mil iii^c lxxxix fossen autreyatz xii^m seutz, si que appar atras a la v^{au} foelhe (2), et per la darrera paga de aquetz a la Marteror mil iii^c xc ung, abienque oeyt sols per foece. Et ajustat ung sol per lodit infant a ladite feste de Marteror, avieyra en aquera nau sols per foece et y sobrera, oltre losditz xxvi florins i sol iii diners en l'article precedent pausatz, so es vint et dus florins dus sols.

Some: XLVIII florins iii sols iii diners.

4. [Fol. 11.] Cum los mil seutz deyen estar ballhatz a Mos^{or} lo Senescal per los balhar aus carxs de redemer las merchas, mondit senhor lo Senescal, ajustat ab luy M^{te} Johan Coterer, Johan d'Orins et a mi sindic (3) à partir losditz mil seutz cum se seq.

Primo aura lo caxau de Sos per los navante florins d'aur qui lo eren estatz prestable contra mercha de Bernad de Minbielle, thesaurer de Bearn (4), cent seutz. c se.

Item aura lo medix thesaurer de Bearn per sa reparation cent sixante seutz CLX se.

Item aura Peroton de la Perissera per si, Johanet Dignum et coudors, per l'oly et autes causes incluses, despenses, espens, cent seutz c se.

Item aura Johanet de Poey de Borsa et son fray, oltre los sixante dus seutz nau sols, qui ago davant aquestes hores, aura a present per totes causes quuarante seutz. XL se.

(1) En marge: « Marteror 1491. 9 sols per foece. R^o a la iii fullhe. »

(2) Voir plus haut, p. 63, n^o 1.

(3) Jean de Castagnède, syndic.

(4) Bernard de Minvielle, trésorier de Béarn, achète une terre, sise à Pardies, de Peyrot de Miramont. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Not. de Pardies*, E 1930.) En 1485, Arnaud de La Vigne vend en son nom la maison de Lendressat, située à Gan, à Peyroton d'Andren. (*Not. de Gan, Ibidem*, E 1261.) Sur les fonctions du trésorier de Béarn, exercées par Bernard de Minvielle jusqu'an 1^{er} septembre 1492, voir *Les États de Béarn*, p. 291, 292. Avant d'avoir été trésorier de Béarn, Bernard de Minvielle paraît avoir exercé les fonctions de vignier de Josbaig, car un contrat de vente de 1484 lui donne cette qualité. (Arch. des Basses-Pyrénées. E 1684.)

Item aura Peyroulet de Carrera de Santa Maria per totes perdes
 x se.

Item aura lo sindic Castanhede per son viadge et per Arnaut
 Ramon de Geyres per anar a Saragosse sus lo feyt de Bernard
 Salinés vint et sineq florins d'aur a xx sols viii diners. Florins
 valent vint et oeyt seutz xii s. viii d.

Item per redemer lo mulet de Victurian de Bernad deus Appaz
 et los lingotz, ago nau franxs prumer de lo render, per lo restituir
 audit Victurian, valen sineq seutz. v se.

Item per ung servidor qui ana a Saragosse, ago dus seutz. ii se.

Item per las despenses et fatigues de mosenhor lo Senescal, qui
 agut a suportar en anades et bienendes, vint et sineq seutz.
 xxv se.

Item a M^{te} Johan Coterer, Johan d'Orins et lodit sindic per las
 despenses, cade sieys seutz. xviii se.

Soma : iii^c lxxxviii se. xii s. viii d.

Item auran Arnaut Ramon de Geyres, Capblant, Plantarose et
 Carsusan, que son statz constretz pagar a Bernard Salinés, auran
 en deduction sineq cens onze seutz sineq sols iii diners.
 v^c xi se. v s. iii d.

Some : mil seutz distribuitz.

Arnaut Ramon den retornar la mercha et quitance de Salinés.

XXXII.

ÉTATS GÉNÉRAUX TENUS A PAU PAR LE ROI ET LA REINE DE
 NAVARRE, LE 3 OCTOBRE 1491, POUR LA PRESTATION DU SER-
 MENT DE JEAN D'ALBRET.

SOMMAIRE : 1. Prorogation des États jusqu'au 15 octobre. Remonstration. Serment
 du Roi. Testament de François Phœbus. Réparation de griefs. — 2. Donation de
 2.000 écus. pour vaisselle d'argent. et de 12.000 écus. sur lesquels le Béarn se
 réserve 400 écus pour le rachat des lettres de marque. — 3. Les 2.000 écus et les
 1.000 écus pour les legs de François Phœbus se lèveront le 15 janvier 1492 et le
 Sénéchal en disposera. — 4. Répartition : 4 sous 3 deniers par feu. — 5. Les
 11.000 autres écus se lèveront à deux termes. — 6. Premier terme : Toussaint 1492.
 4.400 écus. — 7, 8, 9, 10. Gages des Syndics. des chambriers du roi. des secrétaires.
 — 11. Indemnité à Pierre Miquel. — 12. Frères mineurs d'Orthez. — 13. Secours
 d'incendie. — 14. Indemnité au Sénéchal. — 15. A l'abbé d'Aramitz. — 16. A Jean

Coterer. — 17. Au Syndic Castagnède pour voyage en Marsan. — 18. Répartition : sept sous neuf deniers. — 19. Second terme : Toussaint 1493. 4.400 écus. — 20. Gages des Syndics. — 21. Réparation du pont de Navarrenx. — 22. Affaire de Saint-Pé-de-Geyres. — 23. Remboursement aux Aspois pour l'affaire de la Barre. — 24. Indemnité au Sénéchal. — 25. Répartition : sept sous dix deniers par feu.

La prestation du sergement de Rey.

1. [Fol. 12 v^o.] Tres Statz mandatz au ters jorn de octobre mil mil^l^e navante ung au loc de Pau, per mandament de la Regine. Et feyte la uberture, et remoustrat cum la Regine vole fosse prestat segrement au Rey de Navarre cum a marit (1), et car no ere stat sert in forma, fon porrogatz losditz Statz entro au xv^u deudit mees. Et congregatz losditz Statz, so es de Bearn, Marsan et Gavardan, et parellement los Statz de Foixs, Begorre et Nebosan (2), per l'avesque de Coserans (3) fo feyte uberture, present ladite Regine, disen tres caps: lo prumer que manda prestassen lodit segrement; 2^o cum vole justice fos ministrade et totz greuyes reparatz a que se offeri; 3^o remustra las necessitatz de la mayson. Et ajusta ladite Regine, cum abe besonh oltre so dessus mil scutz per lo testament den rey Febus (4). Et agut conselh et articulat de ung costat et d'autre, finalment lo xxx d'octobre an susdit, fo prestat lo segrement (5), et fon reparatz los greuyes et provedit a las necessitatz, cum se seq.

(1) Catherine de Navarre avait prêté serment aux États de Béarn dès le mois de février 1483, comme héritière de son frère François Phœbus et dame souveraine de Béarn. (*Privilèges et règlements du pays de Béarn*, p. 95.) Jean d'Albret avait été désigné par les États pour épouser la reine Catherine, dans l'assemblée du 16 février 1484, mais on avait attendu sa majorité pour lui prêter et demander de lui le serment accoutumé. Voir *Les États de Béarn*, p. 182 à 189.

(2) A plusieurs reprises, depuis la fin du xiv^e siècle, on voit les représentants des États de Foix, de Bigorre, de Nébousan, se joindre aux États de Béarn, Marsan et Gavardan, pour prendre certaines délibérations en commun ou pour prêter serment.

(3) Jean d'Aule ou de la Salle, évêque de Conserans. Voir p. 7 et 95.

(4) Le testament de François Phœbus, daté du 28 janvier 1483, est conservé en original aux Archives des Basses-Pyrénées, E 325; des copies se trouvent à la Bibliothèque nationale, collection *Dout*, volume ccxxiii, fol. 188, et collection *Duchesne*, volume xxviii, fol. 112. Il a été publié par Galland, *Mémoires pour l'Histoire de Navarre* (Paris, 1648, in-fol.), *Preuves*, n^o XIX, p. 38.

(5) Le serment de Jean d'Albret aux États et de ceux-ci à leur souverain a été publié dans la *Compilation des Privilèges et règlements du pays de Béarn*, p. 11, 12. Voir *Les États de Béarn*, p. 200, 201 et 301-302.

2. Et lo cinqueal de novembre mil III^e XCI susdit, per losditz pays de Bearn, Marsan et Gavardan, fon autreyatz au Rey per employer en baxere d'argent dus mil seutz et a la Regine dotze mil seutz, exeptat que de la primera pague deusditz XII mil seutz, lo pays de Bearn s'en reserva en Bearn et parsan d'Oloron quotate cens seutz totz franxs (1); et seran ballhatz au Seneschal de Bearn per employer a las merques, aixi que lo es stat comandat. Et de tot asso, lo pays de Marsan et Gavardan ne portera lo v^{al} diner a luy contingent, que es dus mil vi^e seutz; et lo pays de Bearn portera lo plus que detz mil III^e seutz. X^m III^e se.

A XV de janer 1491 (v. s.): — 4 s. 3 d. per foec.

3. Et fo autreyat et concordat que losditz dus mil seutz per lo buffeyt deu Rey et mil seutz autreyatz en favor deu compliment deu testament deu rey Febus, que aques tres mil seutz, *sens rebaxs de foecs* (2), se lleberan sus lo pays de Bearn, Marsan et Gavardan, au xv jorn de janer prosmar venent. Abieyra a Marsan siey cens seutz et au pays de Bearn dus mil quotate cens seutz; los quoaus tres mil seutz se ballheran en mau de Mos. lo Seneschal de Bearn, per employer losditz dus mil a ffar lo buffet, et los mil a pagar losditz legatz. Et entenen que aquestes mil seutz sien en rebatement deusditz XII^m seutz.

4. Et per so audit XV^{al} de janer mil III^e xc ung, deusditz III^m III^e seutz et per rasons deus gadges de recebedors (3), que son LX seutz III sols vi diners, et per cent et detz seutz repartitz aus deputatz, se lleberan quotate sols tres diuers per foec, et y sobrera sineq seutz XII sols ix diners.

(1) Ces 400 écus, prélevés sur la donation faite au seigneur, sont un curieux exemple des moyens dont se servaient les États pour se procurer l'argent nécessaire aux charges du pays.

(2) *Rebaxs de foecs*, que M. Lespy traduit par « un nombre moindre de feux » (*Dictionnaire Béarnais*, t. II, p. 221), signifie en réalité réduction des feux affranchis ou déduction faite des feux affranchis. Voir *Les États de Béarn*, p. 337, et les comptes de *Rebaxs de foecs*, Reg. C 680, fol. 38, 43 v^o, 52, 54, etc.

(3) Ce sont les gages des receveurs de parsan, qui étaient, on le sait, au nombre de six: les frais de perception étaient généralement couverts par le droit de *billete* que les receveurs prenaient en sus de la donation par feu, mais dans bien des cas les États stipulaient que ce droit ne serait pas perçu et payaient directement les gages des receveurs. Voir *Les États de Béarn*, p. 340.

5. Los unze mil seutz restans se pagueran en dues pagues, la mieytat a Totz Sans mil III^c xc dus, et l'aute mieytat a Totz Sans mil III^c xc tres. Et deu prumer termi se preneran losditz III^e cens seutz de las mercas sus lo parsan d'Oloron. Et deusditz XI^m seutz abien a Bearn oeyt mil oeyt cens seutz.

6. Et see se lo qui se llebera audit Marteror mil III^c xc dus, so es la mieytat, que es quoaate mil quoaate cens seutz. III^m III^c se.

Totz Santz 1492 : — Sept sols ix diners.

7. Item per los gadges deus Sindics per ladite Marteror oeytante oeyt seutz xvi sols. LXXXVIII se. XVI s.

8. Item per los crampees deu Rey vint seutz (1). XX se.

9. Item per los segretaris qui an prees los instrumentz deus juramentz, egs ballhan losditz instrumentz entro au nombre de quatorze, auran quoaante dus seutz. XLII se.

10. Item per M^{te} Symon, secretari, qui a feyt augnus servicis et scriptures, aura sieys seutz. VI se.

11. Item a Mos. P[ees] Miquel fon autreyatz sinequante seutz. I se.

12. Item aux Frays menors d'Ortes fon autreyatz sinequante seutz I se.

13. Item a Fortic de Viaxs, per consolation de sa arzie, vint et sineq seutz XXV se.

14. Item a Mos. lo Seneschal en aquest termi sinequante seutz. I se.

15. Item a l'abat d'Aramitz, per certanes despenses per luy a la utilitat deu pays (2) feytes, detz seutz. X se.

16. Item a M^{te} Johan Coterer, per la copie deu compromes et proces qui es ab lo Senhor (3), oltre so qui per avant lo fo ballhat, aura sieys seutz. VI se.

17. Item aura lo Sindic Castanhede, per anar en Marsan sus las

(1) Cette donation aux chambellans du roi n'était faite que lors du couronnement et de la prestation du serment.

(2) Il s'agit sans doute du procès de limites avec les habitants de la Soule, dont il est question plus haut, p. 78, n° 7.

(3) Cette note explique l'indemnité octroyée audit Jean Coterer en janvier 1491. Voir page 78, n° 12, note 3.

oppressions qui fen en peadges et pontadges los Marsaes aus de Bearn, aura detz seutz X se.

18. Somme lo pagament deudit Marteror en las parcelles susdites, so es III^m VII^c LVII se. XI s. VI d.

Et per llebar aquetz avieyra per foece sept sols nau diners, et y sobrerera tres seutz dodze sols III^{te} dinees.

Totz Sans 1493: — Sept sols x dinees per foece.

19. A Totz Sans qui se contera l'an mil III^c xc et tres, se lleberan per la senhore Regina l'autre mieytat deus XI^m seutz, que es la quote de Bearn III^m III^c seutz III^m III^c se.

20. Item per los gadges deus Sindixs per aquet termi oeytante oeyt seutz XVI sols LXXXVIII se. XVI s.

21. Item aus de Navarrenxs, per la reparation deu pont (1), trente seutz. XXX se.

22. Item per las despenses feytes a l'anade de Sent Pee de Geres (2), cent unze seutz, seran ballhatz CXI se.

23. Item per remborsar LX livres et XII florins d'aur et ung lleyt aus Aspès, qui adaben fornit en la prosecte de l'abatament de la Barra (3), navante sieys seutz XII sols. LXXXVI se. XII s.

24. Item per Mos. lo Seneschal de Bearn per aquet termi sinquoante seutz L se.

Some. III^m VII^c LXXXI se. X s.

25. Et se lleberan a sept sols detz dinees per foece, et y sobrerera per lo pays sinq seutz oeyt sols oeyt dinees.

[*Ad asso fo ajustat so de dejus per part en may 1493 :*]

Los quoate cens seutz deu pays dessus pausat per distribuir per Mos. lo Seneschal; jo fuy absent, mas Mte Johan Coterer y den saber, qui fo a la division.

(1) Dans la séance de janvier 1491, les États avaient été saisis de cette question de réparation du pont de Navarrenx, sans pouvoir donner l'aide demandée, et ils avaient ajourné leur décision à la séance suivante. Voir plus haut, p. 80, n° 20.

(2) Saint-Pé-de-Geyres ou de Généres, chef-lieu de canton, arrondissement d'Argelès (Hautes-Pyrénées).

(3) A la séance de janvier 1491, le Sénéchal avait été chargé d'examiner les comptes de dépenses et les actes relatifs à cette imposition de la *Barre*. Voir plus haut, p. 80, n° 22.

XXXIII.

ÉTATS TENUS A PAU EN SEPTEMBRE 1492, EN PRÉSENCE DU ROI
ET DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Remonstration : naissance de la princesse Anne de Navarre. — 2. Donation de 8,000 florins. — 3. Donation de 1,000 florins à M. de Lautrec. — 4. Secours d'incendie. — 5. Voyage du Syndic en France. — 6. Indemnité au Sénéchal. — 7. Tailluquets. — 8. Charges du pays. — 9. Répartition : 6 sous 9 deniers par feu. — 10. Nomination de Jean Coterer d'Oloron comme trésorier de Béarn. — 11. Liste des indemnités allouées aux députés.

1. [Fol. 14 v^o.] Tres Estatz mandatz per los serenissimes senhors rey et regine de Navarra, senhors de Bearn, Marsan et Gavardan, etc. tenir a Pau, en la fin deu mees de agost et intran en septembre l'an mil III^e navante dus; et ajustatz losditz Statz de Bearn, Marsan et Gavardan, et feytes las remonstrations de la congregation, so es de la joyosa naxence de la illustrissime dame Madame Anna (1), primogenite deusditz senhors et las necessitatx occorrentes.

2. Et reparatz los greuyes, fon autreyat per losditz Statz de Bearn, Marsan et Gavardan, oeyt mil florins, condan nau sols per florin (2), paguedors a la feste de Sent Johan Baptiste prosmar venent, deus quoaus avien au pays de Bearn sieys mili quate cens florins et au pays de Marsan et Gavardan per lo v^{al} diner, que es mil vi^e florins, per so se pausen assy los diners de la donation de Bearn. vi^m III^e florins.

3. Plus fon autreyatz a Mosenhor de Lautrec, sens que ne fe demande, mil florins, condan cum dessus, et avien a Bearn oeyt cens florins et a Marsan dus cens florins viii^e fl.

(1) On trouve dans le Registre de Menauton de Tisnée, coadjuteur de Peyrotton de Navailles, notaire de Pau, la mention suivante : « Le 19 mai 1492, « le samedi, naquit dans le château de Pau une fille de Jean et de Catherine, « roi et reine de Navarre, entre huit et neuf heures, dont il y eut grande allé- « gresse et consolation en Béarn. Le nom ne peut s'écrire, car lorsque j'ai écrit « ceci, il était une heure après-midi et elle n'était pas baptisée. Plus tard, deux « pèlerins allemands la baptisèrent, et elle eut pour nom Anne. » (*Archives des Basses-Pyrénées*, E 1974, fol. 111 ; note publiée par Paul Raymond, *Inventaire des Archives des Basses-Pyrénées*, t. V, p. 56.)

(2) L'écu valant généralement dix-huit sous, on voit que le florin était compté en Béarn comme la moitié d'un écu.

4. Plus a Bernade de Trescens de Pau, foec arsa, sinequoante florins L fl.

5. Plus per anar en France, au Syndic Castanhede, comis per y anar, seran balhatz dus cens scutz. III^c fl.

[Jo no y anc et aixi nichil habui, car Medeville y ana] (1).

6. Item a Mos^r lo Senescal sixante scutz CXX fl.

7. Item prenera lo thesaurer deu pays per los depputatx incluis lieters (2), cent quorante scutz qui paguera a Johan de Laborde de Nay. II^c LXXX fl.

8. Plus aura M^e Johan Coterer, thesaurer deu pays, per emplegar a las cargues [et] necessitatx deu pays, cent sinequoante florins. CL florins.

Some. VIII^m II^c florins.

9. Per losquoaus llebar se pausen sieys sols nau dies per foec, et y sobrera en man deudit thesaurer, oltre so dessus, vint et quoate scutz sedze sols llevadors a la feste deudit Sent Johan Baptiste, qui se contera mil III^c navante tres. . . . XLIX florins VII sols.

[Aura lo thesaurer CLXXXIX florins VII sols].

10. Et en losdits Statz fo creat per thesaurer deu pays (3) M^e Johan Coterer d'Oloron (4), et fo cometut per losditz Statz a Mos. lo Senescal que recebos lo segrement (5), et lo fes balhar lo saget deu pays (6), qui es en man de Johan d'Orins d'Oloron.

11. TALHUQUETZ OU INDEMNITÉS DONNÉES AUX DÉPUTÉS.

Los depputatx qui agon los dincees sequens :

[Fol. 14 v^o.] Mos. Pees de Fabrica, vicari d'Oloron (7) XII sc.

(1) C'est une de ces annotations précieuses ajoutées par le Syndic Castagnède et qui permettent de lui attribuer la première partie du registre C 680.

(2) C'est-à dire *au verso*, voir la liste suivante, n^o 11.

(3) Le trésorier de Béarn était jusqu'alors Bernard de Minvielle, voir plus haut, p. 82, note 4.

(4) Sur Jean Coterer d'Oloron, voir p. 8, note 3.

(5) Sur les fonctions du trésorier du pays, voir *Les États de Béarn*, p. 292.

(6) C'est la première mention du sceau des États dans les documents du xv^e siècle.

(7) Pées de Fabrica, vicaire de Jean de Pardaillan, évêque d'Oloron, devait devenir, en 1506, conseiller du roi de Navarre. (Voir plus loin, registre C 680.

Lo senhor de Domi (1).	XIII sc.
Lo senhor d'Arros (2).	XIII sc.
Lo senhor d'Abos (3)	XIII sc.
Lo senhor de Sente-Colome (4).	XII sc.
Lo senhor d'Avescat (5).	XII sc.
Morlâas	III sc.
Orthez.	V sc.
Oloron	V sc.
Saubaterre	III sc.
Ossau	V sc.
Aspa	V sc.
Baretous	III sc.
Monenh.	V sc.
Nay	III sc.
Pau	II sc.
Salies	II sc.
Menauton de Fauget (6).	III sc.
Los Sindiexs	V sc.
Lo qui fornî, per son interes.	XVIII sc.
Soma.	CLXIII sc.

Et cum dessus ne aye de assignatz cXL scutz, sera avisat que

fol. 52 v^o.) A la mort de Sance de Casenave, en 1491, Pées de Fabrique, vicaire capitulaire, administra le diocèse pendant plusieurs années, à cause des compétitions et des troubles qui durèrent plusieurs années entre Jean de Pardaillan, archidiaire d'Anglez au diocèse d'Auch, évêque élu, et Antoine de Corneillan, chapelain d'Innocent VIII. Le Béarn étant *pays d'obédience*, ce dernier avait été nommé par le pape, mais le clergé et les fidèles résistèrent si énergiquement qu'il dut renoncer à ses prétentions à la mort d'Innocent VIII (27 juillet 1492). Jean de Pardaillan ne prit pas possession de son siège avant 1495, malgré le *Gallia Christiana*, car en juin 1494, il préside les États et porte encore le titre d'abbé de Lézat. (Menjoulet, *Chronique du diocèse d'Oloron*, t. II, p. 14, 15.)

(1) Antoine-François, baron de Doumy. Voir p. 51, n^o 2.

(2) Roger, baron d'Arros. *Ibidem*.

(3) Espagnolet d'Antin, seigneur d'Abos. Voir plus haut, p. 79, note 2.

(4) Bernard, seigneur de Sainte-Colomme. Voir plus haut, p. 74.

(5) Antoine, seigneur de Beseat. *Ibidem*.

(6) Menauton de Faget était l'hôtelier qui recevait à Pau les députés des États et chez lequel le Tiers ordre tenait quelquefois des réunions. Voir plus loin. Il s'agit d'un secours voté par les États pour un incendie. Voir Registre C 680, fol. 10, p. 81, n^o 24.

sera de far deus tres Statz, et veder si se retengo losditz tres seutz deus susditz, o sino sera au care deudit thesaurer a pagar.

[Note] : Despuys fo concludit que lo sien passatz losditz tres seutz en descare.

XXXIV.

ÉTATS TENUS A SAUVETERRE EN MAI 1493.

SOMMAIRE : 1. Donation de 11,000 écus et répartition à 15 sous 3 deniers par feu. — 2. Part revenant au Béarn 8,800 écus. — 3. Indemnités aux Carmes de Sauveterre. — 4. Tailluquets.

1. [Fol. 15.] Tres Statz a Saubaterre en may mil III^e XC tres, ont fon autreyatz unze mil seutz totz francs, paguedors entresi et la feste de Nostre Done de Septembre, deus quoans, rebatut lo v^{al} diner per Marsan, avieyra enclus los carexs de recebedors et autres carexs dejus scriutz a quinze sols tres diees et miey per foeç.

2. Monte lo qui se lhebera per lo Senhor oeyt mile oeyt cens seutz VIII^M VIII^c sc.

3. Item fon autreyatz au convent deus frays Carmes de Saubaterre sinequoante seutz L sc.

Item au payre licenciat demorant audit convent sedze seutz. XVI sc.

4. Item per donation de Mos. de Domii oeyt seutz . . VIII sc.

Item per Mos. de Gerserest (1) sinequoante seutz L sc.

(1) Bertrand de Béarn, seigneur de Gerderesi, était de la branche de la famille de Gerderest, issue des comtes de Foix. Voici du reste sa généalogie :

I. Bernard de Béarn, seigneur de Gerderest, sénéchal de Foix, fils naturel de Jean I^{er}, comte de Foix, se signala dans les campagnes de Guyenne en 1449 et 1451 ; en 1466, il fut de la suite de la marquise de Montferrat allant en Italie.

Il épousa Catherine de Viella, dame de Gerderest, fille de Mondinotte de Gerderest, femme de Raymond, baron de Viella (Gers), dont il eut Jean de Béarn, qui lui succéda. En secondes noces, il épousa Isabeau, dame de Gramont, fille et héritière de François de Gramont, dont il eut une fille, Éléonore de Béarn, mariée à Roger de Gramont, seigneur de Bidache, son cousin. (Voir *Comptes de Biscle*, p. 61, note I.)

II. Jean de Béarn, seigneur de Gerderest, fut décapité en 1488, pour avoir comploté contre la reine de Navarre.

Il eut pour femme Marguerite de Gramont, fille de François de Gramont, dont il eut : 1^o Bertrand de Béarn, qui suit : 2^o Roger : 3^o Catherine de Béarn.

Item per Mos. lo Senescal de Bearn	I se.
Item per Mos. de Santa Coloma	VI se.
Item per Mos. d'Abos	VI se.
Item per Mos. d'Avescat	VI se.
Item per lo senhor de Bastanees (1)	III se.
Item per Mos. de Sus (2)	VI se.
Per Yssoo	III se.
Item per Johan de Gardey (3)	XXV se.
Item per Johan d'Orins (4)	VI se.

femme de François de Béarn, seigneur de Miossens, fils de Pierre de Béarn, seigneur de Miossens, et de Christine de Condun.

III. Bertrand de Béarn, seigneur de Gerderest, épousa N. d'Andoins et eut deux fils, François, seigneur de Gerderest, et Bernard de Béarn, seigneur de Meillon. (P. Anselme, *Hist. géneal.*, t. III, p. 392, 393.)

Bertrand de Béarn avait obtenu, en 1490, mainlevée de la saisie des biens de Jean de Béarn, baron de Gerderest. La reine Catherine de Navarre avait écrit à ce sujet à ses bonnes gens de Mur, Castagnède et Antevielle. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1192, *Notaires de Labastide-Villefranche*.) En 1502, Bertrand de Béarn devint Sénéchal de Béarn, charge qu'avaient exercée son père et son grand-père. Il donne en cette qualité des lettres de sauvegarde aux habitants de Cosledaa contre Gaston de Foix, baron de Coarraze, qui les avait maltraités. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 2227.)

Gerderest, commune du canton de Lembeye, formait avec Monassut, Saint-Laurent et Audiracq, la cinquième grande baronnie de Béarn, qui relevait de la vicomté de Béarn. (P. Raymond, *Dict. topogr.*, p. 70.)

(1) *Bastanès*, commune du canton de Navarrenx. — Ramonet de Minvielle, seigneur de Bastanès, assiste en qualité de témoin, en 1489, au mariage d'Espagnolet d'Antin, seigneur d'Abos, et de Catherine d'Andaux. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1605.)

(2) Bernard, seigneur de Sus et Angous, prend en bail les revenus de la prévôté de Saint-Justin. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Navarrenx*, E 1606.) Il avait épousé, en 1473, Conderane, fille de Bergonh, seigneur de Sus, pres Navarrenx, alors qu'il n'était que seigneur de Sus près Bougarber. (*Ibidem*, E 1603.)

(3) Ce Jean de Gardey n'était pas Béarnais, mais natif du lieu de Faget, au comté de Pardiac. Le 10 novembre 1484, la reine Catherine, à la demande des États de Béarn, lui avait enlevé la charge de maître particulier de la Monnaie de Morlaas, parce qu'il était étranger au Béarn. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 326. Voir Appendice.)

(4) Jean d'Orins, député d'Oloron, était un officier des États, mais on ne peut voir d'après les documents quelles étaient au juste ses fonctions. En 1491, il est chargé avec le Sénéchal, le Syndic et Jean Coterer de répartir 1,000 écus destinés au rachat des lettres de marque, et reçoit six écus d'indemnité. (Voir plus haut, p. 83). Lorsque Jean Coterer est nommé trésorier de Béarn, il est dit qu'il lui sera fait remise du secan du pays, qui est entre les mains de Jean d'Orins d'Oloron (p. 89).

Item per M ^{te} Arnaud deu Castanh, secretari.	vi se.
Per Loys et Odet [de la Tor] (1).	vi se.
Per M ^{te} Thomas et Ramon Arnaud de Luns (2).	vi se.
Item per Johan d'Orins et M ^{te} J. Coterer (3).	vi se.
Item per Symonet de Pargarde et Bertran deu Per Auger (4)	vi se.
Item per lo domenger et Gaston de Fondera (5).	vi se.
Item per Bernard de Sobie et Johanet de la Sala (6).	vi se.
Item per l'abat d'Aramitz et Bernad de Casanova (7)	vi se.
Item Menauton deus Tisnees.	vi se.
Ramonet de Corthie.	vi se.
Ramonet de Montalet et Guilhem Ramon de Balagnet.	vi se.
Peroton Dubade et Johanet de Begloe, de Nay	vi se.
Johan de Lafrancoo, de Lembeye	ii se.
Johan de Vinhat, de Gant	ii se.
Item Johanet de Troy, de Lagor	iii se.
Johanet de Sancta Gratia [et] Per Arnaut du Vinet, de Salies	ii se.
Menauton deu Faur, de Teza	iii se.
M ^{te} Johan Coterer, thesaurer deu pays	vi se.
Los Sindies.	vi se.
Menauton deus Tisnet, per lo salari de instrumentz.	i se.
Some.	334 se. 9 s.

Et pagades las somes, y sobre tredze sentz sept sols detz diners.
Nota que Mos. de Miusens (8) no y fo contat et fo diit aure
8 sentz.

(1) Le nom manque dans le manuscrit, mais il est facile à compléter d'après les autres séances : ce sont les députés de Morlaàs.

(2) Députés d'Orthez.

(3) Députés d'Oloron.

(4) Sauveterre.

(5) Vallée d'Ossau.

(6) Vallée d'Aspe.

(7) Vallée de Barétous.

(8) Pierre de Béarn, seigneur de Miossens, voir plus haut, p. 8, note 1.

XXXV.

DENIERS LEVÉS POUR LES CHARGES DU PAYS ET AJOUTÉS AUX
IMPOSITIONS PAYABLES A LA TOUSSAINT 1493.

SOMMAIRE : 1. Augmentation de la taille en octobre 1493. — 2. Entretien des garnisons. — 3. Voyage en France de Ramon de Médeville. — 4. Indemnités au Syndic Castagnède. — 5. Répartition : 8 sous 8 deniers et demi. — 6. Paiement des garnisons pour un mois. — 7. Députation en Navarre.

Memorie.

[Fol. 15 v^o.] Cum a la Marteror mil III^c navante tres avengos lhebarr III^m VII^c LXXXI scutz x sols, aixi que aqui es contengut (1), et montabe sept sols detz dinees per foec; empero en octobre mil III^c navante et tres, ladite talhe fo crescude et oltre los cars dessus scriutz y fon ajustades las somes seguentes :

2. Primo per los capitaynes et gens ordenatz a goardar (2), y fon pausatx tres cens XLII scutz. III^c XLII sc.

3. Item per Ramon de Medeville (3), per lo viadge de France. CLXXV sc. v s.

4. Item fo ordenat que fossen ballhatz au Sindic Castanhede per las lettres, proces et coentes (4) deu guit et limites. xxxvi sc.

Some ab la some precedente de ladite Marteror. 5,329 sc. 15 s.

5. Avien per foec oeyt sols VIII diees et miey, que fen : v^m III^c XXI scutz XIII sols VIII diees.

Et aixi supplira lo thesaurer deu pays oeyt scutz i sol III dinees.

[Fol. 16.] *Memorie de autres carcxs.*

6. Fo concludit a Pau que las goardes (5) seren provedides per ung mees au carc deu pays, et auren cent quatorze scutz. cxiiii sc.

(1) Voir la séance du 3 octobre 1491, p. 87.

(2) Voir le détail des comptes pour l'entretien des garnisons du Béarn, p. 51.

(3) Noble Ramonet de Médeville, jurat et marchand d'Oloron, marie son fils Michel à Gratianne, abbesse laïque de Camblong, en 1494. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1600.) Médeville avait été en France à la place du Syndic Castagnède, voir la note reproduite plus haut, p. 89.

(4) *Coente* ou *coenhte*, occupation, affaire, besoin.

(5) Il s'agit non des gardes, officiers municipaux, mais des garnisons.

7. Et per autres carexs deus deputatz et per la anade de Navarre (1), la some contengude en rolle.

XXXVI.

SÉANCE DES ÉTATS A PAU, SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'ÉVÊQUE DE CONSERANS ET DE L'ABBÉ DE LÉZAT, LIEUTENANTS DU ROI ET DE LA REINE DE NAVARRE. — Juin 1494.

SOMMAIRE: 1. Ouverture et remonstration. — 2. Nomination de députés pour délibérer sur le fait des monnaies. — 3. Entretien des garnisons. — 4. Donation de 20,000 florins pour rembourser un emprunt fait à Pierre Morin, général des finances, et de 4.400 écus à la Reine, pour la Toussaint 1495.

1. [Fol. 16 v^o.] En la assemblade de tres Statz ajustatz en lo present loc de Pau, en lo present mees de jun mil quotate cens navante quotate, ond presidin los reverends pays en Diu, Mos. l'avesque de Coserans (2) et Mos. l'abat de Lezat (3), commis per los serenissimis rey et regine de Navarre, senhors de Bearn, — et feyte la ubertura de las causes per lor, de part deusditz senhors remonstrades, es stat concludit et autreyat aixi que se sec.

2. So es, empres la reparation de greuyes, toquant la conclusion prenedora sus las monedas, et cum losditz senhors o losditz com-

(1) Ces députés devaient représenter sans doute les États de Béarn au couronnement de Jean et de Catherine, célébré à Pampelune.

(2) Jean d'Aule ou de la Salle, évêque de Conserans. Voir plus haut, p. 7, note 4. Voici quelques détails complémentaires sur cet évêque : il naquit à Buzy, canton d'Arudy, vers 1445, et son père se nommait Guichard. Il fut l'un des Béarnais envoyés au collège de Foix, que venait de fonder à Toulouse le cardinal Pierre de Foix le Vieux. C'est là qu'il connut Pierre de Foix le jeune, qu'il accompagna plus tard en Italie. Rentré en France, il fut nommé en 1475, c'est-à-dire à l'âge de trente ans, évêque de Conserans, dont le siège est Saint-Lizier. En 1488, il fut envoyé par Madeleine de France au roi Charles VIII, en qualité d'ambassadeur. A la mort du cardinal de Foix, en 1490, Jean de la Salle fut nommé chancelier dans les pays de Foix et de Béarn, et la reine Catherine l'annoblit. En 1515, il fut transféré à l'évêché de Lescaur et paraît avoir vécu jusqu'en 1525; on conserve son tombeau dans l'église de Buzy. — Voir Menjoulet, *Chronique d'Oloron*, t. II, p. 20, 21, 22, 23 et 25.

(3) Jean de Pardaillan, abbé de Lézat, conseiller de Jean et de Catherine de Navarre; il avait été exécuteur testamentaire de Madeleine, princesse de Viane. (Archives des Basses-Pyrénées, E 545.) Voir plus haut, p. 89, n^o 7.

mis ayen declarat y voler provedir a honor et ben de la cause publica, et per aquero, cum la cause sie de gran subtilitat, aye deliverat y provedir, agut l'aviis deu pays de Bearn, es stat concludit que losditz senhors commis se troberan en lo present loc de Pau, lo oeytal jorn deu mees de julhet prosmar benent (1), per y donar conclusion, et que per ne valhar conselh et aviis, per nom de tot lo pays, es estat concludit que se troberan audit loc, Mos. lo vicari de Lescar (2), Mos. de Minsens, Mos. de Domi, Mos. d'Arros, Mos. lo Seneschal, Mos. d'Abos, Mos. de Sus, Mos. de Meritenh, Mos. de Senta Coloma, Mos. d'Avescat, et Mos. de Gera (3), et aixi los dus statz los y cometou. Et au regart deu ters stat, es stat concludit que cascu bore, bal et bile auran consulte enter lor et audit jorn tremeteran a ladite congregation dus homis deus plus sufficiens de chascun loc et ben instruitz en ladite cause, per ne rasonar et valhar lors advis. Et fo concludit que dabant oppinar en ladite cause, tant losditz senhors dessus nomentatz, quoad losditz homis aixi tremetutz jureran solempnementz en man densditz senhors commis per losditz serenissimis senhors, que en ladite cause a lor poder conseilheran a la honor deu senhor et ben de ladite cause publica, que per interes privat, ni per dol, frau ni engan, ne opponeran, sino la pure vertat, segont Diu et conscience. Et parellement per losditz senhors commis es stat diit que a ladite congregation y vendran gens experts de las viles de Foixs, Begorre, Marssan et Gavardan, et agude mature deliveration et consulte, y sera appunctat et concludit per lo honor deusditz senhors, ben de la cause publica, et tranquillitat et repaus deu poble; et losditz borex, vals et viles et gens de Marssan s'i troveran sens aver autre lien; et entendus que las monedes auran cors aixi que aven davant lo *criit* (4) darrerement feyt.

(1) Voir plus loin la séance du 8 au 21 juillet 1494. Reg. C 680, fol. 17.

(2) Jean d'Arros, chanoine de Lescar, vicaire de Pierre, cardinal de Foix. Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 18 et 19.

(3) *Gère*, commune du canton de Laruns, vallée d'Ossau. Il y avait une abbaye laïque, vassale de la vicomté de Béarn. — Arnaud-Guilhem, seigneur de Gère, est cité, en 1489, comme témoin de la révolte d'Arnautquet d'Espalungue contre l'autorité de la reine Catherine. (Arch. des Basses-Pyr., *Not. de Gan*, E 1261.)

(4) *Criit*, criée, a ici le sens de publication du cours de la monnaie. Voir le tableau du *criit* ou du cours de la monnaie. Reg. C 680, fol. xi, p. 14.

3. Item et au regard de las gardes de las villes, lasdites gens an concludit que tot jorn y entendran, aixi que aperthien far a bons et leyaux subyeetz.

4. [Fol. 17.] Item toquant las remonstrations feytes de las necessitatz occorentes, et enter autres causes de la obligation en que losditz senhors et autres son obligatz vers Pierre Morin (1), es stat diit que lasdites gens no poden subvenir per lo present a las dites necessitatz. Empero per entendre au relheu de ladite obligation et de tant que poyre tocar a las gens deus pays de Bearn, Marssan et Gavardan, lasdites gens an autreyat ausditz senhors la some de vint mile florins (2) paguedors a la Totz Sanctz prosmar benent; et ne seran autreyades comissions ab las qualitatz, reservations et conditions qui an diit, et plus amplement sera contengut de lasdites lettres. Et aixi que lo pays valhera munitades, ond sera contengut lo que avendra per foez et qui lhevera lasdites somes; lo que se concludira en la congregation ajustade al VIII^{al} de julhet fasedore. Et parellament, oltre la some susdite, an autreyat a Madame III^{te} mile florins pagadors a la Marteror qui se comptera mil III^e xcv.

XXXVII.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A L'ESCAR, SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'ABBÉ DE LÉZAT, LIEUTENANT DU ROI ET DE LA REINE DE NAVARRE, POUR LE COURS ET LA FABRICATION DES MONNAIES. — Juillet 1494.

SOMMAIRE: 1. Remonstration. — 2. Les États décident que l'on battra trois à quatre mille baquettes, à 18 grains l'une, valant le quart d'un denier morlan. — 3. On pourvoira la Monnaie de Morlâas de bons officiers. — 4. Cours et mise de l'or. — 5. Levée des 10,000 écus d'or pour l'obligation de Pierre Morin. Les receveurs seront nommés par les États et verseront les fonds entre les mains du Sénéchal. — 6. Les États réclament le châtiment des officiers coupables d'avoir commis des fraudes à la Monnaie. — 7. Que les bénéfices ecclésiastiques soient conférés à des gens du pays. — 8. Levée de 7,600 écus pour la donation de juin 1494. — 9. 1321 écus 13 sous 6 deniers pour les charges du pays. — 10. Réparti-

(1) Pierre Morin, général des finances. Voir plus loin dans le Registre C 680, fol. 17 v^o, p. 99.

(2) Ces 10,000 écus semblent avoir été empruntés par les États pour le règlement de l'affaire du guit.

tion : 14 sous 7 deniers 1½ par feu. — 11. Rôle des dépenses de la session de juillet à Lescar. — 12. Garnison de Lembeye. — 13, 14, 17, 20. Gages des Syndics, trésorier et secrétaires. — 15, 16. Remboursement d'emprunts. — 18, 19. Affaire du guitt devant le Parlement de Bordeaux. — 21. Tailluquets à des députés du tiers état. — 22. Subvention aux habitants de Barétons. — 23, 25. Indemnités à des particuliers. — 24. Reliure des cahiers des Statuts et Établissements. — 26. Au juge Casarrer pour l'affaire de la Monnaie de Morlaàs. — 27. Voyages du trésorier. — 28, 29. Donations à l'abbé de Lézat et au vicaire de Lescar. — 30. Tailluquets. — 31. Délibération sur une dette de 67 écus 6 sols 4 deniers à des marchands d'Oloron.

[F^o 17 v^o.] Audide la remonstration feyte per Mos, l'abat de Lézat, conseilher et comis de part los serenissimes Rey et Regine, senhors de Bearn, etc., toquant lo cors et mises de las monedes batudes et forme de bater, aus deputatz per los tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan (1), en lo present loc et ciutat de Lescar congregatz, losditz deputatz per lor oppinion et advis, en remercian ausditz senhors de sso que es stat lor bon plaser los demandar adviis, disen per lor adviis cum se secq (2):

2. So es que, considerat l'ensay feyt de las baquetes batudes den temps de Menanton de la Mota (3) es stat maeste particulier de la Monede, se son trobades febles, car son a dodze grâas de ffi o plus baxs, es adviis que losditz Senhors ne facen bater de autes naveres qui sien a detze oeyt grâas et ayen bone talhe et sien ben monedades, et sien differentes de las autes et ben conexibes (4), lasquoaus aixi batudes ayen cors las quoaate per ung Morlaa (5) o ardit; et que s'en y bati tres o quoaate mil marches tot incontinent, et que no s'y bati per lo present aute monede, sino que fos lo cas podos star concordat agosse cors en los pays circumvesins. Et au

(1) Voir les noms des députés du premier et du second état, p. 95 et 96. Le Tiers état était représenté par deux députés de chaque communauté importante.

(2) Voir au sujet de cette délibération et aux mesures prises par les États de Béarn à la fin du xv^e siècle, le paragraphe consacré aux monnaies dans *Les États de Béarn*, p. 347 à 351, et plus haut, p. 13, 15, 19, 21, 22 et 23, notes 1 et 3.

(3) Menanton de la Motte avait été déjà maître particulier de la monnaie; Jean et Catherine, sur les plaintes des États, avaient, en 1492, révoqué Martin de la Doue, maître particulier à Morlaàs, et avaient donné sa charge à Menanton de la Motte, dont l'administration n'avait pas été, comme on le voit, à l'abri de tout reproche. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 326.)

(4) *Conexibe*, reconnaissable. Ce mot n'est pas signalé dans le *Dictionnaire Béarnais* de M. Lespy.

(5) Les États nous donnent la vraie valeur de la baquette, le quart d'un denier Morlan ou ardit, qui était le sixième du son Morlan.

regard de las autes baquetes, cum dit es, entro assi batudes, que aqueres, empres que las noveras seran batudes et dispergudes, seran metudes a bilhon o a cors, segont lor valor et aixi que sera lo bon voler deusditz Senhors, ab lor aviis de lor noble Conselh et de gens expertes.

3. Item que tant en far bater, cum diit es, a ladite Monede, suppliquen placie provedir de tals officiers en aquere, que sien a honor, et tals gens que sien solvables et no cometten fraus, ni fassen tal deshonor ni dampnadge, cum an feyt los presens (1). Et au regard deus Morlâas, Quoaderns (2) et autes monedes, es aviis ausditz deputatz que deben aver cors per arditz et coaderns, aixi que es acostumat. Empero lo tot ac remetent au bon voler et plaser deusditz Senhors, cum a dessus en lo precedent article es stat diit.

4. Item toquant lo cors et mize de l'aur, cum aquet deye star regulat segont la valor et cors de las monedes, et l'un deye correspondre a l'aute, losditz deputatz no y saberent donar... adviis, sino que sie correspondent a lasdites monedes, aben regard au cors et valor de aqueres; empero lo tot ac remetent au bon plaser deus Senhors, cum dessus (3).

5. Item cum darrerament en los Statz tengutz a Pau (4), sien estatz autreyatz a Madame dus mili escutz et oltre dequetz, detz mili escutz, comptan detze oeyt sols per caseun scut, ausditz Senhors, per losditz detz mili scutz employer a la solution de la obligation en que augnus de Bearn, Marsan et Gavardan son obligatz vers Pierre Mourin, es stat concludit que aquetz sien tallhatz et lhebatz a la feste de Marteror prosmar venent; et que a lhebbar seran *cometutz per recebedors gens fideles per losditz deputatz nomen-tatz*, losquous recebedors, davant prener la recepte, se obligueran

(1) Sur les fraudes commises à la monnaie de Morlâas, voir plus haut, p. 23, note 1, et les comptes des États (C 680, fol. 2 v^o, p. 53, n^o 5) qui votent, en 1489, 40 écus pour le procès relatif à la monnaie et qui, en 1494, donnent à Ramon de Casarrer, juge-mage de Bigorre, 6 écus pour les frais de l'enquête qu'il a faite à Morlâas (fol. 19, p. 103).

(2) Sur la valeur du *quoadern*, voir plus haut, p. 20, note 2, et 25, note 7.

(3) Jean et Catherine publièrent en effet, le 19 août 1494, une ordonnance réformant le cours et le taux de certaines monnaies frappées à Morlâas. Voir plus haut, p. 22, pièce XI.

(4) Reg. C 680, fol. 17. Voir plus haut, p. 96, n^o 4.

en forma degude de valhar los diners de la recepte en man deu Seneschal de Bearn, lo quoyal lo fara prener et y aperara lo thesaurer de las gens dendit pays, aixi que enter lor sera acordat. Et goardara ladite some, et en fassen solution de aquere audit Pierres Mourin, que aye quictance plenarie de tote la obligation deus detz mili escutz d'or, tant que toeque a las gens deusditz pays de Bearn, Marsan et Gavardan, en maneyria que no pusque estar a plus abant executatz, nonobstant ladite obligation sie l'un per l'autre, etc.

6. Item considerat que los officiers de la Monede agen cometut plusors dampnadges et fraus dendit temps en sa (1), qui redonda en gran deshonor deusditz senhors et destruction deu paubre poble, et a present sien prees et juus la man de la justicie, losditz deputatz suppliquen que, tant que de lor que autres lors compliceis et en aqeste cause demerentz (2), sie feyt proces au degut et punition et castiguiri (3), en maneyre que a lor sie pene et aus autres exemple, et que lors bees tot incontinent sien prees a la man de la justicie, et empres de aquetz et de lors fermances (4) ne sie feyte reparation ausditz senhors, et au ben de la cause publique, et lo tot segont la exhigencie deu cas, munstran justicie a son degut. Et suppliquan tres humilment a Madame (5) et ausditz serenissimes Rey et Regine, ayan la present resposte per acceptable et tenir losditz pays en lor bone gracie et special recommandation.

7. Item cum d'autres begades, en autres Statz, sie stade remosttrade la grande desolation et dampnadge qui occorren per las promossions qui se fen en cort de Rome de las dignitatz et autres beneficeis ecclesiastieix deusditz pays a gentz estrangeras, a cause de que losditz Senhors ny la cause publique non pode[n] aber servici, abans treyen fore lo pays tot lo qui poden aber deusditz beneficeis ; et que peyor es, ung gentil home ny autre home de ben no pot

(1) Voir *Les États de Béarn*, p. 348-350.

(2) *Demerentz*, coupables, ayant mal agi. Voir Lespy, *Dict. béarnais*, t. II, p. 382 : « *Perde la vite per son demerit* ».

(3) *Castiguiri*, châtement. *Ibidem*, t. I. p. 161.

(4) *Fermance*, caution, garantie.

(5) Madeleine de France, princesse de Viane.

star beneficiat, obstan las provisions de cort de Rome, per las-
 quoads plusors ne son veexatz. Et cum a present Mos. Johan
 d'Arros, canonge de Lascar (1), sie stat provedit de l'archidiaconat
 de Batbielle (2) en ladite glisie, totes betz anguns lo menassau
 de lo veexar et treger enta Rome, et cum sie filh de Baron (3),
 et autrement dotat de plusors virtutz; per so suppliquen que
 placie advisar et provedir que sie obviat ab tot exfors a lasdites et
 semblantes veexations et que losditz Senhors en ne scriben au pape
 et autrement ab maa forte, si besonh es, sie provedit que lasdites
 dignitatz et autres beneficis demoren a gens utiles et deu pays,
 tant per lo offici divinal, quoadt per lo servici deusditz Senhors et
 ben de la cause publique et autrement, aixi que es estat remons-
 trat a Moss. l'abat de Lesat, supplicasse ausditz Senhors et per
 special a present en favor deudit d'Arros.

Actum a Lascar, lo XXI de julh l'an mil III^c navante quoadt.

8. [Fol. 18 v^o.] Lo pays de Bearn talhe a present per partide
 de la donation de dodze mil scutz, autreyade, cum diit es, a Pau
 en lo mes de jun 1494 prosmar passat, la some de sieys cens
 scutz, que es la part deu pays de Bearn, exeptat que dus mil scutz
 y resten a talhar de aquests XII^m scutz, car aquetz II^m scutz se
 deben malhebar deus dinees de l'avescat de Lascar, per so per
 recepte. VII^m VI^c sc.

9. Plus per los carexs et necessitatz deu pays, aixi que son dejus
 per rollo mil tres cens et vint et ung scutz tredze sols VI diners . .
 M III^c XXI sc. XIII s. VI d.

Some tot. VIII^m IX^c XXI sc. XIII s. VI d.

10. Per rason de que, son ordenatz lhebar per cascun focc a
 quatorze sols VII diners et miey: et sallira la some de VIII^m nau
 cens trente sept scutz et nau sols . . . VIII^m IX^c XXXVII sc. IX s.

(1) Il était vicaire général du diocèse de Lascar, Reg. C 680, fol. 19., p. 103.

(2) L'archidiaconé de Batbielle, dépendant du diocèse de Lascar, avait pour circonscription celle des cantons actuels de Nay et de Clarac.

(3) Jean d'Arros était fils de Roger, baron d'Arros.

En marge : A Marteror 1494 : 14 s. 7 d. 1/2 per foec.

Aixi y sobre per lo pays per autes necessitatx qui poyren occor-
rer quinze scutz tredze sols vi diners. . . . XV se. XIII s. VI d.

11. *Lo Rotlo feyt a Lescar lo XX de julk mil III^c XCIII^{le}.*

12. Primo per pagar cent scutz malhebatz per refforsar la garde
de Lembeye cent scutz. C se.

13. Item per los gadges deus Sindics Castanheda et Ferrano (1)
. LXXXVIII se.

14. Item per Andrivet de Manes vint et sineq scutz (2). XXV se.

15. Item per pagar so qui es stat malhebat de Johan de Laborde
de Nay, dus cens sixante scutz. CCLX se.

16. Item per pagar a Bernard de Sobies (3) so que a malhebat
deus Aspees per las besonhes deu guiit, vint et quotate scutz XV sols
vi diners. XXIII se. XV s. VI d.

17. Item per los gadges de M^{te} Johan Coterer, per dus ans pas-
satz, sinequante scutz L se.

18. Item per continuer la prosecte deu guiit a Borden en Parle-
ment L se.

19. Item per Menauton deu Faur de Teze vint et cincq scutz. .
. XXV se.

20. Item per Maeste Simon et Maeste Arnaud, secretaris, cade
tres scutz. VI se.

21. Item per Johan d'Orins (4), Bernard deu Borges (5), lo
domenger de Lobier (6), Per Arnaud de Castet, Menaud deu Vinhet,
de Saubaterre, per lor vengude aux Statz, dodze scutz XII se. IX s.

(1) Pierre Ferrand succède, en 1494, à Andrivet de Manes, comme Syndic de Béarn; il devient, en 1495, juge de Béarn. Voir *Les États de Béarn*, p. 287.

(2) Andrivet de Manes cesse d'être Syndic à cette époque, mais, comme il continue à toucher des gages des États, on peut supposer, bien que les documents ne lui donnent pas ce titre, que, comme les autres Syndics, il devint, à sa sortie de charge, conseiller de Béarn.

(3) C'est un des députés de la vallée d'Aspe.

(4) Député d'Oloron. Voir plus haut, p. 92, note 4, et p. 93.

(5) Député d'Orthez.

(6) Gaillard de Casaus, domenger de Louvie-Juzon, conclut, en 1484, une convention avec Jean, seigneur de Serres-Castet, au sujet des Landes du Pont-Long. (Arch. des Basses-Pyrénées. *Not. de Pau*, E 1972.)

22. [Fol. 19.] Item per subvention aus Baretous (1), trente sineq scutz. XXXV sc..
23. Item Arnaut deu Casso de Gant, per reparation de sso que los de Nay et autes minyan et begon de sons bees, oeyt scutz. VIII sc.
24. Item per far religar los cisterns (2) originals deus articles, statutz et apunctamentz deus Statz (3), tres scutz. III sc.
25. Item per so que a demandat Ramonet de Corthie de Nay toquant la cedule deu fill de Cerisole, trente scutz. XXX sc.
26. Item per Mos. lo judge Casarrer (4), qui es anat a Morlâas per los de la Monede, vi scutz. VI sc.
27. Item per la reparation deus rebatz de viadges deu thesaurer deu pays, qui demandabe xxxv scutz, aura la mieytat que es xvii scutz ix sols. xvii sc. ix s.
28. Item per Mos. de Lezat, lo fon autreyatz sinequoante scutz. L sc.
29. Item per Mos. lo vicari de Lescar, d'Arros. xxx sc.

30. TAILLUQUETS.

- Mos. lo Seneschal. LX sc.
- Moss^{ors} de Miusens xxx sc.

(1) Sans doute pour le procès avec les habitants de la Soule. Voir plus haut, p. 78, n° 7.

(2) *Cistern* ou *sistern*, cahier composé probablement de six feuilles. Lespy, *Dict. Béarnais*, t. I, p. 175.

(3) Voir *Les États de Béarn*, p. xii, n. 1 et l'Introduction.

(4) Ramon de Casarrer, juge mage de Bigorre, est un des exécuteurs testamentaires de la reine Catherine de Navarre en 1504. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 551.) En 1503, 1504, 1505, il préside les États de Béarn, comme conseiller de Navarre, assistant l'infant D. Jaime et la princesse Quiterie. (Reg. C 680, fol. 46, 48, 51.) C'est lui qui est chargé par les États, en 1498 et 1500, de poursuivre l'affaire du guitt devant le Parlement de Bordeaux. (*Ibidem*, fol. 33 v° et 41 v°.) En 1509, il est chargé par le roi de Navarre avec le juge de Béarn, Pierre Ferrand, de protester auprès de Louis XII, roi de France, contre la décision du Parlement de Toulouse, et les deux conseillers portent le procès en cour de Rome. (Arch. des Basses-Pyrénées, E. 329.) Ramon de Casarrer était de Nay, où il exerçait la charge de notaire, en 1506-1507, avec Sansot de Lavie et Jean de Lamayson. Il avait acheté les seigneuries de Mirepeix et de Florence; en 1506, il marie sa fille Jeannette à Jean de La Marque, bourgeois de Morlâas. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Not. de Nay*, E 1716.)

Moss ^{ors} de Domii	XXX sc.
— d'Arros	XXX sc.
— d'Abos.	XX sc.
— Sus (1)	XX sc.
— Santa Coloma.	XX sc.
— Meritenh (2)	XX sc.
— d'Avescat	XX sc.
— audit d'Avescat.	XII sc.
— Gera (3).	XX sc.
— Parenties (4)	X sc.
— Abidos (5)	XX sc.
— Morlàas	XII sc.
— Ortes	XII sc.
— Oloron.	XII sc.
— Saubaterre.	XII sc.
— Ossau	XII sc.
— Aspa.	XII sc.
— Baretoos.	XII sc.
— Lembeye	XII sc.
— Monenh.	XII sc.
— Nay	XII sc.
— Navarrenxs	XII sc.
— Gant.	XII sc.
— Garos (6).	VI sc.
— Pontac.	VI sc.
M ^{te} P. Farran	VI sc.
Castanheda	VI sc.
Manes	VI sc.

(1) Bernard, seigneur de Sus, près Bourgarber, avait épousé, en 1473, Con-déranc, fille de Bergonh, seigneur de Sus, près Navarrenx. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1603.) — *Sus*, commune du canton de Navarrenx.

(2) Tristan, seigneur de Méritein. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1413.)

(3) Arnaud-Guilhem, seigneur de Gère. Voir plus haut, p. 96, note 2.

(4) *Parenties*, village, commune de Guinarthe, canton de Sauveterre. Il y avait une abbaye laïque vassale de la vicomté de Béarn.

(5) Bernard d'Abidos, capitaine de Pau. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1261.)

(6) Garos, commune du canton d'Arzacq, chef-lieu de bailliage et du pays de Soubestre.

Odet de La Tor (1) et lodit Manes.	II sc.
Bernard deu Borgees	II sc. XII s.
M ^{te} Johan Coterer, thesaurer.	VI sc.

596 sc. 12 s.

31. *Délibération sur une dette de 67 écus 6 sols 4 deniers à des marchands d'Oloron.*

[Fol. 19 v^o.] Toquant une supplication balhade per Arnaud Ramon de Geyres, Bertranet de Carsusan, Johanicot de Poey, alias Capblanc, et Johanolet de Vergers, marchans d'Oloron, qui domandaben sixante sept scutz sept sols III^{te} diners, a lor degutz, aixi que es contengut en lor supplication; et audit M^{te} Johan Coterer, thesaurer deu pays, et d'outes, es stat concludit que per lo present no se poden meter sus losditz scutz, jassie los sien degutz et aixi retengutz. Empero se attireran aus prumers Statz, et ladite some los sera collocade et au pee de lor supplication los ne sie feyt appuntament. Actum a Lescar lo xxx de julh 1494.

XXXVIII.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A LESCAR, LE 12 FÉVRIER 1495, SOUS LA PRÉSIDENTICE DU ROI ET DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : Vote de 1,000 arbalétriers et piquiers envoyés en Navarre pour un mois, à 2 écus par mois, qui devront être levés dans les communautés selon le nombre des feux et avec l'avis des jurats et prudhommes.

Estatz a Lescar en fevrier l'an mil III^c XCIII^{te}.

[Fol. 21 v^o.] Audide la remonstration de part los serenissimis rey et regine de Navarre, senhors de Bearn, etc., feyte en la ciutat de Lescar a las gens deus tres Statz de Bearn, Marsan et Gavar-dan, lasdites gens remercièn tres humilment de las orinses de ladite remonstration, et disen que au bon voler et desir de los servir (2), et lor es aviis que mil balestees et piquees deyen anar

(1) Jurat de Morlâas.

(2) Jean et Catherine avaient été couronnés en janvier 1494, à Pampelune, qui leur avait ouvert ses portes, malgré l'opposition de Louis de Beaumont, comte

et anen en Navarre, per entendre au servici de lors magestatz; et que losditz balestees sien proveditz per ung mees a dus scutz, comptan XVIII sols per seut, per lodit mees. Et losditz Senhors donen recapte de llebar tals scutz de augune part. Et lasdites gens pagueran aquetz entro las festes de Totz Sans et Nadau prosmar venentz, et aixi se obligueran, si besonh es, en forme pertenente. Et si servit lodit mees, auran besonh servici de ung aute mees deusditz mil homes, disen que losditz mil homes entenden audit servici per aquet aute mees, et sien proveditz cum en lo prumer tant solament. Et lorsditz provision se obligueran et pagueran cum au prumer mees, et so dessus forniran ab tant que losditz balestees sien prees deu present pays et anen audit servici, et que tals homes sien causitz en cascun loc, segont lo nombre de focexs de aquetz, a los nomentar et elegir los juratz o prohoms de tal loc o vile, et se elegesquen a l'aviis dequetz, et que losditz Senhors provediran aus capitaynes et condusidors de taus homis, sens cargue deusditz pays. Suppliquen placie aver losditz pays per recomandatx et los tenir per defensatz en aqueste present, per so que no poden plus avant autrement per ares subvenir, obstans las grandes charges et sterelitatx a present occorentes et qui au occorrut en losditz pays l'aneye passade.

Actum a Lescar lo XII de fevrier l'an mil III^e XCHIII^{te}.

de Lérin, connétable de Navarre: celui-ci s'était retiré dans son comté et se préparait à continuer la lutte contre la faction Gramontaine, qui soutenait la maison d'Albret. Le 10 septembre 1494, il s'était emparé de l'église de San Pedro de Viana et il possédait les châteaux de Tiebas et de Sanguessa, qui furent assiégés par les troupes royales. Le vicomte de Lautrec fut chargé par Jean d'Albret de combattre le comte de Lérin, et il réunit son armée à Caparros. Le roi et la reine de Castille interposèrent leur médiation entre le roi de Navarre et Louis de Beaumont, qui était beau-frère de Ferdinand le Catholique; une trêve de vingt jours fut conclue le 23 novembre, mais on ne put conclure une paix définitive. Jean d'Albret et Catherine continuèrent la lutte, et le comte de Lérin fut obligé de quitter le royaume pour se réfugier en Castille. Voir Yanguas y Miranda, *Historia compendiada de Navarra*, p. 361, 362, et les curieuses lettres des jurats de Tudela, extraites des archives de cette ville, ainsi que les instructions de Ferdinand et d'Isabelle à Luis Aguirre, leur envoyé auprès d'Alain d'Albret, publiées dans le *Diccionario de Antigüedades*, t. III, p. 220 à 227, art. *Reyes*.

XXXIX.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A LESCAR, SOUS LA PRÉSIDENCE DE JEAN DE LA SALLE, JUGE DE BÉARN. — 1^{er} avril 1495.

SOMMAIRE : 1. Ouverture. — 2. Mémoire et instruction données par le roi à Jean de la Salle. — 3. Louis de Beaumont continue la guerre et s'est emparé de Viane et de la ville et palais royal d'Olite. — 4. Obligation de lever des troupes et d'entretenir des garnisons dans les villes. — 5. Ambassades aux souverains de Castille et accord conclu avec eux. — 6. Restitution de la ville d'Olite et des dommages causés par le comte de Beaumont. — 7. Envoi en Castille de l'infante Madeleine. — 8. Réformes de l'Hôtel du Roi et de la Reine. — 9. Demande de donations et de l'entretien des gens d'armes envoyés en Navarre.

1. [Fol. 22.] Tres Estatiz mandatz au pruner jorn d'abriu l'an mil m^{cc} xcv a Lescar ont presidi Mos. lo doctor de la Sala (1) et presenta une lettre missorie et une comission (2) et parellament certaines instructions, la tenor de lasquoals es cum se seqq :

I.

2. *Memorie et instruction per los serenissimis rey et regine de Navarre, senhors de Bearn, a Moss. Johan de la Salle, doctor, lor conselher et judge de Bearn, balhade sus las causes que se aura a diser et remonstrar aus tres Estatiz tant de Bearn, Marsan et Gavardan, cum autres de Begorre* (3).

3. Primo cum davant de ares (4) losditz Senhors los an advertitz

(1) Jean de la Salle, docteur ès lois, juge de Béarn, conseiller de la reine de Navarre, semble avoir occupé cette dernière fonction pendant de longues années. Il était, dès 1485, conseiller de Madeleine, princesse de Viane, et recevait en cette qualité une plainte de Bernard de Casavant de Huesca, sur un vol de bétail commis par un habitant de Borce. (Archives des Basses-Pyrénées, *Notaires de Pau*, E 1972.) En 1518, il est encore conseiller de Navarre et chargé par Alain d'Albret, tuteur du roi Henri II, de s'occuper de l'organisation de la justice en Béarn. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 331.) Il ne faut pas confondre ce Jean de la Salle, avec Jean de la Salle, évêque de Conserans, de 1475 à 1515 (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1714, E 1979), qui paraît avoir été évêque de Lescar en 1518-1519, et chancelier de Foix et de Béarn. (*Ibidem*, E 331.)

(2) La commission et les lettres patentes pour Jean de la Salle n'ont pas été conservées dans le Livre des Syndics, mais elle devait être de la même teneur que les documents du même genre, qui se trouvent plus loin. Voir Reg. C 680, fol. 24 v^o.

(3) Il ne faudrait pas conclure de là que les États de Bigorre aient été réunis pour délibérer en cette circonstance avec les États de Béarn. Jean de la Salle devait sans doute se rendre en Bigorre après l'assemblée de Lescar.

(4) Séance du 12 février 1495. Reg. C 680, fol. 21 v^o, p. 105.

de las tribulacions et discordes qui Dont Louis de Beaumont (1) ha suscidades en aquest lo regne despuys lor coronation, continuan tot jorn sas maubades interpreses et dampnatz conceptes contre lor Majestat et regne, tant en la prese de la ville de Viane (2) de comensament, et per apres continuan en autres villes encorrudes, pilheries et amurtiment de gens, et darrerament en la prese et trayson feyte de lor ville et palays real d'Olyt (3).

4. Item cum per obviar a lasdites maubades enterpreses et intelligences, qui lodit de Beaumont abe ab Castilhanos et autes, es stat de necessitat far metter sus totz lors bons subgecxs deu regne (4), et se tenir suus los champs en armes, et parellament far metter grandes garnisons en las places, villes et fortelesses, que es estat ung grand carg au Reaume.

5. Item cum, vistes lasdites grandes cargues et fole deu regne, veden que los reys de Castilhe (5) y donaben loc o au menhs dissimulaben, losditz Senhors an agut a trametter grandes et plusors embaxades devers los reys de Castilhe, aixi ben ab grand carg, et

(1) Les comtes de Beaumont descendaient de Louis, infant de Navarre, comte de Beaumont et duc de Durazzo, troisième fils de Philippe d'Évreux et de Jeanne de Navarre, qui avait épousé Jeanne, fille du roi de Sicile, et mourut en 1376. Son fils Carlos de Beaumont, né en 1361, fut nommé, en 1379, alferrez de Navarre et, en 1391, rícohombre par lettres du roi Charles III. Il mourut en 1432 ou 1433. Son fils Luis, premier comte de Lérin et connétable de Navarre, avait épousé, en 1425, Jeanne de Navarre, fille naturelle du roi Charles III. Lors de la lutte de Jean II contre don Carlos, prince de Viane, le comte de Lérin resta fidèle au Roi, tandis que son fils Louis était gouverneur de Pampelune pour le prince et s'intitulait lieutenant et capitaine général de Navarre. Le père, en 1461, suivit aussi le parti du prince de Viane, et le roi Jean d'Aragon confisqua ses biens. Il mourut à Madrid, en 1464. Don Louis de Beaumont, second comte de Lérin, connétable de Navarre, fils du premier, est celui dont il s'agit ici : il mourut en 1508. Voir Yanguas, *Diccionario de Antigüedades*, t. I, p. 114-123, art. *Beaumont*.

(2) Voir plus haut, p. 105, note 2. — *Viana*, part. jud. d'Estella en Navarre.

(3) *Olite*, part. jud. de Tafalla en Navarre, avec les ruines grandioses de l'ancien *Palacio real* des rois de Navarre. — Louis de Beaumont s'était réfugié auprès de Ferdinand le Catholique, et avait mis sous sa protection le comté de Lérin et les terres qu'il possédait en Navarre, qui furent occupées par des garnisons Castillanes. C'est avec des troupes du roi de Castille qu'il avait réussi à s'emparer de la ville et du palais royal d'Olite.

(4) Voir les convocations aux habitants de Tudela, dans le *Diccionario de Antigüedades*, t. III, p. 220-221.

(5) Sur la politique de Ferdinand et d'Isabelle, voir Yanguas, *Historia compendiosa*, p. 361 et suiv., et *Diccionario de Antigüedades*, t. III, *ibidem*.

finalment, tant per solayar et comportar los deu regne de tantz carxs a lor incomportables, cum aixi ben per supportar losditz de Bearn, Marsan, Gavardan et Begorre deu nombre de companhons qui los aben autreyat per los venir servir part dessa (1), au prees et accordatz certans capitulatz et appunctamentz ab losditz reys de Castille, de la tenor et forme deus quoaus lodit doctor qui los ha be[n] los poyra informar (2).

6. Item que jassie losditz artigles enter autres causes portin que lodit de Beumont reintegrera ladite ville d'Olyt ausditz Senhors, et reparera et satisfara totz los dampnadges qui a donatz. Et au cas no a volosse far, que losdits reys de Castille doneran tot exfors et soccors, per lo assetiment et autrement, far tenir et complir losditz capitulatz; empero car poyre esser que lodit de Beumont fare aucune difficultat o prenere dilation en far ladite reintegration, fallh de tote necessitat far tenir gens suus, per obviar a sons maubatz conceptes, si res vole attemptar, et si ben provedir las places de gens et de vivres, so que parellament sera en grand careq.

7. Item cum aixi ben, segont losditz appunctemens, fallh tra-metter la infante, dona Magdalene (3) devers losditz senhors reys de Castille, es ben necessari aver ben acompanhade, et damori la ben provedide, ont parellament aura grande charge.

8. Item cum plusors begades las gens deusditz ayen supplicat a lor Magestat que volossen refformar lor mayson en nombre rasonable, et prenen gens de estat et de lors subgecx et pays, so qui presentement an deliverat de fiar et deya y an entenuit; empero fallh de tote necessitat, avans que aquero se pusque metter a execution, recompensar plusors personadges (4) qui an per longtemps servit tant a Madame, qui Diu perdoni, que a lor Magestat, qui no son estatz recompensatz, per que aixi ben falhira une grande some.

9. Et per so exortera et preguera de part deusditz senhors Rey

(1) Reg. C. 680, fol. 21. v°. Les États avaient voté l'envoi de mille piquiers et arbalétriers. Voir plus haut, p. 105.

(2) Les articles et conventions ne sont connus que par le traité conclu entre Ferdinand et le roi de Navarre, en 1496. Voir Yanguas, *ouv. cité*, t. III, p. 227.

(3) Madeleine, fille aînée de Jean et de Catherine, mourut en bas âge.

(4) Madeleine de France, princesse de Viane, était morte en février 1494.

et Regine ausditz Estatz que bulhen attener a las causes susdites, et per provedir donar ordi ad aqueres aixi que es ben besonh, bulhen autreyar et subvenir ausditz senhors Rey et Regine de la some qui aben ordenade per lo nombre deus companhons qui aben autreyatz per venir en Navarra (1), et oltre dequero augune some a plus avant, vists los multiplicatz carexs occorens, car losditz Senhors dessi en avant haben pacification en aquest regne, loquoal speren et tenen l'ordi et rancq qui an metut en lor mayson, poyran comportar dessi en avant lors subgectz, autrement que no an feyt entro au present, aixi que an bon desir et deliverat far.

Expedides a Pampalone lo XXIII jorns de mars l'an mil III^e navante quoate (v. s.) 1495 (n. s.).

JOHAN. CATHALINE.
B. DE LA VINHE.

II.

ARTICLES REMIS PAR LES ÉTATS DE BÉARN A JEAN DE LA SALLE, JUGE DE BÉARN, POUR LES TRANSMETTRE AU ROI ET A LA REINE DE NAVARRE. — Avril 1495.

SOMMAIRE : 1. Ouverture. Réponse des États. — 2. Donation de 4.000 écus payables par fouage entre la Toussaint et Noël. — 3. Vote de 500 écus pour permettre d'emprunter cette somme sans faire d'anticipation. — 4. Compliments de condoléance au Roi et à la Reine. — 5. Plainte contre les évêques de Béarn qui ne résident pas dans leurs diocèses. — 6. Réclamation au sujet des dettes que les souverains ont dans le pays. — 7. Que le lieutenant chargé de présider les États ait pouvoir de réparer les griefs. — 8. Répartition des fonds votés : 3,600 écus pour le Béarn. — 9. Dette de 2,000 écus au Sénéchal. — 10. Rabais des feux. — 11. Gages des receveurs. — 12. Intérêt de l'emprunt. — 13. Salaire des gens d'armes réunis à Monein. — 14, 15. Gages des Syndics et du conseiller Manes. — 16. Répartition à 10 sous et maille par feu. — 17. Commission à Pedro de Toulouse pour aller en Aragon.

1. [Fol. 22 v^o.] Et empres que es stade feyte la ubertura, et considerades las causes de la remonstracion per losditz Statz, es

(1) Reg. C 680, fol 21 v^o. « *Et si, servit lodit mees, aurau besonh serrici de a unq aute mees deusditz mil homes, disen que losditz mil homes entenden audir a serrici per aquet aute mees, et sien provedit cum en lo primer tant sola neut.* » Voir plus haut, p. 106.

stade feyte resposte de boca et puyz ballhade per scriut aixi que se seq (1).

Feyte la remonstration a la assemblade deus tres Statz de Bearn, Marsan et Gavardan, et cercades las lettres, comission et instruction per lo egregi Mos. Johan de la Sala, doctor, comis a presidir per los serenissimis Rey et Regine, senhors de Bearn, etc., las gens deus tres Statz balhen per lor resposte cum se seq :

2. So es que cum darrerament et en los darrers Statz (2), agossen autreyat subvenir au careq de mil homes per ung mees, a dus scutz per home, et si aven plus, demorar per ung autre mees cum per lo prumer, ab certanes qualitatx en l'autrey lasbetz feyt contengudes, et sie aixi que losditz homes no sien anatz; et losditz Senhors agen feyt remonstrar plusors carexs, qui los occorren en lor reaume, lasdites gens an concludit et autreyat que losditz Senhors auran III^{m} scutz, condan XVIII sols per scut, paguedors per foegadge, aixi que es acostumat, enter Marteror et Nadau prosmar venent; et que sie provedit que lors comissions per lheber tals dincees sien feytes segont la forma acostumade et en los Statutz es feyte mention.

3. Et cum entendus losditz Senhors agen a besonhar de ladite some, es stat autreyat que, vistes lors sterelitatx occorentes et que no es possible poder lheber en lodit pays; empero affin que losditz Senhors la pusquen entretant trobar, et que losditz pays no agen a ffar anticipation ny se obligar, losditz Senhors auran, oltre losditz III^{m} mili scutz, so es sineq ceus scutz per supportar los interes; et an pregat audit Mos. lo doctor bulhe supplicar a la Magestat deusditz Senhors ladite oblation los sie plasente et acceptable.

4. Plus remostrera de part deusditz Statz lo grant desplaser qui au de las perplexitatx et turbations que losditz Senhors passent en lodit regne, en los remercian de sso que es stat lor bon plaser las y far communicar.

5. Plus los remonstrera que losditz pays sufferten plusors

(1) Il arrivait quelquefois, quand le lieutenant chargé de présider les États n'avait pas le pouvoir de réparer les griefs, que les députés remettaient leurs doléances au lieutenant en le priant de les transmettre au souverain. Le fait se reproduisit à Orthez, en novembre 1505. Reg. C 680. fol. 51.

(2) Voir plus haut, p. 105 et suiv.

interests, et tant en los Statz que autrement, per las absencies deus abesques de Lascar (1), Oloron (2), Ayre (3) et autres prelatz, qui an care per lors dignitatz de y interesser; et oltre plus per la absencie de lors Magestatz et aixi medixs deusditz avesques; a cause de que l'aur et l'argent es treyt deudit pays et talemment que es une pietat. Per so losditz Statz suppliquen que plassie ad asso avisar et provedir et que losditz avesques et prelatz ayen a ffar lors residences en losditz pays ont prenen lors rendes.

6. Item que parellament los plaicie aver memoria deus deutes qui se deben dar a las gens deusditz pays et voler intender a los satisfacer, aixi que tot jorn est stat profferit.

7. Item que si ere lo cas que autes Statz se agossen a tenir en absencie de lors Magestatz, que lo president age facultat de reparar los greuyes (4) et que las letres de las congregacions sien ballhades a ung casenn, aixi que per lors predecessors ere acostumat.

Et los suppliquera que tot jorn bulhen aver losditz pays en special recomendation.

Actum a Lascar lo vi jorn d'abril l'an mil III^e LXXX sineq.

III.

COMPTE DES DÉPENSES DES FONDS VOTÉS POUR LES CHARGES DU PAYS, LE 6 AVRIL 1495.

8. [Fol. 23 v^o.] Monte la donation feyte au Rey et Regine, lo vi d'abril mil III^e xc sineq, extremat lo v^{al} diner aus pays de

(1) En 1495, l'évêque de Lascar était Boniface, fils de Francesco Peruzzi de Florence, citoyen d'Avignon, et d'Hélène Bicheria. Nous avons un autographe de lui dans l'avis des prélats, barons et gentius de Béarn à la reine de Navarre, le 3 novembre 1496, au sujet de son différend avec le vicomte de Narbonne. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 545, publié dans *Les États de Béarn*, Pièces justificatives, n^o XIX, p. 435.) Boniface semble avoir été le coadjuteur de Pierre de Foix, cardinal, qui était mort en 1490. (*Gallia Christiana*, t. I, col 1297.)

(2) L'évêque d'Oloron était Jean de Pardailan, depuis 1491. Il semble avoir eu aussi un coadjuteur nommé Cosme Paci, Italien. (*Gallia Christiana*, t. I, col. 1276.)

(3) L'évêque d'Aire était depuis 1487 Pierre de Foix, qui eut à cette même époque, de Sixte IV, le chapeau de cardinal avec le titre de SS. Cosme et Damien. (*Gallia Christiana*, t. I, col. 1163-1165.)

(4) Voir à ce sujet *Les États de Béarn*, p. 257 et suiv.

Marsan et Gavardan aperthien, car tot ere quate mil sineq cens seutz, et aixi ne toque au pays de Bearn tres mil sieys cens seutz.

..... III^m VI^c sc.

9. Item lo qui es degut au Seneschal dus mil III^c seutz.

..... II^m III^c sc.

Lo item deus dus mil quate cens seutz son per pagar, primo a Mos^r lo Seneschal dus mil seutz (1) II^m sc.

Item per lo careq deus rebag deus focexs, per lheber los x^m precedentz dessus pausatz, LXXIII seutz IX sols VI dinees.

..... LXXIII sc. IX s. VI d.

11. Per lo care deus gadges deus recebedors a lheber ladite some, sinequoante sieys seutz IIII sols VI dinees. LVI sc. IIII s. VI d.

12. Per lo plaser feyt deu prest o malheute dus cens seutz. . .

..... II^c sc.

13. Item fo repartides a las gens ajustades a Monenh (2), lo xxx de decembre mil III^c xc, et se obligen etc., fo departitz per lors despenses, septante seutz quate sols. LXX sc. IIII s.

14 Item per los gadges deus sindiexs Ferrano et Castanhede . .

..... LXXXVIII sc. XVI s.

15. Item per Andrivet, de l'an present xxv seutz et deu passat XIX seutz VIII sols, monte. XLIII sc. VIII s.

Some. VI^m CXXXIII sc. VIII s.

16. Per rason de que son ordenatz tallar per cascum foc detz sols mealha, que montera sieys mili cent trente sieys seutz x sols; et restera per lo pays tres seutz IIII sols IIII dinees paguedors, cum dit es, enter Marteror et Nadau.

17. *Note du Syndic* : « Jo donat care a Pedro de Thoulouse de anar en Aragon per la Porte de Campfranc. . . . » (3).

(1) Les deux paragraphes qui suivent sont ajoutés en note à la marge, avec renvoi.

(2) Il s'agit probablement des gens d'armes envoyés en Navarre, qui avaient été réunis à Monein.

(3) Voir les documents relatifs à cette mission de Pedro de Barranx, Reg. C 680, fol. 1 v^o, plus haut, p. 32.

XL.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A ORTHEZ, LE 26 JUIN 1495.

SOMMAIRE : 1. Donation de 9,000 écus. — 2. Donation de 1,000 écus au vicomte de Lautrec. — 3. Le Béarn paiera 8,000 écus en deux termes. — 4. A l'Assomption 1496, 4,000 écus. — 5, 6. Gages des Syndics et de Manes, conseiller. — 7. Répartition : 6 sous 9 deniers par feu. — 8. Deuxième terme : au carême entrant 1497, 4,000 écus, répartis à 6 sous 7 deniers par feu.

1. [Fol. 24.] Lo xxvi de jun l'an mil iii^e navante sineq, a Ortes, fon autreyatz a la Regine, senhora de Bearn, per las gens deus tres Statz deus pays de Bearn, Marsan et Gavardan, nau mili scutz, comptan detz oeyt sols per casenn seut, paguedors la mieytat a la feste de Nostre Done d'Agost, qui se comptera l'an mil iii^e navante sieys, et l'autre mieytat a Quoaresme intrant empres ladite feste sequent.

2. Plus, fon autreyatz a Mos^r de Lautrec mil scutz, comptan cum dessus, paguedors aus medixs termis.

3. Et lo pays de Marsan et Gavardan pagueran lo sinequal diner, et aixi abienen au pays de Bearn oeyt mili scutz, so es quocate mili per lodit prumer pagament, et autres quocate mili scutz per lo darrer.

4. Abieyra a ladite feste de Nostre Done d'Agost mil quocate cens navante sieys losditz quocate mili scutz.

5. Plus, per lodit termi, per los gadges de M^{te} P. Ferran et M^{te} Johan de Castanhede, sindixs, oeytante oeyt scutz sedze sols.

6. Item, per Andrivet de Manes, vint et sineq scutz.

Some: quocate mili cent tredze scutz sedze sols.
 III^m cxiii sc. xvi s.

7. Et aixi abieyra a ladite Nostre Done d'Agost sieys sols nau dincees per casenn focc, et y sobrera, pagade la some et los gadges deusditz sindixs, unze scutz dus sols. XI sc. ii s.

8. Au Quoaresme intrant qui se comptera l'an mil iii^e navante sieys, se pagueran los quocate mili scutz restans, autreyatz lodit xxvi de jun. Et ab aquetz no se lhebera ante cause. Et avieyra

per foec sieys sols sept diees; et y sobrera per lo pays vint et tres
seutz dus sols oeyt dines XXIII se. II s. VIII d.

[*En marge*]: Nota que aquests dus termis son ajustatz et rasonatz dejus aus Statz
tengutz a Pau en juli 1496.

XLI.

CHARTES REQUISES PAR LES GENS DU TIERS ÉTAT ET LES DÉPUTÉS
DE LA VALLÉE D'ASPE, POUR CONSTATER QUE DEUX DÉCISIONS
PRISES PAR LES ÉTATS SONT CONTRAIRES AUX VŒUX EXPRIMÉS PAR
EUX ET A L'INTÉRÊT DES COMMUNAUTÉS QU'ILS REPRÉSENTENT. —
26 juin 1495.

I.

Notum sit que congregades las gens deus Ters estat en lo reffector
deus Frays predicadors a Ortes, et parellement estans aqui presens
et ajustatz los nobles en Pierre de Bearn, senhor de Miusens,
Anthoni Frances, senhor de Domi, Spanholet, senhor d'Abos,
Bernad, senhor de Sancta Colome, per voler far la particion de
de las somes precedentes (1); et davant proceder a plus avant,
cum alguns remonstrassen augunes necessitatz et carexs, volen
que se ajustassen a las donations et talhes precedentes, aqui
medixs Anger de la Marcha, de Morlàas, jurat, dixo per luy et
per las gens deu Ters stat (2) que no consentibe aucune some se
ajustasse per donar a degun, etc., de que requeri carte.

Actum a Ortes lo xxvii de jun mil m^{re} xc sineq. Testimonis
fon de sso M^{te} Johan de Serramedan, de Coarrase, et Perarnaud de
Cuyens, d'Oloron.

II.

Notum que puyz los gens deus Statz no volen supplir per far la
prosecte de abater la Porte de Campfranc (3), Pedro Bartaixs de

(1) Les 9,000 écus votés le 26 juin 1495. Voir plus haut, p. 114. Cf. *Les États de Béarn*, p. 284.

(2) Morlàas avait la présidence du Tiers état, c'est en cette qualité que le député Anger de Lamarque prend la parole dans la commission.

(3) Voir à ce sujet, Reg. C 680, fol. vi, 1^{re}, p. 10 à 13, 30, etc.

Borsa proteste que no los de la montanha d'Aspa apuncteran per lor, etc., et proteste de totz despens.

Actum ut supra. Testimonis Goalhard Claverie et Johau d'Arnaudat.

III.

TAILLEQUETS.

[Fol. 24 v ^o .] Mos ^r de Gerserest (1)	XII sc.
Mos. d'Arros.	VI sc.
Mos. de Gayrossa (2).	VI sc.
Lo senhor d'Abos.	V sc.
Lo senhor de Santa Coloma	V sc.
Lo senhor de Ssus.	V sc.
Lo senhor d'Aveseat.	V sc.
Yban de Bordeu, per Morlâas.	II sc.
Steben de Sent Martii.	} III sc.
Manes, per Ortes (3).	
Medevilla (4)	} III sc.
J. Coterer (5).	
Ramonet de Corthie, per Nay.	III sc.
Peyroton d'Abadie (6).	} III sc.
Franson	
Bernard de Saut.	} III sc.
Johan de Casanava.	
Johanet de Francoo (7)	II sc.
Menaut deu Faur, per Tesa.	II sc.
Lo thesaurer deu pays.	I sc.

(1) Bertrand de Béarn, baron de Gerderest. Voir plus haut, p. 91, note 1.

(2) Auger, baron de Gayrosse, voir plus haut, p. 52.

(3) Andrivet de Manes, ancien syndic, conseiller du pays. Voir p. 9, note 3.

(4) Ramonet de Médeville, ancien syndic, voir plus haut, p. 94, note 3.

(5) Jean Coterer, d'Oloron, trésorier de Béarn. Voir p. 8, note 3.

(6) Peyroton d'Abadie, jurat de Navarrenx, plus tard trésorier de Béarn. Voir plus loin.

(7) Johan de La Francoo, député de Lembeye. (Reg. C 680, fol. 15, p. 93.)

XLII.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS A PAU, PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1496,
SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'ÉVÊQUE DE CONSERANS ET DU BARON
DE COARRAZE.

SOMMAIRE: 1. Ouverture. — 2. Commission pour tenir les États, adressée à l'évêque de Conserans et au baron de Coarraze. — 3. Instructions pour la tenue des États. — 4. Les souverains s'excusent de ne pouvoir venir aux États parce qu'ils sont retenus par les États de Navarre. — 5. Négociations avec le vicomte de Narbonne pour le mariage de Gaston de Foix avec une princesse de Navarre et mission du vicomte de Lautrec. — 6. Envoi du seigneur d'Estissac par le roi de France; projet de voyage à la cour de France. Demande d'anticipation et de donation. — 7. Bénéfices ecclésiastiques à des étrangers; ambassade de Navarre et de Béarn au pape. — 8. Lettre de créance pour les commissaires du roi et de la reine de Navarre. — 9. Donation de 5,500 écus pour le voyage de France, dont 4,400 pour le Béarn. — 10. Règlement de la succession de Jean Coterer, trésorier de Béarn. — 11. Gages du syndic Castagnède. — 12. Affaire du *guilt*. — 13. Bouteiller du baron de Coarraze. — 14. Recherches des dettes contractées par le souverain en Béarn. — 15. Répartition: à Toussaint 1497, sept sous 5 deniers 1½. — 16. Les commissaires transmettront l'offre des États en Navarre et rendront la réponse à Lescar — 17. Le 17 mai, le seigneur d'Abos et le syndic Ferrand reçoivent la réponse des souverains des mains de l'évêque de Conserans. — 18. Lettre missive du roi et de la reine de Navarre refusant la donation offerte par les États pour le voyage de France et leur demandant l'anticipation de la dernière donation.

1. [Fol. 24 v^o.] A Pau en lo mees d'april miii^e navante sieys et au xx^{al} deudit mees, fon mandatx los Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan de part deu Rey et Regine, senhors de Bearn. Et lo xxvi deudit mees, fens lo castet de Pau, fo feyte la uberture per Mos. l'avesque de Conserans et Mos. de Coarrasa (1), comis per losditz Senhors a presidir ausditz Estatz, et presentan lors lettres de comission et certanes instructions (2), lo tot sagerat in forma; la tenor de las quoaus es tal:

(1) Gaston de Foix, comte de Carmaing, baron de Coarraze, est surtout célèbre par le procès qu'il eut à soutenir, à la fin du xv^e siècle, contre le roi de Navarre, à la justice duquel il refusa de se soumettre. Le procès, qui ne fut pas intenté pour cause de rébellion et à cause du vicomte de Narbonne, comme le prétend Faget de Baure (*Essais sur le Béarn*, p. 371), puisque Gaston préside les États de Béarn comme lieutenant du Roi en 1496, a été publié avec une traduction par MM. Lespy et Raymond pour la société des Bibliophiles du Béarn, sous le titre *Un Baron Béarnais au XV^e siècle* (Pau, Ribaut, 1875, 2 vol. in-8°), auquel nous renvoyons. Cf. Arch. des Basses-Pyrénées, E 329.

(2) Pour les commissions du président des États, voir *Les États de Béarn*, p. 256, 257.

I.

2. COMMISSION POUR TENIR LES ÉTATS ADRESSÉE A L'ÉVÊQUE DE CONSERANS
ET AU BARON DE COARRAZE

Johan, etc... et Cataline etc... au reverend pay en Diu Mos. Johan de la Salle, avesque de Conserans, et Gaston de Foixs, senhor de Coarrase, nostres conselhers, salut. Cum nos ayam mandat assembler las gens deus tres Estatz de nostres pays de Bearn, Marsan et Gavardan en nostre loc de Pau, au xx^{al} jorn deu present mees d'abril, et a cause que nos en persones, aixi que desirabem, no podem bonement nos trobar en ladite assemblee, ayam ordenat que vos dus anaretz per presidir au nom de nos. Per so a vos comettem et mandam que ausditz jorn et loc vos trobetz au nom de nos et presidiatz en ladite assemblee, et remonstretz las causes dequere, aixi que per nos vos son estades dites et communicades et ballhades per instruction et memoria (1). Si pregam, exortam et mandam a las gens deusditz Estatz a ung cascadeu, aixi que apertien, que, en las causes per vos remoustradores de part nostre, ajustin fe et credence, cum faren a nos, et sus aqueres bulhen ben avisar per nostre honor et servici et y prener ab vos aquere bone conclusion qui es necessari; et nos parfeytament de lor confidam, car sus so a vos comettem nostres begades.

Dades en nostre ciutat de Pampalone, lo xv jorns de abriu l'an mil iii^c navante sieys.

JOHAN.

CATHALINA.

Per manlement deu Rey et de la Regine, senhors de Bearn.

P. LABETZ.

(1) C'est le document qui suit, fol. 25.

II.

INSTRUCTIONS POUR LA TENUE DES ÉTATS.

3. [Fol. 25.] *Memorie et instruction balhade per part deu Rey et de la Regine de Navarre, senhors de Bearn, a l'avesque de Coserans et au senhor de Coarrase, lors consellers, de sso qui auran a diser a las gens deus Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, per lor mundatz assembler a Pau, lo xx^{al} deu present mes d'abriu.*

4. I. Primo, apres de balhades las lettres de credensa, remonstran a las gens deusditz Estatz la grande affection qui losditz Senhors aben de anar en Bearn, per visitar lodit pays et en persones remonstrar las causes per que an mandat assembler losditz Estatz. Totesbetz per que los Estatz de Navarre unidement los an supplicat per ares no se volossen absentar deudit Reaume (1), vistes las concurrences et submotions de goerres de enter los reys de France et de Castilhe (2); et d'autre part, per que losditz Estatz de Navarre enquoeres no an feyt degune conclusion, los an donat palaure de demorar, deliveratz empero apres et lo plus tost anar part dela visitar et consolar lors subjeexs et pays. Et a l'entertant tremeten losditz de Conserans et de Coarrasa per far la remonstracion a present concurrente. Aus quoaus an donat expresse charge, comission et poder de reparar totz greuyes (3), si deguns s'en trobe esser estatz feytz per los officiers de la justicie ny autes contre for et justicie, et de reparar et retornar au prumer et degut estament lo tot, aixi que losditz Senhors faren si y eren en personnes, car entenen que los foos, privilegis, livertatz et stablimentz deu pays sien tengutz et servatz.

5. II. Per apres los remustreran cum augune uberture de appunctament es stade feyte sus lo different, pleyt et question,

(1) Les États de Navarre s'étaient assemblés à Pampelune à la fin du mois de mars 1496. Voir Yanguas y Miranda, *Diccionario*, t. III, p. 227.

(2) Il s'agit de l'expédition d'Italie entreprise par Charles VIII.

(3) Sur les pouvoirs conférés aux lieutenants du souverain et la faculté de réparer les griefs proposés dans les cahiers des États, voir *Les États de Béarn*, p. 255 à 257.

longtemps a mogut per Moss. de Narbone (1), mieyausan mari-
 dadge fasedor de la senhore princesse, lor filhe primogenite, ab lo
 fill deudit de Narbone (2); sus que lo Rey de France a enviât
 devers losditz Senhors lo capitayne Odet (3), per los pregar de sas
 partz volossen entener audit appunctament, car eg abe deliverat
 de se emplegar de tot son poder. Et parellament la regine de
 France (4) los ha scriut de son costat s'i vole emplegar. A que fo
 respondut audit capitayne trametoren auguns personadges devers
 lo Rey per responder au tot. Et per aixi far, au trametut Mos^r
 de Lautrec (5), lor cosin, ab expresse charge de diser et remonstrar
 de lor voler et saber la intention deu Rey, en quenhe forme entene
 losditz apunctamentz et maridadge se fessen, et que, sabude
 aquere, lodit de Lautrec los advertisse, avans de y prener degune
 conclusion, affin que sus lo tot prencossen aviis et conselh deusditz

(1) Les hostilités entre le vicomte de Narbonne et la reine de Navarre avaient cessé après le départ de Jean de Foix pour l'Italie, en 1494, et la mort de Marie d'Orléans, sa femme. Le différend avait été soumis d'abord au pape, puis au roi de France, qui, le 20 mars 1494, avait déclaré, à Lyon, prendre en main l'affaire. (Dom Vaissète, t. V, p. 90.) C'est à la suite de l'arbitrage promis que le roi de France se charge des négociations pour amener une entente entre les deux partis.

(2) Le roi de France proposait le mariage d'Anne, princesse de Navarre, avec Gaston de Foix, fils du vicomte de Narbonne, et plus tard duc de Nemours. Le Livre des Syndics ne parle pas de la délibération des États, mais nous la connaissons grâce à un précieux document conservé aux Archives des Basses-Pyrénées, E 545, qui n'est autre que l'avis présenté à la reine de Navarre par Boniface, évêque de Lescar, au nom des prélats, barons et gentius de Béarn, au sujet de ce mariage. Les États se déclarèrent favorables au projet et firent une donation de 4,000 livres de rente, assises sur les terres de Marsan, Gabardan, Capsieux, le Mas d'Aire, etc. (*Les États de Béarn*, p. 199 et *Pièces justificatives*, XIX, p. 435.) Sur les négociations entre Catherine de Navarre et Jean de Foix, comte d'Étampes, au sujet de ce mariage, voir Archives des Basses-Pyrénées, E 547. Le mariage de Gaston de Foix et d'Anne de Navarre ne fut conclu que le 24 avril 1499. (D. Vaissète, t. V, p. 91, *Preuves*, n° XXXVII, col. 72.)

(3) Odet d'Aydie, baron de Lescun, comte de Comminges.

(4) Anne de Bretagne, femme de Charles VIII, était alliée à la famille de Jean d'Albret; Alain d'Albret était fils de Catherine de Rohan et avait épousé en secondes noces Françoise de Bretagne; il avait même été question d'un mariage entre Anne de Bretagne et le fils du sire d'Albret. Cf. Archives des Basses-Pyrénées, E 87.

(5) Le vicomte de Lautrec s'était chargé des négociations avec le vicomte de Narbonne; il touche 1.000 écus de pension des États de Béarn tant que dure sa mission. Reg. C 680, fol. 5, 9^{vo}, etc. Voir plus haut, p. 63, 78.

Estatz et deus autres lors pays, terres et senhories, et segont aquet s'en conduisir et governar, viste la bone fidelitat et affection qui a totz jorns a mustrat en los servir et obedir, extant lo different ab lodit de Narbone et autrement.

6. III. Item los remonstreran cum losditz Senhors son estatz advertitz per lo senhor de Stissac (1), embaxedor qui darrerament de part lo Rey de France es vengut debers lor, ed desirabe fort se veder ab losditz Senhors. Et enqoeres, despuys que lodit de Stissac es partit, son estatz certificatz que lodit senhor deu trameter per comptament augun personadge devers lor per los sollicitar et pregar ladite viste se fasse ben breu. Et [fol. 25 v^o] que a l'entretent fessen lors preparatoris, ont es ben necessari de avisar per plusors respectes, tant sus ladite viste, si se a de ffar, et de la forme de quere, cum aixi ben per provedir aus grans curxs et despenses que se auran a ffar, attenut que auran esser accompanhatz de gran nombre de personadges, tant prelatz, barons et gentius homes, que autes personadges deudit pays et autes, aus quous auran a subvenir per se metter en reng. Et per so pregueran de par losditz Senhors ausditz Estatz, las causes susdites considerades, bulhen los servir et ajudar de tres causes: 1^o La prumera de far anticipar la donation darrerament feyte, que se lhebí et pagui tot incontinent (2). 2^o La segonte que vulhen far une bone subvention et donation per far lodit viadge. 3^o La terce que bulhen avisar deus personadges deu pays de cascun estat, per accompanhar losditz Senhors, de maneyre que lodit viadge se fasse a lor honor; car speren redondera en ben et utilitat, no tant solament deusditz Senhors, mas enqoeres de totz lors pays, terres et senhories; et continueran losditz Senhors aixi que an comensat de triballar que aucune bone pacification se fasse enter losditz senhors reys de France et de Castilhe, qui aixi ben sera cause de la pacification de la pluspart de tote la Christiantat.

7. IV. Et en oltre los remonstreran lo grand interest qui es

(1) Sans doute Bertrand d'Estissac, seigneur dudit lieu, qui devint sénéchal de Périgord en 1514. (*Chronique de Jean Tarde*, p. 216.)

(2) C'est la donation de 9,000 écus, faite par les États à l'assemblée d'Orthez, le 26 juin 1495. Voir plus haut, p. 114.

audit pays de Bearn, per que las dignitatz (1) se balhan a personadges estrangers, no extiman en res la preiminence et prerogative que los senhors de Bearn a totz temps an agut, que en aqueres se provedisse a lor nomination, et no tant solament en Bearn, mas en lo reyaume de Navarre et autres terres et senhories de la mayson. Et a present en los Estatz de Navarre es estat concludit de trameter embayxades devers nostre Sant Payre (2) et an supplicat que de Bearn y anassen alguns ensembs ab lor, vist que la cause toque aus totz. Et per aixi losditz de Conserans et de Coarrasa procureran ab losditz Estatz que sien nomentatz alguns personadges deudit pays incontinent, per anar ab losditz depputatx de Navarre per far las remonstrations necessaris a nostredit Sant Payre, au care deudit pays, aixi que fen losditz de Navarre; de maneyre que dessi en avant se provedesque a la nomination deusditz Senhors a lors naturels subgecxs et no ad autes estrangers, cum es stat feyt dequi assi, car aixi ben en ladite provision et dignitatz ha grandement del interes et prejudici de la magestat deusditz Senhors et grand dampnadge deu pays, aixi que ab ung cascun es notori.

Feyt en Pampalone lo xvi jorns d'abriu l'an mil III^e navante sieys.

JOHAN. CATHALINE.

De mandement den Rey et de la Regine, senhors de Bearn, etc.

PÉ LABETZ.

(1) Dès 1488, au sujet de la nomination de Robert d'Épinay à l'évêché de Nantes, les États avaient protesté contre la collation des bénéfices à des étrangers. Le Béarn était pays d'obédience et le pape avait la nomination des évêchés. En 1496, l'évêché de Lescar avait été donné à Boniface Paci, un Florentin. Les États font de nouvelles remonstrances et demandent que les évêques et abbés soient tenus de résider dans le pays. (Reg. C 680, fol. 23, p. 112.) Les *Privilèges et règlements du pays de Béarn*, p. 14, nous ont conservé une délibération par laquelle les États demandent à la Reine de faire des représentations au pape sur les abus de ces nominations étrangères et la Reine promet d'obliger le pape à ne nommer à l'évêché de Lescar qu'un personnage du pays. Ici on voit le roi et la reine de Navarre prendre l'initiative de la proposition. Cf. Faget de Baure, *Essais sur le Béarn*, p. 367, 368.

(2) Voir les articles II et III du serment prêté aux États de Navarre par Jean et Catherine, lors de leur couronnement, reproduits par Yanguas y Miranda, *Diccionario de Antiquedades*, t. I, p. 314.

III.

LETTRE DE CRÉANCE ENVOYÉE AUX ÉTATS DE BÉARN PAR LE ROI ET LA REINE DE NAVARRE, POUR LEURS COMMISSAIRES L'ÉVÊQUE DE CONSERANS ET LE BARON DE COARRAZE. — 15 avril 1496.

8. *Lettre missori deus Rey et Regine aus Estatz* (1).

[Fol. 26.] LO REY, LA REGINE.

Reverendz pays en Dieu, cars cosins, ben amatz nostres et bones gens. Nos avem mandatz assembler au xx^{al} jorn deu present mes en nostre loc de Pau, ont no nos es possible trobar en persones, aixi que desirabem, et so a cause de autes occupations qui nos occorren, mas tramettem, per presidir en nostre loc a ladite assemblee, l'avesque de Conserans et lo senhor de Coarrase, nostres consellers; ajusteratz los fe et credence, en so qui de part nos vos remustreran toquant ladite assemblee, et vos pregam et exortam que sus lo tot vulhatz ben avisar per nostre honor et servici, et y preuer aquere bone conclusion qui es necessari. Et nos perfeytament de vos autes confidam.

Dades en nostre ciutat de Pampalone lo xv jorn d'abriu.

JOHAN.

CATHALINE.

PÉ LABETZ.

A Reverendz pays en Dieu, cars cosins, ben amatz nostres et bones gens, las gens deus tres Estatz de nostre pays de Bearn, Marsan et Gavardan.

IV.

VOTE D'UNE DONATION DE CINQ MILLE CINQ CENTS ÉCUS ET RÉPARTITION DE CETTE SOMME. — 26 avril 1496.

9. En ladite congregation feyte a Pau per mandament deu Rey et Regine, senhors de Bearn, de tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, ont presidin Moss. l'avesque de Conserans et Mos. de Coarrase, et remonstrades las causes de lor comission, aixi que

(1) Voir au sujet des lettres de créance pour présider les États, *Les États de Béarn*, p. 254, 255.

ere contengut en memories, et toquant la subvention domandade per anar se veder ab lo Rey de France, las gens deus tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan an autreyat ladite anade et ab tant que anen, la some de cinq mili cinq cens scutz, paguedors a Totz Sans, qui se comptera l'an mil III^c navante sept; de laquoal some, extrematz mil cent scutz per lo cinqueal diner ausditz de Marsan et Gavardan contingentz, restera au pays de Bearn la some de quate mili quate cens scutz, per so se pausen aqetuz. III^m III^c sc.

10. Item es degut a M^{te} Guiraud Coterer, hereter de M^{te} Johan Coterer, son pay, thesaurer deu pays saurer (1), la some de sinequante sept scutz nau sols unze diees; per so lo seran pagatz et se pausen assi. LVII sc. IX s. XI d.

11. Item per los gades deu Sindic Castanheda, per aquet termi, la some de quarante quate scutz oeyt sols. XLIII sc. VIII s.

12. Item per proseguir lo guit (2), la some de trente scutz. XXX sc.

13. Item au bofiller de Mos. de Coarrasa, per las collations fornides aus tres Estatz. XXV sc.

14. Item per far lo resserre deus deutes (3) degutz per lo Senhor au pople, et tant per lo secretari cum per lo Sindic ad asso comis, et aixi medix per anar reportar losdites deutes en Navarre, si besonh sera; cum sie aixi que de la talhe et donation de Nostre Done d'Agost mil III^c navante sieys et de Quoaresme intraut immediadement seguent, sobre de sobertallhat trente quate scutz quate sols oeyt dincees; et parellament y age de tallhatz vint et sineq scutz qui eren ordenatz per Andrivet de Manes, Sindic sau-

(1) Jean Coterer, nommé Trésorier du pays en septembre 1492. Voir plus haut, Reg. C 680, fol. 9 et p. 8, note 3. La même somme est payée à Guiraud Coterer son héritier dans la séance de décembre 1496. Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 29 v°.

(2) Le procès avait été porté devant le parlement de Bordeaux. Reg. C 680, fol. 14 et 15 v°. Voir plus haut, p. 66, 103.

(3) Les États avaient à plusieurs reprises, dans leurs cahiers, et notamment dans les séances de 1472 (art. x et xiv des cahiers), de 1490 et de 1493 (Reg. C 679, fol. 556 v°), réclamé le paiement de ces dettes, dont quelques-unes remontaient à l'époque de Gaston, prince de Viane, et au règne de François Phoebus.

rer (1), es estat concludit que aquestes somes, que monten sinequoante nau seutz mil^{te} sols oeyt diees, se lleberan per lodit Sindie Castanhede, et ne paguera a [fol. 26 v^o] Bordelet de Bordeu d'Orthes unze seutz. Et lo resserre expausera, tant en lodit resserre cum viadge et autes causes, et ne tieyra et balhe[ra] compte au loc de Thesaurer (2).

15. Abieyra per focc a ladite Tutz Sans, que se comptera l'an mil mil^{te} navante sept, la some de quoaate mil v^o lvi seutz xvii sols xi diees et toquera per focc sept sols sineq diees et miey; et y sobrera quinze sols nau diees.

16. Et feyte la precedent oblation losditz senhors comissaris dixon que edz tremetoren aquere en Navarre ausditz senhors Rey et Regine, senhors susditz, et agut lor voler, lo tot comuniqueren ausditz Estatz; et fon deputatz per reccher la resposte a Lescar, Mos^r d'Abos (3) et lo Sindie et asso a dielus que se comptera lo xvi jorn den present mees de may, an que dessus.

17. Et lo xvii jorn dendid mees, en la ciutat de Lescar, se troba Mos^r l'avesque de Conserans, et per lo pays se troba Mos^r d'Abos et M^{re} P. de Ferran, syndie, car l'aute fo impedit et no y pudo estar (4). Aus quoaus lodit Mos. l'avesque balha la resposte qui los senhors Rey et Regine fasen aux Estatz, aixi que ere conten-
gnt en une lor lettre missorie, qui balha aus susditz; la tenor de la quoaal se seq.

(1) Andrivet de Manes, aneien syndie, conseiller du pays, était donc mort depuis la dernière assemblée d'Orthez, en juin 1495. Il avait fait son testament en 1495. (P. Raymond, *Notices sur l'Intendance en Béarn et sur les États de cette province*, Paris, 1865, 1 vol. in-4^o.)

(2) Le Trésorier de Béarn qui succéda à Jean Coterer ne fut élu que dans la session de décembre 1496; ce fut Peyroton d'Abbadie, jurat de Navarrenx. (Reg. C 680, fol. 29 v^o.)

(3) Espagnolet d'Antin, seigneur d'Abos.

(4) Jean de Castagnède, syndie.

V.

LETTRE MISSIVE ADRESSÉE AUX ÉTATS DE BÉARN PAR LE ROI ET LA REINE DE NAVARRE, REFUSANT LA DONATION OFFERTE PAR LES ÉTATS POUR SUBVENIR AUX FRAIS D'UN VOYAGE A LA COUR DE FRANCE ET LEUR DEMANDANT DE FAIRE ANTICIPER LA LEVÉE DE LA DONATION DERNIÈREMENT OCTROYÉE PAR EUX. — Pampelune, 14 mai 1496 (1).

18. [Fol. 26 v^o.] *A reverends pays en Diu, cars cosins, ben amatz nostres et bones gens, las gens deus tres Statz de nostre pays de Bearn, Marsan et Gavardan,*

LO REY, LA REGINE, SENHORS DE BEARN.

Reverendz pays en Diu, cars cosins, ben amatz nostres et bones gens, — Nos havem sabut per las lettres qui l'avesque de Cose-rans et lo senhor de Coarrase, qui eren per nos depputzat a presidir en los Statz dequere nostre senhorie et terre de Bearn, Marsan et Gavardan, la conclusion qui abetz prese en losditz Statz, so es la donation qui avetz feyte de onze mili florins per lo viadge de France, paguedors a la feste de Totz Sans prosmar venent en ung an. Et jassie que s'iam ben advertitz las plusors necessitatz qui a present occorren en losditz pays, totesbetz per que es cert que nostredit biadge de France, loquoal speram sera ung grant ben et utilitat deu ben comun, portera beucop de charge, nos semble que la some qui avetz autreyade, per esser pagade audit termi, no nos poyre portar degun proffieyt per lodit viadge. Et nos platz que per lo present no s'i fasse degun autrey ni donation, car quant aixi sera que nos ayam a ffar lodit viadge, nos passeram, Diu ajudant, en aquet nostre pays (2), et vos communiqueram de nostres affers et viadge susdit, et lasbetz appuncteram ab vos autes de ladite anade et gens deu pays qui nos auran a acompanhar, et de ladite [fol. 27] donation et ajude per portar las charges et despenses

(1) Cf. *Les États de Béarn*, p. 259, 260.

(2) Les souverains ne devaient pas venir en Béarn faire cette demande, mais dès le mois de juillet, ils chargeaient le baron de Coarraze de renouveler aux États une demande de subvention pour le voyage de France, et les États votaient une donation de 9,000 écus, plus 1,000 écus pour l'ambassade du vieomte de Lautrec. Voir plus loin, Reg. C 680 fol. 28 et 28 v^o.

dendit viadge. Et a l'entretant vos pregam ben affectuosament bulhatz far l'anticipation de la donation, a nos darrerament autreyade en nostre ville d'Ortes (1), que se pague et lhebi incontinent, per que puseam donar bon ordi et entretenir lo reng, policie et estat qui avem metut en nostre mayson, que es ung grand descare, ben et utilitat de totes nostres terres et senhories ; mas en so vos repregam no vulhatz falhir en tant que desiratz lo ben et utilitat de nos et de nostre mayson, aixi que plus amplement de part nos vos diseran losditz avesque de Coserans et senhor de Coarrase, aus quoaus avem seriut de nostre intention.

Dade en nostre ciutat de Pampalone lo XIII jorn de may l'an navante sieys.

JOHAN.

CATHALINE.

P. DE LABETZ.

XLIII.

SESSION DES ÉTATS A PAU, EN JUILLET 1496, SOUS LA PRÉSIDENTE
DU BARON DE COARRAZE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture. — 2. Lettre de créance de Jean et Catherine de Navarre, pour le baron de Coarraze. — 3. Commission pour tenir les États. — 4. Mémoire et instructions donnés au baron de Coarraze. — 5. Le lieutenant rappellera les demandes précédemment faites aux États en avril 1496 ; — 6. les négociations avec le vicomte de Narbonne et la mission du vicomte de Lautree ; — 7. le désir des souverains d'avoir une entrevue avec le roi de France. — 8. Une entrevue a été arrêtée entre les rois de France et de Castille pour la fin d'août : les souverains veulent en profiter. — 9. Pour empêcher que la vicomté de Gavardan ne reste hypothéquée au comte de Candale, ils doivent lui payer 12,000 francs. — 10. Il demandera, comme à la dernière session, l'anticipation de la donation faite à Orthez et une somme nécessaire au voyage en France. — 11. Il parlera de la réponse faite par les États et le vote de 11,000 florins. — 12. Il rappellera aussi le refus des souverains d'accepter cette donation. — 13. Le roi et la reine de Navarre n'ont pu contracter d'emprunt pour une aussi grosse somme. — 14. Il demandera donc l'anticipation de la donation faite à Orthez et des 11,000 florins promis au mois d'avril, qui devront être levés au 15 août. — 15. Les États décident que les 10,000 écus votés, en juin 1495, et qui devaient se lever à l'Assomption et à Carême entrant 1497, se lèveront à l'Assomption et à Notre-Dame-de-Septembre, à raison de 6 sous 9 deniers par feu pour chaque levée. — 16. Pierre Morin, général des finances, sera remboursé des 60 écus que les gens de Béarn lui doivent encore. — 17. Pour lever cette somme et subvenir à d'autres charges, les États

(1) La donation faite à Orthez, le 26 juin 1495, avait été de 9,000 écus, plus 1,000 écus au vicomte de Lautree. Voir plus haut, p. 120, note 5.

votent en sus la levée d'un denier et demi par feu et ont avec les restes des donations 135 écus 9 sous 8 deniers pour les charges du pays. — 18. Dépense de cette somme par le Syndic Castagnède. — 19. Onze écus à Berdolet de Borden d'Orthez pour son procès avec les officiers royaux. — 20. Procès sur le péage du pont de Montgaillard. — 21. Commissaires de la Corde de Morlaàs. — 22. Livre des Statuts et dépenses du Syndic. — 23. Remboursement à Pierre Morin. — 24. Le reste sera employé à la recherche des dettes. — 25. Répartition : à l'Assomption et à Notre-Dame-de-Septembre, on paiera 13 sous 5 deniers et médaille par feu, montant à 8,224 écus 19 sous 8 deniers, dont 8,000 seront versés au général des finances : le reste servira à payer les gages des Syndics. — 26. Compte et mémoire particuliers du Syndic Castagnède.

I. [Fol. 27 v^o.] A Pau, per mandement deus serenissimis Rey et Regine, au xvi de julh mil m^o xcvi, fon mandatz los Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, ont presidi Mos^r de Coarrase, et dielus xviii d'endit mees, fens lo castet de Pau, fe sa oberture, et prumerament presenta une lettre missori deusditz Senhors, adresades ausditz Estatz, et fo legide, la tenor de laquoal se seq :

I.

2. LETTRE DE CRÉANCE ADRESSÉE PAR JEAN ET CATHERINE AUX ÉTATS POUR LEUR RECOMMANDER GASTON DE FOIX, BARON DE COARRAZE, PRÉSIDENT DES ÉTATS — Pampelune, 10 juillet 1496.

II.

3. COMMISSION POUR TENIR LES ÉTATS, DONNÉE PAR LE ROI ET LA REINE DE NAVARRE A GASTON DE FOIX, BARON DE COARRAZE. — Même date (1).

III.

INSTRUCTIONS DONNÉES AU BARON DE COARRAZE.

4. *Memorie et instruction per los serenissimis Rey et Regine de Navarre, senhors de Bearn, tramesse a Mos^r de Coarrasa, que de part losditz Senhors aura a diser et remostrar a las gens deus tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, mandatz per losditz Senhors se assembler en lo loc de Pau, au xvi jorn deu present mees de julh.*

5. I. Prumerament, apres de aver balhades las lettres missories de credense que losditz Senhors scriben ausdits Estatz, en virtut

(1) Ces deux documents ont été publiés par MM. Lespy et Raymond dans l'ouvrage intitulé : *Un Baron Béarnais au XVI^e siècle* (Pau, Ribant, 1872, 2 vol. in-4^o), Introduction, p. ix.

de ladite credense adressade audit de Coarrase, presuppauan la remonstration darrerament auditz Estatz, per Mos. de Conserans et per lodit de Coarrase de part losditz Senhors feyte, en lo loc de Pau, en lo mees de abriu darrar passat (1), qui ere principalement sus dutz puntz :

6. 1^o Lo prumer toquant lo bon voler et affection qui lo senhor rey de France, per sas gens et ambaxedors, abe feyt remonstrar ausditz senhors Rey et Regine de Navarre, abe de tractar et se emplegar en lo appunctament et pacification deu different d'enter lodit Senhor et Mos^r de Narbonne, au quoal appunctament et pacification losditz Senhors volen entendre, et deya trames devers lodit senhor rey de France Mos. de Lautrec, ab expresse charge de lo diser lor voluntat esser entener ausditz appunctament et pacification (2). Et a plus avant lodit Mos^r de Narbone s'en bien en persone a Maseres (3), per que aqui estan, plus facilement et plus tost se pusque prener la conclusion d'audit apunctament et pacification.

7. 2^o Lo segont punt ere sus lo grand desir qui lodit senhor Rey de France (4) abe feyt remonstrar, habe de los beder et la deliveration qui egs aben de far ladite viste, per los grands bees, honor et utilitat qui dequere se poden inseguir, no solament ausditz Senhors, mas a totz lors subgeexs, pays, terres et senhories, et ben de la cause publica dequeres.

8. II. Sus que remonstra cum losditz Senhors entenen far ladite viste, et lo plus tost sere lo miellhor; et cum enter los senhors Rey et Regine de Castelle et los embaixadors d'audit senhor Rey de France, darrerament trames en Castille, sie estat appunctat que per metter universal pacification enter losditz senhors Reys de France et de Castille, es necessari se vegen enter lor, et deja acordat ladite viste, et que losditz senhors Reys de Castille

(1) Voir plus haut, Reg. C. 680, fol. 24 v^o à 26 v^o, p. 117.

(2) Mémoires et instructions d'avril 1496, art. II, p. 119.

(3) Le château de Mazères au pays de Foix avait été laissé au vicomte de Narbonne, dans l'une des trêves conclues pendant la guerre, et avait été la résidence de la vicomtesse Marie d'Orléans jusqu'à sa mort.

(4) Sur la mission du seigneur d'Estissac, voir les instructions d'avril 1496, art. III, p. 121.

nomenteran lo loc de lordite viste, aixi que deja lo an nomen-tat. Et lo Rey de France declarere lo temps, qui hom spere per lo plus tart sera entro a la fin d'agost, losditz Senhors se apresten per lasbetz far lordite viste ab lodit senhor Rey de France. Et encoeres que luy no los agosse feyt remonstrar que los vole veder, aixi que diit es, falhire per lor honor que losditz senhors Rey et Regine de Navarre, quoaunt lodit senhor Rey de France fere la viste ab losditz Reys de Castiilhe, la quoaun se aure a flar ben pres de lor, anassen devers lodit senhor Rey de France.

9. III. Item remonstrera cum per obviar que la possession et juyssence deu vescomtat de Gavardau, ypotheat a Mos. de Candalle (1) per lo dot de Madame Cathaline (2), qui Diu perdoni, et adjudicat audit de Candalle per arrest de Parlement de Bordeu, no fosse ballade audit de Candalle, dont se seguire, delixan la deshon-nor, grand dampnadge et interesse ausditz Senhors et aus pays, a convingut a la senhore Regine prometter et se obligar de pagar en aquest an audit de Candalle entro a la some de dodze mille franexs (3).

10. IV. Item aixi ben remonstrera la conclusion et demande, en losditz Estatz darrers feytz, qui ere principalement de dus causes : la une que volossen anticipar la donation feyte a Ortes per que se lhebasse integrement au prumer termi (4), et autreyar aucune aute bone some per far ladite viste et supportar los carxs dequere.

11. V. Item remonstrera la resposte feyte per losditz Estatz, qui

(1) Gaston de Foix, fils de Jean, comte de Candale, avait épousé, en 1469, Catherine, fille de Gaston IV, comte de Foix, et d'Éléonore de Navarre. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 543.) Sa femme étant morte, il épousa en secondes noces, en 1491, Isabeau, fille d'Alain, sire d'Albret. (*Ibidem*, E 88.) En 1501, il se remaria une seconde fois avec Marthe, fille de Jean, comte d'Astarac. (*Ibidem*, E 450.)

(2) Catherine était la quatrième fille de Gaston IV de Foix. Voir P. Anselme, *Histoire généalogique*, t. III, p. 343.

(3) A la suite de l'arrêt du Parlement de Bordeaux, un accord avait été conclu entre Pierre de Lagarde, chanoine de Lescaur, et Bernard de Capfaget, juge de Marsan, procureurs de Catherine, reine de Navarre, d'une part, et Gaston de Foix, comte de Candale, d'autre part, au sujet d'une somme de 54,000 francs bordelais promis à ce dernier pour son mariage. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 509.)

(4) Voir plus haut, *Mémoire et instructions d'avril 1496*, p. 121, § 6.

remonstran la grand paubresse et estretura en lo pays occorrens, excusans se de autreyar ladite anticipation, tant solament autreyan la some de unze mille florins per far lodit viadge, vist lo quoau autrey, lodit de Conserans et de Coarrase differin acceptar, entro per tant agossen consultat losditz Senhors, de que incontinent los advertin (1).

12. VI. Item los remonstrera cum lodit autrey deusditz XI^m, vist lo long termi qui prenen de llebar aquetz, no servisse grandement ausditz Senhors, et volen se assayar de provedir de aute part a las causes susdites et supportar losditz pays, losditz Senhors differin acceptar lodit autrey (2).

13. VII. Item remonstrera cum losditz Senhors non an podut trobar forme ny partit, de ont aber tant grant some d'argent, en comptant cum los combien aber per provedir a las causes susdites.

14. VIII. Et per so, aixi que ausditz Estatz pot estar notori, ladite viste ab lodit senhor Rey de France, trament et conclusion de l'apunctament et paciffication ab lodit de Narbone, ny lo pagament d'endit de Candalle, qui lo tot es tant necessari se fasse et complesque incontinent et lo plus tost, no se pusque far sens grandes charges et aber grandes somes en comptant, cum dit es, exortera et preguera lodit de Coarrase de part deusditz Senhors ausditz Estatz que per provedir en partide a las causes susdites bulhen autreyar que ladite donation feyte a Ortes se anticipi et pagui au prumer termi integraument ensemps et ladite some de XI^m darrerament autreyatz; et lo tot se llebin a queste feste de Nostre Done d'Agost, et sens rebaixs de foecxs, car ab aquero losditz Senhors se esforceran de complir et meter a conelusion las causes susdites que son tant necessari per lo ben, servici, utilitat et conservation de lors subgexs, pays, terres et senhories.

Expedide a Pampalone lo XII jorn deu mes de julh, l'an mil III^e navante sieys.

JOHAN.

CATHALINE.

P. DE LABETZ.

(1) Voir plus haut, p. 125. § 16.

(2) *Lettre missire du roi et de la reine de Navarre aux États de Béarn*, du 14 mai 1496, p. 126.

IV.

VOTE PAR LES ÉTATS DE BÉARN D'UNE DONATION DE 9,000 ÉCUS AU ROI ET A LA REINE DE NAVARRE POUR SUBVENIR AUX FRAIS D'UN VOYAGE A LA COUR DE FRANCE, ET DE 1,000 ÉCUS AU VICOMTE DE LAUTREC POUR UNE AMBASSADE. — Juillet 1496.

15. [Fol. 28 v^o.] En losditz Estatz a Pau en lodit mees de julh mil III^e xcvi, cum dit es, congregatz, et president Mos^r de Coar-rase, es estat concludit et acordat que per satisfiar et pagar los nau mili seutz a la Regine et los mile seutz a Mos^r de Lautrec, en la vile d'Ortes, lo xxvi de jun mil III^e xc sineq autreyatz (1); et cum lasbetz fosse estat concludit que, per llehar aquetz et autes cargx deu pays, abieyre a Nostre Done d'Agost prosmar venent sieys sols nau dinees per foece et a Quoaresme intrant autes sieys sols sept dinees, a present es estat autreyat et concludit que totes dues somes susdites se talheran ensemps en une talhe et ab une comission; et la mieytat se llebera a ladite feste de Nostre Done d'Agost mil III^e xcvi, et l'autre mieytat a la feste de Nostre Done de Septembre prosmar sequent; et que per ladite darrere mieytat no se pusque far execution durant lodit mees de septembre; et que los recebedors no lleberan, per totes dues pagues, per lors bilhetes et quitances de totes dues, que dus sols jaquès, cum si totes dues pagues fossen en une (2).

16. Et oltre plus, cum Pierre Morin, general (3), aye las obligations ont las gens deu pays sont obligatz, et sien stades, tant que toque au pays de Bearn, pagades, exeptat viron sixante seutz, qui ditz et preten lo son degutz, es estat concludit que sera comptat ab luy et debatut si lo rebaxs fo passat et dedusit a Moneih, et se sera satisfeyt deu qui deure prener. Et seran per lo Sindic crubatz los instrumentz, obligations et quitance neces-

(1) Voir plus haut, p. 120, note 5.

(2) Sur les gages des receveurs, cf. *Les États de Béarn*, p. 340.

(3) Pierre Morin avait été argentier de Madeleine, princesse de Viane, qui écrivait, en 1478, à Alain, sire d'Albret, pour le prier de s'engager à payer une somme de 9,000 livres en faveur de Pierre Morin, son argentier. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 80.) Il avait succédé à Arnaud d'Abbadie comme receveur général des finances.

sari; et lo medix sera et apperera ung o dus juratz, per assistir ab luy, deu loc ont sera.

17. Et revisitatz losditz restans au proffieyt deu pays, appar que y sobrabe xxv scutz pausat per Andrivet de Manes (1), et de sobertalhatz a Nostre Done d'Agost et audit Quoaresme intran la some de trente quotate scutz IIII sols VIII dinees; et cum asso no abasti a supportar los carxs sequentz, es stat pausat ung diner et miey per foece, que monte LXXVI scutz VII sols que monten losditz.

xxv sc. per Andrivet de Manes.	xxv sc.
xI se. II s. de Nostre Done d'Agost.	xI se. [II s.]
xxIII se. II s. VIII d. per Quoaresme intrant.	xxIII se. II s. VIII d.
LXXVI se. VII s. de quest I d. I 2.	LXXVI se. VII s.
Some.	cxxxv se. ix s. VIII d.

V.

DÉPENSES.

18. *Sera recbude la somme precedente per lo Syndic et ne paguera cum se seq :*

19. Primo a Berdolet de Borden, d'Ortes, aixi que dessus es stat pausat, per reparation de despenses de son pleyt ab los reyaus (2), unze scutz xI se.

20. Item per proseguir lo pleyt toquant la exaction deu pont de Montgoalhard (3), seran balhatz a Mos. lo judge Ferrano (4) quinze scutz xv se.

(1) Voir plus haut, p. 125, note 1.

(2) Il s'agit d'un procès avec les officiers du roi de France, sans doute à cause d'une question de péage ou de pacages dans les Landes. La dépense de onze écus avait été votée par les États dans la séance du 26 avril 1496. Voir Reg. C 680, fol. 26, et plus haut p. 124, § 14.

(3) *Montgaillard*, sur l'Adour, canton de Saint-Sever, département des Landes.

(4) Pierre Ferrand ou Ferrano avait été nommé Syndic des États en 1494; il touche encore, en juillet 1496, ses gages de 44 écus 8 sous (Voir plus bas § 26); mais en décembre 1496, il est remplacé par Fortaner de Neys. (Reg. C 680, fol. 29 v°.) Il avait donc été nommé juge de Béarn au mois de juillet 1496.

21. Item seran pagatz los comissaris de la Corde (1) de Morlàas et M^e Symon, segretari, caseun de vi scutz. xviii sc.

22. Item au Syndic, per remborsar los tres scutz deu Libe deus Statutz (2) et despenses per lui supportades entro assi, aura detz scutz. x sc.

23. Item per Pierre Morin, per lo rebaxs et gadges qui demande, sixante scutz, a cas lo sien degutz (3), cum dit es. lx sc.

Some. cxliii sc.

24. [Fol. 29.] Et aixi pagatz so dessus, sobrerera en la man deu Sindic, recebedor per asso deputat, xxi scutz nau sols viii dinees, los quoaus empleguera per luy et lo segretari a ffar lo resserc deus deutes (4), aixi que dessus es diit.

VI.

RÉPARTITION DE L'IMPOSITION DU TERME D'AOUT ET SEPTEMBRE.

25. Abieyra a lasdites dues Nostre Done d'Agost et Septembre, tredze sols sineq dinees et medalhe per foec, que monten oeyt mili dus cens xxiiii sc. ix s. viii d.; deus quoaus Pierre Morin ne aura per la donation oeyt mili scutz, et los dus cens xxiiii sc. ix s. viii d. per pagar so dessus; et d'aute part, per pagar los gadges de ladite feste de Nostre Done d'Agost audit de Ferran et Castanhede, lxxxviii scutz xvi sols.

Actum lo xx de julh 1496, a Pau.

VII.

COMPTE PARTICULIER DU SYNDIC CASTAGNÈDE.

26. Memoria a mi, Sindic, que jo deure donar compte deus xxi sc. ix s. viii d. et far compte deu qui se despenera per lo resserc.

(1) C'est sans doute un octroi ou droit de péage établi à Morlàas et pour la suppression duquel les États avaient envoyé des commissaires.

(2) Sur ce *Livre des Statutz* et sa description voir l'Introduction, p. viii.

(3) C'est la dépense imputée plus haut dans la délibération des États, p. 132, § 16.

(4) Voir plus haut, p. 124, § 14.

Item memorie que a present se lheber en la talhe precedente, per losditz affers deu pays dus cens xxiiii sc. ix s. viii d.; et si lo general vol lo rebaxs de tant que poyre montar aquets, avieyre deusditz 224 sc. ix s. viii d. partitz per foec, so es iii^{te} dinees et mealhe; falhire veder quoants son los foexs afranquitz et per cascun prener iii^{te} dinees et mealhe, et pausar aquetz en deduction et descare deusditz xxi sc. ix s. viii d.

Deusditz xxi sc. ix s. viii d. falh rebater per lxii foexs, per part de tant que toca so deu pays.

Item falh rebater la quote part deus gadges deus recebedors per quote.

Item falh rebater xxiiii sols per Arnaud de Forcade de Monenh, saurer, qui a prees deudit argent, et asso deu loc de Pau; monten xiii sc. vi s.

Item vaque, diners, viudges a ffar lo resserc per las villas et per las despenses, expause ix scutz vi s.

Et rebatutz losditz xxi sc. ix s. viii d., apar que monte plus la despense que la recepte la some de ung scut ii s. iii d.

Deu prener lo pays deudit Arnaud de Forcade de Monenh xxiiii franexs qui a crubat deus de Pau.

XLIV.

ASSEMBLÉE DES TROIS ÉTATS A PAU, AU MOIS DE DÉCEMBRE 1496.

SOMMAIRE: 1. Réparation des griefs. Donation de 9,000 écus et de 1,000 écus à M. de Lautrec. Répartition: à l'Assomption, 4,837 écus 17 sols 4 deniers; à la Toussaint 4,812 écus 9 sous. — 2. Gages des Syndics Castagnède et Neys. — 3. Nomination de Fors de Ney comme Syndic. — 4. Liquidation de la succession de Jean Coterer, trésorier de Béarn. — 5. Affaire du *guilt*. — 6. Dépenses d'une expédition à Moncaup et Labatut. — 7. Mission de Pedro de Barraux pour *la Porte* de Canfranc. — 8. Indemnité à Berdolet de Médeville. — 9. A Pécs de Fabrica, conseiller du pays. — 10. Gages de Peyroton d'Abbadie, trésorier de Béarn. — Élection du trésorier de Béarn. — 12. Nomination de Ramon de Casarrer et de Pécs de Fabrica comme conseillers du pays. — 13. Gages des secrétaires. — 14. Indemnités au vignier d'Asson. — 15. A Per Arnaud de Castet, de Lembeye. — 16. Aux gens de Jurançon pour l'expédition de Lembeye et de Moncaup. — 17. Vote de 200 écus au trésorier de Béarn pour les affaires du pays. — 18. Compte des 1,000 écus votés par les États pour les affaires de Moncaup et Labatut. — 19. Crue de la donation. — 20. Tailluquets. — 21. Indemnités aux communautés qui sont allées à Labatut. — 22. Récapitulation du compte de recette et reste entre les mains du trésorier de Béarn.

A Pau 1496 en décembre.

1. [Fol. 29 v^o.] En la assemblee deus tres Statz de Bearn, Marsan et Gavardan, per mandement de la Regina au loc de Pau, en lo mees de decembre mil III^c LXXXVI, feytz, reparatz los greuves, es stade feyte donation de la some de nau mili scutz, condan xviii sols per scutz, incluse en aquere la donation deus XI^m florins feyte (1). Et plus es stade donade a Mos. de Lautrec la some de mil scutz (2); de la quale some las gens de Marsan et Gavardan pagueran dus mil scutz, per lor vi^{al} diner, et avieyra au pays de Bearn oeyt mil scutz, paguedors ab las cargues deu pays, la mieytat, que es quotate mil oeyt cens trente sept scutz xvii s. III d., a la feste de Nostre Done d'Agost prosmar venent, et l'autre mieytat, que es quotate mil viii^c dodze scutz nau sols, paguedors a la feste de Totz Sans apres seguent. viii^m sc.

2. Et per lasdites cargues incluses ab la some susdite, son cum se seq: so es per los gades de M^{te} Johan de Castanhede et de

(1) Donation de 11,000 florins faite par les États de Béarn au Roi et à la reine de Navarre pour les frais de leur voyage à la cour de France.

(2) Voir plus haut, p. 120, note 5.

M^{te} Fors de Neys (1), Syndicx deu pays, a caseun quoarante quoaate seuts oeyt sols, monte LXXXVIII seutz XVI s.

3. [*En marge:*] *Assi intra Sindic M^{te} Fors [de Neys] lo jorn de Sent Andriu mil III^e XCVI.* — Et fon constituitz procuradors a Bordeu (2), a Tholose, a Saragosse (3), a Tarbe, Menaud deu Vinhet, B. de Boelh, et Pedro de Barranxs ad exequendum et contestandum.

4. Item a M^{te} Guiraud Coterer (4) seran pagatz sincquoante sept seutz nau sols unze dincees, a luy degutz per conclusion deus comptes de M^{te} Johan Coterer, thesaurer deu pays, son pay sanrer, losquoaus lo seran pagatz LVII se. VIII s. XI d.

5. Item per la porsuyte deu guitt, fon pausatx en los penultims Estatz que se lhebassen trente seutz ab la donation lasbetz feyte, qui es stade reffusade (5); per so se pausen assi que se pagueran losditz xxx seutz lasbetz autreyatz, los quoaus se expediran a Johan de Laborde de Nay. xxx se.

6. Item per lo carexs deu pays, inclus los rolles et despenses feytes en la anade de Moncaub (6) vers Labatut (7), aixi que es collocat per los deputatz, la some de mil seutz (8), los quoaus seran designatz dejus part. M se.

7. Item es stat autreyat a Pedro de Barranxs, per las furni-

(1) Fors ou Fortaner de Neys fut élu, dit le registre dans une note marginale, le jour de la Saint-André 30 novembre 1496, en remplacement de Pierre Ferrand, nommé juge de Béarn dès le mois d'août. (Voir plus haut, p. 133, note 4.) En l'an 1505, il prête serment à la reine Catherine de Navarre, comme seigneur de Cassaet. A cette date, il n'était plus Syndic des États, mais juge de Béarn.

(2) Pour l'affaire du *guitt* portée devant le Parlement de Bordeaux, voir plus haut, p. 66, 103, note 4, etc.

(3) Pour régler la question de l'impôt de la Porte de Canfranc. Sur la mission de Pedro de Barranexs, voir p. 12, 13, 32, 33, etc.

(4) Voir plus haut, p. 124.

(5) Voir séance du mois d'avril 1496 et la lettre du roi et de la reine de Navarre pour refuser la donation offerte par les États. (Reg. C 680, fol. 26 v^o.) Voir plus haut, p. 126.

(6) Il s'agit d'une expédition sur les frontières septentrionales du Béarn, peut-être contre le vicomte de Narbonne. — *Moncaup*, canton de Lembeye, était un membre de la commanderie de Malte de Caubin et Morlaàs.

(7) *Labatut-Figuère*, canton de Montaner. Voir plus loin, § 21.

(8) Le compte de ces mille écus, destinés à l'approvisionnement des troupes réunies à Lembeye, se trouve plus bas, au fol. 30.

tures qui a feytes et despenses supportades a l'abatement de la exaction deu trahut apperat *la Porte*, qui los de Campfranc extorqueban de las gens de Bearn, et per sa solution l'es stat autreyat que aura dus cens scutz, et balhera las scriptures (1). ii^c sc.

8. Item a Berdolet de Medevilla de Sancta Coloma (2), per i rossin qui abe pergut, servien a la cause publica, aura sieys scutz, vi sc.

9. Item seran balhatz a Mos. P. de Fabrica (3), per auguns servicis qui a feytz au pays, vint et sineq scutz. xxv sc.

10. Item aura Peyroton d'Abbadie (4), a present creat thesaurer deu pays, per sous gadges de quest an, vint et sineq scutz. xxv sc.

11. [*En marge*] : *Assi fo feyt Thesaurer deu pays lo xxii^e jorn de decembre mil iii^e xcvi.*

12. [*En marge*] : *Lo xxiii^e de feurer, fon feytz Conselhers Mos. Ramon de Casarrer (5) et Mos. P. de Fabrica, et ordenatz cade sinequante scutz de gadges par an. — Juran in manibus (6).*

Sed ego non fui : ista scribo ad relationem (7).

13. Item seran balhatz a M^{te} Symon de Maysonava et a M^{te} Arnaud deu Castainh, secretari, sieys scutz. vi sc.

14. [Fol. 30.] Item seran balhatz au veguer d'Asson (8), per auguns servicis qui a feyt au pays, tres scutz. iii sc.

15. Item seran balhatz a Per Arnaud de Castet, de Lembeye, per auguns servicis per lui feytz, tres scutz. iii sc.

(1) La liste des documents consignés à Pedro de Barranxs sur l'affaire de la porte de Canfranc se trouve plus haut, p. 32, 33.

(2) *Sainte-Colombe*, canton d'Arudy.

(3) Pécs de Fabrica, conseiller de Béarn, voir plus haut, p. 89, note 7.

(4) Peyroton d'Abbadie, jurat de Navarrenx, était subdélégué du sénéchal de Béarn dans cette ville, en 1492 ; il est chargé à cette date, par la reine Catherine de Navarre, de rechercher les gens excommuniés pour dettes et de les contraindre à désintéresser leurs créanciers. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Navarrenx*, E 1606.) En 1494, il afferme, avec Bernard, seigneur de Sus, la prévôté de Saint-Justin. (*Ibidem.*) Il touche à plusieurs reprises un tailluquet comme député aux États. (Reg. C 680.)

(5) Ramon de Casarrer, juge mage de Bigorre, voir plus haut, p. 103 note 4.

(6) Les conseillers jurent entre les mains des Syndics délégués par les États.

(7) Note du Syndic Jean de Castagnède.

(8) Bertrand de Boeil, vignier d'Asson. Voir plus haut, p. 80, note 6.

16. Item seran ballatz a Pez deu Casso, de Gant, per las gens de Juranson (1) qui anan a Lembeye et Moncaub (2), tres scutz.
 III sc.

17. Item es stat concludit que se lheberan dus cens scutz, et aquetz aura lo Thesaurer deu pays en sas maas per emplegar la out sera necessari per la poursuyte deus affers deu pays (3), cum son la poursuyte deus peadgi, sacca et autes causes, aixi que luy es stat mandat. II^c sc.

Somme. 9647 sc. 7 s. 11 d.

II.

Compte de dépense des mille écus votés par les États.

18. Successivement est stat concludit que losditz mil scutz (4) se distribuiran cum se seq :

Primo a Bertran de la Cortiade, barber, Arnauton de la Cortiade, Guilhem Ramon de Sarrast dues pipes (5) de bii, auran quinze scutz XV sc.

Peyrot de Manhet et Faur, per une pipe de bii, tres scutz. III sc.

Peyrot de La Cortiade, de Montpesat (6), per i boen, dus scutz II sc.

Arnauton deus Floos, de Moncaup, per 1^o baca tres scutz. III sc.

Guilhem deu Faur, alias lo Tisnée, per los XXI motoos, aura sieys scutz VI sc.

(1) *Jurançon*, canton de Pau-Ouest.

(2) Ce sont les gens d'armes envoyés à Lembeye pour la protection des frontières du Béarn.

(3) Ces fonds étaient votés pour ce que les documents appellent les *charges du pays*. Voir *Les États de Béarn*, p. 328 à 330.

(4) Voir plus haut, § 6.

(5) La pipe était une mesure de capacité pour le vin, qui contenait, en Vic-Bilh, pays dont il s'agit ici, 600 litres. D'après M. Lespy, la pipe du pays de Montaner et de Vic-Bilh devait être de 208 *lots* ou pots, tandis que la pipe ordinaire du Béarn était de 180 *lots*. (*Dict. Béarnais*, t. II, p. 165 et *Honneurs d'Archambaud, comte de Foix*, dans la *Recue d'Aquitaine*, t. IV, p. 357.) En Armagnac, la pipe contenait 20 conques ou 320 pichets, c'est-à-dire 640 litres. (Parfouru, *Comptes de Riscle*, p. LXVII.)

(6) *Monpézat*, ancienne annexe de la commune de Moncaup, canton de Lembeye.

Arnaud deu Brossene, per las aolhes (1), quoute scutz	III sc.
Guilhem deus Floos, per los motoos, dus scutz. .	II sc.
Johanet d'Abadie deu Castelhoo (2), per 1 ^e pipe de bii, detz scutz.	X sc.
Plus au medixs Johanot, per los motos, sineq scutz.	V sc.
Peyron de Monet, alias de Coayres, 1 ^e pipe de bii per sieys scutz.	VI sc.
A Mos. Martii de La Lana 1 ^e pipe de bii, sieys scutz	VI sc.
Johanet de Narp, de Lalonque, per bii, tres scutz.	III sc.
Arnaud de La Terrade, de Cosledaa (3), sept motoos, dus scutz.	II sc.
Mos. Arnaud de Benabent Sansoos, per bii, ung scut nau sols	I sc. IX s.
Fortaner de la Terrade, de Sebinhagx (4), alias lo Faurat, per motoos, dus scutz nau sols.	II sc. IX s.
Lodit Fortaner, per bii, dodze scutz.	XII sc.
Moss. Johan de Gorgotaa, de Arricau (5), per bii, I scut.	I sc.
[Somme].	LXXXIII scutz.

Cruc de la donatïon.

19. A XV sols IX diners 1½ sobre III scutz v diners XII^m : a la prumere: sept sols XI diners, que fen III^m VIII^c XXXVII scutz XVII sols III diners; a la segonde, sept sols X diners 1½. — Monte III^m VIII^c XII scutz I diner.

III.

Tailluquets.

20. [Fol. 30 v^o.] *Rollo de partition lasbetz feyt.*

Mos. de Coarrasa, inclus lo XXV scutz que en la darrere donna-
tion lo fon donatz, aura oey[tant]e scutz LXXX sc.

(1) *Aolhe, aulhe* ou *oülhe*, brebis.

(2) *Castillon*, canton de Lembeye.

(3) *Coslédia*, canton de Lembeye.

(4) *Séguac*, hameau de la commune de Bordes, canton de Lembeye.

(5) *Arricau*, canton de Lembeye.

Mos. de Domii aura quoarante scutz.	XL se.
Mos. d'Arros aura quoarante scutz.	XL se.
Mos. lo Senescal aura quoarante scutz.	XL se.
Mos. d'Abos aura vint et sincq scutz	XXV se.
Mos. de Santa Colomma aura vint et sinq scutz . . .	XXV se.
Mos. de Ssus aura vint et sincq scutz.	XXV se.
Mos. d'Avescat aura vint et sincq scutz.	XXV se.
Mos. de Meritenh aura dodze scutz.	XII se.
Morläas aura quinze scutz	XV se.
Orthes aura quinze scutz.	XV se.
Oloron quinze scutz.	XV se.
Saubaterre detz scutz.	X se.
Ossau quinze scutz.	XV se.
Aspa quinze scutz.	XV se.
Baretous detz scutz.	X se.
Lembeye detz scutz.	X se.
Monenh quinze scutz.	XV se.
Nay quinze scutz	XV se.
Pau oeyt scutz.	VIII se.
Navarrenxs quinze scutz	XV se.
Salies detz scutz.	X se.
Gant detz scutz.	X se.
Los Sindixs, cade sieys scutz	XII se.
Lo Thesaurer sieys scutz.	VI se.
	<hr/>
[Somme].	508 scutz.

IV.

COMPTE DES INDEMNITÉS FOURNIES AUX COMMUNES.

21. Et oltre plus fon partitz per la subvention deus qui eran anatz a Labatut (1), et auran de ladite some dessus impausade cum se seq :

Primo auran los Ossalees sinequoante sieys scutz. LVI se.

Item los de Lembeye auran cent dodze scutz. . CXII se.

[Fol. 31.] Item los d'Oloron auran quinze franxs

(1) Voir plus haut, § 6. Ce sont les indemnités payées aux communautés pour les contingents fournis pour l'expédition de Moncaup-Labatut.

et los de Santa Maria oeyt franxs. que son dodze
 seutz XIII sols. XII se. XIII s.
 Item los de Monenh auran sedze seutz nau sols. XVI se. VIII s.
 Item Bernard d'Avescat et los senhors de
 Ysso (1) et d'Anhios (2) auran eade quinze seutz. XLV se.
 Item los de Lesear trente seutz. XXX se.
 Item los de Ortes auran quinze seutz. XV se.
 Item los de Navarrenxs quinze seutz. XV se.
 Item los de Salies auran detz seutz. X se.
 Item los de Gant auran detz seutz. X se.
 Item los de Morlàas auran quoarante sineq seutz. XLV se.
 (Los de Lembeye sou permetut en la prumera plana de foelle
 precedente).

Soma : 367 seutz 5 sols ab los dus items precedentz.

V.

RÉCAPITULATION DU COMPTE DE RECETTE.

22. Some la recepte VIII^m VI^c L. seutz VIII sols III dinees, per losquoans l'hebar la mieytat a Nostre Done d'Agost, que es sept sols onze dinees, et l'autre mieytat a Totz Sans, que [es] sept sols detz dinees et miey; et a XI^m foexs complitz y sobre tres seutz v dinees.

Et lo Thesaurer donera compte de dus cens seutz que son talhatz per son tresor a tenir en sa man, et fornira a las coentes (3) deu pays supervenientes.

Memoria que dessus son pausatx mil seutz en lo val Item per aquetz distribuir; et comense la distribution dequetz IX^c LIX se. v sols. Et aixi lo Thesaurer, oltre los II^c seutz susditz, deu aber en maas, dequets mil seutz, so es quoarante seutz tredze sols, exeptat que lo fallhira rebate lo rebaxs deus foexs.

Nota que y a menhs compte de dus o tres seutz en aquests XL seutz.

(1) *Issor*, canton d'Aramits, dans la vallée de Barétous.

(2) Tristan, seigneur d'Agnos. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1769.)

(3) *Coentes ou coenhles*, affaires, besoins.

XLV.

ASSEMBLÉE DES ÉTATS DE BÉARN A LESCAR, SOUS LA PRÉSIDENTENCE
DE JEAN DE FOIX, VICOMTE DE LAUTREC. — Janvier-février 1497.

SOMMAIRE : 1. Ouverture. — 2. Lettre de créance pour le vicomte de Lautrec. — 3. Commission pour tenir les États. — 4. Instructions pour la tenue des États. — 5. Le vicomte de Lautrec remettra aux États ses lettres de créance. — 6. Il leur exposera les dépenses occasionnées par le rachat des domaines de la couronne de Navarre aliénés. — 7. Ambassades au roi de Castille. — 8. Ambassade de l'évêque de Lescar en France au sujet des limites du Béarn, du Marsan et du Gabardan et du comté de Foix. — 9. Dépenses de la cour de Navarre et spécialement de la princesse royale. — 10. Excuse des souverains de ne pouvoir assister à l'assemblée, et pouvoir de réparer les griefs. — 11. Demande d'aide et de donation. — 12. Réparation des griefs et donation de 9,000 écus et de 1,000 écus au vicomte de Lautrec. — 13 à 16. Compte des charges du pays montant à 796 écus 5 sous 4 deniers : gages des conseillers, syndics et trésorier. — 17, 18. Voyages en Aragon, à Bordeaux. — 19. Indemnités à Auger de La Marque de Morlaàs, au capitaine de Pau et au domenger de Louvie. — 20. Gages des secrétaires. — 21. Chemins de Navarre. — 22. Campagne de Labatut. — 23. Copie d'un procès à la cour du Sénéchal. — 24. Indemnité à Ramon de Corthie de Nay pour voyager en France. — 25. Mission du seigneur de Beseat et du syndic Neys. — 26. Péage de Mauléon. — 27. Lettres de marque d'Oloron. — 28. Indemnité à l'évêque de Lescar. — 29. Répartition des impositions. — 30. Second terme : 4,023 écus 2 sous 8 deniers. — 31. Audition des comptes du syndic Neys par le trésorier. — 32. Le tiers état demande copie des commission et instructions du lieutenant.

1. [Fol. 32.] Tres Estatz per los serenissimis senhors Rey et Regina, senhors de Bearn, Marsan et Gavardan, mandatz tenir a Pau au xxv de janer mil m^{cc} lxxxxvii, ont se deben trobar; empero no fo lor oportunitat et la congregation se fe a Lescar (1), ont presidi lo mot noble senhor, Mos. Johan de Foixs, senhor de Lautrec. Et lo segont de fevrer, l'an que dessus, en lo tinel (2) de l'avescat (3), presens losditz Estatz, presenta une lettre missori qui fo legide, puyz fe sa uberture ab comission expresse et ab instructions qui son assi inserides cum se seq.

(1) C'est un exemple assez rare de réunion dans une localité autre que celle indiquée par les lettres de convocation.

(2) *Tinel*, donjon, tourelle.

(3) Sur l'ancien évêché de Lescar, voir les études de M. Hilarion Barthéty publiées dans le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 2^e série, t. VII. (Pau, Ribaut, 1878, in-8^o, 33 p. et 1 pl.)

I.

LETRE DE CRÉANCE POUR LE VICOMTE DE LAUTREC.

2. *A reverendz pays en Dieu, cars cosins, et ben amatz nostres, las gens deus tres Estatz de nostre pays de Bearn,*

LO REY, LA REGINE.

Reverendz pays en Dieu, cars cosins, ben amatz nostres, nos vos avem mandatz assembler en aquet nostre loc de Pau, au xxv^{al} den present mees, out avem bon desir de nos trobar, tant per vos visitar que per vos remonstrar en personas las causes de ladite assemblade. Toutes vetz, obstanz auguus affers part dessa occorens bonementz no nos es stat possible, a cause de que avem scriut et trames per memorie et instruction (1) a nostre cosin de Lautree las causes remonstradores en ladite assemblade, per que au nom de nos las vos remonstri, pregam vos affectuosament y vulhatz ben attener et y prener la conclusion necessari, aixi que à totz jorns avetz acostumat, et de vos indubitablement confidam. Dades en nostre ciutat de Pampalone lo xvi^{al} jorn de janer.

JOHAN. CATALINA.

II.

COMMISSION A JEAN, VICOMTE DE LAUTREC, POUR TENIR LES ÉTATS.

3. *Commission per tenir los Estatz.*

Johan, per la gracie de Dieu rey de Navarra, comte de Foixs, senhor de Bearn, comte de Begorra, vescomte de Castelbon, [de] Marsan, de Gavardan, de Nebosan, etc., et Cathalina, per la medixe gracie regina, comtessa, senhora, vescomtesse, propriari (2) deusditz reyaume et senhories et vescontatz, etc., a nostre cosin, Mos. Johan de Foixs, vescomte de Lautree, salut. Cum nos ayam mandatz assembler las gens deus tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan en nostre loc de Pau, au xxv^{al} den present mees, et a

(1) Voir plus loin, § 4 à 11.

(2) *Propriari*, propriétaire. Voir Lespy. *Dict. Béarnais*, t. II, p. 197.

cause que nos en persones, aixi que desirabem, no podem bonement nos trobar en ladite assemblade, a vos avem cometut et comettem per las presens que ausditz jorns et loc vos vulhatz trobar au nom de nos, per presidir en ladite assemblade et remonstrar las causes dequere, aixi que per instruction et memorie las vos avem tramesses [Fol. 32 v^o]. Si pregam, exortam, et maudam a las gens deusditz Estatz a ung casem, aixi que apartien, que en las causes per vos remonstradores de part nostre, ajustin fe et credence, cum farem a nos, et y vulhen ben avisar per nostre honor et servici, et sus lo tot ab vos a qui avem donat et donam per las medixes presens plen poder et facultat de reparar totz greuyes (1), si auguus s'i en trobera feytz et inferitz, aixi que nos farem si erem en persones, prener aquere bone conclusion qui es necessari; et nos de lor perfieytament de lor confidan. Car sus lo tot a vos comettem nostres vegades (2). Dades en nostre ciutat de Pampalona lo XVI^{al} jorn deu mees de janer l'an mil III^c LXXXVII.

JOHAN. CATALINA.

Per mandement den Rey et de la Regine. senhors de Bearn.

B. DE LA VINHA.

III.

MÉMOIRE ET INSTRUCTIONS AU VICOMTE DE LAUTREC POUR LA TENUE DES ÉTATS.

4. *Instruction tramessse de part lo Rey et la Regina a Moss^r de Lautrec, lor cosin, suus so que de part losditz Senhors aura a diser aus Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, qui son estatz mandatz se assembler en lo loc de Pau, au XXV^{al} deu present mees.*

5. Et prumerament lodit de Lautrec presidira en nom deusditz Senhors en la assemblade deusditz Estatz et los balhera las lettres de credence (3), qui losditz Senhors los scriben en vigor de la qual los fara las remonstrations sequentes.

(1) Sur cette formule, qui manquait dans les lettres de commission précédentes, voir *Les États de Béarn*, p. 257.

(2) *Vegades* ou *begades* a ici le sens de pouvoirs.

(3) Voir la lettre de créance aux États. § 2.

6. Es assaver que a cause que aquest regne de Navarra a demorat longuement en guerres, questions et differencies, tant per occasion de las partialitatz (1) que aussi per deffalliment de residence (2), tant de lors predecessors que de lor medixs, dont se son inseguitz plusors perditions et alienations de lor patrimoni real, en tal forme que cascun qui mes pode s'en apropiabe et a apropiat de lasdites rendes et patrimonial real, refformar et reduisir lasdites causes a lor man, no poden aixi bonement recrubar lodit patrimoni ancian ; a cause dequero los combien soffrir grandes et importables (3) despenses, per que ab dossor (4) voleren recrubar lo tot.

7. Item que a cause et occasion d'endit reyaume an agut a supportar l'an present plusors charges per trameter embaxades aus reys de Castelhe et parellement en las fronteras d'Aragon per y appaysar plusors differencies occorrens ab los circumvesins [Fol. 33].

8. Item parellement a cause de las terres et senhories tant de Bearn, Marsan et Gavardan, lo comtat de Foixs et autres de dela, tant per la question deus limitz que sus lo grand frau de las mises de las monedes, qui affecteren losditz Senhors (5), que las qui se baten a Morlaàs agossen mise et cors en lo reyaume de France, so que de qui assi non an podut obtenir, jassie sperin breument ac obtendran an agut trametter embaixade plusors devers lo Rey de France. Et encoeres a present y es a la porsuyte lo senhor de Minglos (6), lor maeste d'ostal. Et a plus avant deliberen losditz Senhors de y trameter deffens brens jorns l'avesque de Lescar (7), lor conselher, en que an agut et auran a portar grans mises et des-

(1) *Partialitat*, qui n'est pas signalé par M. Lespy, a le sens de complaisances, faveurs.

(2) Depnis le règne de Jean II d'Aragon, les rois de Navarre étaient presque toujours absents de leur royaume.

(3) *Importable* pour insupportable.

(4) Cette forme *dossor* pour *doussou*, douceur, est assez rare et ne se trouve pas non plus dans le *Dictionnaire Béarnais*.

(5) Voir les séances des États et les délibérations prises par eux au sujet des monnaies et des fraudes commises.

(6) *Miglos*, au comté de Foix, aujourd'hui département de l'Ariège, canton de Tarascon.

(7) Boniface, évêque de Lescar. Voir plus haut, p. 112, note 1.

penses, et lo tot se fe per que lors subjectz visquen en bona patz, union et frequentation ab los deudit reyaume de France et autres circumvesins.

9. Item los remonstrera que oltre so dessus per lo intertiement de lor estat real, los combien far mayors et plus grandes mises (1) que no avem acostumat, non tant solament de lors persones, mas aussi de Madame la princesse lor filhe (2), qui es besonh dessi en avant age plus grant estat que a present.

10. Item los dira que, sino fosse per las grandes occupations que losditz Senhors an en aquest regne per las occasions susdites, de grant voler en persones, se seren volutz poder trobar a ladite semblade per far lasdites remonstrations. Totesbetz per que no los es possible de ss'i trobar, an donat et tramets la charge a lordit cosin de far ladite remonstration *ab poder et facultat de repparar los greuyes*, si deguns n'y aura (3).

11. Concludien disera que, attenden a las remonstrations et charges susdites, las gens deusditz Estatz bulhen far et autreyar aucune bone subvention et aiude per supportar lasdites charges, aixi que de totz jorns an remonstrat bon voler de y socorrer et ajudar. Et per que los affers son evidens, emporten prompte provision, que tote la pague sie au plus loing deffens ung au complide, de Tutz Sans passade en avant. Et aixi de part losditz Senhors, lodit Moss. de Lautrec exortera et preguera a las gens deusditz Estatz a bulhen far et autreyar.

Expedites en Pampalona lo xvi^{al} jorn de janer l'an mil iii^e LXXXVII.

JOHAN. CATALINA.

Per mandement deu Rey et de la Regine.

B. DE LA VINHE (4).

(1) *Mise* signifie ici la dépense, avec un sens voisin de *cours et de mise* de la monnaie.

(2) La princesse Madeleine, fille aînée de Jean d'Albret et de Catherine, avait été envoyée à la cour de Castille. Voir plus haut, p. 109.

(3) Les souverains insistent sur ce pouvoir et faculté de réparer les griefs à cause des réclamations faites par les États dans les précédentes sessions.

(4) Bertrand de la Vigne, curé de Coarraze, secrétaire de la reine de Navarre. Son nom et ses titres sont fournis par l'acte de vente d'une maison sise à Pau, que lui fit Louis Rebot. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Pau*, E 1977.)

12. *Lascar, février mil III^c xcvii.*

En la present assemblade de tres Statz de Bearn, Marsan et Gavardan en la ciutat de Lascar feyte, es estat concludit, *apres las reparations de greuges*, en lo present mees de fevrier mil III^c xcvii^{et}, que per lasdites gens deusditz Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan son statz autreyatz aus Rey [et] Regine nau mili sentz, condan xviii sols per sent, et mili sentz a Mos^r de Lautrec, paguedors la mieytat dequetz et ab las cargues deu pays (1) a la feste de Totz Sans prosmar venent, qui se comptera mil III^c xcviii, et l'autre mieytat a la feste de Penthacoste en apres seguent; montera a Bearn, dedusit lo v^{al} diner per losditz de Marsan, Gavardan et per lor quote, quotate mili sentz audit pays de Bearn et per lo darrer termi autant. viii^m sentz.

13. *Totz Sans 1498.*

Item son statz ordenatz Mos. Ramon de Casarrer et M^{te} P. de Fabrica per conselhers deu pays (2), et autreyat que auran caseun sinequoante sentz de gadges per caseun an, et que seran pagatz de l'an passat, et tant per aquet cum per l'an present fon impausat dus cens sentz. ii^c sentz.

14. Item per los gadges deus Sindixs, oeytante oeyt sentz xvi sols LXXXVIII sc. xvi s.

15. Item fon autreyatz a Mos. lo Seneschal c sentz, et que lo thesaurer deu pays lo trobi au care deu pays tot incontinent et los fornisque c sc.

16. Item per los gadges deu thesaurer deu pays, vint et sineq sentz xxv sc.

17. Item per la despensa deus qui yran en Aragon sus lo feyt de la Porta (3), auran Fabrica et Castanhede quouarante escutz.

(1) Le plus souvent les États répartissaient entre les deux ou trois termes de la donation la somme ajoutée pour les *charges du pays*.

(2) La nomination des deux conseillers, Ramon de Casarrer et Péés de Fabrica, fut faite le 23 février: elle avait été inscrite dans le compte-rendu précédent du mois de décembre 1496, § 12. Voir plus haut, p. 138.

(3) Sur l'affaire de *la Porte* et les missions précédentes en Aragon, voir p. 12, 13, 32, 33.

Fo concludit a Saubaterre (1) que Mos. de Luc (2) aura xxx scutz et Meriteinh (3) x scutz dequest item. xl se.

18. Item los qui aueran a Borden, so es Casarrer et Neys, per la porsuyte deu guitt quoarante scutz; et lo thesaurer deu pays y anera, et soliceran. Et lodit thesaurer [deu pays] fornira la ont sera besonh per la utilitat deu negoci et deu pays, segont troberan, etc. xl se.

19. Item aura Auger de La Marea de Morlâas (4) tres scutz, et lo capitayne de Pau (5) tres scutz, et lo domenger de Lobier (6) tres scutz, per despenses de auguns servicis qui aben feyt au pays. ix se.

20. Item per los secretaris sieys scutz. vi se.

21. Item los Baretoos auran vint et sineq scutz per far la uberture deu camii vers Navarre (7), et lo Sindic Castanheda los prenera et los fornira en obran lodit camin. xxv se.

22. [Fol. 34.] Item los de Pau, Pontac (8), Nay, Lagor (9), auran cade sieys scutz, et Montaner ung scut, per reparation de sso de Labatut (10). xxv se.

Item los de Symaeorbe (11) auran detz scutz per ladite reparation. x se.

Item Johan de Barungo de La Reula (12) aura tres scutz. iii se.

(1) Il s'agit sans doute d'une réunion de l'*Abrégé des États*, tenue à Sauvetterre, pendant l'intervalle de cette session et de la suivante; ou bien faut-il croire qu'il y a une lacune dans le manuscrit et que les États se réunirent à Sauvetterre entre le mois de février 1497 à Lescar et le mois de septembre 1498 à Pau?

(2) Arnaud II de Navailles, abbé de Lucq. (*Gallia Christ.*, t. I, col. 1282.)

(3) Tristan, seigneur de Meritein, voir plus haut, p. 104, note 2.

(4) La même dépense est votée à ces trois personnages en janvier 1501. Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 44.

(5) Bernard d'Abidos, capitaine de Pau.

(6) Gaillard de Casaus, domenger de Louvie.

(7) Il s'agit sans doute d'un chemin allant par Sainte-Engrâce dans la vallée de Roncal: ce n'était pas une route carrossable.

(8) *Pontacq*, chef-lieu de canton, arrondissement de Pau.

(9) *Lagor*, chef-lieu de canton, arrondissement d'Orthez.

(10) Voir plus haut, p. 137, note 6.

(11) *Sinacourbe*, canton de Lembeye, ancien archiprêtre du diocèse de Lescar.

(12) *Larreule*, canton d'Arzacq, avait une abbaye de Bénédictins fondée en 977 et supprimée en 1773.

- Item las goardes de Momâas (1), per so dessus, sieys seutz.
 VI se.
 Item l'archee de Mesplede (2) aura tres seutz III se.
 23. Item tres seutz seran balhatz a Neys, per pagar une copie
 de proces aus notaris de la cort deu Seneschal. III se.
 24. Item aura Ramonet de Corthie de Nay per la perde qui fe
 en lo pagament de Pierre Morin (3), et per son viadge de France,
 quoarante seutz. XL se.
 25. Item auran lo senhor d'Avescat et lo Sindic Neys trente dus
 seutz per anar en Navarre portar la resposte XXXII se.
 26. Item auran los de Navarrenxs tres seutz, per la porsuyte
 deu peadge a Mauleon. III se.
 27. Item aura Capblanc et consors d'Oloron, per fii de la repa-
 ration de mercas (4), septante sept seutz sept sols III dinees.
 LXXVII se. VII s. III d.
 28. Item aura Mos. de Lescar (5) sixante seutz LX se.

Some. VII^c LXXXVI se. V s. III d.

29. Et per lheber losditz III^m seutz et aquests VII^c xvi seutz
 v sols III dinees, se pausen per foece sept sols detz dinees et miey
 a ladite Martereror mil III^c xcviii; et losditz VII sols x dinees 1/2
 per foece, condan XI^m foexs, complin III^m VIII^c XII seutz IX sols.
 Et aixi y sobre XVI seutz III sols VIII dinees, mes lo thesaurer deu
 pays sera tengut rebate de la some deusditz carexs los foexs
 afranquitz VII sols x dinees 1/2.

30. *Pentacoste* 1499.

Et a l'autredit termi se lheberan losditz III^m seutz soletz; et per
 aquetz lheber avieyra per foece, condan XI^m foexs, sieys sols sept
 dinees, et si tieyera III^m XXIII seutz II s. VIII dinees; et aixi sobre-
 ran en la man deudit thesaurer losditz XXIII se. II s. VIII d.

(1) *Momais*, canton de Lescar. Par *gardes* il faut entendre ici la garnison et non les officiers municipaux.

(2) *Mesplede*, canton d'Orthez.

(3) Sur la dette des États à Pierre Morin, général des finances, voir plus haut, p. 97, § 4.

(4) Pour le rachat des lettres de marque par les Oloronais, voir p. 65, 77 et 105.

(5) Boniface, évêque de Lescar, voir p. 112, note 1.

31. Fo apunctat que lo thesaurer deu pays audira et concludira los comptes deu Sindic Neys et fornira si prener deu, et lo sera prees en sons contes.

32. [Fol. 34 v^o.] *Lo XIII de fevrier 1497, lo Ters Stat per supplication demanda copie de las instructions [et] commission (1) et, agule deliberation per los Tres Statz, los fo autreyade.*

XLVI.

SESSION DES ÉTATS A PAU EN SEPTEMBRE 1498, SOUS LA PRÉSIDENCE DU SEIGNEUR D'ARIGNAC, EN PRÉSENCE DE LA PRINCESSE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture. — 2. Missive aux États. — 3. Commission. — 4. Instructions au seigneur d'Arignac. — 5. Mort de la reine de Portugal et maladie de la reine de Castille. — 6. Mort du prince de Castille et du roi de France. Ambassades en France, en Castille et en Portugal. — 7. État de la maison du Roi, de la Reine et des princesses. Demande d'anticipation de la donation faite à Lesear. — 8. Les souverains se réservent de réparer les griefs quand ils viendront dans le pays. — 9. Réponse des États qui demandent la réparation des griefs et refusent l'anticipation demandée. — 10. Affaire du guiti et voyage de Ramon de Casarrer, du syndic Neys et du trésorier à Bordeaux. Examens des comptes du syndic Neys. — 11. Réponse du seigneur d'Arignac : les États maintenant leur décision.

A Pau en septembre 1498.

1. Tres Estatz de Bearu, Marsan et Gavardan, mandatz ajustar a Pau au vii^{al} de septembre mil iiii^c xcviij, ont se deben trobar los Reys, et y fo cometut Mos. d'Arinhac (2). Et losditz Estatz se ajustan audit loc, et lo xviii deudit mes, fens lo castet de Pau, en presence de Madame la princesse (3), per lodit d'Arinhac fon

(1) Ce sont les lettres de commission pour le vicomte de Lautree et les instructions, publiées plus haut, p. 144.

(2) Vésian, seigneur d'Arignac, maître d'hôtel du roi François Phœbus, avait été témoin du testament du roi de Navarre en 1483. (Archives des Basses-Pyrénées, E 325.) Il figure comme exécuteur testamentaire dans le testament de Madeleine de France, princesse de Viane, en 1493 (*Ibidem*, E 545), et dans le testament de Catherine de Navarre, en 1504, comme grand-maître d'hôtel de la Reine (*Ibidem*, E 551). — *Arignac*, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Foix (Ariège).

(3) Anne, princesse de Navarre, fille de Jean d'Albret et de Catherine.

presentades une lettre missori deusditz Senhors et une commission et instruction, las tenors de lasquoaus se seguen :

I.

2. *Lettre missice du roi et de la reine de Navarre aux États de Béarn, Marsan et Gabardan, pour s'excuser de ne pouvoir se rendre à l'assemblée convoquée à Pau, le 8 septembre 1498, et pour leur recommander le seigneur d'Arignac, leur conseiller, chargé de présider les États.* — Pampelune, 1^{er} septembre 1498.

II.

3. *Commission donnée par Jean d'Albret et Catherine de Navarre, seigneurs de Béarn, à Vesian, seigneur d'Arignac, pour présider en leur absence les États de Béarn.* — Pampelune, 1^{er} septembre 1498 (1).

III.

MÉMOIRE ET INSTRUCTIONS POUR LA TENUE DES ÉTATS.

4. *Memorie et instruction per lo Rey et la Regine, senhors de Bearn, balhades au senhor d'Arinhac de sso que de lor part et en presencie de Madame la princesse, lor fille et loctenente generale, aura a dire et remonstrar a las gens deus tres Estatcz de Bearn, Marsan et Gavardan, per losditz Senhors mandatz assembler en lo loc de Pau.*

5. Prumerament dira cum la intention de lors Magestatz, la et quant mandan far ladite assemblade, cren de s'en anar part dela per visitar lors pays et y far residence, et, estan sus lor partide (2); es survengude la mort de la regine de Portugal, per laquoal et per la indisposition de la Regine de Castille (3), et aixi ben per auguns principals affers qui an ab los Rey et Regine de Castille,

(1) Ces deux lettres sont conçues dans les mêmes termes que les documents de même genre publiés précédemment.

(2) *Partide*, départ.

(3) Isabelle la Catholique.

qui toquen grandement lor ben et honor et de lor present reyaume de Navarra, an agut aviis de se tenir per auguns jorns part dessa, per entener en lo tot et y donar lo melhor ordi qui los sera possible, affin que breument s'en pusquen anar part della, aixi que an bon desir.

6. Item dira que en aquest an present, tant a cause de las mors qui son survengudes, prumerament deu princee de Castille (1) et en apres deu Rey de France (2), la malaudie de ladite Regine de Castille, cum per lors antes afferes et besonhes, ausditz Senhors a convengut trametter grandes enbaixades devers la Regine de France (3) et los Rey et Regine de Castille, per los visitar et consolar, et a plus avant devers lo Rey de France, qui es de present, ont de long temps en sa, es l'avesque de Lescar et antes de la mayson deusditz Senhors a grand care et despense; et encoeres de noveg an a trametter en Castille, a cause de la mort de ladite regine de Portugau, dont an agut et auran a portar grans charges et despenses, aixi que plus amplement an dat cargue audit senhor d'Arinhac los dire.

7. Item en oltre y es lor estat ordinari et de Madame la princesse et de Madame Cathaline, lors filhes, et si ben lor anade part dela que no pot esser sens grans carexs et despenses, a cause de que trametten expressament lodit senhor d'Arinhac per los remonstrar las causes susdites, et cum la donation darrerament autreyat en la ciutat de Lescar (4) sie estade feyte a ssi longs temps que losditz Senhors no s'en poyren a present ajudar, aixi que an bon besonh, ni auren facultat [fol. 37] ny disposition de provedir a las charges et necessitatz susdites. Per que preguera et exortera de part losditz Senhors a las gens deusditz Estatz que aven regart au tot, bulhen anticipar ladite donation de maneyre que aquere se pusque culhir et llebar promptement, et lors magestatz s'en pusquen ajudar; car autrement lor honor, stat et benefici de lors subjectz ne damoraren grandement retardatz.

(1) L'infant don Juan, fils aîné de Ferdinand et d'Isabelle.

(2) Charles VIII, roi de France.

(3) Anne de Bretagne, reine de France.

(4) Session des États à Lescar, en juillet 1496. Voir plus haut, p. 127. n° XLIII.

8. Item au cas y age alguns complanhiens en lodit pays, sie per defallhiment de justicie o autrement, de ont ne damorassen greuyatz, so que losditz Senhors no creden; cum etz sperin estre breument part dela, cum dit es, se reserven la reparation dequetz, ab prepaus et deliveration de incontinent que y seran arribatz lo tot redusir et tornar a lor estament degut, de maneyre que auran cause de ne demorar contens; et aixi de part losditz Senhors los ac dira lodit d'Arinhac.

Expedide a Pampaloue, lo prumer jorn de seteme l'an mil III^e LXXX oeyt.

JOHAN.

CATHALINE.

Per mandement deu Rey et de la Regine.

P. DE LABETZ.

9. Et presentades lasdites pessés, lodit senhor d'Arinhac prepausa sa charge, etc. et fo dit que y abisaren et respondoren, etc.

Et despuys lasdites gens confferin ben amplament enter lor et fo dedusit que darrerament Mos. de Lautrec abe tengut los Estatatz per nom deusditz Senhors (1), ont abe reparat plusors greuyes, las quocaus reparations eren stades rompudes, tant jus color de appellations que autrement, et autres greuyes inferitz; et vist so dessus et la sterilitat qui aben occorrut, per rason de laquoal lo pople es constituit en grande paubresse, concludin que no poden far tal anticipassion.

10. Despuys fo remonstrat lo feyt de la prosuyte deu guïit et lo viadge de Mos. Ramon de Casarrer abe feyt a Borden et ab luy lo Sindic Neys et lo thesaurer deu pays (2). Et cum despuys y ere retornat lodit Neys et portat cent escutz et lodit Sindic dixo que, tant per aqnet viadge quocant per los autes passatz, lo ere degude augune some, et que lodit thesaurer, per mandement deu pays, lo abe audit sons comptes de las causes passades entro ad aquest darrer viage, et se trobabe que deus passatz debe prener quinze escutz et dequest tant ben alguns seutz entro a detz environ, domandabe estar satisfeyt. Per Messenhors de Statz fo diit et

(1) Séance du mois de juillet 1496. Voir plus haut, p. 127.

(2) Peyroton d'Abbadie de Navarrenx.

mandat audit thesaurer [fol. 37 v^o] que visitasse losditz darrers comptes et que pagasse audit Syndic lo que trobere lo ere degut, et si de sa recepte no abe argent, que ne sereasse au care deu pays et pagasse lo tot, et que las besonhes, etc. retardassen, etc...

11. Et despuys fo feyte la resposte deudit d'Arinhac, presente Madame la princesse (1), et empres plusors cercantz (2) fo concludit cum dessus.

Actum a Pau, fens lo castet, lo XIX de septembre mil III^e xcviii.

XLVII.

SESSION DES ÉTATS A SAUVETERRE, EN NOVEMBRE 1498, SOUS LA PRÉSIDENCE DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE: 1. Ouverture: demande d'anticipation de paiement. — 2 Cahiers de doléances. Octroi de l'anticipation pour le jour de Noël. — 3. Démêlés de marchands béarnais avec les Aragonais. — 4. Affaire du Guifit. — 5. Crue d'imposition remise au Syndic. — 6. Reddition des comptes du Trésorier. — 7. Poids du grain d'or. — 8. Comptes du Syndic. — 9. Comptes avec le receveur général. — 10. Gages des auditeurs des comptes. — 11. Reste du compte du trésorier. — 12. Compte du rabais des feux.

A Saubaterre 1498.

1. Tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan mandatz per la serenissime Regine... etc. tenir a Sauvaterre au ters jorns de novembre mil III^e xcviii; et lo ix jorns deudit mees fo feyte la uberture per la persone vocade, ladite Senhore demande anticipar la donation de Penthacoste venent, per la darrera solution deu IX^m seutz de una part autreyade et de mil sentz d'aute, davant a xxv de janer mil III^e xcvi^{et} (3); et cum per ladite darrera solution agos feyt congregar losditz Estatz et presidir Madame la princesse, sa fille, et lo senhor d'Arinhac (4), et car ere demandat

(1) Anne, princesse de Navarre, fille aînée de Jean et de Catherine.

(2) *Cercantz* a ici le sens de *cerques*, recherches.

(3) Session des États à Lesear, en janvier-février 1497, sous la présidence du vicomte de Lantree, voir plus haut, n^o XLV, p. 143.

(4) Session du mois de septembre 1498. Voir plus haut, p. 151.

anticipar (1), per so en effieyt demanda que la solution de la Penthacoste prosmar venent, que es vi sols vii dinees per foec, se anticipi et pagat lo tot en present, etc.

2. Et feyte ladite uberture, las gens deusditz Estatz se retiran a part et puyz fo concludit que remonstrassen los greuyes, aixi que fo feyt (2). Et puyz lo xvii deudit mees fo feyte resposte, so es que offerin anticipar lodit termi, et que la solution, qui ere orde-nade far a ladite feste de Penthecoste prosmar venent, se fara et comensera d'estar mandade talhar a la Nadau prosmar venent, et que los recebedors no poyran far execution entro passat lo jorn de Quoaresme intrant a las rigors et executions acostumades.

3. Et plus es stat concludit sus so que Arnaud Ramon de Geyres, de Lurbe (3), et parellament Guilhemot deu Poey d'Oloron an remonstrat sus so que pretenen que las gens deusditz Estatz deben trameter en Aragon; et car lo negoci y debe estar comprees a estar debatut et proseguit, lo que no ere stat feyt, supplican y fos remediati. Es stat respot que los conselhers deu pays audissen lo cas (4) et referissen, et sere provedit segont la exigense dequeg; et empres que losditz conselhers agon audit los susditz, reportan que quant lo pays trametera en Aragon per autes causes, proseguiran tant ben lo cas deus susditz.

4. Oltre plus, fo remonstrat que ere necessari proseguir lo guit et la provision de sso de Garritz (5); es estat concludit et autreyat que losditz negocis sien proseguitz et per aquero far sien sercatz et fornitz los dinees necessaris ab conselh deusditz conselhers, lo tot au care deu pays.

5. D'autre part lo Sindic Neys remonstra que lo recebedor deu parsan de Pau abe crubit deu loc de Pau detz o xii scutz, pauc mes o menhs, de certaas rebaxs de foecxs, los quòals lodit recebe-

(1) Les États avaient à cette époque refusé l'anticipation du paiement de l'imposition, parce que les promesses faites par le vicomte de Lautrec n'avaient pas été exécutées et que le pays souffrait de la stérilité.

(2) Voir sur le mode de délibérer des États, *Les États de Béarn*, p. 262 à 274.

(3) *Lurbe*, canton d'Oloron-Sainte-Marie-Est.

(4) Sur les conseillers du pays qui étaient alors Ramon de Casarrer et Pées de Fabrica, voir *Les États de Béarn*, p. 292-293.

(5) *Garriz*, l'un des chefs-lieux du pays de Mixe, aujourd'hui dans le canton de Saint-Palais.

dor deu dar au pays; per so lodit Sindie demande que los podos erubar; et losditz Estatz fon contens et losditz Estatz l'on fen donation de sso que lodit recebedor se trobere deyen dar et fen cession de sas actions.

6. [Fol. 38.] Oltre plus, fo remonstrat que Peyroton d'Abadie de Navarrenxs, thesaurer deu pays, debe redder comptes (1); per losditz Estatz fo concludit que lodit Thesaurer los redosse; et per aquetz audir, per las gens de la glisie fo cometut Mos. de Lue (2), et per Messenhors de barons et gentius homes fo cometut Mos^r de Meriteuh (3), et au regart deu Ters Stat dixo que no y volo cometer, mas que cascun y volo estar, et aixi fo feyt; et lo xx deudit mees 1498, fon auditz losditz comptes a Saubaterre et sens despense (4).

7. Et en losditz Statz es stat concludit que lo pees de miey graa d'aur se thiera (5), et que los comissaris deus remedis possen et sy auran facultat de condempnar lo bencut aus despens et que las ajustades de escutz se fara justa l'artigle sus asso passat.

8. Item lo Sindie Neys a balhat son compte de certanes fornitures feytes a Borden, Sent Seber et autrement, aixi que a remonstrat ont se es trobat que lodit Sindie deu aber unze scutz detz sols; es stat concludit que lo thesaurer deu pays lo pagui deus dinees de ssa recepte.

9. Item es stat concludit que los Sindies faran diligence de saver las restes que Arnaud d'Abadie de Lesear (6), general, deu donar au pays, et lo balheran l'estreyt affin que lodit general aprestit lo compte ab lo relique per emplegar a las [cargues] deu pays.

10. Item per los audidors de condes es estat concludit que lo thesaurer deu pays paguera a Mos. de Lue trente scutz, et asso car

(1) Voir plus loin la vérification des comptes de Peyroton d'Abadie, trésorier de Béarn.

(2) Arnaud II de Navailles, abbé de Lueq.

(3) Tristan, seigneur de Méritein.

(4) Voir plus loin, Reg. 680, fol. 44.

(5) Voir l'extrait de la délibération des États, Reg. C 680, fol. xiv v^o, et plus haut, p. 19, 21, 22, n^{os} IX, X, XI.

(6) Sur Arnaud d'Abadie, seigneur de Narp et du Laur, général des finances, voir plus haut, p. 7, note 2.

los antes senhors ne aben agut et no eg, qui abe portat care. Et parellament paguera a Mos. de Meritenh detz seutz, car los seran rebatutz en sons comptes.

11. Et aixi de queste donation sobrera en la man deu thesanrer deu pays aixi que es diit a mil^{te} foelhes davant (1), so es vint et tres seutz dus sols oeyt dinees; et de conclusion de comptes vint et ung seutz quinze sols ix dinees.

12. Memoria de xvi seutz iii ss. viii d. que y sobra, audit mil^{te} foelhes, ont se parle deu rebaxs de foexs.

Lo Rebaxs deusditz foexs

Per Ortes XLII foexs	}	CLXIII foexs III quozartz.	
Per Pau LXX foexs III quozartz			
Viebill } Montanerès }			III foexs II quozartz
Oloron XIX foexs			
Navarreus XXVII foexs II quozartz			

Per lo termi de Nostre Done d'Agost et de Totz Sans mil mil^{te} xcviij y abe mil vi^{te} l seutz viii sols iii dinees.

Monte lo rebaxs a xvi arditz i baquette per foec, rebatut per losditz CLXIII foexs III quozartz viint et quozate seutz unze sols sieys dinees.

Per lo termi de Totz Sans mil mil^{te} xcviij y abe oeyt cens dodze seutz nau sols; — monte lo rebaxs deusditz foexs dodze seutz dus sols iii dinees. [Somme]. . . . xxxvi se. xiii s. x d.

(1) Voir plus haut, Reg. C 680, fol. 34.

XLVIII.

SESSION DES ÉTATS A PAU, EN JUIN 1499, PRÉSIDIÉE
PAR LE ROI ET LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Donation de 10,000 écus, dont 8,000 pour le Béarn. — 2, 3, 4. Premier terme : 4,000 écus. Gages des syndics et des conseillers. — 5, 6. Indemnités au Sénéchal et au baron d'Andoins. — 7. Voyage des Syndics à Jaca. — 8. Carnes de Sauveterre. — 9. Gages du Trésorier. — 10. Secrétaire. — 11, 12, 13. Second terme : Gages des Syndics, Conseillers et Trésorier. — 11. Répartition. — 15. Gages des receveurs.

Tres Estatz lo XII^m de jun l'an mil III^m navante et nau.

1. En la assemblada deus tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, de mandament deu Rey et Regina au loc de Pau feyte, es stade feyte donation ausditz Senhors [de] la some de detz mile seutz, condan XVIII sols per seutz; et rebatutz dus mile seutz per los de Marsan et Gavardan et quota a lor appartenente, resta au pays de Bearn oeyt mile seutz antreyatz pagar, la mieytat a Marteror prosmar venent, et l'aute mieytat a l'aute Marteror prosmar apres seguente, que sera mil sineq centz.

2. A ladite Marteror mil III^m navante et nau, per losditz Senhors losditz quotate mile seutz III^m seutz.

3. Item per los gadges deus Sindics per ladite Marteror prosmar venent, oeytante et VIII seutz XVI sols. LXXXVIII sc. XVI s.

4. Item per los gadges deus conselhers (1) per ladite Marteror. cent seutz per totz dus c sc.

5. Item cum en autre ajustada fon autreyatz a Mosseuhor lo Seneschal vingt et sine seutz per sas despences, et en la present assemblada fon autreyatz audit Mos^r lo Seneschal cent seutz.

. CXXV sc.

6. Item fon autreyatz a Mos. d'Andonhs (2), per sas despences et support dequeres, la some de cent seutz. c sc.

(1) Ramon de Casarrer et Pées de Fabrica.

(2) Jean, baron d'Andoins, avait été témoin du testament du roi François Phœbus, en 1483 (Arch. des Basses-Pyrénées, E 325) ; il prit part à la conspiration des barons de Béarn, en faveur du vicomte de Narbonne ; mais, en 1493, il fit sa soumission à Jean et à Catherine de Navarre et prêta serment de les servir envers et contre tous, révoquant le serment précédemment fait au vicomte de Narbonne. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 545.)

7. Item cum Mos. Ramon de Casarer, M^{te} P. Ferran (1), M^{te} Fortaner de Neys, Sindie, et Johan de Coralet de Monenh (2) sien anatz a Jacca (3), ond an demorat per plusors jorns, et jassie agen agut XL sentz balhatz per lo Thesaurer deu pays, es stat concludit que se pagueren per lor satisfaction de sso que deuran haber sober lo qui an prees, so es cent vingt scutz.

8. Item aus frays Carmes de Saubatterra fon autreyatz detz scutz.

9. Item per los gadges deu Thesaurer deu pays vingt et sine scutz xxv sc.

10. Item per Maeste Bertran de la Vinhe, secretari (4), per son salari de las quitances qui retendra de las obligations de Pierre Morin et sons tribalhs aura sieys scutz. vi sc.

Some. III^m v^c LXXIII sc. XVI s.

Et aixi a ladite Marteror mil III^c xcix, per lievar las parceles suusdites, condan XI^m foecs complitz, so es sept sols sieys dinees, que assendexs a III^m v^c LXXXIII sc. VI s.; et aixi y sobre, condan cum dessnus, oeyt scutz VIII sols. VIII sc. VIII s.

11. Per los gadges deus Sindies per ladite Marteror mil v^c oeyt tante oeyt scutz XVI sols. LXXXVIII sc. XVI s.

12. Per los gadges deus conselhers per ladite Marteror mil v^c, so es cent scutz. c. sc.

13. Item per los gadges deu Thesaurer deu pays per lodit termi, aura vint et sineq scutz. xxv sc.

Some. III^m II^c XIII sc. XVI s.

[En marge:] Aquestes dues pagues se son liebades, la prumere per sy et aqueste a Paschoe et Pentheocoste.

14. Avieyra per foec a ladite Marteror sieys sols unse diners per foec, que ascendexen a III^m II^c xxvi scutz v sols III diners. Et

(1) Pierre Ferrand avait été nommé juge de Béarn, en 1495.

(2) Jean Coralet, dit Manbristo, jurat de Monein (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1463) fut nommé, en septembre 1499, trésorier de Béarn. (Reg. C 680, fol. 39 v^o.) Voir plus loin, p. 164, note 1.

(3) Jacca, province de Huesca, en Aragon.

(4) Bertrand de Lavigne, curé de Coarraze, secrétaire du roi de Navarre. Voir plus haut, p. 147, note 4.

aixi, pagat so dessus, y sobre dodze scutz et sept sols III diners, condan XI^m foccs complitz. XII sc. VII s. III d.

15. Et per llebar lasdites parcelles seran impetrades comissions in forme consuete (1); et per lo recebedor se pagueran a ung cascum, aixi que es pausat, car en paguin aixi tal recebedor qui aura lo care de la recepte, ne sera quittes ab quittances suffisentes.

Actum a Pau, lo XII de julh 1499.

XLIX.

SESSION A PAU, EN SEPTEMBRE 1499, EN PRÉSENCE DU ROI
ET DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture : demande d'anticipation. — 2. Les conseillers doivent être du pays. — 3. Officialité d'Orthez. — 4. Cours des ducats et florins d'Aragon. — 5. Pas de nouvelle donation avant le terme anticipé. — 6. Les fonds du pays levés avec la donation seront remis au trésorier.

[Fol. 39 v^o.] *Tres Estatx mandatx en septembre 1499, a Pau.*

1. Et feyte las remonstrations per lo Rey et Regine, concludens que los detz mili scutz darrerament autreyatz, los quoaus se deben llebar la mieytat a las Totz Sans prosmar venent mil III^c navante nau, et l'aute mieytat a la Marteror mil sineq cens, et domandassen anticipar la paga darrer de Marteror mil v^c ab la paga de Marteror mil III^c XCIX,

Et feyte la consultation, per losditz Estatx es stat concludit et respondut cum seq :

2. So es que las gens deusditz Estatx an supplicat plagosse ausditz Senhors provedir lor conselh (2), aixi que lors predecessors aven acostumat, de gens de son pays, tant de temporals cum

(1) Voir la commission donnée par Catherine de Navarre, Reg. C 680, fol. 3, p. 1 à 5.

(2) Aucun document ne permet de préciser la date de la création du Conseil souverain de Béarn qui remplaça, à la fin du xv^e siècle, l'ancienne Cour Major tombée en désuétude et qui fut réorganisée en 1517. Il s'agit ici non des Conseillers du pays nommés par les États, qui étaient Béarnais, mais des Conseillers du roi et de la reine de Navarre.

d'église. — Et sus asso losditz Senhors an respondut que aixi se fare.

3. Oltre plus es stat autreyat que l'avesque d'Ax (1) novet no sie admetut a son segrament davant que retorni l'officiau d'Ax en Ortes (2) en sas prerogatives et gaudenses, tant deu Navailles (3) que d'autes, et lo tot aixi que ab anticq es estat acostumat. — Au que es respondut que aixi se fare.

(1) L'évêque de Dax était, en 1494, lors du couronnement de Jean et Catherine, Bertrand de Boirie; mais le *Gallia Christiana* ne donne pas le nom de son successeur, dont il est question ici. Arnaud de Boirie, neveu de Bertrand, est mentionné comme évêque de Dax de 1506 à 1514. (*Gallia Christiana*, t. I, col. 1055.)

(2) Il y avait longtemps que les Béarnais réclamaient le rétablissement de l'officialité d'Orthez, par l'évêque de Dax. Le diocèse de Dax avait, en effet, en Béarn, trois archiprêtres: 1° celui de *Rivière-Fleure*, en partie, comprenant le canton de Salies, moins Bérenx, Salles Mongiscard et Belloeq; 2° celui de *Rivière-Luy*, en partie: Sault-de-Navailles, Bonnut, Lacadée, Saint-Médard, Castéide-Candan; 3° celui de *Rivière-Gave*, comprenant le pays de Rivière-Gave et Orthez. Le cartulaire d'Orthez, dit le *Martinet*, renferme un curieux mandement du roi Charles VIII, relatif à cette officialité d'Orthez:

« De par le Roy.

« A nostre amé et féal. De la part du seindic de la ville d'Ortès en Béarn « nos a esté remonstré que de tote ancianneté a un official en icelle ville tenant « juridiction, o ont accoustumé venir et respondre los habitantz en la terre de « Navailles et lieu de Bonnegarde jusques à puis nagnères, que vos estes par « force les vouloir faire respondre en la ville d'Axès à leur grant travail, « préjudice et dommaige. Et pour ce que desirons qu'ils soyent favorablement « traitez et entretenuz en lieurs anciens droitz et costumes, nous vous prions et « mandons bien à certes que vous depportez de les faire molester ne travailler « d'aller plaider ne respondre en premiere instance ailleurs que dabant lodit « official, ainsi qu'ilz ont fait et faisoyent per abant et du vivant defuuz noz tres « chiers senhors ayeul et pere, que Dieu absoille, maiz les entretenez en l'estat « que les trobastez à vostre provision et abevenement en vostredit evesché en « bonne et singulière recommandation, et vos nos ferez plaisir. Donné à Meleun « lo xx^e jorn d'agost (1498).

« CHARLES,

et plus bas: « ROBERTELIS.

« A nostre amé et féal conseiller l'evesque d'Acers. » (Archives com. d'Orthez, AA 1, fol. LVII.)

Ce document, qui n'est pas daté, doit être peu antérieur à la mort de Charles VIII et à la session des États de septembre 1499.

(3) Le *Navailhès*, qui avait pour chef-lieu Sault-de-Navailles, était, au commencement du XII^e siècle, le siège d'un archidiaconé du diocèse de Dax, dont les limites paraissent avoir compris les archiprêtres de Rivière-Luy et de Rivière-

4. Item es stat demandat que los ducatz vielhs et florins d'Aragon agen cors sens mingoe, mas que pesan dus diners sedze graas (1), et que lo miey graa aye tant ben cors, et per asso far sien autreyades lettres ab la clam de affinar los balanses et pees.

Ad asso fo respondut que aixi plase ausditz Senhors.

5. Et asso remonstrat et expedit, es stat concludit que losditz Estatz son contens anticipar lodit darrer termi de ladite Marteror mil sineq cens et que se lhebi a Paschoe prosmar venent mil sineq cens; et considerade la grande donation qui es stade autreyade, et que aquere es stade feyte ab deliberation de no anticipar, so que ere stat declarat, et per losditz Senhors ausditz Estatz autreyat, et per lo relheu (2) deu poble, cargat de tant grande abreviation et solution, attendutz los grans deutes ont lasdites gens, a cause de las famines, son tengutz, an concludit que sie supplicat ausditz Senhors que no fessen demande de novera donation davant lodit termi de ladite Marteror anticipat; — lo que es stat autreyat.

Actum a Pau, lo xxviii de septembre mil m^{cc} xc nau.

6. Oltre plus en losditz Estatz es stat concludit et autreyat que cum, en et ab la darrere donation susdite, sien statz autreyatz et cochatz certains dines per los carxs deu pays et sien metutz en las comissions ab las quoaus ladite donation se a de lhebar, et lo tot ere cometut a Pierre Morin (3); et cum a present Johan de

Gave, et une partie de celui de Rivière-Fleuve. Plus tard, ces archiprêtres furent remis à Farchidiaconé de Dax, et Sault resta le chef-lieu de l'archiprêtré de Rivière-Luy. C'est de ce *Navailhès* qu'il s'agit ici et non du *Navailhès*, notairie ayant pour chef-lieu *Navailles* (canton de Thèze) et ayant comme circonscription une partie des cantons de Thèze et de Morlaàs. (Paul Raymond, *Dictionnaire topographique*, p. 157 et 121.)

(1) D'après l'ordonnance du 20 mars 1494, relative au cours des monnaies, les ducats vieux devaient peser deux deniers huit grains et valaient vingt-cinq sous; l'ordonnance du 19 août réduisit le poids légal à deux deniers seize grains, comme les florins d'Aragon. Le ducat vieux de Navarre valait 25 sous jacquais et le florin d'Aragon 18 sous; en 1480, la valeur de ce dernier n'était que de 17 sous 6 deniers. Voir plus haut, p. 14, 21, 24 et 25.

(2) *Relheu* a ici le sens de soulagement, dérivé du terme de procédure signifiant mainlevée.

(3) Pierre Morin, général des finances.

Coralet sie thesaurer de las gens deu pays (1), an volut et concludit que tals somes recebe lodit de Coralet et las balhe ad aquetz [fol. 40] a qui per losditz Estatz es stat ordenat, et ne prenera quittances et fara compte et care descarg, aixi que au cas apartien (2).

L.

SÉANCE DE JUIN 1500, A PAU.

SOMMAIRE : Demande de subvention pour un voyage en France rejetée.

Statz mandatz a Pau en jun mil sine cens, et feytes remonstrations et demande per anar en France, etc. Finalment, lo xx de jun fo feyte resposte de no poder donar (3).

LI.

SESSION DU MOIS DE SEPTEMBRE 1500, A PAU.

SOMMAIRE : 1. Donation de 4.000 écus. — 2. 3. 4. Gages des Syndics, conseillers et Trésorier. — 5. Procès du guitt. — 6. Péage de Montosser. — 7. Négociations du juge de Bigorre en France et en Aragon. — 8. 9. 10. Indemnités au juge Ferrand, à P. de Fabrica, au docteur de Salette. — 11. Voyage du Trésorier et du Syndic à Sarragosse. — 12. Indemnité à la vallée d'Ossau. — 13. Remboursement au domenger de Louvie. — 14. Indemnité à la ville d'Oloron pour poursuite d'un crime. — 15. 16. 17. Gages des secrétaires, du serviteur du Syndic, d'un héraut qui est allé à Sarragosse. — 18. Dépenses faites par le Trésorier pour messages en Aragon. — 19. Tailquets. — 20. Répartition.

En la assemblade deus Estatz a Pau, feyte en lo mees de septembre l'an mil sineq cens, fon pausades las somes sequentes

(1) Jean de Coralet de Monein fut nommé, dans cette session de septembre 1499, trésorier de Béarn, en remplacement de Peyroton d'Abbadie de Navarrenx.

(2) Voir l'audition des comptes de Jean de Coralet, plus loin, Reg. C 680, fol. 44 v°.

(3) Les États avaient prié les souverains et ceux-ci s'étaient engagés à ne pas faire de nouvelle demande de donation avant la Toussaint de l'an 1500, terme fixé pour la levée de la donation précédente. C'est le motif du refus des États en 1500. Voir Reg. C 680, fol. 39 v°, p. 163, § 5.

per se quotisar (1) et lhebbar sus Bearn a la feste de Nadau prosmar venente que sera l'an mil v^e .

1. Primo fo autreyade donation au Rey et Regine per los pays de Bearn, Marsan et Gavardan sincq mili seutz, et dedusit lo v^{al} diner per Marsan et Gavardan, avien a Bearn III^m escutz. III^m sc.

2. Item per los gadges deus Sindicxs oeytante oeyt seutz sedze sols, per ladite Marteror de l'an mil sincq cens. LXXXVIII sc. XVI s.

3. Item aus conselhiers, so es au judge de Begorre et a Fabrica, au medix Marteror, a caseum sinequoante seutz. c se.

4. Item a Johan de Coralet, Thesaurer deu pays, vint et sincq seutz XXV sc.

5. Item per lo guît fon pausatz, per far las informations et complir lo proces, quoaate cens seutz, qui se preneran en la man deu Thesaurer deu pays per los balhar quant las inquestes se fessen, et lodit Mos. lo Judge de Casarrer se es offerit far la diligence, si degunement lo es possible. III^c se.

6. Item per aber lo rest et far la execution sus lo peadge de Montosser (2) cent seutz; lodit Mos. lo Judge ne a prees la charge c se.

(1) *Quotisar* ou *cotisar*, taxer ou même répartir.

(2) *Montosser*, *Montoussé*, canton de Labarthe, Hautes-Pyrénées. — Louis XII avait chargé le sénéchal de Toulouse de défendre au capitaine de Montossier d'exiger aucun péage des habitants du Béarn qui passaient devant cette place par la lande de Boue. (Archives des Basses-Pyrénées, E 328.) Cette affaire remontait assez haut, car dans les cahiers des États du 8 mars 1443, on lit (art. xvi) : « Item, cum a tot jorn los marchantz de Bearn et d'autes sien « raubatz et pillatz en lane de Boc per Potii, castelan de Montoser o per sas « gentz, suppliquen et requerin los susditz que los y vulhe provedir cum egs « ni autes per lodit Potin ni sas gentz no sien raubatz ni pillatz, etc. » (Arch. des Basses-Pyrénées, E 319, fol. 245.)

Voici l'arrêt ou plutôt le mandement exécutoire de l'arrêt du Parlement de Toulouse contre le capitaine de Montosser, envoyé par le roi Louis XII au Sénéchal de Toulouse :

« Loys, par la grace de Dieu roy de France, au Seneschal de Tholouse ou son « lieutenant, salnt. Noz tres chers et trez amez cousin et cousine les Roy et « Roïne de Navarre nous ont fait dire et remonstrer que puis certain temps en « ça le Cappitaine de la place et chasteau de Montossier assise en vostre dite « Seneschaucée, son lieutenant et lacaiz estans en ladite place, en actemplant « temerement et sans autorité de justice s'esforsent, par violence et voyes indeues « et reprovées, contraindre les manans et habitans du pays de Bearn, passans

7. Item per recompense deus services que lodit Mos. lo Judge de Begorre a feytz, tant en lo viadje de France que negociation de Aragon et visitation de proces de Laneplan (1), oltre detz seutz qui abe prees deu Sindic Castanheda, aura cent seutz. . . . c sc.

8. Item a Mos. lo judge Ferrano, per lo servici per luy feyt en ladite negociation et visitation deudit proces et greuges vint, et sincq seutz XXV sc.

« et repassans par devant et apres de ladite place au travers et par la lanne
 « de Bouc avec leurs chevaulx, briz et charretes chargées de leurs marchan-
 « dises et biens, de leur faire paier certain tribut qu'ilz veullent dire et apel-
 « ler péage et exigent d'eulx plusieurs sommes de deniers des ungs plus des
 « autres moins, en les raençonnant et pillant indeuement et injustement jaçoit
 « que audit lieu ny au jamais en aucun droit de peage ou passage, mais ayent
 « les habitans et subgeetz dudit pais de Bearn acoustumé de passer et repasser
 « de tout temps et ancienneté devant et au pres de ladite place sans y paier
 « aucun peage ou tribut, en nous requerant leur pouveoir et octroyer sur
 « ce noz lettres et provision convenable. Pourquoy nous, les choses dessus-
 « dites considerées, voulans sur ce pouveoir et subvenir à nosditz cousin et
 « cousine, eu sur ce conseil et advis avec les gens de nostre conseil, et apres
 « ce que avons esté informez que pour ledit pretendu peage par ledit Capi-
 « taine de Montossier arrest a esté donné en nostre Parlement à Thoulouse, à
 « l'encontre du Cappitaine dudit lieu de Montossier par lequel a esté dit qu'il
 « ne le pourra plus lever et iceluy a esté par ledit arrest du tout aboly, vous
 « mandons, et pour ce que ladite place de Montossier est assise en vostre juri-
 « diction, commectons par ces presentes que en ensuyvant ledit arrest ainsi
 « donné par nostredite Court de Parlement à Thoulouse, vous oudit cas faictes
 « ou faictes faire expres commandement inhibicion et deffense de par nous
 « ausditz cappitaine, lieutenant, lacaiz et autres gens de ladite place sur cer-
 « taines et grans peines à nous à appliquer qu'ilz n'ayent plus à lever ne exi-
 « ger sur les manans et habitans dudit pais de Bearn aucunes sommes de
 « deniers pour raison dudit peage ou tribut qu'ilz pretendent par les passans
 « devant et apres de ladite place, mais les laissent passer et repasser franche-
 « ment, quittement, plainement et paisiblement ainsi qu'ilz ont acoustumé
 « d'ancienneté, sans leur donner aucun empeschement, et à ce faire et souffrir
 « contraignez ou faites contraindre lesditz cappitaine, lieutenant et autres gens
 « de ladite place qu'il appartiendra et qui pour ce seront à contraindre, ainsi
 « qu'il est acoustumé de faire en tel cas et non obstant oppositions ou appella-
 « tions quelz conques de ce faire, nous avons donné et donnons pouvoir. Donné à
 « Lyon le VII^{me} jour de may, l'an de grace mil cinq cens et de nostre regne le
 « troiziesme.

« Par le Roy, l'evesque d'Ally.

« ROBERTET. »

(Archives des Basses-Pyrénées, E 328, original sur parchemin.)

(1) *Laneplan*, canton d'Orthez, ressortissant autrefois au bailliage de Larbaig.

9. Item a Mos. P. de Fabrica, per sons tribalhs a ladite negociation, detz scutz x sc.

10. Item au doctor de Salette (1), per lor medixe negociation et visitation de greuge, sieys scutz vi sc.

Somme. III^m VIII^c LIII sc. XVI s.

11. [Fol. 42.] Item se pause per memoria que Johan de Coralet, thesaurer deu pays, et M^{te} Fortaner de Neys, sindic, per recompense et despense deu viadge per lor darrerament a Sarra-gosse feyt, et autes diligences per lo medix Neys, en lhebau los diners degutz per los deu pays aus de Aragon (2), et per executar la mercha contre los de Aragon (3), auran cent onze florins d'or, so es lodit Coralet sinequoante florins et lodit Neys sixante un florins d'or, etc.

12. Item deu medix argent d'Aragon a la Val d'Ossau, per lo heraut qui de comensament trameton et per autes despenses, vint et sineq scutz, mas no s'en fen prest ni mese (4) per so dessus.

13. Item au domenger de Lobier (5) detz florins d'or, pagadors de sinequoante qui Michalot (6) ne a refusatz, per so no s'en fey preze ny mysa; et so qui reste demori en man deu Thesaurer deu pays.

14. Item a la ciutat d'Oloron, per comportar la despense qui fen a la poursuyte de Steben Parisser qui abe amurtit home sus lo camí pres d'Oloron, detz scutz. x sc.

15. Item aus secretaris, per lors penes d'escrptures que au supportades per lo pays, vi scutz. vi sc.

(1) Jean de Salettes, chanoine de Lesear.

(2) Il s'agit du rachat de lettres de marque obtenues par des Aragonais contre des marchands d'Oloron et des bergers des vallées d'Aspe et d'Ossau.

(3) Les Béarnais avaient à leur tour demandé des lettres de représailles contre les Aragonais, et les envoyés des États sont chargés de négocier cette affaire.

(4) *Mese* pour *mise*, frais, dépenses.

(5) Gaillard de Casaus, domenger de Louvie. Voir plus haut, p. 102, note 6. Il était député d'Ossau et assiste, comme représentant des trois vallées, à la vérification des comptes de Peyroton d'Abbadie, trésorier de Béarn. (Reg. C 680, fol. 44, p. 171.)

(6) Bernard de Michalot, de Sainte-Colomme, avait obtenu des lettres de marque pour lesquelles les États paient, en janvier 1502, 211 florins d'or 9 sous 9 deniers. Voir plus loin, p. 170, § 3.

16. Item, au servidor deu Syndic Neys, per servici qui a feyt, sieys scutz VI sc.

17. Item per ung heraud qui ane a Saragosse per Johanolo Cauterer, Arnaud Ramon de Gieres, Bertran d'Abadie, et autres consors, per aver diffinition de lors negocis, quoaate scutz. III sc.

18. Item au thesaurer deu pays, Johan de Coralet, per fournitures que abe feytes en Aragon aus messadgers qui y son anatz, aixi que monstra per rollo contient nau partides signades de sa man, Mos. d'Arros (1), Mos. d'Abos (2), Odet de la Tor (3), lo domenger de Lobier et deu Syndic Neys, cent detz scutz nau sols. CX sc. IX s.

19. *Tailluquets.*

Item a Mos ^{or} de Comenge (4), per sas despenses, tres centz scutz	III ^c sc.
Item à Mos. lo Senescal, per sa despense per are, sixante scutz	LX sc.
Item a Mos. d'Andonhs (5), per lo medixs, quoarante scutz.	XXXX sc.
Item a Mos. d'Arros, vint scutz.	XX sc.
Item a Mos. d'Abos, quinze scutz.	XV sc.
Item a Mos. de Meritenh (6), quinze scutz.	XV sc.
Item a Mos. de Senta Colome (7), detz scutz.	X sc.
Item a Mos. d'Avescat (8), detz scutz.	X sc.
[Fol. 42 v ^o .] Item au veguer d'Asson (9) per sa pena quoaate scutz	III sc.
Item per lo ters Stat, sixante scutz.	LX sc.

Some. VI^c LXX sc. IX s.

(1) Roger, baron d'Arros.

(2) Espagnolet d'Antin, seigneur d'Abos.

(3) Odet de la Tour, jurat de Morlàas.

(4) Jean-Baptiste de Foix, évêque de Comminges, de 1467 à 1501, avait béni le mariage d'Anne de Navarre avec Gaston de Foix, fils du vicomte de Narbonne. Sans doute il présidait les États comme conseiller du roi et de la reine de Navarre. (*Gallia Christ.*, t. I, col. 1104.)

(5) Jean, baron d'Andoins. Voir plus haut (n^o XLVIII).

(6) Tristan, seigneur de Méritein.

(7) Bernard, seigneur de Sainte-Colomme.

(8) Antoine, seigneur de Bescat.

(9) Bertrand de Boeil, vignier d'Asson.

20. Soma v^m v^c xxv scutz vii sols et avien per focc nau sols Jaquès, que fen v^m v^c scutz; et cum y falhe xxv scutz sept sols, aquetz fornira lo Thesaurer et aus autes Statz lo seran remboursatz.

LII.

SESSION DU MOIS DE JANVIER 1502, A PAU, SOUS LA PRÉSIDENCE
DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture faite par la Reine, le Roi ayant été recevoir à Bayonne l'archiduc Philippe le Beau et sa femme. — 2. Donation de 7,000 éens, en deux termes. — 3. Lettres de marque de Bernard de Michalot. — 4, 5, 6. Gages des Conseillers, Syndics et Trésorier. — 7. Mission en Aragon. — 8. Garde des sceaux. — 9. Procès de Lanneplaa. — 10. Auditeur des comptes. — 11. Dette au fils de Pedro de Barranx. — 12. Répartition. — 13. Vérification des comptes de Peyroton d'Abbadie de Navarrenx, trésorier de Béarn.

1. [Fol. 43.] Tres Estatz per los serenissimis Rey et Regine, senhors de Bearn, mandatz au xv de janer mil v^c ung. La Regine solete presidi et fe la uberture, car lo Rey ere amat arcoelhe lo noble et potent senhor, lo senhor Philippe (1), archiduc, et l'archiduesse, sa molher (2), qui s'en anaben en Castille receber lo principal et succession degutz a ladite archiduesse, et l'accompanha entro a Bayone, puyz retorna aus Statz.

2. Et passatz los greuyes, per losditz Statz, inclus ab lor Marsan et Gavardan, fon autreyatz sept mili scutz, condan xviii sols Jaquès per scut, paguedors tres mili scutz a Paschoe prosmar venent, et los quotate mili scutz a Nostre Done de Septembre qui sera mil v^c dus prosmar venent; et ne toque a Bearn sineq mili sieys sens scutz. Et per losditz Statz es stat autreyat et concludit que a Paschoe se talheran et lheberan quotate sols per focc, et a ladite feste de Nostre Done, per pagament deu que abieyra lasbetz sus losditz quotate sols, ne toquera con sineq sols dus dinees per ladite donation; et plus carxs deu pays dejus scriutz se cochen

(1) Philippe le Beau, archiduc d'Autriche, fils de l'empereur Maximilien et de Marguerite de Bourgogne. Voir ses titres inscrits par le Syndic dans le Reg. C 680, fol. 1, n° xiii, p. 29.

(2) Jeanne la Folle, fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle la Catholique.

detz diners ; et aixi se lheberan a ladite Nostre Done de Septembre sieys sols per foec.

A Paschoe : IIII sols per foec.

A Nostre Done de Septembre : VI sols per foec.

Los carexs, per que son cochatz los precedentz, detz diners.

3. Primo per satisfaction de la mercha de Bernard de Michalot, de Senta Coloma (1), et de son consort, se cochen dus cent unze florins d'aur nau sols nau diners, condan XVIII sols IIII diners per florins. Monten dus centz quatorze scutz XVI sols IIII diners losditz florins, et ajustatz los sols et diners monten dus cens quinze scutz VIII sols I diner CCXV sc. VIII s. I d.

4. [Fol. 43 v^o.] Item per los gadges deus conselhers deu pays cent scutz audit termi. C se.

5. Item per los Sindies Castanheda et Neys oeytante oeyt scutz sedze sols audit termi. LXXXVIII sc. XVI s.

6. Item per los gadges deu Thesaurer deu pays audit termi vint et sineq scutz. XXV se.

7. Item per trameter en Aragon, seran balhatz sieys escutz au chevauteur (2), et tornera reposte et la balhera a Mos. P. de Fabrica et a mi Sindic per le consultar ab los juratz d'Oloron et autes et y provedir, aixi que fo concludit (3) VI se.

8. Item seran balhatz a Johan d'Orins et eg que retornera lo saget (4) a Johan de Coralet, thesaurer deu pays, quoaate scutz III se.

9. Item seran balhatz a Maeste P. de Perer (5), per recompense de sso de Lanneplan (6), sieys scutz VI se.

(1) Voir plus haut, p. 167, note 6.

(2) Chevaucheur, courrier.

(3) Il s'agit de l'affaire de Arnaud-Ramon de Geyres, de Lurbe, et de Guillemot de Poey d'Oloron, pour laquelle les conseillers du pays avaient été consultés en novembre 1498. (Reg. C 680, fol. 37 v^o.) Voir plus haut, p. 156, § 3.

(4) Jean d'Orins d'Oloron, jurat et député aux États (Reg. C 680, fol. 4), avait en déjà la garde du seau de Béarn, en août-septembre 1492, et avait été chargé de le remettre à Jean Coterer d'Oloron, nommé trésorier de Béarn : « et lo fes balhar lo saget deu pays qui es en man de Johan d'Orins d'Oloron. » (Reg. C 680, fol. 14.) Voir plus haut, p. 92, note 4.

(5) Pécs de Perer, juge de Béarn. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1978.)

(6) *Lanneplà*, dans l'ancien bailliage de Larbaix, canton d'Orthez. (Voir sur ce procès Reg. C 680, fol. 41 v^o, p. 166, § 7.)

Peyroton fo content. Et tant per audir losditz comptes deudit Peyroton, cum de Johan de Coralet, modern thesaurer, seren auditors et aixi fon comis los dejus scriutz :

Mos. P. de Fabrica, per la glisie (1); et tant per la glisie cum per los barons fon comis et deputatz.

Mos. d'Arros.

Mos. de Candau (2), si star y pot, o sino per luy Mos. de Bastances (3).

Plus Mos. de Montestruc (4), per los gentlius homes.

Et per lo Ters Stat :

Loys de Trescens, per Morlàas,
Bernad deu Borges, per Orthes (5),
Peyroton de Laroy, per Oloron,
Et Guillem Arnaud Dones, per Saubaterre,
Lo domenger de Lobier (6), per las tres Montanhes,
Johan deu Faur, per Lembeye,
Goalhardet de Claudie, per Mouenh,
Johanot de Laborda, per Nay,
Guillhem Ramon de Forbet, per Pau.
Arnaut de Trescens, per Gant,
Johanet de Pedetroy, per Lagor,
Lo bayle de Pontac, Johan de la Mote, per Pontac,

(1) Pierre de Fabrique était, comme on le sait, vicaire général de l'évêque d'Oloron et administrateur de ce diocèse depuis 1494, en même temps que conseiller du pays. Voir Menjoulet, *Chronique d'Oloron*, t. II, p. 17.

(2) Jean de la Salle, seigneur de Candau, assiste comme témoin au mariage de Roger, fils de Pierre de Béarn, baron de Miossens, avec Gratianne, fille d'Arnaud-Guilhem, seigneur du château de Salies. (Archives des Basses-Pyrénées, *Not. de Salies*, E 2181.) En 1497, Catherine de Navarre lui avait donné l'office de maître général de la monnaie de Morlàas, vacant par la mort de Gaston de Saint-Jean. (Archives des Basses-Pyrénées, E 326.) Plus tard, il est à ce titre chargé par les États de diverses négociations au sujet des monnaies avec la cour de France. Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 98 v°, etc.

(3) Ramonet de Minvielle, seigneur de Bastanès. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1605.) Voir plus haut, p. 92, note 1.

(4) *Montestrucq*, canton de Lagor, ancien chef-lieu de bailliage comprenant au seizième siècle Montestrucq et l'hôpital d'Orion.

(5) Bernard den Borges était déjà député d'Orthez à l'Abbrégé des États, en 1488. (Reg. C 680, fol. 4.) Voir plus haut, p. 59.

(6) Gaillard de Casaus, domenger de Louvie, député d'Ossau. Voir plus haut, p. 167, note 5.

Arnaut Guilhem deu Faur, per Salies,

Et l'un o l'autre deus Sindies.

Et balliatz per lodit Peyroton los comptes et aquetz visitatz, aixi que es contengut en son paper, se troba que lodit Peyroton dego aber de plus descargat que sa receipte, la some de oeytante sept seutz xvi sols i dinces; vray es que lodit Peyroton es debitor ont ere stat balhat per estat que pagasse, so es a :

Au monaster de Luc trente seutz, avans de ares a l'abat sanrer (1) autreyatz et balliat en care; et los balhera a Bertrand de Paradge d'Oloron qui los empleguera a reparation de la glisie (2), ab aviis deu Sindie Castanhede et deus religios deudit monaster o mayor part xxx sc.

Plus a Auger de la Marca, au capitayne de Pau et au domenger de Lobier, cade tres seutz, fon. ix sc.

Et si los secretaris deben prener, ac paguera sus sy.

Item aus de Pau sieys seutz vi sc.

Item aus de Montaner ung seut. i sc.

Item aus de Symacorbe detz seutz. x sc.

Item aus de Navarrenxs, per lo peadge de Sole. iii sc.

Item a Bertranet de Gavaston d'Oloron xix sc.

v s. vii d. xix sc. v s. vii d.

Some. lxxviii sc. v s. vii d.

Et en losditz contes es stat passat audit Peyroton ung Item, ont ditz que no a podut erubar de Johan Morin, sanrer general (3), xxiii seutz ii sols viii diners per descare, et fo concludit que lo Sindie los se erubera, si aver (4) los pot, per so s'en fey memoria. car lo fon autreyatz.

Et pagau so dessus, lo fo autreyat quitance per losditz auditors et sons comptes estan a bon conte, a cas y agos error per degune part.

(1) Pierre de Béarn, abbé de Lucq, mort en 1494.

(2) On trouve, en 1500, dans le registre de Ramon-Arnaud du Colom, notaire de Lucq, une protestation d'Arnaud du Poey, moine et trésorier de l'abbaye de Lucq, touchant les réparations de l'église Saint-Nicolas. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1413.)

(3) Le général des finances s'appelait Pierre Morin et non Jean Morin. Voir plus haut, p. 132, § 16.

(4) Le manuscrit porte par erreur *avant*.

COMPTES DE JEAN DE CORALET, TRÉSORIER DE BÉARN.

[Fol. 44 v^o.] Et aixi medix fon auditz los comptes de Johan de Coralet, thesaurer modern (1) deu pays.

Et per sons comptes, aixi que son per scriut, se troba que lodit Coralet ere debitor de plus recebut que ballhat en some de quotate cens sixante sept scutz xv sols viii dinees, inclus en aquetz los quoarante florins d'Aragon. III^c LXVII sc. xv s. viii d.

Et puis (2) Mos^r d'Arros, per los barons, Mos. de Avescat (3) et Mos. de Bastanees, per los nobles depputat, et lo ters stat ab lor, fen la particion sequente per subvention et ayde de las despenses en los Statz supportadas, et mandan au Thesaurer deu pays, Johan de Coralet, que las pagasse cum se sec :

A Mos. lo Seneschal	LX sc.
Mos. d'Audonhs.	L sc.
Mos. de Miusens (4)	XX sc.
Mos. d'Arros, auditor.	XXV sc.
Mos. d'Abos (5).	XV sc.
Mos. de Senta Colome (6).	XV sc.
Mos. d'Avescat	XV sc.
Mos. de Meritenh (7).	X sc.
Mos. de Berraute (8)	VIII sc.
Mos. de Montestruc, auditor	XV sc.
Mos de Bastanees, auditor.	XV sc.
	<hr/>
	II ^c XLVIII sc.
Morlâas	VIII sc.

(1) Jean de Coralet avait été nommé trésorier de Béarn, en septembre 1499. (Reg. C 680, fol. 39 v^o.) Voir plus haut, p. 164, note 1.

(2) Le manuscrit porte par erreur *per*.

(3) Antoine, seigneur de Bescat. Voir plus haut, p. 74, note 4.

(4) Pierre de Béarn, baron de Miossens, voir p. 8, note 1.

(5) Espagnolet d'Antiu, seigneur d'Abos.

(6) Bernard, seigneur de Sainte-Colomme. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1975.)

(7) Tristan, seigneur de Méritein. Voir plus haut, p. 104, note 2.

(8) Guillem, seigneur de Barraute, assiste comme témoin, en 1494, au mariage de Michel, fils de Ramonet de Médevielle, jurat d'Oleron, et de Gratianne, abbesse laïque de Camblong. (Arch. des Basses-Pyrénées, E 1606.) — *Barraute*, canton de Sauveterre (Basses-Pyrénées).

Ortes.	VIII se.
Oloron.	VIII se.
Saubaterre.	VIII se.
Ossau	VIII se.
Aspa.	VIII se.
Baretous.	VI se.
Lembeya.	VI se.
Monenh	VI se.
Nay	VI se.
Navarrenxs	VI se.
Pau	III ^{le} se.
Lago.	VI se.
Salies	VI se.
Gan	VI se.
Pontac.	VI se.
Garos	II se.
Castanheda, audïtor de contes	VI se.
Neys.	III se.
Los servidors	II se.
	<hr/>
	CXIX se.

Some la partilhe III^c LXVII se.

Es stat per los auditors concludit que cascun auditor prenera cade dus sentz et lo restant au profïeyt de cascun lor.

[Fol. 45.] Plus lodit Thesaurer deu pays paguera de la medixe some a Peyroton de Abbadie, thesaurer qui es stat, la some de oeytante sept sentz xvi sols i diner, a luy degutz per reddition et conclusion de contes (1). LXXXVII se. XVI s. i d.

Et aixi pagat asso, montera plus lo care et receipte que lo des-care et despense, la some de dodze sentz xvii sols vii dinees, los quoaus lodit Thesaurer deu dar de fin de sons contes entro au jorn present, sieys de fevrier mil v^c et ung. . . XII se. xvii s. vii d.

Plus deura de subertalhat deus termis de Paschoe, qui se lheberan iii sols per foec, et de Nostre Done de Septembre, qui se lheberan vi sols per foec, et rebatutz i foexs de sso qui toquen los

(1) Voir plus haut, reg. C 680, fol. 44, p. 171, § 13.

diners deus cars deu pays, sera debitor lo Thesaurer deu pays de trente sept seutz oeyt sols tres diners. . . xxxvii se. viii s. iii d.

Fo diit que lo dit Thesaurer pagi aus segretaris vi seutz et aixi restara 44 seutz 7 sols 10 diners.

Et aixi some : mil iiii seutz.

LIII.

SESSION D'AVRIL 1502, A PAU, SOUS LA PRÉSIDENTENCE
DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture ; le Roi est en France pour rendre hommage de ses terres. — 2. Donation de 10,000 écus à deux termes. — 3. Donation de 300 écus au vicomte de Lautrec. — 4. Indemnité de 40 écus à l'évêque de Lescar. — 5. Carême 1503 : 7 sous 1 denier 1½. — 6. Toussaint 1503 : 6 sous 6 deniers 1½. — 7. Feux affranchis.

Avril 1502 a Pau.

1. [Fol. 45 vº.] Tres Estatz tengutz per la Regine a Pan, en lo mes de abril mil vº dus, car lo Rey ere partit per anar en France [far homadge] au Rey de France per las terres subjectes audit Rey de France, cum es Foixs, Begorre, Marsan et Gavardan, et Nebosan (1).

2. Et lo xxiii d'abril l'an susdit per las gens deus Statz de Bearn, Marsan et Gavardan fon autreyatz per donation detz mili escutz, condan xviii sols Jaquès per seut, sens anticipar ny far ante demande ; mas a queste donation fo feyte per la anneye sequente et sens ne demandar autes, — paguedors la mieytat a Quoaresme intrant prosmar venent, et l'aute mieytat a la feste de Totz Sans prosmar venent apres lodit Quoaresme intrant, que sera mil vº et tres ; et dedusit lo sinequoal diner que ne toque a Marsan et Gavardan, abien au pays de Bearn oeyt mili seutz en losditz dus termis.

3. Item son estatz autreyatz per lo pays de Bearn a Mos. lo

(1) Le roi Louis XII avait, par lettres patentes du mois de juin 1501, accordé au roi de Navarre un délai pour rendre hommage des seigneuries qu'il possédait en France. (Archives des Basses-Pyrénées, E 549 et E 450.)

comte de Comenges (1), senhor de Lautrec, tres cens seutz pague-
dors a Quoaresme intrant susdit. III^c se.

4. Item a Mos. l'avesque de Lescar (2), per support de certanes
despenses, quorante seutz, pagedors per lo pays XL se.

Some. VIII III^c XL se.

5. *Quoaresme intrant* 1502 : VII sols ung diner 1^q2.

De que toque audit pays de Bearn a llebar audit Quoaresme
intrantr prosmar venent, per lo prumer pag sept sols ung diner et
micy per foec, et y sobriere dequest pag quatorze seutz tres sols,
sens rebais de foexs.

6. *Totz Sans* 1503 : VI sols VI diners 1^q2.

Et en la seguente pague, qui sera a ladite Totz Sans mil v^c tres.
lasbetz apres lodit Quoaresme intrant sequent, sera a llebar per
caseun foec sieys sols sieys diners et micy per foec. Et per atten-
her a la pague de ladite donation per aquet termi, y fallhira
supplir de la reste de l'aute termi passat la some de dus seutz
sineq sols VIII diners.

7. Et aixi a la utilitat deu pays y sobriera de ladite donation
unze seutz quinze sols III^{te} diners; vray es que tant que toque los-
ditz III^c XL seutz, fallhira rebater LIII^{te} foexs, et poden montar
ung escut XII sols. Et aquestz defalcatz, sobre audit profieyt deu-
dit pays detz seutz tres sols.

LIV.

SESSION DU MOIS DE JUIN 1502, A PAU, SOUS LA PRÉSIDENCE DU
ROI DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Le Roi parle de son voyage en France. — 2. Donation de 2,000 écus à
joindre à celle déjà votée pour le mois de septembre. — 3. Lettres de marque
d'Aragon. — 4. Répartition.

1. Tres Estatatz mandatz per lo Rey et Regine a Pau, lo v^{al} de
juilh mil v^c dus; le Rey remonstra lo viadge de France et autres
necessitatatz.

(1) Jean de Foix, vicomte de Lautrec.

(2) Boniface, évêque de Lescar.

2. Et per las gens dens tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavar-
dan son estatz autreyatz ausditz Senhors dus milis seutz, condan
xviii sols per seut, paguedors a Nostre Done de Septembre pros-
mar venent ab l'aute donation (1), la vegade occorrente.

3. Et abiendra au pays de Bearn xvi^e seutz, per los quoaus
lheber abieyra per foec dus sols oeyt dinees, et y sobrera au pro-
ffieyt deu pays vint et nau seutz xi sols iii^{te} dinees, los quoaus
balheran au Syndic Castanhede per solieitar lo abatement de la
Merca d'Aragon (2), o autrey d'autre mercha en favor deu pays, et
ne donera compte audit pays; et asso sens rebaixs de foexs.

4. Et aixi a Nostre Done de Septembre mil v^e dus se lheberan
oeyt sols oeyt dinees per foec.

Los vi sols autreyatz dessus en janer mil v^e ung et assi los dus
sols viii dinees lhebatz (3) aquest septembre.

LV.

SESSION DE MAI 1503 A PAU, SOUS LA PRÉSIDENTE DE QUITERIE,
INFANTE DE NAVARRE, ASSISTÉE DE RAMON DE CASARRER, JUGE-
MAGE DE BIGORRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture : Naissance d'Henri d'Albret, fils aîné du roi et de la reine
de Navarre. — 2. Procès devant le Parlement de Paris avec Gaston de Foix. —
3. Disette en Navarre. Demande d'aide. — 4. Variation des monnaies. — 5. Plaintes
des États. Lettre de marque de Bernard Salinès d'Aragon. — 6. Donation de 2.000
écus et 100 écus au juge de Bigorre. Répartition.

1. [Fol. 46.] Tres Estatz mandatz per los serenissimis senhors
Rey et Regina, senhors de Bearn, au segont jorn de may mil
v^e tres a Pau, ont presidi la illustrissima Madame Quiterie,
Infante de Navarra (4), et ab era lo honorable Moss. Ramon de
Cassarer, judge mage de Begorre, conseiller. Et lo vii jorn deudit

(1) Cette donation de 4,000 écus à Notre-Dame de septembre avait été
votée par les États assemblés à Pau en janvier 1502. (Reg. C 680, fol. 43.) —
Voir plus haut, p. 97, § 2.

(2) Il s'agit de lettres de marques obtenues par Bernard Salinès, habitant
d'Aragon, contre des Béarnais. Voir plus loin, Reg. C 680, fol. 46, p. 179, § 5.

(3) Le manuscrit a par erreur : *lhebade*.

(4) Quiterie, seconde fille de Jean d'Albret et de Catherine de Navarre.

mecs fo feyte la uberture et remonstrat eum la Regine a xxvi d'abril mil v^e tres, au loc de Sentgossa (1), (la Regine) abe parit ung ben prince (2), qui Diu bulhe prosperar, aperat Henric (3).

2. Plus notiffica que certan arrest ere estat proferit a Paris sus lo pleyt qui lo fill de Mos^r de Narbonne (4) mane contra la Regine, et las grandes despenses qui eren stades supportades per la por-suyte.

3. Plus los grands carxs et sterelitatx occorrens en Navarra; concludi a subvention per las causes susdites et ab aquero antieipar la paga de Marteror mil v^e tres, qui avans de are ere stade autreyade (5).

4. Plus remostrat la diversitat de monedes et divers cors qui eren dampnadyes, prega au tot fosse advisat et provediet.

5. Et feyte consulte, per las dites gens deusditz Estatz fon remonstrades las oppressions qui lo pays passe per la mercha autreyade a Bernard Salinès d'Aragon (6) et man la Regine y debe remediare, et autres causes occorrentes.

6. Per losditz Estatz son statz autreyatz dus mili scutz d'une part, et audit de Cassarrer cent scutz; et que se talheran a Nostre Done d'Agost et lheberan au prumer jorn de septembre mil v^e tres, ab lo pagament de l'autre talhe, qui se debe lheber a Marteror, se antieipere audit termi. Et abiey audit pays de Bearn deusditz ii^m scutz, xvi^c scutz et aquetz xvi^c et losditz cent scutz ajustatz ab lodit pagament, abreyre per foec nan sos quoate diners per foec, et y sobriere tres scutz dodze sos oeyt diners. (v^m vii^c iii^s sc. xi ss. viii d.)

(1) *Sanguessa*, en Navarre, ancienne merindad, aujourd'hui dans le part. judic. d'Aoiz.

(2) On lit en marge : « *Hic dicitur quo tempore rex noster Henricus natus est.* »

(3) Henri d'Albret, fils de Jean et de Catherine, leur succéda au trône de Navarre sous le nom de Henri II.

(4) Sur le procès de Gaston de Foix, fils de Jean, vicomte de Narbonne, et du roi de Navarre, voir *Les États de Béarn*, p. 200, et l'Introduction, p. xxxiii. Les pièces de ce long procès sont conservées aux Archives des Basses-Pyrénées, E 447 à 450 et E 548.

(5) Cette donation avait été octroyée à la session d'avril 1502. Voir plus haut, fol. 45 v^o, p. 176.

(6) Voir plus haut, fol. 45 v^o, p. 178, § 3.

LVI.

SESSION D'OCTOBRE 1503, A PAU, SOUS LA PRÉSIDENTE DE LA PRINCESSE QUITERIE ET DE RAMON DE CASARRER, JUGE-MAGE DE BIGORRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture : procès avec Gaston de Foix, duc de Nemours, devant le Parlement de Paris. Menaces de guerre entre la France et l'Aragon. Éducation des prince et princesses de Navarre. — 2. Donation de 10,000 écus, dont 8,000 pour le Béarn. — 3. Premier terme : 4,000 écus. — 4, 5, 6. Gages des Syndics, conseillers et secrétaire. — 7. Interdiction des grains en Bigorre : mission du Syndic. — 8. Mission au capitaine de Mauléon pour saisie de marchandises. — 9. Mission du seigneur de Candau en Navarre, pour les monnaies, les grains, les comptes et établissements, etc. — 10. Logement des États. — 11. Carmes de Sauveterre incendiés. — 12. Indemnité au Sénéchal. — 13. Auditeurs des comptes. — 14. Collations des États. — 15. Répartition. — 16. Second terme : Notre-Dame de septembre 1504. 4,000 écus. — 17, 18. Gages des Syndics et conseillers. — 19. Répartition. — 20. Rabais des feux affranchis. — 21. Sentence d'Aragon concernant les Aspois. — 22. Audition des comptes de Jean de Coralet, trésorier.

1. [Fol. 46 v^o.] Tres Estatz per lo Rey et Regine mandatz se ajustar a Pau au xii jorns deu mes de octobre mil v^e tres. Et lo xvii jorn deudit mees, presidente la illustrissime Madame Quiterie, loctenente (1), et ab ere lo egregi Mos. Ramon de Casarrer, judge mage de Begorre, et feyte la uberture, contiente lo grands carxs deu pleyt de Paris ab lo filh de Mos^r de Narbone (2), et l'estat deus Reys et turbations circumvesines de goerres de France et Aragon, lo care deu prince et filhes en Navarre (3), lo care de Madame la loctenente (4), etc....

2. Et reparat los greuyes, lo xxx de octobre, per los Statz de Bearn, Marsan et Gabardan fo feyte donation de la some de detz mile scutz, condan xviii sols per seut, pagadors cum se sec : la mieytat au prumer jorn de mars et l'aute mieytat a la feste de Nostre Done de Septembre mil v^e quatre. Et dedusit lo v^{al} diner per Marsan et Gavardan, avien a Bearn viii^m scutz.

(1) La princesse Quiterie devait avoir dix ans tout au plus, car elle était plus jeune que sa sœur Anne, née en 1492.

(2) Voir au sujet de ce procès avec Gaston de Foix, Reg. C 680, fol. 46, p. 179, § 2.

(3) Le prince Henri et les princesses Madeleine, Anne et Catherine.

(4) La princesse Quiterie.

Premier terme: 1^{er} mars 1504.

3. Au xv^{al} de fevrier se talhera, et se paguera au prumer de de mars mil v^c tres per ladite talhe IIII^m seutz.

4. Per los gadges deus Sindixs, per l'an prosmar passat finit aqueste Totz Sans mil v^c tres. LXXXVIII se. XVI s.

5. Per los gadges deus conselhiers per lodit temps c se.

6. Per maeste Arnaud deu Castanh, secretari, per sons tribalh et scriptures VI se.

7. Per lo Sindic Neys, per anar en Begorre a la prosuyte de extremar las bedes (1) de la treyte (2) deu grâa. VI se.

8. Item per lo Sindic Castanhede et P. de Forpelat, per anar au capitaine de Mauleon (3) per los affers deu pays, per confiscation de las merchandesses de Bertranet de Nerende. VI se.

9. Item per lo senhor de Candau (4), per anar en Navarre per lo feyt de las baquettes, etc., de la bede deus grâas que passent en Navarre, deus deutes de Saboye et de los comptes, per publicar et executar los appunctamentz, aura XII seutz XII se.

Per Pelegrin de Nogarou, per certan tribalh. I se.

10. Per l'ostesse de Pau de Faget (5), per l'ostaladge. II se.

11. Per los carmes de Saubaterre (6) qui fon crematz, per reparar las crampes bruslades. VI se.

Per Johan de Berraute, seuder. III se.

12. Per Mos. lo Seneschal sinequoante seutz, deus quans J. de Coralet de sa reste de comptes pagnera los vint seutz, et los trente restans se pausan assi per talhar XXX se.

(1) *Bede*, défense, prohibition, interdiction.

(2) *Treyte* a ici le sens d'extraction, exportation, du verbe *treger*, tirer.

(3) Ubalere de Buzet, capitaine de Mauléon. Voir de Jaurgain, *Les Capitaines châtelains de Mauléon*, dans la *Revue de Béarn*, t. II, p. 251. (Pau, Paris, 1884, in-8°.)

(4) Jean de la Salle, seigneur de Candau, maître général de la Monnaie de Morlâas. Voir p. 172, note 2. Sur sa mission en Navarre, voir plus loin reg. C 680, fol. 48.

(5) Cette hôtesse de Pau devait être la femme de Menauton de Faget, qui avait demandé un secours pour un incendie en janvier 1491. (Reg. C 680, fol. 10, voir plus haut, p. 81.)

(6) Les États avaient déjà accordé 10 éens aux Carmes de Sauveterre, le 12 juin 1499. (Reg. C 680, fol. 38 v°. — Voir plus haut, p. 160, § 8.)

- Per Mos. de Miusens. xxv sc.
13. { Per Mos. d'Abidos (1) vi sc.
 { Per lo senhor de Candau. vi sc.
 auditors de contes et depputatz.
14. Per lo Seindic Neys, per lo bii de las darrereras collations.
 v sc.
 Per Johau de Mercha et consors. i sc.
-
- Some. III^m III^c III seutz XVI sols.
15. [Fol. 47.] A sept sols et une baquette per focc, condau
 XI^m foccs, monten quate mile tres centz tres seutz III^{te} sols
 III dincees. Et aixi falh per compliment ung seut XI sols VIII
 dincees.
16. Et audit segont termi de Nostre Done de Seteme, qui se
 condera de l'an mil v^c et quate, se talheran per la Regina
 III^m seutz. III^m sc.
17. Per los gadyes deus Sindics deusditz an et termi, LXXXVIII
 seutz XVI sols. LXXXVIII seutz XVI sols.
18. Per los gadyes deus conselhers per losditz termis, eran
 C seutz. C sc.
-
- Somme. III^m CLXXXVIII sc. XVI ss.
19. Se talhera per focc vi sols x dincees i baquete, et trayra
 III^m dus centz ung seutz VII sols. Et aixi y sobrrera XII seutz
 IX sols, mas de l'autre talhe far reparar XIII sols VIII diners per
 en goallar. i seut XI sols VIII diners.
20. Plus cal reparar per lo rebaxs de foccs dequestes dues
 talhes deu diner deuecent deu pays, que es de la prumere talhe,
 III^c III^{te} seutz XVI sols; plus l'autre CLXXXVIII seutz XVI sols.
- Item per l'article precedent, i seut XI sols VIII diners.
- Per cv foccs, a v arditz per focc, es III seutz XII sols x diners.
- Et aixi arestara per lo pays VIII seutz II sols vi diners.
21. Item fo concludit que la sentencie de Aragon tocant los
 Aspes sortisse effieyt, aixi que jatz, et la partiton de las cxI libres
 sie conegude aixi et per aquetz que en lasdites sentencies es

(1) Jean, seigneur d'Abidos, châtelain de Pau. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1977.)

contengut. Et lo qui lodit Coralet se ditz haber pagat, oltre aqueste destination, que se ac crube; et si res se deu dar, que, feyte ladite destination, (que) lo sindic Neys pague, de sso que eg ne ha. Et ad asso clarificat entende Castaede, car deu sobrar LII libres, per pagar loque se trobera tot Aspes.

22. Item fon auditz los contes de Johan de Coralet, et resta per conclusion dequetz debitori en quoarante et quoate scutz XVII sols VI diners (1), deus quoaus fo mandat ne balhe los XX a Mos. lo Seneschal. Et sus aquegs lor fon pausat en l'estat, aixi que part dessus appar, trente per compliment entro sincoante que lo pays ne deu audit Mos. lo Seneschal.

[Fol. 47 v^o.] Item per losditz condes lo fon passatz a son descare XXIII^{te} scutz X sols VI diners, qui dixo lo generau lo se habe tengut, per los rebaxs deus foecs. Et cum no monti care, lo surplus que se trobera, sera a profieyt deu pays et que se crube deudit generau.

En revisitan los comptes de Coralet, se trobe que lodit Coralet a pausat de que lo generau no le rebato que VI scutz XVII sols. Et aixi lodit Coralet demandas XVII scutz XI sols VI diners. Se trobe en son compte que lodit Coralet es stat pagat, so es en VIII scutz VI sols que abe prees de Pau, plus en nau scutz IIII sols VI diners qui lo fon balhatz et prees en descare en losditz comptes reddutz en octobre mil v^e tres (2).

(1) Voir la vérification des comptes de Jean de Coraler, en janvier 1502, dans le Reg. C 680, fol. 45, p. 174 et ss.

(2) Cette note est d'une écriture postérieure à celle du procès-verbal précédent.

LVIII.

SESSION DES ÉTATS A PAU, EN MARS 1504, SOUS LA PRÉSIDENTENCE
DE LA PRINCESSE QUITERIE ET DE RAMON DE CASARRER, JUGE-
MAGE DE BIGORRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture : lettres missive et patentes pour la présidence des États. — Réponse aux demandes envoyées au Roi par le seigneur de Candau. — 2. Confirmation des Établissements des États. — 3. Interdiction d'exporter du blé en Navarre et Aragon. — 4. Frappe de 2,000 mares de baquettes. — 5, 6. Cours des ducats de Navarre. — 7. Lettres de marque données par les jurats de Saragosse à Bernard Salinés. — 8. Vote de 1.600 écus pour le rachat de ces lettres. — 9. Secret des délibérations. — 10. Négociations. — 11. Répartition. — 12. Terme de Notre-Dame de Septembre : 5,016 écus 3 sous 8 deniers. — 13. Dépenses. — 14. Feux affranchis.

1. [Fol. 48.] Assemblada de gentz deus Statz de Bearn, feyte en lo loc de Pau, per mandement deus senhors Rey et Regine de Navarre, senhors de Bearn, en la quoan presidin Madame Quiterie, lor loctenente generale, et egregi Moss. Ramon de Casarrer, lor conselher et comis ad aquero, aixi que mostra per lettres missive et patente (1) deusditz Senhors, et feyte et tengude lo xx jorn deu mees de mars l'an mil v^c et tres, feyte presentation de lasdites parties a las gentz de ladite assemblade, et aqueres vistes, per lodit senhor comis sien remostrades las causes sequentes, per conclusion de las causes per lo senhor de Candau, de part deus Statz darrerament tengutz a Pau, a lors Senhories supplicades (2).

2. Primo toquant la confirmation et auctorisation deus Stabli-mentz, a requeste deus Statz darrerament tengutz, et per madite dame la loctenente et Moss. Ramon de Casarer, aixi medixs lors comis, feytz (3) etc..., sus los quoans declara et balha la patente de ladite confirmation, qui losditz Senhors, vistz losditz Stabli-mentz, haben feytz et autreyade et expedide, volen et mandan aquetz star tengutz et servatz perpetualment.

(1) Pour la forme de ces commissions et lettres patentes, voir plus haut. Reg. C 680, fol. 22, 24 v^o, 26, 26 v^o, 27, 32, 36, p. 118, 123, 144, 145.

(2) Voir session d'octobre 1503 à Pau, § 9, p. 181.

(3) *Ibidem* : « Item per lo senhor de Candau, per anar en Navarra... per a publicar et executar los apuntamentz. » (Reg. C 680, fol. 46 v^o.)

3. Segondement toccant la prohibition de no treger blatz de Bearn en taus pays de Aragon et de Navarre, etc. (1) saver es que dixo et declara lo bon voler deusditz Senhors star tal bede fosse feyte, tengude et servade, et mandabe[n] et haben mandat a ladite dame lor loctenente ne ballhas ni fes expedir lettres en forme et aqueres star publicades per los loes et a cartes publiques, etc.

4. Terecement sus la cundition (2) et faction de dus mile mares de baquettes (3), etc.... dixo et declare plase ausditz Senhors, et aixi haben mandat et tremetut provision au Maeste de la Monede ne batosse tant solement mile mares, a la ley et talhe de las doubles qui a present s'i baten.

5. Et cum los ducatz de Navarre (4) no agen mise o cors la ond se baten, sino de XL doubles (5), et assi ne agen de XLII doubles, que losditz Senhors volen, si a las gentz de ladite assemblade ere vist star expedient, ne agossen cors ne mise en Bearn, sino de XL doubles.

6. Este advisat que, considerade la grande habundance qui cors de monede, plus que de aur, que los ducatz se poyren billonar, si eren baxatz o diminuitz en cors, et per so que no ere expedient abantz que de noveg s'en esleu cors de XLII doubles que son XXII sols II arditz (6).

7. [Fol. 48 v^o.] Lo quuart ere toccant las mercas ballhades per los juratz de Saragosse et dipputatz d'Aragon contre los de Bearn, a requeste de Bernad Salinès (7). Et las quoaus mercas, ballhades

(1) En mai 1503, le Roi et la Reine se plaignaient de la disette qui régnait en Navarre. (Reg. C 680, fol. 46, p. 179, § 3.) La mission du seigneur de Candau parlait « *de la bele deus graus que pussen en Navarre.* » (*Ibidem*, fol. 46 v^o, p. 181, § 9.)

(2) *Cundition*, taille des monnaies.

(3) Sur la valeur des *baquettes*, voir plus haut, p. 20 et 26. Les États avaient demandé, en 1494, que la baquette eut la valeur du quart et non du sixième du sou Morlan.

(4) Les ducats de Navarre valaient, en 1490, 23 sous 8 deniers, et en 1494, 23 sous 4 deniers.

(5) Il s'agit ici, d'après la note contenue dans le Reg. C 680, fol. 46 v^o, § 9, de *Doubles de Savoie*, qui avaient cours, d'après l'ordonnance du 19 août 1494, à raison de trois pour huit *arditz*. Voir plus haut, p. 25.

(6) C'est la valeur de l'écu de Morlâas à la vache et de l'écu au soleil de France. Voir plus haut, p. 24.

(7) Voir plus haut, reg. C 680, fol. 45 v^o et 46, p. 178, 179, § 5.

per losditz Senhors contre los Aragones, dixo lodit comis (1) losditz Senhors, tant per lettres, messadgers de boca, et per totz meyaas (2) que haben bonement podut, haben triballhat a far llevar lasdites mercas d'Aragon, mas no haben podut y adbenir, et que lasdites gentz advisassen et prengossen augun meyaa o expedient, aquet que los semblas, per que las negociations et trastejamentz (3) de Bearn, Aragon se puscan far senhs degun trouble ni empachament, etc.

8. Sus que, agude deliberation, et per tote conclusion fo diit et arrestat que foren tallhatz et lhebatz deu pays de Bearn la some de sedze centz scutz,... so es los viii^c ab la talhe de la feste de Nostre Done de seteme prosmar venent, et los autes viii^c seutz de la prumere talhe fasedore et donadore ausditz Senhors apres seguente. Et ladite some sie prese per lodit senhor Ramon (4), cum a conseller que es deu pays, et aquere gardi et tengue per lo pays, tant entro age lo acquit et descharge de lasdites mercas. Et eg que prometo triballar et negociar per aquet haber deusditz Aragones (5) et tenir losditz diners, et en los explegar et balhar per aquet haber et consequir. Et cum ladite merca sie en sospentz per tot los mees d'april prosmar venent, que cascun francament deu present pays uni et veni en Aragon, car pendent tal sospentz se spered la totale amotion de mercas, etc.

9. Et affin que los Aragones no podossen star avertitz de sso dessusus. se dist et jurat per cascun sus los Santz Evangelis que se tiera segret, senhs ne diser ni explicar ad autes que no fosse de ladite assemblade (6).

(1) Jean de la Salle, seigneur de Candau.

(2) *Meyàas* ou *meyans*, moyens.

(3) *Trastejamentz* doit être rapproché, je crois, du mot gascon *trastou* (Bayonne), qui signifie objet incommode, gênant. (Voir Lespy, *Dict. Béarn.*, t. II, p. 332.)

(4) Ramon de Casarrer, juge-mage de Bigorre, conseiller de Béarn.

(5) Les négociations officielles n'ayant pas abouti, le conseiller est chargé par les États du rachat des lettres de marque.

(6) Les délibérations des États n'étaient tenues secrètes que dans des cas extraordinaires, comme celui-ci. En 1484, les députés qui avaient délibéré sur le mariage de la reine Catherine avaient prêté serment de tenir leurs résolutions secrètes. (*Privilèges et règlements du pays de Béarn*, p. 23.) Ce n'est qu'en décembre 1521 qu'un règlement rendit obligatoire le secret des délibérations. (Reg. C 681, fol. 4 v^o.) — Voir *Les États de Béarn*, p. 266.

10. Et au regard deus interessatz per lasdites mercas, tant part dessa que de part de Aragon, que se triballe au melhor que sie possible, deu star feyte la reparation au melhor que sie possible.

11. Et per treger ladite some de viii^c scutz, se ajusten viii arditz per focc suus los vi sols x diners et miey per focc, qui son degutz per lo termi de Nostre Done de Septeme; et adbieyra per focc viii sols ii diners et miey; et y sobrera, inclaus los viii scutz ii sols vi diners, qui sobren de la talhe principale deudit termi, xxii scutz xvii sols ii dincees.

Sobra. xxii sc. xvii s. ii d.

12. [Fol. 49.] A Nostre Done de Septembre mil v^c iii^{le} se deben llebar sieys sols detz diners une baquette. Plus se ajustan oeyt arditz per la mieytat deus xvi^c scutz autreyatz en la cara precedente. Et aixi se lleban oeyt sols dus diners et miey per focc; a xi^m foexs complitz, monten v^m xvi scutz iii sols viii diners. . . .

. v^m xvi viii s. viii d.

13. Per pagar a la Regine, iii^m scutz. iii^m sc.

Aus Conselhers c sc.

Aus Sindixs lxxxviii sc. xvi s.

Per las mercas, oeyt cens scutz. viii^c sc.

Some. iii^m ix^c lxxxviii sc. xvi s.

Y sobre xxvii scutz v sols viii diners sens rebaxs.

14. Et per trobar lo rebaxs, condi a ung sol vii diners et miey, que fen ix^c ix iii sc. i s., et prenen cent foexs de rebaxs, a i sol vii d. 1½ per caseun, que fen ix sc. iii d.

Et aixi rebatut lo foegadge y sobre xviii sc. v sols iii diners.

Memorie que i sent xi sols viii diners deu aber lo generau. .

. i sc. xi s. viii d.

Plus lo rebaxs de iii^c iii sc. xvi s. que val a vi diners per focc

. ii sc. xiiii s.

LIX.

SESSION DES ÉTATS A PAU, EN OCTOBRE 1504, SOUS LA PRÉSIDENCE
DU ROI ET DE LA REINE DE NAVARRE.

SOMMAIRE : 1. Réparation des griefs : donation de 10,000 écus. — 2. Premier terme : au 20 février 1505, 4,000 écus. — 3. Indemnité au Sénéchal. — 4. Tailluquets. — 5. Gages des conseillers, Syndics, Trésorier. — 6. Remboursement. — 7. Lettres de marque de Barcelone. — 8. Répartition. — 9. Second terme : au 13 septembre. — 10. Gages des conseillers, Syndics, etc. — 11. Gages des secrétaires. — 12. Gages du Trésorier. — 13. Taille du second terme. — 14. Restes de l'imposition.

1. Tres Statz tengutz per lo Rey et Regine a Pau, en lo mees de octobre et novembre mil v^c quotate, et reparatz greuyes, es stade feyte donation per losditz Estatz, inclus Marsan et Gavar-dan, de la some de detz mili seutz, coudan xviii sols per seut, paguedors en dus termis, so es la mieytat talhadore au bint jorns de fevrer et treyedore au v^{al} jorn de mars prosmar venent, et l'aute mieytat talhedore au xx^{al} d'agost et treyedore au xiii^{al} de septembre, qui sera mil v^c sineq; et en cascade se ajusterau per los carxs deu pays, cum se seq :

2. Per lodit prumer termi, exeptat lo sinequoal diner per los de Marsan, avien per la donation III^m se.

3. Item per los carxs de Mos^r lo Seneschal, qui a supportat en los presens Statz qui an durat ung mees (1).

4. TAILLUQUETS.

Item a Mos. de Lescar (2) aura septante seutz.	LXX se.
Item Mos. de Gayrosse (3), deputat, vint et sineq seutz.	xxv se.
Item a Mos. de Miusers, vint seutz.	xx se.
Item a Moss. d'Arros, vint seutz.	xx se.
Item a Moss. d'Abos, quinze seutz.	xv se.
Item a Moss. de Senta Colome, quinze seutz.	xv se.
Item a Moss. d'Avescat, quinze seutz.	xv se.

(1) Sur la durée ordinaire des sessions, voir *Les États de Béarn*, p. 275, 276.

(2) Boniface, évêque de Lescar.

(3) Auger, baron de Gayrosse. Voir plus haut, p. 52.

Item a Mos. de Meritenh (1), detz scutz.	x sc.
Item a Mos. d'Auhos (2), detz scutz.	x sc.
Item a Mos. de Candau (3), detz scutz.	x sc.
Item a Mos. de Bastances (4), detz scutz.	x sc.
Item a Mos. l'abat de Monenh (5), detz scutz.	x sc.
Morlans, sept scutz.	vii sc.
Orthes, sept scutz.	vii sc.
Oloron, sept scutz.	vii sc.
Saubaterre, sept scutz.	vii sc.
Ossau, sept scutz.	vii sc.
Aspa, sept scutz.	vii sc.
Baretous, sieys scutz.	vi sc.
Lembeye, sincq scutz.	v sc.
Monenh, sept scutz.	vii sc.
Nay, sincq scutz.	v sc.
Pau, quotate scutz.	iiii ^{te} sc.
Navarrenxs, sept scutz.	vii sc.
Salies, sincq scutz.	v sc.
Gant, quotate scutz.	iiii ^{te} sc.
Pontac, quotate scutz.	iiii ^{te} sc.
Lagor, quotate scutz	iiii ^{te} sc.
Juranson (6), tres scutz.	iii sc.

(1) Tristan, seigneur de Méritein.

(2) Tristan, seigneur d'Agnos, donne, en 1505, deux arpents de terre sis à Agnos, à Pierre Dagère et Amenion de Béraud, briquetiers et potiers, à la condition qu'ils lui fourniront des briques pour faire deux cheminées, et toute la vaisselle de terre nécessaire à sa maison. Il obtient de Raymond-Arnaud de Béon, évêque d'Oloron, la concession de trois sépultures dans la chapelle Notre-Dame de l'église Sainte-Marie d'Oloron. (Archives des Basses-Pyrénées, *Notaires d'Oloron*, E 1769.) — *Agnos*, commune du canton d'Oloron-Sainte-Marie-Ouest.

(3) Jean ou Johanot de la Salle, seigneur de Candau, Maître général de la Monnaie de Morlaàs. (Archives des Basses-Pyrénées, E 326.) Voir plus haut, p. 172, § 2.

(4) Ramonet de Minvielle, seigneur de Bastanès, voir plus haut, p. 172, note 3.

(5) Gaston, seigneur de l'Abbadie de Monein et du Domec de Saint-Vincent de Louvie-Juzon, vend, en 1506, la dime de Monein à Bernadou de Milharon. (Archives des Basses-Pyrénées, *Notaires de Monein*, E 1461): en 1508, il afferme avec Jean de Monein, curé de Monein, les revenus de l'église de Cardesse à Jean d'Abbadie, chanoine d'Oloron, curé de Mourenx. (*Ibidem*, E 1463.)

(6) *Jurançon*, dans l'ancien bailliage de Pau, commune du canton de Pau-Ouest.

Bruges (1), quotate seutz. III^{te} se.
 5. Per lo conselher Fabrica (2). X se.
 Per los dus Sindiexs, per caseus sept seutz. XIII se.
 Item per Johan de Faget (3). I se.
 6. Item per lo qui a suplit (4) los dinees, sinequante seutz. .
 L se.

Some. v^c v seutz.

7. [Fol. 50.] Item per so que los de Barsalone (5) comensen
 exigir un trahut (6) aperat *Marcha* sur la nassion francesa (7),
 ont se assayen extorquir aus de Bearn, et cum fo stat autreyat
 que los Reys ferau information, es stat concludit que se pauseran
 detz florins d'aur, per lo que deligentera seran balliatz a Peyrolet
 de Laborde de Nay, et ne balhera compte et reconexence.
 X se. III s. III d.

Some. III^m v^c XV se. III s. III d.

8. [En marge]: VII *sols v dinés lo prumer termi*. — Per los
 quoaus lheber audit prumer termi se talheran VII sols v diners per
 focc, qui monten, a XI^m foexs complitz, la some de quotate mili
 sineq cens trente dus sens rebaxs. Et lo carc, que es III^m v^c XV
 seutz III sols III diners, appar y reste detz et sept seutz quotate

(1) *Bruges*, commune du canton de Nay, fondée vers 1345, par Gaston Phoebus, vicomte de Béarn.

(2) Pées de Fabrique, conseiller du roi de Navarre, vicaire général du diocèse d'Oloron. Voir plus haut, p. 89 et 172, note 1.

(3) Jean de Faget devait être parent de Menant de Faget, hôtelier de Pau, qui logeait les députés des États. Voir plus haut, p. 90, note 6. Il était jurat de Pau et afferme, en 1490, les revenus de la cure de Pau de Jean de Garin, chanoine d'Oloron, curé de Pau. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1974.) En 1504, il s'oblige envers les jurats de Pau pour 4 écus 12, pour la mise en ferme des amendes concernant les faux poids et mesures. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1978.)

(4) *Suplir*, vieux mot pour *suplea*, suppléer, subvenir, a ici le sens de prêter de l'argent.

(5) *Barcelone*, chef-lieu du comté de ce nom, en Catalogne.

(6) *Trahut*, tribut, exaction, impôt.

(7) Cette expression *nation française* est assez curieuse à cette époque ; il faut remarquer que les Béarnais, bien que ne faisant pas partie du royaume de France, puisqu'il leur fallait des lettres de naturalisation, semblent se considérer ici comme des Français vis-à-vis des Espagnols, leurs voisins.

sols, exeptat que no s'y conte rebaxs, loquoal se comptera dejus part xvii sc. iiii s.

9. A l'aute termi, que es en septembre mil v^c sineq. se pagueran per la donation, la some deusditz quoate mili scutz. iiii^m sc.

Item los viii^c per avant autreyatz. viii^c sc.

10. Item per los gadges deus conselliers audit termi, cent scutz. c sc.

Item au Sindie Castanheda xlviii sc. viii s.

Item au Sindie Neys autretant. xlviii sc. viii s.

Item a la glisie de Berlana (1). vi sc.

Item au senhor de Narcastet (2), de tres scutz iiii sc.

11. Item per les segretaris sieys scutz, los dus per maeste Guirtart et los quoate per M^e Arnaud de Castanh. vi sc.

12. Item per los gadges den Thesaurer vint et sineq scutz xxv sc.

Item per Maeste Arnaud de Caufapee un scut. i sc.

Some. v^m xxix sc. xvi s.

13. Per los quoaus llebar, se talhen oeyt sols tres diners per foece que fen v^m xli scutz xii sols, a xi^m foexs complitz sens rebaxs. Et aixi y sobre nuze scutz quatorze sols. xi sc. xiiii s.

14. Et car del prumer termi y sobren xvii sc. xiiii s. et dequest termi unze scutz xiiii sols, que fen xxix scutz; deus quoaus falli treyer lo rebaxs per cent sineq foexs de totes dues talhes, tant que toque los dines deu pays, que son mil v^c lii scutz v sols iiii dinees, et a ii sols vi diners 1/2, monte xiiii scutz xiiii sols x diners 1/2. Et extrematz aquetz deusditz xxix scutz, y reste de clar quinze scutz ung sol ung dier miey. xv sc. i s. i d. 1/2.

15. Ne seran balhatz au bayle de Garos (3) dus scutz, car non ago a la partelhe. ii sc.

16. Item a Neys, per anar a Tarbe per las lettres de la treyte (4),

(1) *Berlane*, hameau, commune de Morlâas, ancienne commanderie de Malte, mentionné en 1344. (Raymond, *Dictionnaire topographique*, p. 28.)

(2) *Narcastet*, commune du canton de Pau-Ouest.

(3) Sur le bailliage de Garos, voir plus haut, p. 42, note 5.

(4) Il s'agit des lettres annullant l'interdiction prononcée par le roi de France d'extraire des grains du comté de Bigorre, dont les Béarnais avaient réclamé l'abolition. Voir plus haut, p. 181, § 7.

lettre de Mauléon (1), signature de M^e Giard et autres besonhes, sineq seutz. v sc.

Et aixi sobre. viii sc. i s. i d. 1/2.

17. [Fol. 50 v^o.] Item es stat concludit que Ramon Arnaud de Luns (2) crubera los dines deu pays per aqueste donation et pagnera a ung cascun, aixi que es cochât et en las comissions s'en faire expresse charge.

LX.

SESSION DE NOVEMBRE 1505, A ORTHEZ, SOUS LA PRÉSIDENCE DE
RAYMOND DE CASARRER, JUGE DE BIGORRE.

SOMMAIRE : 1. Ouverture : les États ne discutent pas sur les griefs, mais remettent au président leurs cahiers de doléances pour les transmettre aux souverains. — 2. Donation de 10,000 écus. — 3. Premier terme : 4,000 écus en mars 1506. — 4. Tailluquets. — 5. Répartition. — 6. Deuxième terme : 4,000 écus à la fin de septembre. — 7, 8, 9. Gages des conseillers, des Syndics et du Trésorier. — 10. Secours aux gens d'Oloron pour un incendie. — 11. Aumônes aux Frères prêcheurs et aux Frères mineurs d'Orthez. — 12. Indemnité au secrétaire. — Indemnité aux Oloronais pour lettres de marque. — 14. Répartition. — 15. Rabais des feux. — 16. Extinction d'une dette des États envers Claude Brion.

1. [Fol. 51.] Tres Estatz de Bearn, Marsan et Gavardan, mandatz au xii^{al} de Novembre mil v^c sineq per mandement deu Rey et Regine, senhors de Bearn; et fon tengutz a Ortes, ont presidi lo egregi Mos. Ramon de Casarrer, juge mage de Begorre (3), ab lettre missori, comission et instructions, qui ne balha; en lo xvi deudit mees, fo feyte la uberture fens lo Reflector deus Frays Predicadors; *et car no s'i passa greuges*, fon balhatz certans artigles audit Mos. lo juge president, en fassen la resposte, supplican vulhe remonstrar ausditz Senhors bulhatz far aixi que en aquetz es contentut.

2. Et lo xx deudit mees, fo feyte la resposte et fon autreyatz

(1) Sur l'affaire avec le capitaine de Mauléon, voir plus haut, p. 181, § 8.

(2) Raymond-Arnaud de Luntz, trésorier de Béarn, apparaît avec ce titre dans un acte de 1499, par lequel Jean, seigneur d'Abidos, châtelain de Pau, lui emprunte 100 écus. (Arch. des Basses-Pyrénées, *Notaires de Pau*, E 1977.)

(3) Ramon de Casarrer, juge-mage de Bigorre, voir plus haut, p. 103, note 4.

per vie de donation ausditz Senhors detz mili seutz, condan xvii sols per seut, paguedors la mieytat en la fin deu mees de mars prosmar venent et l'aute mieytat a la fin deu mees de septembre apres seguent, que sera mil v^e sieys; et ladite some ab los carxs jus scriutz se llebera cum se seg.

3. Per la part contingente au pays, que es quoaate mili seutz, aquetz se pausen per llebar per losditz Senhors a ladite fin de mars. III^m se.

4. Item per lo comport de despenses de Mos. lo Seneschal (1), sixante seutz	LX se.
Item per Mos. de Lescar (2), trente sineq seutz. . .	XXXV se.
Item per Mos. de Miusens (3), vint et sineq seutz. .	XXV se.
Item per Mos. de Gayrosse (4), vint et sineq seutz .	XXV se.
Item per Mos. de Salies (5), quinze seutz	XV se.
Item per Mos. de Meriteinh (6), quinze seutz. . . .	XV se.
Item per Mos. de l'Abadie de Monenh (7), detz seutz.	X se.
Item per Mos. de Senta Colome, detz seutz	X se.
Item per Mos. d'Aveseat, detz seutz.	X se.
Item per Mos. de Candan, detz seutz.	X se.
Item per Mos. de Portes, detz seutz.	X se.
Morlâas	VI se.
Ortes et l'aute viadge suplir.	IX se.
Oloron	VI se.
Saubaterre	VI se.
Ossau	VI se.

(1) Jean de Méritein, seigneur d'Esgoarrabaque, sénéchal de Béarn, voir plus haut, p. 26, note 2.

(2) Boniface, évêque de Lescar. Voir p. 112, note 1.

(3) Pierre de Béarn, baron de Miossens. Voir p. 8, note 1.

(4) Auger, baron de Gayrosse. (Archives des Basses-Pyrénées, E 1005.) — *Gayrosse*, château de la commune d'Audéjos, canton d'Orthez, formait avec Audéjos, Herm et Orius, la dixième grande baronnie du Béarn.

(5) Arnaud-Guilhem, seigneur du château de Salies, mort avant 1503. A cette époque, sa fille Gratiannie épouse Roger de Béarn, fils de Pierre, baron de Miossens, et ce dernier cède a Sibiliote de Candan, veuve d'Arnaud-Guilhem, les seigneuries de Miossens, Lanusse et Carrère. (Archives des Basses-Pyrénées, *Not. de Salies*, E 2104.)

(6) Tristan, seigneur de Méritein.

(7) Gaston, seigneur de l'Abbadie de Monein. Voir plus haut, p. 189, note 5.

Aspe	III sc.
Baretons	III sc.
Pau	III sc.
Monenli, cum Ortes.	IX sc.
Nay, tres scutz.	III sc.
Salies	III sc.
Montaner.	II sc.
Pontac	II sc.
Lagor	III sc.
Gant	II sc.
Belloe (1).	III sc.
Au Sindic Castanhede.	III ^{le} sc.
Au Sindic Quartoaner (2).	II sc.
A Poste (3).	I sc.
Item au qui fara lo plaser (4), trente scutz.	XXX sc.
Item au clere deu Sindic, J. de Vinhes. .	I sc.
Some.	III ^M III ^C XXXVIII sc.

A la fi de mars 1506 : VII s. I d. 12.

5. Los precedens quate mili scutz se lleberan a ladite fin de mars, et ab aquetz se lleberan losditz tres cens trente quate scutz. Et per llebar aquetz, se pausera per foeç, sens rebaxs, sept sols ung diner et miey, que fen quate mili tres cens sinequoante scutz tres sols; et pagat so dessus, y sobre per la talhe seguente vint scutz tres sols, sens aver contat rebaxs, de sso que toque lo diner deu pays, car se concludira en lo termi seguent

6. A la fin de septembre mil v^c sieys se lleberan los autes quate mili scutz. III^M sc.

7. Per los gadges deus conselhers, cent scutz. C sc.

8. Plus per los gadges deu Sindic Quartoaner, XLIII sc. VIII s.

(1) Bellocq. commune du canton de Salies, autrefois dans le bailliage de Rivière-Gave.

(2) Quartoaner, Syndic de Béarn, avait succédé à Fortaner de Neys, nommé juge de Béarn en 1504. (Reg. C 680, fol. 29 v^o.) Il mourut le 18 janvier 1507, d'après une note marginale du registre C 680, fol. 58 v^o. Voir plus loin.

(3) L'hôtelier de Pau, qui logeait les États, Menauton ou Jean de Faget.

(4) C'est l'indemnité donnée par les États à celui qui avancera les fonds nécessaires aux charges du pays.

Plus audit Sindic Castanheda, per sous tribalhhs deus Stattutz et viadges qui remonstra, aura trente scutz. xxx sc.

9. Plus per lo Thesaurer deu pays. xxv sc.

10. Item son autreyatz per ajude deu foec aus d'Oloron. c sc.

11. Item per aumoyne aus Frays Predicadors d'Ortes (1). xv sc.

Item per aumoyne aus Frays Menors d'Ortes. xv sc.

12. Item a M^{te} Arnaud deu Castanh (2), per la quittance et cancellation deu registre de la obligation deu pays (3), un seut l sc.

13. Item aus d'Oloron, per las despenses qui supportan per abater la mercha de Guilhem de Coralet. xviii sc.

Some. III^m III^o LXXXII sc. XVI s.

14. [Fol. 52.] *A la fin de septembre 1506.* — Et per llebar aquests quotate mile III^c xcii scutz XVI sols a la fin de septembre, avien per foec sept sols dus diners, et ajustatz ab la some qui aquetz monten vint scutz tres sols deu termi de l'aute solution, monten quotate mile tres cens navante nau scutz XIII sols III diners. Et aixi y reste per lo pays sens aver contat lo rebaxs deus foexs, toquant lo diner deu pays sieys scutz sedze sols quotate diners vi sc. XVI s. III d.

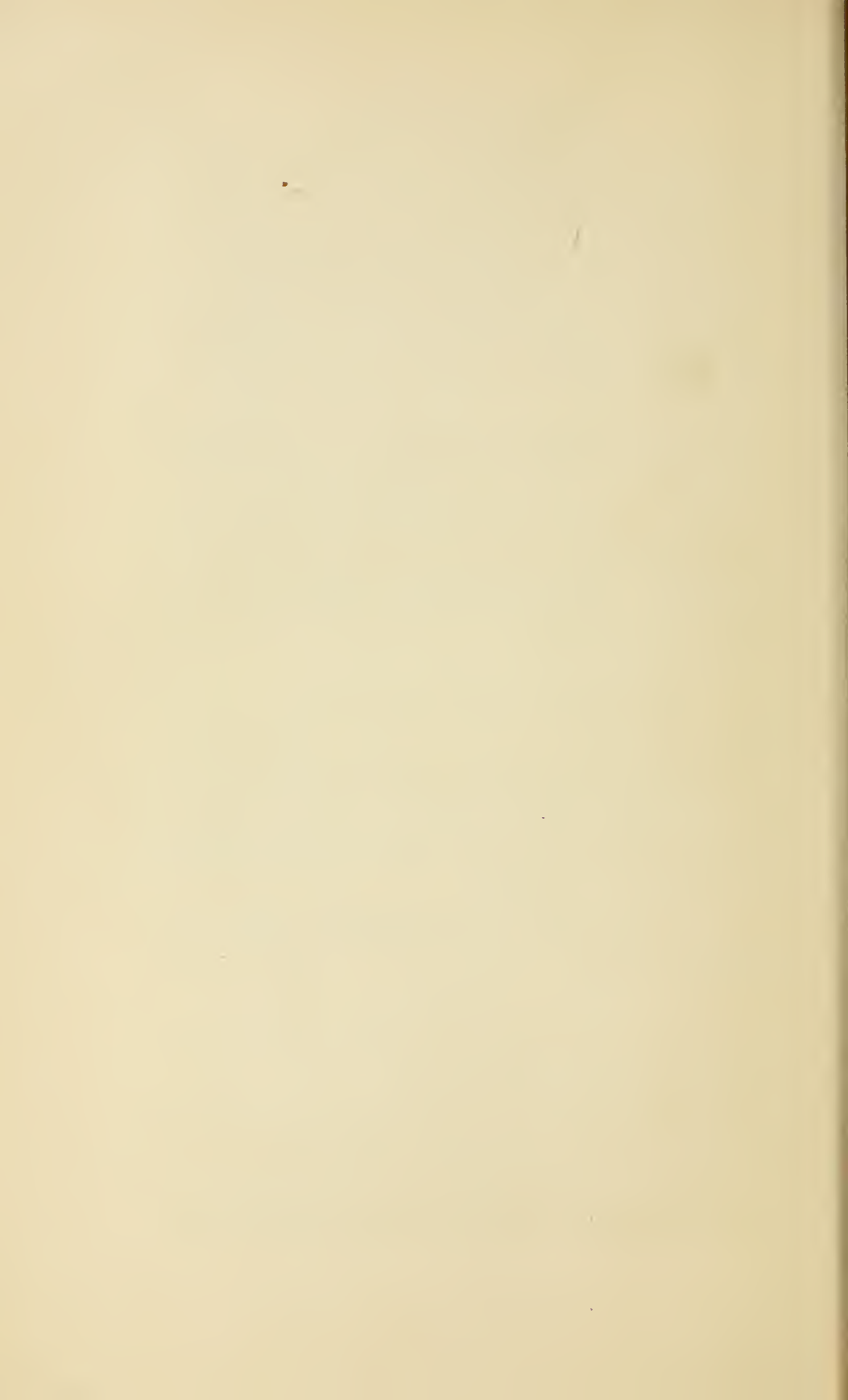
15. Mas fallh rebater lo rebaxs de foexs tant que toque los dies deu pays de las precedentes dues pagnes, que son VII^c xxvi scutz XVI sols, et prenen a un sol II diners per cv foexs de rebaxs, fen v scutz XIII sols; et dedusitz lo XVI scutz XVI sols III diners, aya y de super pagat I sol x dincees.

16. La obligation dens x^m scutz autreyade a Claude Brion fo restituide et rompude, et mandat cancellar lo registre a Maeste Arnaud deu Castanh.

(1) Les États avaient tenu leurs séances dans le réfectoire des Frères Prêcheurs. Voir plus haut, p. 192.

(2) Arnaud du Castaing, secrétaire des États.

(3) C'est une dette de 10,000 écus contractée par les États envers Claude Brion. Voir plus loin, § 16.

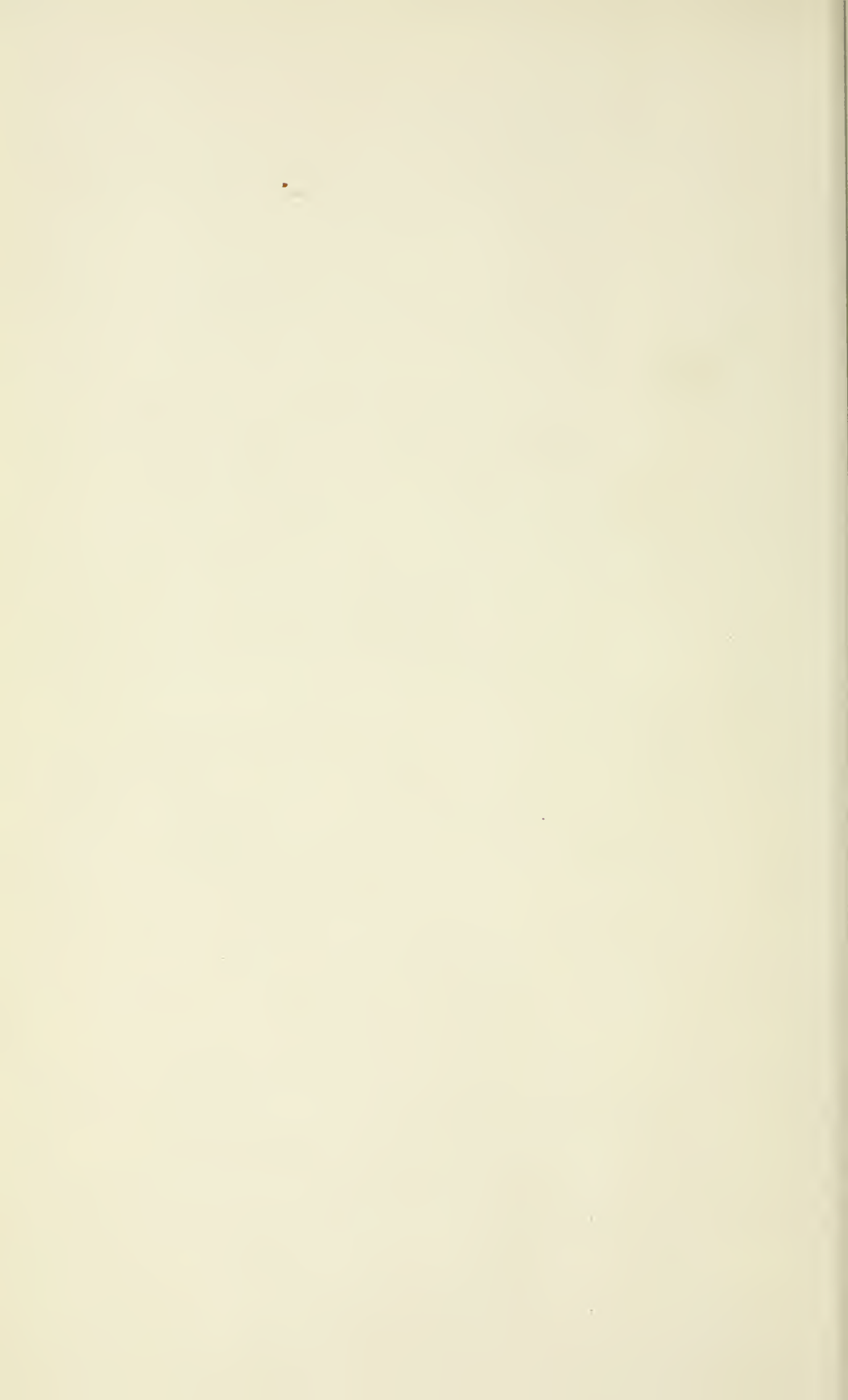


CORRECTIONS

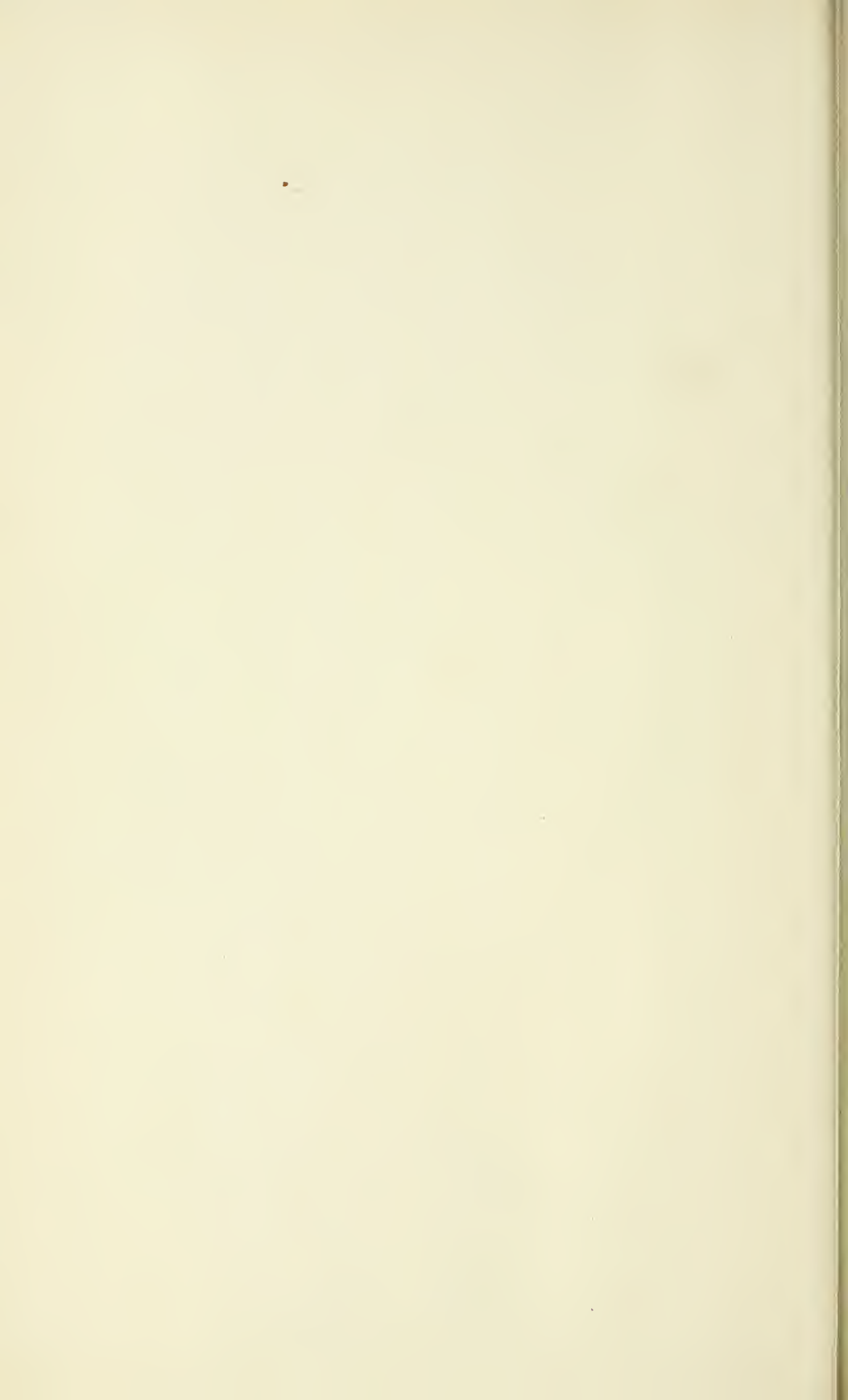
- Page 4, note 2, ligne 1 : *au lieu de v, lisez v v°.*
Page 7, ligne 13 : *au lieu de aquetz aqui, lisez aquetz a qui.*
Page 7, note 4, ligne 1 : *lisez Jean de la Salle, appelé aussi d'Aule ou de Coure.*
Page 11, ligne 18 : *au lieu de fol. VIII v°, lisez fol. VI v°.*
Page 15, ligne 1 et page 21, ligne 14 : *au lieu de Florins deu tree, lisez Florins deu Tree (Utrecht).*
Page 18, note 2, ligne 1 : *au lieu de malheureusement, lisez malheureusement.*
Page 22, note 1, ligne 4 : *au lieu de ventat, lisez beneut.*
Page 23, ligne 7 : *au lieu de ensemps, ab certz, lisez ensemps ab certz.*
Page 25, note 6, ligne 3 : *au lieu de à oeyt diners, lisez a oeyt diners.*
Page 26, ligne 1 : *au lieu de a Morlaas, lisez a Morlaàs.*
Page 26, note 2, ligne 2 : *au lieu de Caupenne et mournt, lisez Caupenne ; il mournt.*
Page 27, note 5, ligne 2 : *au lieu de merindad, lisez mérindad.*
Page 27, note 8 : *au lieu de Vesian, lisez Vésian.*
Page 28, ligne 18 : *au lieu de scriptura color, coler, lisez scriptura coler.*
Page 30, note 1, ligne 2 : *au lieu de princesse Viane, lisez princesse de Viane.*
Page 36, note 2 : *au lieu de Lasseubetat, lisez Lasseubétat.*
Page 47, ligne 10 : *au lieu de votée à la reine, lisez faite à la reine.*
Page 48, ligne 23 : *au lieu de seutz : oeyt sols monteran, lisez seuz oeyt sols : monteran.*
Page 56, ligne 32 : *au lieu de Montanerees, lisez Montanerès.*
Page 63, ligne 3 : *au lieu de sedze, lisez sieys.*
Page 65, note 2 : *au lieu de p. 5, note 5, lisez p. 8. note 3.*
Page 66, ligne 8 : *au lieu de scnts, lisez seutz.*
Page 66, note 7 : *au lieu de p. 5, lisez p. 8, note 1.*
Page 76, note 3, ligne 3 : *au lieu de Soberlie, lisez Soberbie.*
Page 77, note 2, ligne 1 : *au lieu de lettres de marques, lisez lettres de marque.*
Page 77, note 4 : *au lieu de Jean de Mériteins, lisez Jean de Méritein.*
Page 78, ligne 14 : *au lieu de support, lisez supportat.*
Page 78, ligne 23 : *au lieu de far lo prosuyte, lisez far la prosuyte.*
Page 79, ligne 24 : *au lieu de Baretons, lisez Baretous.*











DC Béarn, France
611 Le livre des syndics des
G24A5 États de Béarn
pt.1

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

